

Jeunesse, Défense et Sécurité en Europe

avec des contributions de :

Johannes Maria Becker

Pascal Dubellé

Jean-Paul Kieffer

Paul Klein

Patrick Mignon

Ulrike C. Nikutta-Wasmuht

Anja Seiffert

Sommaire

Introduction	5
L'ethnométhodologie, un moyen au service du dialogue inter-culturel	17
<i>Ulrike C. Nikutta-Wasmuht</i>	
Réponse à Ulrike C. Nikutta-Wasmuht du point de vue français	50
<i>Pascal Dubellé</i>	
La légitimation du militaire en France et en Allemagne	58
<i>Johannes M. Becker</i>	
Réponse à Johannes M. Becker d'un point de vue français	89
<i>Jean-Paul Kieffer</i>	
Mythes ou légendes	97
<i>Jean-Paul Kieffer</i>	
Réponse à Jean-Paul Kieffer d'un point de vue allemand	109
<i>Paul Klein</i>	
Les forces militaires allemandes et françaises et leurs capacités de socialisation dans le contexte des différents systèmes de formation et les échelles de valeurs nationales	119
<i>Paul Klein</i>	
Réponse à Paul Klein d'un point de vue français	139
<i>Patrick Mignon</i>	
Les cultures militaires de la France et de l'Allemagne : deux conceptions, deux histoires parallèles	144
<i>Pascal Dubellé</i>	
Réponse à Pascal Dubellé d'un point de vue allemand	157
<i>Paul Klein</i>	
La question de l'autorité et du rôle des forces armées dans la construction d'une citoyenneté européenne	163
<i>Patrick Mignon</i>	
Réponse à Patrick Mignon d'un point de vue allemand	173
<i>Johannes M. Becker</i>	
Regard sur les forces armées: réflexions sur les constructions sociales de réalités dans des contextes interculturels	179
<i>Anja Seiffert</i>	

Réponse à Anja Seiffert d'un point de vue français	203
<i>Pascal Dubellé</i>	
Auteurs	211

Introduction

En 1992, il y a onze ans maintenant, naissait le projet d'appréhender sous l'angle interculturel le rôle et l'influence des armées sur la formation des jeunes et des citoyens. Créé en 1975, le secteur "recherche" de l'OFAJ avait su aborder pratiquement tous les thèmes en les soumettant à l'épreuve de l'interculturalité franco-allemande et internationale - de nombreux ouvrages et textes de travail en témoignent - mais jamais, alors que l'Europe commençait pourtant à se doter de structures communes de défense, n'avait été directement questionné le lien, subjectif et culturel, existant avec l'ordre militaire dans les sociétés allemandes et françaises. Grand regret pour Ewald Brass, responsable de ce secteur "recherche", désireux de traiter ce sujet pourtant essentiel dans l'histoire de nos deux pays.

Cette situation évolua donc dans le courant de l'année 1992 avec la rencontre d'Anne Dominique Grange qui accepta de porter le projet dans sa part française. Elle venait de publier un livre tiré de sa thèse de doctorat en psychologie clinique qui traitait de l'institution militaire ce qui, pour Ewald Brass, tomba à point nommé. Il trouva que cette analyse critique venue d'une universitaire et d'une praticienne (elle avait exercé durant dix ans la fonction de psychologue clinicienne au sein des structures hospitalières du Service de Santé des Armées) jetait sur le milieu militaire français un regard singulier autant qu'intéressant et tout à fait conforme avec ses conceptions sur la recherche à mener.

Il y eut alors des contacts avec des chercheurs britanniques (qui depuis ont quitté le projet pour des raisons financières) et avec Johannes Becker, officier de réserve allemand et professeur en sciences politiques à l'université de Marbourg en Allemagne ; il y eut ensuite les recrutements de Pascal Dubellé, psychiatre français exerçant dans un hôpital militaire et de Patrick Mignon, à l'époque membre d'un laboratoire de recherche de l'université Dauphine à Paris et ensuite chercheur à l'INSEP ; il y eut aussi l'appui institutionnel de l'ex IAFA (Interdisziplinäre Arbeitsgruppe Friedens- und Abrüstungsforschung) devenu aujourd'hui le ZFK (Zentrum für Konfliktforschung : centre pour la résolution des conflits) avec lequel Johannes Becker était en relation. Mais tout cela ne permit pas au projet de démarrer : manquait à cette recherche de l'OFAJ l'indispensable appui logistique d'une institution publique, or, de ce point de vue, il fallait bien reconnaître qu'on se trouvait face à un vide, ce thème des „cultures militaires" paraissant, notamment côté français, assez délicat à traiter.

Et il fallut donc attendre près de quatre ans avant que se présente, venant d'Allemagne, le recours susceptible de relancer le projet. Ce recours, qui allait fournir à la recherche non seulement le soutien institutionnel qui lui manquait mais aussi un terrain d'étude en lui donnant accès à la Bundeswehr, vint de l'Institut de Sociologie de la Bundeswehr où travaillaient Paul Klein, Anja Seiffert et, à l'époque, Ulrike C. Nikutta-Wasmuht.

A partir de là, il devint possible d'organiser une première rencontre réunissant l'équipe pilote ainsi constituée et le groupe des participants (chaque participant étant coopté par un des membres du groupe pilote de l'étude en fonction de son lien à l'armée ou de l'intérêt particulier qu'il lui portait). Cette rencontre se déroula en 1996 à Chantilly.

Nouvelle étape avec l'arrivée de Jean Paul Kieffer, lors de notre seconde réunion à Berlin : riche des contacts qu'il avait gardés au sein de la haute hiérarchie militaire (il avait tenu d'importantes et récentes fonctions dans l'armée en tant que conseiller sur les questions militaires franco-allemandes), il fut désormais possible d'accéder au milieu militaire français après que la Bundeswehr fut présentée, par l'entremise de Paul Klein, à Berlin. Ainsi, chacun aurait désormais à l'esprit une forme de présentation de l'armée de chaque pays, et donc, un appui matériel à ses propres représentations culturelles.

Les difficultés, rencontrées lors de la mise en place du projet, suscitent un certain questionnement car, en effet, les avatars de cette phase préliminaire à la recherche ne sont, peut-être, ni tout à fait hasardeux ni totalement insignifiants comme pourrait ne pas être insignifiante la différence constatée dans l'accessibilité des deux armées : la "grande muette" paraissant devoir se protéger des regards extérieurs alors que, inversement, la Bundeswehr semblait plus disposée à se montrer au grand jour, transparence démocratique oblige.

Aussi, avec des variations d'ordre culturel et politique sur lesquelles ce travail se penche, une part des difficultés constatées dans l'abord du fait militaire pourrait bien être l'expression de réticences collectives - dont, naturellement, celles des organisations sociales -, réticences spontanées, pour ne pas dire inconscientes, qui se dressent sitôt qu'il est question d'aborder un tel thème. Transposées au plan individuel, de telles réticences se retrouvent dans le rapport complexe et ambivalent que chacun de nous en-

tretient avec l'Armée : un rapport chargé d'histoire et, bien souvent aussi, de souffrances ; un rapport qui soulève nombre de questions au sujet de notre identité collective ; un rapport qui suscite une série de fantasmes du côté de la puissance phallique (symbole de force virile, l'armée est une institution traditionnellement réservée aux hommes) et du côté de la peur, aussi, face à un "objet" paré des vertus de la toute puissance. Si bien que, en deçà des postures et des discours, au fond des âmes, y avait-il quelque crainte obscure qu'en levant le voile on portât atteinte à "l'ordre militaire", cet ordre sacré (celui qui peut conduire les hommes au sacrifice) à l'égard duquel nous nous trouvons doublement dépendant par la protection qu'il nous apporte et par la contrainte qu'il exerce sur nous ?

Donc, même si des raisons pratiques et conjoncturelles peuvent être légitimement invoquées, la mise en place de notre étude demanda un supplément de temps nécessaire à braver les "interdits" et à surmonter les résistances de toutes sortes, conscientes ou inconscientes, individuelles et collectives.

Plusieurs étapes durent être ainsi successivement franchies, celle d'une longue phase préparatoire (1992-1996) et celle des premières rencontres de présentation : présentation du projet à Chantilly (automne 1996), suivie de la présentation de la Bundeswehr à Berlin (printemps 1997) et de l'armée française à Sèvres (automne 1997).

Notre programme de recherche devait s'étaler sur une durée initiale de trois ans (il en fit quatre) et comprenait deux sessions d'une semaine par an où se retrouvaient le groupe pilote et celui des participants. Ainsi conçu, ce cycle basé sur la périodicité de rencontres franco-allemandes devait permettre l'instauration progressive d'un échange véritablement interculturel propice à l'expression de la dimension culturelle objet de notre observation.

Durant le temps nécessaire à cette recherche, le groupe pilote et celui des participants connurent des changements et effectuèrent des adaptations. Parlant de ce dernier, le groupe des participants français était au départ moins étoffé que celui des Allemands ; par ailleurs, près de la moitié de ce groupe était représenté par des objecteurs de conscience et donc par la mouvance pacifiste alors que le groupe allemand était, quant à lui, plutôt "militaire", constitué, pour une bonne part, d'officiers d'active et de réserve, d'anciens sous-officiers et d'anciens soldats. Après les rencontres de Berlin et de Sèvres, des départs et de nouveaux recrutements permirent des ajustements et un rééquilibrage des groupes nationaux, tant sur un plan qualitatif que quantitatif. L'équipe pilote, nous l'avons évoqué, s'est, elle aussi, constituée progressivement ce qui, compte tenu des disciplines exercées par chacun de ses membres, entraînait des modifications, déplaçant notamment les bases conceptuelles de l'étude. De l'esprit de départ assez proche de la psychologie et de la sociologie, ces bases conceptuelles se sont ainsi rapprochées, à mesure des intégrations, du domaine des sciences sociales et politiques ou de la polémologie, au risque d'entraîner des ruptures épistémologiques.

En réalité, une série de facteurs interféra dans cette évolution : les premiers, donc, tenaient en effet aux équilibres internes au groupe pilote constitué de chercheurs venus d'horizons aussi divers que la psychanalyse, la psychologie, les sciences politiques, la sociologie (avec ses différentes approches, analytiques, descriptives, ethnologiques...) pour ne citer que ce qui concernait notre équipe, et en ce sens, l'équilibre antérieur ne pouvait qu'être modifié par l'arrivée de Jean Paul Kieffer en 1997 et par le départ, en 1999, de Anne Dominique Grange qui estimait ne plus avoir la compétence d'animer une recherche un peu trop éloignée désormais des rivages de la "psy" qui, seuls, lui étaient familiers ; les deuxièmes reposaient sur l'échange établi entre le groupe pilote et celui des participants, échange qui constitue la matière même de notre travail. Le dispositif mis en place exigeait avant chacune de nos réunions de constantes adaptations en fonction des attentes et demandes exprimées par les participants ainsi que des opportunités offertes quant aux interventions extérieures venues de l'Armée, de l'Université ou d'ailleurs. Cela mettait également en jeu, notamment, un certain nombre de phénomènes assez complexes en terme de dynamique de groupe au sein d'un ensemble devenu assez conséquent au fil des rencontres dépassant la trentaine de personnes venues, elles aussi, d'horizons très divers, tant culturels que socioprofessionnels. Il y avait enfin l'influence du contexte politique sur notre recherche. Sans être exhaustif, citons qu'entre 1992 et 2002, durée de ce projet, il y eut : la suspension du service militaire en France et la mise en place de la professionnalisation de l'armée, la création et le développement de l'Eurocorps prolongeant l'expérience de la Brigade franco-allemande, les guerres dans le Golfe, en Bosnie puis au Kosovo, l'amendement de la loi fondamentale allemande légitimant l'intervention de son armée hors du territoire national dans le cadre d'un mandat de l'ONU (amendement qui permit à la Bundeswehr d'intervenir au Kosovo avec les forces de l'OTAN) ou encore, cet autre amendement ouvrant toutes grandes les portes de la Bundeswehr aux femmes. Rappelons enfin le contexte général qui était celui de

la fin de la guerre froide et de la bipolarité Est-Ouest qui avait réglé l'ordre du monde des dernières décennies.

De tout ceci, nous devons faire la synthèse dans cette publication finale tout en tentant de répondre, avec modestie, à la fois à la demande de l'OFAJ et aux interrogations des citoyens français et allemands au sujet du fait militaire tel qu'il apparaît dans l'histoire et tel qu'il est formulé aujourd'hui dans le projet européen. Même si, comme il est habituel, en effet, lorsqu'on travaille sur un thème aussi sensible que celui-là, l'axe de nos travaux rejoint les préoccupations politiques du moment, il n'efface pas pour autant la diversité des approches et laisse ainsi se côtoyer des contributions en politologie comme celles fournies par Johannes M. Becker et d'autres, plus sociologiques, comme celles d'Ulrike C. Nikutta-Wasmuht.

Elle illustre par une approche ethnométhodologique ce que fut pour elle ce vécu d'immersion interculturelle produit par nos rencontres : témoignage personnel sur lequel repose son questionnement et son analyse. Son texte "L'ethnométhodologie, un moyen au service du dialogue interculturel" traite d'une théorie de l'action à mener pour parvenir à comprendre et faire se comprendre des mondes interculturellement différents. Il s'agit ici, d'abord, de saisir ce qu'est le comportement et le vécu journalier des individus, ensuite d'en comprendre le vécu conscient dans les différentes cultures et enfin d'en tirer les conséquences sur le sens que ces individus donnent à ce vécu et comportement journalier. Ce concept constitue le "*frame of reference*" de l'interculturalité de nos travaux réalisés avec les participants sur ce thème comparant les cultures militaires françaises et allemandes. La prise de conscience du fait que les traditions, rites et tabous ont une très grande influence sur les réalités sociales, dans notre cas les cultures militaires, est l'un des enseignements tirés de ces travaux : les identifier, leur donner un nom, les passer au crible de la critique est un moyen important d'accès à la diversité de la compréhension interculturelle.

Pour Jean-Paul Kieffer, l'identité de la France, comme celle de l'Allemagne, repose en partie sur un certain nombre de mythes voire de légendes. Tantôt étrangement parallèles, tantôt complètement divergents, ils n'en marquent pas moins l'imaginaire et la culture des deux peuples et, bien entendu, la culture militaire de leurs soldats particulièrement représentatifs en matière d'identité nationale. Les héros allemands dont certains, comme les français, ont été tirés de l'oubli au 19^e siècle, sont toujours vainqueurs, alors que les Français n'ont jamais hésité à glorifier un vaincu. Besoin d'identité chez un état de création récente ? Malgré une réconciliation que l'on peut considérer comme irréversible, ces mythes sont toujours vivants. Pour ne citer qu'un exemple, celui du sang allemand n'a pas fini de poser des problèmes à l'Allemagne mais également à l'Europe qui se construit, elle aussi, espérons-le, de manière irréversible.

Paul Klein développe l'idée que, malgré de nombreuses similitudes, les forces armées françaises et allemandes sont différentes, notamment pour ce qui concerne leur place dans la société, leurs structures internes et leurs résultats en matière de socialisation. Selon lui, si l'on en cherche les raisons, on peut retenir les points suivants :

- Education, formation et instruction n'ont pas la même place dans l'échelle des valeurs nationales, ce qui débouche sur des pratiques différentes.
- Les systèmes scolaires français et allemands sont différents. Dans la formation de ses meilleurs éléments, la France fait effort sur les élites, alors que le système allemand est plus égalitaire.
- Les valeurs familiales, les rapports sur les lieux de travail et la position à l'égard de la politique présentent également des différences qui se font sentir dans l'acceptation de l'autorité et des supérieurs, dans l'activité professionnelle des femmes, dans les formes de l'engagement et de la contestation politique ainsi que dans la capacité du citoyen à s'organiser.

Les deux armées sont le produit de leurs histoires et de leurs sociétés respectives. Les différences ne sont donc pas étonnantes. Elles sont d'autant plus en voie de diminution que les deux peuples se rapprochent, ce que les rencontres que nous avons vécues lors de nos séminaires ont parfaitement illustré.

Pascal Dubellé aborde les notions de Culture et de Nation pour en interroger la signification prise en France et en Allemagne et à partir de là, poser la question du contenu du lien rattachant Français et Allemands à leur armée. Une revue historique de ces concepts permet ainsi de saisir la genèse et l'évolution de leur variation de sens en même temps qu'elle montre le lien existant entre la culture, la nation et l'armée : culture et nation entretenant un lien intime dans la conception allemande (même si cela paraît désormais indicible), armée et nation étant, dans la conception historique et politique fran-

çaise, tout aussi liées. Reste la question de savoir comment ces conceptions peuvent s'associer et s'harmoniser dans le cadre d'une Europe et d'une Défense supranationales.

Patrick Mignon, dans son texte "sur l'autorité" développe l'idée selon laquelle une des façons de contribuer à une meilleure compréhension des cultures militaires française et allemande peut consister à comparer la manière dont fonctionne, dans les deux sociétés, le phénomène de l'autorité. On sait qu'aujourd'hui la question de l'autorité est une question à la mode et que beaucoup de discussions sur la société contemporaine ou de descriptions des maux de la société tournent autour du constat d'un déficit d'autorité ou de son déclin régulier, qu'on prenne pour exemple la famille, la religion ou l'école. De la même manière, l'institution militaire peut être touchée par la crise d'autorité ou symboliser la différence dans le déclin ou le rapport à l'autorité dans les cultures française ou allemande : on peut ainsi interpréter les réactions face au mode de commandement à la française et *l'Innere Führung*. Mais elle peut aussi apparaître en même temps comme un recours possible de ré-institution de l'autorité chez les individus qui y vivent ou y passent. La dite crise de l'autorité est le fruit du progrès des valeurs individualistes. L'autorité dans le cadre militaire doit s'affronter à l'idéal égalitaire, qui est aussi idéal de justice, et qui fait que chacun doit être traité de manière égale, que chacun, simples soldats et officiers, doit se comporter de la même façon face aux obligations. Mais c'est aussi la valeur accordée à la persuasion et à l'argumentation qui fait qu'on ne peut rien accepter qui ne soit expliqué, légitimé selon un ordre de raison et selon des procédures reconnues et respectées. L'armée, pas plus que les autres institutions, ne peut être obéie de par la seule affirmation de ses principes.

Johannes M. Becker traite de la légitimation de l'armée en France et en Allemagne, retraçant dans l'histoire contemporaine de chacun des pays les moments critiques susceptibles de nourrir ce débat.

La légitimation de l'armée, écrit-il, a connu, dans les deux pays qui nous concernent, notamment après la deuxième guerre mondiale, des développements extrêmement différents :

- Alors que la considération dont jouissent les militaires en France parvient à surmonter la crise de juin 1940 comme celle de la collaboration, des guerres d'Indochine et d'Algérie, le 8 mai est pour l'Allemagne une importante coupure.
- La Wehrmacht est toujours considérée dans de vastes tranches de la population comme co-responsable de la défaite et des horreurs perpétrées par le régime nazi. C'est pourquoi les armées ont dû supporter des crises de légitimation successives. Après la remilitarisation de 1954, suivit la phase de la nouvelle politique à l'Est (1969 Ostpolitik), le changement de perception de la menace soviétique en 1985, jusqu'à la disparition de cet ennemi au début des années 1990. Ce n'est que le gouvernement Kohl qui est parvenu à tirer l'Allemagne de sa singularité militaire.

Ces changements de légitimation sont, par chance, intervenus pendant que se déroulaient nos rencontres et ont pu être observés avec une attention éventuellement critique, parfois en des lieux symboliquement liés à nos travaux.

Anja Seiffert interroge la place occupée par les femmes dans les constructions sociales de réalité et s'interroge sur leur perception et leur représentation dans l'armée. Dans sa contribution : "Regards sur les forces armées : réflexions sur les constructions sociales des réalités dans des contextes interculturels", l'auteur traite des possibilités et limites de la compréhension dans le domaine interculturel. Elle développe, dans une perspective sexuée, la thèse nullement surprenante que, comme dans d'autres domaines, existent dans le dialogue interculturel des rôles sociaux différents pour les hommes et les femmes offrant à ceux-ci des possibilités et obligations de comportement variables. L'auteur en tire la conclusion que les perceptions sont, dans un projet de dialogue interculturel, obligatoirement différentes, qu'elles sont des constructions sociales comportant également une charge sexuée. Dans un deuxième temps, l'auteur se penche sur les forces armées et s'interroge aussi bien sur la représentation du rôle des sexes que sur les pratiques dans les armées. L'orientation étant ainsi définie, le regard se porte à nouveau sur les possibilités de compréhension et sur les limites d'un projet de dialogue interculturel ayant pour thème les cultures militaires. Les expériences subjectives figurent au premier plan, car - telle est la thèse - la mise à jour des réflexions et interprétations ne se contente pas de faire apparaître des positions et opinions opposées, mais elle est également en mesure de mettre en évidence des différences sociales et culturelles.

Cet ensemble de contributions hétérogène respecte les sensibilités de leurs auteurs en même temps qu'il rend compte de l'histoire du projet telle qu'évoquée dans ce chapitre introductif. Aucun choix n'a donc été réellement opéré ni imposé tant il est vrai que l'approche culturelle, interdisciplinaire aux

sciences sociales et politiques, autorisait pareille liberté. En revanche, a été décidé de former des binômes franco-allemands, chaque thème recevant une courte réponse ou réaction en forme de contre point culturel, "jeu" de réactions croisées entre homologues français et allemands par lequel nous avons cherché à mettre en lumière, "in vivo" pour ainsi dire, les différences culturelles existant sur chacun des thèmes abordés. Par ce procédé, nous avons voulu permettre également qu'un texte apparaisse moins comme l'affirmation d'un point de vue culturel que comme l'expression d'une sensibilité culturelle, celle-ci n'étant pas à prendre comme purement représentative de la culture de son auteur. Là où, par contre, la culture infiltre le discours elle se reproduit, parfois même à l'insu de son auteur. Notre propos sur les cultures militaires de France et d'Allemagne ne se veut ni technique ni académique, la note en étant résolument diverse et faisant appel à une forme de spontanéité de l'expérience interculturelle telle que chacun de nous a pu la traverser, la ressentir et la comprendre. Il s'adresse ainsi, non pas à des experts français et allemands es Défense et Sécurité européennes, mais à un public où se retrouvent aussi bien des éducateurs qui travaillent auprès des jeunes Français et Allemands que des décideurs politiques en quête d'éclairage et de réflexion sur les sujets brûlants de leur pratique.

Le titre initial et provisoire : *"Les cultures militaires de la France et de l'Allemagne et la formation des citoyens dans le contexte d'un projet de construction européenne"* devait être abandonné au profit d'un intitulé plus concis : *"Jeunesse, Défense et Sécurité en Europe"* mettant l'accent sur les objectifs de la recherche plutôt que sur son contenu théorique.

Car c'est bien à la jeunesse, en effet, que nous voulons nous adresser en tout premier lieu et ce texte, qui est un document de travail pour l'OFAJ, veut contribuer, par son approche interculturelle, au débat qui s'engage face à la nécessité où se trouvent l'Europe et sa jeunesse de repenser sa sécurité et sa défense.

Aujourd'hui dans le monde, les menaces qui pèsent sur les pays de notre vieux continent n'ont plus grand-chose de commun avec celles qui régnaient pendant l'ère de la guerre froide. Au cours de ces dix dernières années notamment, sont intervenus des changements considérables dans la nature, l'étendue et le contenu de ces menaces. Quelques faits significatifs : les ennemis d'hier de l'ex pacte de Varsovie sont devenus nos partenaires de demain ; les frontières nationales se sont effacées en même temps qu'ont reculé celles de la communauté européenne ; a été démontrée notre impuissance à résoudre seuls les graves conflits ethniques survenus dans les Balkans, pointant l'état de dépendance qui est le nôtre, celui des pays d'Europe pris isolément et celui de la Communauté, à l'égard de la puissance militaire des Etats-Unis ; sont apparues de nouvelles menaces liées aux intégrismes religieux qui utilisent comme arme l'attentat aveugle et dévastateur ; se sont posés d'épineux problèmes de déplacements de populations, massifs et soudain lors de la guerre au Kosovo, plus durables lorsqu'il s'est agi de migrations économiques.

Notre contribution ne saurait répondre à l'ensemble des questions posées à cette jeunesse d'Europe en terme de sécurité et de défense mais elle permettra, nous l'espérons, d'en situer le cadre : celui d'une Europe qui assume progressivement sa place dans les affaires du monde et qui entend jouer un rôle spécifique ; elle vise aussi à nourrir le nécessaire travail sur le passé et sur la culture, sans lequel il ne saurait y avoir de fraternité entre les peuples.

La France et l'Allemagne se sont livrées des combats meurtriers et fratricides au nom de l'idée que leurs peuples concevaient de leur histoire, de la défense de leurs biens et de leur culture, cultivant tour à tour patriotisme, nationalisme et militarisme. Puisse cette recherche franco-allemande sur les "cultures militaires" témoigner d'une pacification de ce lien.

Ulrike C. Nikutta-Wasmuht

L'ethnométhodologie, un moyen au service du dialogue interculturel

Le "dialogue interculturel" va bien au-delà de la simple traduction, dans une autre langue, d'une discussion ou d'une intervention et au-delà de l'attente mise en elle pour établir la compréhension. Ce point s'éclaire fort bien par la polémique engagée en Allemagne pendant l'été 2000 autour de l'idée d'une "Leitkultur" allemande. Interrogé sur l'existence d'une culture dominante en France, Alfred Grosser, politologue, répondit : "Bien sûr que ce concept existe", ce qui ne l'empêchait pas de trouver ce débat "très allemand". "Culture-pilote" fut la traduction de "Leitkultur" qu'il proposa. Lorraine Milot, correspondante de "Libération" à Berlin, suggéra, quant à elle, "culture de référence", et son collègue du "Figaro" : "modèle culturel allemand".¹ En réalité, cette dispute autour de la traduction technique d'un terme - malgré ses prétentions au dialogue, à la compréhension - n'était rien de plus. Un dialogue interculturel suppose une compétence interculturelle, c'est-à-dire "l'extension de notre propre faculté de percevoir ce qui est étranger et l'aptitude... à accepter ce qui est autre comme tel".² Cette capacité est essentielle parce qu'elle touche en profondeur et interroge, non seulement l'"ego" collectif, mais aussi notre propre moi. Que l'on soit en voyage ou dans son propre pays, ce qui est "étranger" constitue une provocation, une remise en question de notre vision du monde, de notre système de normes et de valeurs, et des acquis de longue date qui nous permettent de discerner le normal de l'anormal, ce qui est acceptable de ce qui est dédaignable. Ainsi, ce qui est familier est "normal" - du moins jusqu'à ce jour - et peut, au contact de ce qui est "autre", devenir "anormal" ou "étranger". Je serais donc "étrangère" ? J'aurais des idées "étranges" sur le monde et sur son fonctionnement ? La force requise pour assumer ce type de provocation met le moi à rude épreuve, de même que la confiance en soi et la capacité de vivre avec les ambiguïtés et donc aussi les contradictions. "La confrontation permanente (avec nos propres normes et valeurs, et avec notre moi imparfait)³ nous insécurise car elle est ressentie comme une remise en question de nos valeurs et de notre mode de vie. En pratique, au lieu de répondre à cette provocation, nous avons souvent tendance à la repousser, à la dénigrer ou à la refouler. Notre sentiment de supériorité et de force en sort intact, mais ceci masque, en réalité, un manque d'assurance et de confiance en soi. En rabaisant ce qui est étranger, on essaie souvent de transformer sa propre faiblesse en supériorité, une supériorité en réalité illusoire. On ne recherche pas la confrontation critique, on se protège. Car la prise en compte de ce qui est étranger entraîne, dans le domaine personnel, un examen de tout ce que l'on a refoulé, nié et donc aussi des zones d'ombre de notre personne".⁴

C'est pourquoi il est fort difficile de réussir un dialogue interculturel. Celui-ci suppose en effet : a) un travail dans un groupe qui soit le plus restreint possible, b) des rencontres régulières sur une longue durée afin de créer un climat de confiance, c) des compétences linguistiques réciproques, d) la volonté chez les participants de découvrir "une autre réalité" et de faire la connaissance "de l'autre", e) l'aptitude à accepter les "provocations" sans se sentir personnellement visé, f) la volonté de réexaminer, le cas échéant, ses préjugés et de faire de nouvelles expériences avec l'autre, g) la volonté de se mettre à la place de l'autre et d'essayer de le "comprendre" pour se faire de lui une opinion la plus juste possible.

Une entreprise difficile, comme nous avons pu en juger tant dans notre travail entre chercheurs qu'avec les participants : il y eut en effet des provocations, des blessures, des réconciliations, une volonté de comprendre les idées de l'autre, des changements d'attitude mais aussi des "durcissements de position". Nous avons appris que le dialogue interculturel représente un défi. Mais comment établir ce dialogue ? Je propose, comme moyen d'y parvenir, "l'ethnométhodologie". Cette méthode s'intéresse aux hommes et aux femmes avec leurs expériences personnelles et collectives en tant que membres d'un espace national donné. Qu'est-ce que cela implique en pratique ? Comment procéder ? Ma réponse s'articulera autour des points suivants :

¹ Voir Bremer (2000)

² Voir Gugel (2000)

³ Remarque de l'auteur

⁴ Voir Gugel (2000), p. 2 du texte allemand.

- l'ethnométhodologie comme outil au service du dialogue interculturel ;
- le quotidien et l'expérience du quotidien dans le travail interculturel ;
- l'utilisation de l'ethnographie au sein du groupe.

1. L'ethnométhodologie comme outil au service du dialogue interculturel

En dernière analyse, j'envisage nos rencontres avec les participants et nos réunions entre chercheurs comme autant d'éléments d'un tout. Ce tout constitue pour moi le *dialogue interculturel* ainsi qu'une manière d'établir et d'organiser ce dialogue. Aussi me suis-je demandée, en reprenant mes comptes-rendus après nos rencontres, si la manière d'organiser notre travail et ma propre perception de ce travail avaient évolué au fil des années. Quels sont les points essentiels qui ressortent de ces comptes-rendus ? Quelles sont les questions qui m'ont particulièrement intéressée ? Est-il possible d'en dégager une grille de "lecture" ?

J'anticiperai sur la réponse : pour moi il existe, en effet, une telle grille. Je suis parvenue à deux conclusions : premièrement, que l'ethnographie m'a toujours intéressée comme moyen de mettre en lumière la vie quotidienne et, deuxièmement, qu'il est possible d'établir par l'ethnométhodologie un dialogue interculturel.

L'"ethnométhodologie" est définie par son fondateur, le socio-logue américain Harold Garfinkel, de la manière suivante: "Here I am talking about 'Ethnomethodology', because there are now quite a number of persons who, on a day-to-day basis, are doing studies of practical activities, of common sense knowledge, of this and that, and of practical organizational reasoning. This is what ethnomethodology is concerned with. It is an organizational study of a member's knowledge of his ordinary affairs, of his own organized enterprises, where that knowledge is treated by us as part of the same setting that it also makes orderable."⁵ Cette méthode part d'*expériences quotidiennes* très personnelles et en apparence triviales. Garfinkel souligne que l'ethnométhodologie s'intéresse à la connaissance des hommes et des femmes de leur vie quotidienne : de leur environnement, leurs habitudes, les petites tâches qu'il doivent accomplir, leurs rapports avec les autres, les relations des autres hommes et femmes avec eux et entre eux, l'étendue de leur savoir et de la connaissance de leurs actions. Il s'agit de "faire parler" des routines qui, depuis longtemps, passent inaperçues et ce qu'elles révèlent sur l'acteur, sur son système de normes et de valeurs, sur sa vie.

Il est à retenir qu'il s'agit premièrement, du *vécu et des conduites quotidiennes* des êtres humains ; deuxièmement, de leur *conscience* de ce vécu et de ces conduites ; troisièmement, du *sens* conféré par eux à l'ensemble de ces comportements et expériences.

Le sens des comportements et des conduites est à rechercher non seulement au niveau de l'*individu* mais aussi au niveau du comportement *collectif* : au sein d'un petit groupe (famille, système de parenté), d'une région (urbaine ou rurale), d'une nation (identité nationale), d'une région transnationale (l'Europe). Bien sûr, ce sont aussi des comportements individuels qui découlent de la personnalité de l'acteur : ainsi, l'être humain est influencé, et limité dans sa liberté d'action par des traditions collectives, nationales et transnationales ; mais cette liberté lui donne aussi la force de création. Ce sont ensuite ces innovations individuelles concomitantes qui influencent ses actions. Ainsi, chez un individu, l'adoption d'une attitude, d'une valeur, d'une norme ou d'une manière d'agir est le produit du jeu à la fois de l'innovation et de la tradition en lui. Ce mélange façonne de manière tout à fait singulière ses conduites, de même que son individualité et sa personnalité, tout en marquant son comportement qui lui-même renvoie à ses origines familiales, régionales, nationales et transnationales, et l'intègre dans un groupe - petit (la famille) ou plus grand (l'Europe) - conférant à l'individu des caractéristiques collectives et donc aussi interchangeables.

Lorsqu'on rencontre une personne jusque-là inconnue, on est confronté à ce mélange de valeurs et de conduites transmises et nouvellement créées. Si cette personne vient de la même région, du même milieu social, alors il suffit d'examiner les comportements qui lui ont été transmis par sa famille, de même que ses "particularités". En effet, on connaît déjà son milieu régional et national. Et pourtant, chaque nouvelle rencontre est une entreprise difficile. Si la personne dont on fait la connaissance vient d'un autre pays (dans notre cas de figure, la France), le contact est plus difficile encore car

⁵ Voir Garfinkel (1968), p. 18 du texte original.

son milieu collectif nous échappe – ou peut-être nous n'en avons connaissance qu'au travers de manuels d'histoire ou de récits. Il faut fournir un effort supplémentaire pour apprendre à connaître cette personne. Ceci suppose que nous soyons capables, par empathie, de nous mettre à sa place, ce que nous sommes en mesure de faire uniquement si nous nous intéressons suffisamment à ses origines. Dans le dialogue franco-allemand, il est toutefois possible de s'appuyer sur des grilles connues puisque les deux nations sont européennes et issues de la culture chrétienne occidentale. La situation est différente lorsqu'il ne s'agit plus de la même région transnationale, lorsqu'il s'agit d'établir un dialogue avec des ressortissants de pays non européens ou qui ne partagent pas cette culture ou lorsque celle-ci leur est inconnue. Dans de telles situations, des malentendus, au-delà de ceux liés à la langue, sont pré-programmés.

De ces réflexions, j'ai tiré la conclusion suivante :

Dans notre perception, l'"autre" nous apparaîtra d'autant plus comme "étrange(r)" que ses particularités collectives s'éloigneront de notre propre milieu.

Le degré de la compréhension peut se mesurer largement à la concordance ou non des expériences collectives, mais les données individuelles jouent aussi un rôle important pour une bonne compréhension. Celles-ci ne sont pas les seules à jouer un rôle de premier plan, il en va de même des données situationnelles dans lesquelles se rencontrent deux individus car ces données influencent à la fois leur entente et leur volonté de s'entendre. Ainsi, il est concevable que deux individus, que par ailleurs tout oppose et qui ne se seraient jamais rencontrés en raison de leurs origines différentes, soient amenés à faire la connaissance l'un de l'autre, et ce de manière très intensive et dans des circonstances exceptionnelles, comme par exemple dans une situation de détresse ou, pour des soldats, lors d'une opération militaire. Les malentendus structureaux ne découlent pas forcément de la rencontre de deux cultures lorsque les acteurs appartiennent à deux nations différentes. En réalité, ce qui peut diviser bien plus que la nationalité, c'est l'appartenance à un sexe ou à une génération. Nous avons pu le constater lors de nos rencontres au cours desquelles il y eut, du début à la fin, des différends entre les sexes et entre les générations. Il est difficile de savoir quelles expériences collectives ont engendré des malentendus structureaux et dans quelle mesure elles l'ont fait. Il faut cependant souligner une chose : en constituant des groupes dont les participants sont de nation, de sexe, de tranche d'âge et de milieux sociaux différents, on sait d'avance qu'il y aura des conflits. Il est cependant difficile d'établir avec précision ce qui, dans le travail interculturel, engendre des malentendus structureaux : s'agit-il davantage des particularités culturelles des acteurs ou de leurs caractéristiques innées et acquises ? Une chose est certaine : il y aura toujours des conflits dans un dialogue et a fortiori dans un dialogue interculturel.

C'est pourquoi il est tout à fait essentiel, pour la réussite du dialogue interculturel, que le groupe soit disposé à vivre et à travailler en présence de conflits, de malentendus structureaux et de dissensions fondamentales avec le désir de s'investir dans ce travail. "Mettant en perspective la pensée de Hobbes : renoncer à vouloir absolument établir un consensus dans la société, il (Klaus Eder) constate que la paix ne s'établit qu'en l'absence d'un consensus consensuel. En d'autres termes, il préconise la recherche d'un consensus polémogène qui permettrait la "controverse communicationnelle" et demande de reconnaître la dissension comme la normalité des recherches interculturelles".⁶

Dans la présentation de leur ouvrage "De l'ethnosociologie des rencontres interculturelles"⁷, l'ethnologue Pascal Dibie et le pédagogue Christoph Wulf se réfèrent ainsi à Klaus Eder qui pousse l'analyse plus loin encore en envisageant "la communication... comme une sorte de "guerre permanente"". Eder oppose à cet égard la conception "polémologique" de la rencontre (donc génératrice de guerre) à une conception "irénogène" (et donc génératrice de paix). La création d'un "consensus polémogène" serait la condition nécessaire à des "controverses communicatives".⁸ Je partage cette idée : en effet, nous avons constaté qu'il existe nécessairement des "malentendus structureaux" lors de la rencontre de deux personnes qui ne se connaissent pas. Le potentiel "polémogène" de leur rencontre est d'autant plus important qu'il y a de domaines d'expériences collectives non partagés par eux. Pour qu'un dialogue devienne "irénogène", il est nécessaire que les interlocuteurs aient préalablement identifié, puis accepté, les différences qui les caractérisent.

⁶ Voir Dibie et Wulf (1999a), p. X et XI.

⁷ Voir Dibie et Wulf (1999a).

⁸ Voir Dibie et Wulf (1999a), p.XI dans le texte allemand.

Par conséquent, Dibie et Wulf préconisent la prise en compte des connaissances et des méthodes de la sociologie de la vie quotidienne dans le travail interculturel, en particulier dans le dialogue franco-allemand : "Ainsi, si l'on poursuit ce raisonnement, les approches ethnologique, sociologique et historicoanthropologique méritent d'être prises en considération dans le dialogue franco-allemand. En traitant des différences culturelles qui existent entre les deux pays par le biais d'exemples pris dans des domaines aussi divers que l'économie, la botanique et la linguistique, ces approches nous sensibilisent à autrui et nous le rendent plus transparent. Il nous semble donc nécessaire de sensibiliser les pédagogues et leurs formateurs à la démarche sociologique et historicoanthropologique, ce qui leur permettra de saisir l'importance de la dimension anthropologique, culturelle et ethnique de ce type de rencontres et d'en tenir compte."⁹

Je passerai maintenant en revue mes expériences de travail avec les participants du point de vue de la sociologie de la vie quotidienne. Le journal que j'ai tenu, une sorte de "journal ethnographique", se révéla fort utile au terme de nos rencontres avec les participants, car il me permit de saisir à nouveau l'évolution et la dynamique de nos communications.

2. Le quotidien et son vécu dans le travail interculturel

Nous avons rencontré le groupe des participants huit fois. Le premier rendez-vous, consacré aux présentations formelles et à une première prise de contact, eut lieu à Chantilly à l'automne 1996. Nous n'avions pas déterminé le contenu du programme, nous avons seulement convenu d'échanger nos expériences concernant les "cultures militaires" dans nos pays respectifs. Nous étions une trentaine de personnes dont huit chercheurs. Voici les impressions dont je pris note à l'époque : *"Un projet sans plan – quelque chose de tout à fait inconcevable pour l'Allemande "ordonnée" que j'étais. Ceci allait totalement à l'encontre de l'idée que je me faisais du travail scientifique. Celui-ci devait être planifié et exécuté avec rigueur, le plus aride possible, dépourvu d'humour et donner lieu à la publication sinon d'un livre d'au moins quelques articles. Ici, au contraire, l'attitude est tout autre : on verrait bien ce que donnerait notre travail, ce qui en ressortirait et, au moment voulu, on déciderait de l'opportunité ou non d'une publication... Nous sommes tous rentrés chez nous avec les mêmes conclusions. Comment pouvait-on travailler sans plan préalable ? A vrai dire, ce qui me séduisit dans ces rencontres, ce furent les longues et paisibles pauses de midi : on déjeunait dans le centre d'accueil de manière grandiose pendant deux ou trois heures, faisant des repas de quatre plats arrosés de vins rouges exquis, après quoi on retournait travailler et faisait même du bon travail. Ceci serait impensable en Allemagne où le déjeuner, à l'occasion de rencontres scientifiques, consiste en une soupe légère et un morceau de viande dure, le tout bien entendu sans boissons. Celles-ci ne sont pas comprises. Le soir, au moins, tout le monde a droit à l'inévitable tisane à la menthe. Pour moi, ces déjeuners à la française firent aussi partie de nos rencontres interculturelles : je découvris une autre qualité de vie qui n'incarne pas l'inefficacité mais la joie de vivre. Le travail scientifique et la joie de vivre pourraient donc se compléter ? Un enseignement que nous pourrions bien tirer, nous les Allemands qui continuons de nous inscrire dans la tradition du rationalisme de Kant et de l'ascétisme protestant. Apprendre au contact d'autres cultures !"*

Une des critiques formulées par les participants quant à l'organisation de notre travail concerna la place, jugée insuffisante, des petits groupes. Il est vrai que nous avons négligé ce type de travail en commun, pourtant essentiel pour le débat de fond et l'apprentissage interculturel, dans notre souci de privilégier un échange de données le plus vite et le plus efficace possible sur notre thème "la comparaison des cultures militaires en France et en Allemagne". Même s'il ne paraît pas, à première vue, aussi efficace que les séances plénières où interviennent des experts reconnus, le travail individuel ou en petits groupes s'est révélé être, à long terme, la méthode privilégiée de l'apprentissage interculturel et qui permet de laisser des *impressions durables*. Sur ce point, je préconise vivement de donner, à l'avenir, une place plus importante aux discussions en petits groupes. Je me contenterai, dans ce qui suit, d'examiner une seule réunion et les impressions que j'en ai retirées. Dirigé par deux chercheurs, Johannes M. Becker et moi-même, notre petit groupe avait pour tâche de discuter des problèmes de légitimation et d'acceptation de l'armée auprès des populations française et allemande. Nous nous sommes demandés comment susciter une discussion comparant les questions de légitimation aux-

⁹ Voir Dibie et Wulf (1999a), p. 12 du texte allemand.

quelles sont respectivement confrontées les deux armées. Fallait-il inviter un spécialiste, certes compétent, à venir faire un exposé supplémentaire ? Ou utiliser un photocopie dont les idées serviraient de base de discussion ? Faire une lecture de textes ? En dépit des mérites qu'elles peuvent présenter pour le travail de groupe, toutes ces méthodes didactiques sont *cognitives* : leur objectif étant l'accumulation de connaissances, elles ne s'adressent qu'à l'intellect. Or il ne faut pas oublier la dimension affective des échanges interculturels, ni l'importance de l'association d'idées et de sentiments. C'est pourquoi nous décidâmes, dès la première rencontre de Chantilly, de donner des "devoirs" aux participants de notre groupe de réflexion sur les problèmes de légitimation. Chacun devait apporter la prochaine fois un ou plusieurs documents significatifs d'un aspect spécifique de la relation entre le militaire et le civil ou de la problématique de légitimation dans leur pays. Il pouvait s'agir d'une publicité pour l'armée, de l'illustration d'un article, d'une phrase pertinente, etc.

Quel était le but de notre démarche ? J'avais entendu parler pour la première fois de la "méthode ethnographique" lorsque j'étais enseignante aux Etats-Unis au début des années 80. A l'époque, on nous avait demandé d'apporter au séminaire universitaire trois documents (bouts de papier, étiquettes, lettres, etc.) en veillant toutefois à ne pas les recueillir chez nous, à notre bureau ou sur notre trajet entre notre appartement et l'université. Nous fûmes tout d'abord un peu agacés par un exercice aussi banal qui nous semblait enfantin et sans grand intérêt et pensâmes que l'assistant était sans doute un peu sénile. Et pourtant nous fûmes stupéfaits de voir la richesse d'informations que pouvait renfermer un petit bout de papier insignifiant, ramassé dans la rue ou dans une corbeille à papier, nous renseignant tant sur le message transmis par celui qui l'avait rédigé que sur son milieu culturel et personnel ou sur ses habitudes. Nous apprîmes à l'époque que c'était une méthode préconisée par l'ethnologie lorsque l'on souhaite se familiariser avec un monde totalement inconnu. Cette familiarisation, d'ailleurs, ne réussit que lorsque le chercheur fait preuve de bonne volonté, lorsque sa curiosité scientifique s'accompagne d'une certaine "ignorance naïve" par rapport à son sujet de recherche, c'est-à-dire à la fois la distance et la proximité appropriées entre le chercheur et l'objet de sa recherche. Les anthropologues américains ont reconnu depuis longtemps que le champ d'application de la recherche ethnométhodologique ne se limite pas aux régions reculées du monde dont nous ignorons tout des peuples, des mœurs et des coutumes : elle s'applique surtout aussi "sur le pas de notre porte". Cette recherche ethnologique peut donc être d'une grande aide dans la recherche des similitudes et des différences entre "les cultures militaires de la France et de l'Allemagne", non seulement pour mettre en lumière ce qui nous est inconnu mais aussi pour stimuler nos échanges... Les participants apportèrent plusieurs documents relevant de ce type de recherche mais nous n'eûmes le temps d'en examiner que deux en détail. Cet examen occupa le temps consacré aux photos – en l'occurrence des illustrations tirées de magazines militaires spécialisés faisant la publicité de matériel militaire. Il ne nous fallut pas longtemps pour être dans le vif du sujet, la comparaison de la relation entre le civil et le militaire en France et en Allemagne. Nous débutâmes la discussion en nous demandant s'il était possible de trouver la même illustration dans l'autre pays. On répondit par la négative. Pourquoi ? Les avis étaient partagés... Par la suite, la méthode évoquée plus haut se révéla fort utile car elle facilita considérablement l'accès au discours interculturel. Les participants de notre groupe étaient aussi de cet avis, si bien qu'avant de nous quitter, nous prîmes la décision de refaire l'exercice : il s'agirait, cette fois, de rechercher des documents illustrant la transformation des relations franco-allemandes, jadis hostiles, en relations amicales ou du moins caractérisées par une volonté de coopérer. Parallèlement, il incomberait à trois Allemands des nouveaux Länder de rechercher des documents soulignant l'évolution des relations germano-soviétiques. Etait-il possible d'établir des parallèles ? Pouvait-on conclure de l'un des cas de figure à l'autre ?... Cette rencontre me conforta une nouvelle fois dans mon analyse positive de la "méthode ethnographique" : je ne puis qu'insister sur la nécessité de continuer d'employer cette méthode, de l'enrichir et de l'adapter encore davantage à nos objectifs de recherche."

Le thème que j'aborde dans mon compte-rendu de la rencontre de Sèvres de l'automne 1997 est une critique des études comparées traditionnelles (*Komparatistik*). Ici aussi je remets en cause la façon traditionnelle de considérer les événements : "A l'université, on continue, aujourd'hui encore, de diviser les unités de formation et de recherche des sciences politiques comme cela se faisait par le passé, en séparant le domaine des Relations internationales de celui de l'Histoire, de l'étude (y compris comparée) des systèmes politiques et des autres études comparées. Au fond, qu'est-ce que l'étude comparée des systèmes politiques ? La méthode de travail qui continue de guider, aujourd'hui encore, cette discipline est la vieille idée de l'étude des institutions (*Institutionslehre*) qui examine les diverses

composantes d'un système politique donné, leur évolution, leur fonctionnement et leur fonction au sein de ce système pour son maintien. C'est un regard plutôt fonctionnaliste : chaque action sociale fait partie d'un tout et n'est, à ce titre, jugée qu'en fonction de son utilité (ou inutilité) pour celui-ci. Dans ce domaine, les études comparées traditionnelles ne s'intéressent qu'à la comparaison des institutions de plusieurs pays. D'un point de vue fonctionnaliste, celles-ci peuvent se comparer en s'interrogeant par exemple sur l'importance du président d'un Etat au sein du gouvernement et sur la stabilité intérieure et extérieure de cet Etat. Et pourtant, une analyse purement fonctionnelle ne nous renseigne pas sur les causes d'un phénomène. Elle explique le pourquoi en recourant à des faits, en invoquant l'Histoire, ce qui, en substance, se résume à une explication du type : "c'est ainsi parce que ça l'a toujours été..."

Ici, il est utile d'avoir recours à l'approche proposée par "la théorie de l'agir" qui considère l'être humain comme un acteur. L'agir est considéré comme un comportement chargé de sens, qui est subjectif et transmis au cours de son développement. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement de l'agir d'un individu mais aussi de celui d'un groupe, d'une société qui lui confère un sens social par le biais de processus intersubjectifs d'interprétation. Par conséquent, il est possible d'observer les hommes et les femmes non seulement en fonction de leur rôle au sein d'une institution, mais aussi en tant que membres d'une société tout entière qui détermine leurs comportements, leurs valeurs et leurs normes. C'est pourquoi la *com-paraison de deux cultures* ne peut se faire que dans l'*interaction inter-culturelle*. En pratique, cela signifie que des individus se rencontrent, font connaissance et qu'ils se révèlent les uns aux autres le sens de leurs conduites. Ceci ne peut se faire qu'en discutant, en créant un climat de confiance au sein des échanges, mais c'est impossible en exécutant purement et formellement des rôles prédéfinis.

C'est maintenant la troisième rencontre au grand complet et nous commençons, petit à petit, à nous connaître. Nous commençons à distinguer entre les caractéristiques individuelles et culturelles de chacun. Examinons ces dernières, car c'est à elles qu'il s'agit de se confronter. Quelles sont les fonctions remplies par telle ou telle personne, empreintes de quelles influences culturelles ? Comment cette personne remplit-elle ces fonctions ? Ce problème, lié à la nécessité constante d'interpréter les situations présentes, se fait sentir à tous les niveaux de nos rencontres :

- dans le travail en commun de l'équipe des chercheurs
- dans les échanges au sein du groupe tout entier
- dans nos confrontations sur le thème portant sur la "comparaison de deux cultures militaires".

Au sujet de la coopération au sein de l'équipe des chercheurs : les membres de notre groupe ne se distinguaient pas seulement par leur appartenance à des cultures différentes, mais aussi parce qu'ils étaient de sexe différent, parce qu'ils appartenaient à des générations différentes et en raison de leurs expériences professionnelles variées. De ces différences découle l'interprétation déjà évoquée des situations ainsi qu'un ensemble de classifications, de catégorisations, d'attentes liées aux divers rôles à remplir par les individus, avec les conduites stéréotypées correspondantes. Voici les contraintes extérieures de notre agir : celles-ci sont établies par le processus de groupe. Ainsi, pour moi, il s'agit de l'agir d'une Allemande, d'une femme appartenant à la jeune génération avec le statut professionnel du corps universitaire moyen. Les rôles que nous remplissons varient d'un individu à l'autre. Ceci conduit aux questions suivantes : est-ce que je me sens bien dans ce rôle qui est le mien ? Et les autres, sont-ils à l'aise dans leurs propres rôles complémentaires ? Qu'est-ce qui favorise les échanges inter-culturels ? Qu'est-ce qui les entrave ? Dans notre groupe de huit personnes, nous ne sommes toujours pas parvenus à communiquer sans obstacles. Je pense qu'en tant que femme, jeune dans une carrière académique et d'un statut moyen, il me faudrait investir beaucoup de force et d'énergie pour m'impliquer comme je le souhaite. Qu'en est-il de mes collègues ? Dans quelle mesure traitons-nous les caractéristiques de l'apprentissage interculturel, des comportements sexués, des différences de génération et du statut professionnel ? Que faut-il conserver, élaguer ou modifier ?

Au sujet des échanges au sein du groupe tout entier : des mondes différents s'affrontent et c'est cela qui rend la communication intéressante. Il a fallu attendre cette rencontre pour qu'apparaissent lentement les caractéristiques et les empreintes culturelles de chacun : nous connaissons l'origine les uns des autres et nous nous intéressons tous au même sujet – c'est d'ailleurs grâce à celui-ci que nous nous sommes rencontrés. Nous pouvons désormais nous intéresser au détail. De toutes les observa-

tions qui intéressent la sociologie, j'aimerais en examiner une en particulier : l'idée d'une *culture du discours*.

Dans le groupe allemand, nous discutâmes de la manière de communiquer au cours des rencontres : nous avions tous l'impression d'assister à un cours où le savoir était dispensé par un professeur du haut de sa chaire à des étudiants ignorants. Où était la place consacrée aux discussions, aux questions liées au pourquoi de l'état des faits ? Souvent, la réponse donnée à cette question était du type : "C'est comme ça parce que c'est comme ça et parce qu'il en a toujours été ainsi". Un regard purement fonctionnaliste, et non interactif, sur le monde social. Une discussion analogue eut lieu dans le groupe des Français, autour des points suivants : pourquoi les Allemands posent-ils toujours des questions ? Ne comprennent-ils donc pas ce qu'on leur dit ? Les explications manquent-elles de clarté ? Bref, pourquoi posent-ils des questions ? Pourquoi posons-nous des questions ? Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une caractéristique individuelle mais culturelle. Les membres de la jeune génération ont appris à n'accepter aucune autorité sans l'avoir préalablement remise en question, que ce soit dans leur milieu familial, à l'école, à l'université ou dans le monde professionnel. L'expérience collective, profondément enracinée dans notre culture, des ravages faits par le régime du "Troisième Reich" avec la part de culpabilité de l'individu, est toujours présente même si, en tant que membres de la deuxième génération, nous n'avons pas, pour la plupart, vécu à cette époque. Cette expérience collective a permis le renouveau des années 60 avec la libération de contraintes dont la nécessité ne se justifiait ni de manière rationnelle ni de manière émotionnelle. On revendiqua un discours égalitaire, l'échange discursif s'est établi, s'est maintenu et affiné. Dans nos rencontres, sont en présence aussi diverses cultures discursives – entre Français et Allemands, entre hommes et femmes, entre jeunes et moins jeunes et entre ceux qui estiment avoir un statut social supérieur et ceux qui se classent dans un statut social inférieur intériorisé. Lesquels de ces comportements ont des motivations et des caractères nationaux, culturels, politiques, conditionnés par la socialisation, propres à un sexe ou à une génération ? Lesquels sont transmis, assimilés ou au contraire rejetés ? Encore une fois : le discours est mort, vive le discours !

*Quant à la "comparaison de deux cultures militaires" : une institution est le résultat né de la somme des situations sélectionnées par une société tout entière dans le but de permettre le vivre-ensemble. Cela facilite, certes, l'action mais crée aussi des contraintes. Chaque société érige ses institutions avec ses caractéristiques culturelles. Et, pour les comprendre, il convient de les situer dans la totalité sociétale dont elles sont issues. Enfin, pour comparer les armées française et allemande, nous devons considérer les différences en fonction de ce qui les sépare dans leurs spécificités françaises et allemandes, mais aussi tenir compte de ce qui les unit dans les caractéristiques propres au militaire. Dans cette perspective, il me semble judicieux de comparer, dans un premier temps, une université française avec l'armée française et, ensuite, de mettre en relief les deux armées sur un plan interculturel. Quels sont les modèles de conduites culturelles en présence aussi bien dans l'armée que dans l'université ? Lesquelles sont le produit de caractéristiques nationales ; lesquelles découlent de données institutionnelles ? Ce type de comparaison n'est possible qu'en ayant recours à une pratique communicationnelle. La simple comparaison d'institutions à l'instar des études comparées classiques ne suffisent pas pour produire une *analyse com-préhensive, pourtant nécessaire, des comportements sociaux codés*. A l'époque de "l'européisation de l'Europe" et de la "mon-dialisation", il faut aller au-delà de l'ancienne discipline de la "comparistique" si l'on ne veut plus se contenter de décrire les évolutions politiques, mais aussi comprendre les transformations sociales fondamentales qui se produisent déjà au-delà du cadre national, et le feront, de plus en plus, à l'échelle européenne et mondiale.*

A Strasbourg, au printemps 1998, c'est de nouveau la nouvelle méthode déjà abordée dans mon "journal" qui fut au centre de mon intérêt. Certains aspects de notre rencontre interculturelle se réactivent : "Nous allons en Alsace. Je pars le matin pour l'aéroport de Berlin-Tempelhof d'où je m'envolerai pour Strasbourg où a lieu notre rencontre. L'expression "un lieu chargé d'histoire" me vient à l'esprit. C'est à dessein que nous avons choisi la ville de Strasbourg pour notre rencontre, car elle symbolise l'histoire franco-allemande, indissociable des guerres et de l'armée – du politique, du militaire. C'est la première fois que je me rends en Alsace. Qu'est-ce qui me vient à l'esprit lorsque je pense à cette région ? Des récits de mes grands-parents me rappelant que l'Alsace fut allemande. Des récits de voyage de mes parents qui parlent avec enthousiasme du médiéval de cette région et de ses spécialités. J'entends aussi les conseils de mon père me recommandant de visiter Colmar et le retable célèbre d'Isenheim... Et moi ? Pour moi, cette région à deux heures de vol de Berlin en avion à turbo-

propulseur me fait penser à un film intitulé "Les Alsaciens" que j'ai vu récemment et qui m'avait impressionnée. Il s'agit de l'histoire d'une famille – sur plusieurs générations. Au premier plan : l'histoire de deux peuples qui s'affrontent et qui envoient leurs fils à la guerre, non pas pour s'anéantir mutuellement – chose encore impossible avant la bombe atomique – mais dans quel but alors... ? L'histoire se déroule entre 1870 et les années 50. Ce qui m'a le plus frappée dans cette histoire, c'est le fait que deux fils de la même femme se battent l'un contre l'autre au nom de leurs nations respectives. L'un d'eux meurt au combat. L'absurdité de la guerre est démontrée... Combien y a-t-il eu de morts ? Combien d'individus se retrouvent ennemis à vie ? Combien de blessures ne se sont pas refermées encore aujourd'hui parce que la mémoire collective, elle, n'oublie pas ? ... On nous appelle. Je revois la scène : ma collègue est devant moi avec sa valise et avec mon appareil photo que j'ai failli oublier... Nous passons le contrôle de sécurité, sommes contrôlées par un personnel aimable et sortons dans le froid et la pluie battante de l'hiver. Devant nous : le petit aéroport, plutôt un petit aérodrome... lié aussi à une histoire de guerre ; c'est là que s'est jouée la survie de Berlin grâce au pont aérien des Américains... à la fin d'une guerre interminable qui allia les Français et les Américains contre les Allemands... Nous nous envolâmes vers l'Alsace pour y être accueillies gentiment. Pour ma génération, il est tout naturel d'aller en France, d'aller en Alsace, une région qui, pour nous, ne représente plus un ancien territoire allemand : c'est l'étranger, même si son architecture nous semble parfois familière... Il est certes naturel d'aller en France ou à l'étranger en avion, mais y aller sans prendre son passeport ne va pas de soi. L'habitude me manque encore et, à toutes fins utiles, je l'avais quand même pris.

Lyon, au printemps 1999 : "Dans l'ensemble, mes collègues de l'équipe d'animation firent la même observation que moi : nous pouvions enregistrer une plus grande capacité au dialogue chez les participants. La coopération était plus franche, plus décontractée et aussi plus spontanée. Le travail sur les contenus se déroulait sans être perturbé par l'apparition de conflits ou par les problèmes relationnels surgissant parfois entre les individus. Entre-temps, nous avions fait la connaissance les uns des autres, nous étions rapprochés, sans quoi l'ouverture du dialogue n'est pas possible. L'un des points forts de notre travail fut, à mon avis, notre débat sur la notion d'"autorité". Une de nos séances plénières fut ouverte avec la question : "A quoi rattachons-nous spontanément le concept d'autorité ?" Une question pertinente, un bon sujet, une discussion brûlante pour un dialogue interculturel entre Français et Allemands. On inscrivit au tableau les idées avancées librement par les participants : armée, père, système scolaire français, oppression, pouvoir, charisme... Il est frappant de voir que dans cette énumération, la plupart des associations, du moins du côté allemand, sont négatives : exploitation, abus, destruction... Un participant en donna une brève explication : "Les Allemands remettent en question l'autorité uniquement à cause de leurs expériences historiques". Il poursuivit : "Et après ?" Mais que signifie cet "et après" ? N'est-ce pas une raison suffisante pour donner une connotation négative au concept d'autorité ? Ou est-ce que cet "et après" ne signifierait-il pas plutôt : "Si leur histoire avait été différente, les Allemands n'envisageraient sans doute pas l'autorité de façon négative et ne la remettraient pas autant en question" ? Une réflexion vaine. Ce qui est important, c'est de voir que ce concept a précisément une signification très individuelle... individuelle mais aussi collective !

Je réfléchis à ce que j'associe spontanément à l'idée d'autorité et je m'éloigne de mon sujet... Je repense à l'époque où, pour la première fois en tant que chercheur, je me suis intéressée à cette question. C'était dans le cadre d'une lecture de Max Weber qui a dissocié l'autorité charismatique, en tant que catégorie, des autres formes d'autorité. Une telle autorité peut, mais ne doit pas nécessairement, être interprétée de manière négative !... Nous ne cesserons de revenir sur ce thème au cours de nos rencontres – par exemple lors d'une discussion comparant les systèmes scolaires allemand et français, au cours de laquelle un point très intéressant fut soulevé : existe-t-il, dans l'éducation, des signaux ou des repères donnés aux enfants pour les inciter, adultes, à embrasser ou non la carrière militaire ? Quels sont les codes culturels qui entrent alors en jeu ?

En pensant à la fin de notre programme, je me suis demandé comment présenter mon rapport final afin d'en faire une présentation intersubjective et compréhensible sur un plan interculturel. La note concernant "Les modalités de coopération entre chercheurs et l'OFAJ" donne quelques repères qui me semblent à cet égard essentiels et aisés à comprendre, après avoir participé depuis des années à un programme de ce type. Elles stipulent entre autres : nous "avons constaté que les conclusions à tirer des "observations participantes" peuvent être d'une grande aide pour rapprocher les documents de fin de recherche d'une partie des futurs lecteurs". Pour nous, il en découle qu'en aucun cas, nous ne de-

vions présenter des rapports spécialisés (traitant ici sur le plan scientifique des questions de politique militaire et de sécurité). C'est le travail interculturel qui doit guider nos efforts, tant entre chercheurs qu'avec les participants. Dans l'idéal, il nous est recommandé d'expliciter dans notre contribution finale, si possible sous forme de conclusions tirées de ces observations participantes. Or, nos discussions entre chercheurs mirent en évidence une divergence d'approche, avec d'un côté les partisans d'une présentation et d'un traitement plutôt positivistes du sujet et, de l'autre, les tenants d'une approche de recherche-action envisageant les hommes et les femmes comme acteurs et se proposant d'étudier, à l'aide de l'observation participante, les modèles d'interprétation de leurs actions. La vieille querelle entre paradigmatique sociologique opposant "le fonctionnalisme et les théories de l'action" se retrouve dans le microcosme de notre équipe de chercheurs. Ce conflit ne semble pas être inconnu à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, où l'on travaille depuis des années dans le domaine interculturel et dans la recherche. Anticipant ces divergences d'approche, les "Modalités" précisent que "l'écueil à éviter est celui d'un document "introverti" qui donne à trop de lecteurs l'impression que les auteurs sont restés enfermés dans leur vécu de groupe et dans leurs expériences particulières. Dans ce cas, le document sera classé – par cette majorité de lecteurs – dans la catégorie des témoignages qui n'ont de valeur que pour ceux qui ont participé au programme réalisé". La recherche-action comportant le risque de trop mettre l'accent sur le "facteur subjectif", elle comporte évidemment aussi celui de perdre de vue l'objectif. Les "Modalités" indiquent aussi qu'"une autre erreur à éviter, dans le champ de diffusion des expériences et des connaissances... est celle qui consiste à écrire des textes destinés avant tout aux revues spécialisées qui accueillent les travaux des chercheurs de telle ou telle discipline ou profession. Une petite minorité seulement des formateurs, animateurs et responsables d'institutions et d'échanges se sentirait alors concernée...".

Cela vise non seulement le recours à une terminologie scientifique ou encore à une présentation compliquée des faits, mais aussi toute séparation entre le thème abordé et les acteurs comme, par exemple, la comparaison simple d'un aspect spécifique des politiques militaires et sécuritaires de la France et de l'Allemagne qui ne toucherait pas la "réalité" du lecteur. Un tel travail susciterait tout au plus l'intérêt des spécialistes, mais la réalité du lecteur visé, c'est celle de *l'acteur des échanges interculturels*. C'est la marche sur la corde raide pour trouver, d'une part, une présentation objective de notre sujet et, d'autre part, la prise en compte de l'expérience du quotidien. Une entreprise difficile mais qui vaut la peine d'être tentée !

3. "Mon Dieu, on n'est plus à la maternelle" ou : l'application de l'ethnographie au sein du groupe

Dans mon rapport interne précédent, celui qui porte sur notre rencontre de Strasbourg du printemps 2000, je reviens une nouvelle fois sur la démarche de l'ethnométhodologie. Enfin, je suis parvenue à définir mon sujet, le fil conducteur qui m'a guidée lors de nos rencontres de ces dernières années. Au début, je n'arrivais pas au début à le définir avec précision. Ce qui m'intéresse, avant tout, ce sont certains aspects du monde quotidien, de la vie quotidienne des participants, vus sous l'angle du rapport entre le civil et le militaire dans les deux pays. Une discussion particulièrement intéressante à cet égard fut celle consacrée aux tabous, à la socialisation familiale et aux identités et symboles nationaux. Il est ainsi possible de "faire parler" les objets de la vie quotidienne sur certaines conduites sociales et sociétales... Cette manière de procéder devient une méthode lorsqu'on utilise des documents de manière ciblée, afin de faire parler un groupe ou un individu. Cette méthode s'utilise pour donner une impulsion au dialogue, au dialogue interculturel. Les participants avaient fait leurs "devoirs" et apporté des documents chargés de sens pour eux et le travail en très petits groupes devait permettre des discussions intenses et personnelles centrées sur la vie des participants. Ainsi, nous constituâmes trois groupes de travail, composés chacun de deux ou trois chercheurs et de trois ou quatre participants. A notre avis, ce travail fut, de toute façon, favorisé par le nombre restreint des participants : dix au total, cinq Français et cinq Allemands.

Au préalable, notre groupe de chercheurs avait discuté de la manière d'aborder le travail en petits groupes avec les participants et s'était mis d'accord sur un schéma de base. Il s'agirait tout d'abord d'observer et d'analyser les documents *sur le plan formel*, puis *sur le plan de la perception* et enfin *sur le plan personnel* :

a. Sur le plan formel : le groupe observe le document en question et s'en fait une première idée. Tous - à l'exception de celui qui a apporté le document - disent ce qu'ils voient. Il s'agit tout d'abord de décrire concrètement cet objet comme il se le présente au premier coup d'œil : "C'est une photo en noir et blanc avec une excellente qualité d'image. On y voit deux personnes qui discutent ensemble. L'une est jeune, l'autre plus âgée. Il s'agit d'un homme et d'une femme...". Ce que l'on souligne à ce stade, c'est ce que l'on voit. Et lorsqu'on est plusieurs, on voit plus de choses que lorsqu'on est tout seul... Mais peut-être qu'ensemble, on ne voit pas ce que l'on ne connaît pas. Après tout, on ne voit que ce que l'on connaît car, en fin de compte, la perception reflète l'ensemble des expériences de l'observateur, son milieu individuel et peut-être aussi national. L'ensemble des impressions et des perceptions est recueilli et consigné par écrit, au tableau ou sur du papier. A ce stade du travail, il est important de ne faire aucun commentaire sur ces impressions. L'interprétation relève, en effet, de l'étape suivante :

b. Sur le plan de la perception : un participant commence à dire ce qu'il perçoit, et non seulement ce qu'il voit – un Français prend la parole lorsque c'est un Allemand qui a apporté le document et vice versa. Est-il possible, déjà à ce stade, de relever des différences interculturelles ? A ce niveau, on ne parle plus de ce que l'on voit, mais de ce que l'on perçoit : on ne perçoit que ce que l'on voit ; et on ne voit que ce que l'on connaît. A ce stade, les interprétations et les jugements se mêlent aux descriptions de ce que l'on voit. La personne qui a apporté le document réagit à ce qui se dit et précise, le cas échéant, ce qu'il aurait fallu voir, selon elle, dans le document. On discute ensuite de la "réalité" et de la "fiction" (*Dichtung und Wahrheit*). Ce qui nous intéresse ici, c'est "l'interculturalité" : nos empreintes culturelles propres à chacun de nos pays nous empêchent-elles de voir et de percevoir certains détails des documents apportés par une personne de l'autre pays ? Peut-on trouver en France ou en Allemagne des documents qui n'auraient pas pu être produits sous la même forme dans l'autre pays ? Ces documents sont-ils, au contraire, interchangeables parce qu'il n'existe aucune différence culturelle entre eux ?

c. Sur le plan personnel : c'est sur ce plan, le plus individuel, que la personne ayant apporté le document s'explique de façon de plus en plus explicite : quand le document a-t-il été produit ? Dans quelles circonstances ? Que représente-t-il ? Quel lien le document a-t-il avec celui qui le détient ? En quoi se rapporte-t-il à notre sujet ? A quelle époque et dans quelles circonstances le document a-t-il été produit ? Comment est-il passé à son propriétaire ? Pourquoi celui-ci l'a-t-il conservé ? Pourquoi a-t-il choisi de l'apporter plutôt qu'un autre ? Les autres participants peuvent poser des questions. La conversation et les réponses peuvent, le cas échéant, être très personnelles ; tout dépend du groupe. Si le groupe s'ouvre, la personne qui parle s'ouvrira d'autant plus, etc.

Dans l'ensemble, c'est un va-et-vient constant entre les trois niveaux.

J'évoquerai, à présent, certains aspects du travail que nous avons effectué en petit groupe sur ce type de documents. Nous étions six, à savoir trois chercheurs et trois participants ; trois hommes et trois femmes ; deux militaires et quatre civils ; deux Français et quatre Allemands. Une bonne composition de groupe pour réussir un travail expérimental...

Nous plaçâmes nos documents de sorte qu'ils puissent être vus et observés de tous. Nous décidâmes ensuite quel serait le document que nous examinerions en premier : notre choix se porta sur le document apporté par un Français, pacifiste et objecteur de conscience. C'était une esquisse rapide, peu travaillée, qu'il venait de faire au stylo à bille rouge sur une feuille de bloc-notes. Le croquis avait dû prendre trois minutes tout au plus et ressemblait à ces bouts de papier que l'on griffonne lorsqu'on s'ennuie au téléphone.

Sur le dessin, on voyait une fenêtre avec des volets et une femme qui, un sourire aux lèvres, regardait par la fenêtre, en tendant les bras. On ne savait pas si elle était en train d'ouvrir ou de fermer les volets... Nous observâmes ce croquis pendant un long moment et à un moment, quelqu'un dit : "Mon Dieu, on n'est plus à la maternelle ! A quoi bon ?". Mais loin de là : la discussion s'engageait. Nous voyons une femme, une fenêtre ouverte, un soulagement, et pourtant nous n'en comprenons pas le contexte. Le jeune Français qui a apporté le document nous donne des éclaircissements : "Chez mes grands-parents, il y avait un tableau représentant cette femme. Elle est en train d'ouvrir les volets et regarde au dehors, radieuse, soulagée. Mon grand-père m'a raconté que c'était le jour de la libération, le 8 Mai ! Enfant, j'ai souvent regardé ce tableau. Et lorsque nous étions près de lui, mon grand-père me parlait de la guerre. Pour moi, dans mon quotidien, cela n'avait rien d'extraordinaire. Mais lorsque j'y repense aujourd'hui, je me rends compte que c'était mon premier

contact avec la guerre et la paix. Peut-être qu'en réalité, ce tableau et les récits de mon grand-père m'ont non seulement influencé mais aussi profondément marqué jusqu'à ce jour. Je n'ai pas connu la guerre, je n'ai jamais été soldat. Et pourtant je suis un pacifiste résolu".

Peu avant notre rencontre, il fut à nouveau question du 8 Mai, jour férié où les magasins sont fermés en France. Une collègue me dit que c'était le jour de la capitulation - elle était allemande. Jour de la Libération, jour de la capitulation : deux appellations pour le 8 Mai - inconscientes et sans connotation politique. Nous com-mençâmes notre discussion en nous demandant comment envisager le 8 Mai aujourd'hui. Notre conclusion : Il s'agit bien d'un jour de libération. Mais il existe aussi un "savoir" collectif qui guide, de manière inconsciente, nos pensées et nos perceptions. Pour le dialogue franco-allemand, le 8 Mai et les diverses façons de le percevoir est un sujet intéressant.

Nous poursuivîmes notre débat en abordant le rôle de la famille, l'influence exercée par l'imagé grand-père. A cet égard, nous retrouvons bien des similitudes dans les deux pays où le grand-père représente un modèle important – surtout dans les familles dont plusieurs générations vivent sous le même toit, ou du moins dans le même lieu. C'est aussi par ce rôle essentiel que la guerre tient une place considérable dans la vie de la jeune génération. Le grand-père parle de la guerre et on en fait inconsciemment l'expérience – c'est ainsi que se transmet un traumatisme collectif.¹⁰ Cette transmission comporte bien sûr des tabous : certaines questions sont refoulées, passées sous silence, déniées. C'est ainsi que cette transmission se trouve déjà filtrée.

Nous avons étudié d'autres documents : des photos tirées de la vie quotidienne d'une famille allemande, des photos de la guerre d'Algérie. Au terme de notre étude, nous nous demandons quels enseignements nous pouvons en tirer.

Les réflexions ci-après sont le résultat de notre travail de groupe : Nous avons pu constater que tous les documents, aussi divers soient-ils, mettent en évidence : *des rituels, des traditions et des tabous*.

Notre hypothèse :

Dans toutes les institutions sociales, de la famille aux nations tout entières, il y a des rituels et des traditions qui se développent mais dont la transmission se fait toujours de façon masquée par des tabous. Il arrive même que des événements soient mythifiés.

Ainsi, nous avons pu constater qu'il existe, en Allemagne et en France, des rituels, des traditions, des tabous et des mythifications dans les domaines suivants : la nation, l'armée, la famille. Il est intéressant de noter que ceux qui se trouvent au niveau macrosocial, et donc au niveau de la société tout entière, ont leurs répondants au niveau mesosocial, par exemple dans les armées et au niveau microsociale dans la famille. Ainsi par exemple, lorsque l'Holocauste et d'autres crimes contre l'humanité perpétrés par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale sont tabouisés, réinterprétés ou même minimisés, il est possible de retrouver la même grille dans l'armée, la Bundeswehr - et donc dans une partie de la société allemande. En effet, ce sont les crimes de guerre commis par les membres de la Wehrmacht qui sont tabouisés ; il en va de même pour les implications de la Wehrmacht, en tant qu'institution, dans le système, le régime hitlérien. En revanche, ce que l'on mythifie, ce sont les actions, certes méritoires, du groupe de résistance formé autour du colonel Stauffenberg – un groupe formé au sein de la Wehrmacht. On trouve le "répondant" de ce phénomène au niveau de la famille où les expériences du grand-père, pouvant aller jusqu'au crime de guerre, sont tabouisées ; c'est par exemple aussi l'adhésion de la famille au régime hitlérien qui est tabouisée. Aujourd'hui encore, ces tabous, lorsqu'ils sont abordés, entraînent des situations pénibles et des confrontations entre les générations.

Sur la nation :

En *Allemagne* se pose le problème de l'évolution de *l'identité allemande* : qui sont les Allemands ? Quelles sont leurs racines ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Existe-t-il quelque chose avec quoi ils s'identifient ? Y a-t-il quelque chose dont ils pourraient être fiers ? Les réponses évoquent automatiquement des expériences négatives : la Première Guerre mondiale ; l'échec d'une expérience démocratique ; la création et le maintien en place d'un régime dictatorial ; "Hitler" dont le nom symbolise ce régime ; l'agression de la Pologne ; la persécution et l'anéantissement d'hommes qui ne convenaient pas au régime ; l'Holocauste ; les camps de concentration ; la guerre... la culpabilité et le

¹⁰ Voir Hondrich (1992).

repentir pour les événements de la Seconde Guerre mondiale. Et plus tard dans l'histoire allemande : l'échec du régime de la R.D.A. ; la mise en place et le maintien d'un Etat policier aux mécanismes bien huilés grâce aux services de la Sûreté est-allemande et à ses méthodes inhumaines, etc. Il continue d'y avoir des tabous : des tabous qui pénètrent à l'intérieur des familles. La culpabilité et la complicité pendant la Seconde Guerre mondiale ; la réinstauration, après la Seconde Guerre mondiale, de personnes qui, malgré leur lourde culpabilité, accédèrent à des postes à responsabilités. Presque toutes les grandes institutions sociales furent touchées : les universités, la médecine, la justice, la politique, l'Eglise et aussi l'armée.

En revanche, ces remarques ne s'appliquent pas à *la France*. En effet, la France est un pays où la définition de l'identité nationale ne s'est heurtée à aucun obstacle et dont l'identité est liée à des développements positifs de civilisation. La prise de la Bastille y fait figure de symbole et est synonyme de l'abolition de l'Ancien Régime et de la création d'une démocratie. Et pourtant, en France aussi, il y a des ruptures, des tabous et des mythifications liés à la Seconde Guerre mondiale. On se demande alors qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, était dans la Résistance, et qui, au contraire, était collaborateur. Beaucoup se voient dans les rangs de la Résistance. Et selon les récits, il n'y aurait pratiquement pas eu de collaborateurs. Les nombreux collaborateurs français semblent s'être ainsi volatilisés, un phénomène proche de ce qu'on voit aujourd'hui en Allemagne chez la plupart des anciens fonctionnaires est-allemands qui prétendent avoir opposé une résistance sinon toujours active, du moins passive au régime. En France aussi, on relève des tabous et des mythifications : la Résistance inébranlable par exemple. La guerre d'Algérie constitue un autre traumatisme collectif qui s'est accompagné de la construction de tabous et de mythes. Les études, interprétations et travaux de réflexion qui y sont consacrés par l'historiographie sérieuse présentent des avis très partagés sur cette période de l'histoire française.¹¹ Quel a été le rôle des soldats français en Algérie ? Comment se sont-ils comportés ? A-t-on torturé en Algérie ? Le thème de la torture en Algérie est à la fois tabouisé et mythifié.

Nous pouvons donc constater qu'il y a des traumatismes collectifs dans les deux sociétés, ce qui entraîne la construction de tabous collectifs masqués par des mythes. Ces processus de tabouisation et de mythification collectives ont pour fonction de permettre la "survie" des sociétés et de rendre supportable la culpabilité collective. Ils sont comparables au processus de refoulement *individuel*.

Sur l'armée :

Nous avons constaté que *la sexualité du soldat* en général et *l'homosexualité* en particulier font l'objet de tabous dans l'armée *allemande*. On attend du soldat qu'il vive et qu'il se comporte comme un être asexué. On ne parle pas publiquement de ces questions et ce n'est que lorsqu'un soldat homosexuel dévoile son homosexualité en public ou lorsqu'un officier supérieur est accusé d'homosexualité que le débat a lieu au grand jour. Il n'y a d'ailleurs pas d'étude sur le sujet de la sexualité du soldat, malgré l'importance de cette question, notamment lors d'opérations militaires à l'étranger au cours desquelles les soldats travaillent vingt-quatre heures d'affilée, en campement ou en patrouille, séparés de leur environnement social habituel pendant de longues périodes. Les responsables du ministère allemand de la Défense ne jugent pas le sujet assez important pour justifier la consultation d'experts. La sexualité n'est qu'un des nombreux aspects de la vie quotidienne du soldat et à ce titre, ne mérite pas de traitement particulier. En revanche, les armées d'autres Etats ayant une longue expérience en matière d'opérations militaires et de maintien de la paix à l'étranger font faire de telles études, et ce dans le but d'aider la prise éventuelle de décisions, et d'anticiper les problèmes et les conflits dans ce domaine. Quoi qu'il en soit, la sexualité du soldat existe bien, mais en Allemagne elle est devenue taboue et est donc traitée comme si elle n'existait pas.

Un autre thème : c'est *tuer et être tué au combat*. Deux autres sujets tabous qui s'expliquent aussi par le fait que la Bundeswehr n'avait aucune expérience en matière d'opérations militaires et qu'elle n'a jusqu'à présent participé à peu de missions de maintien de la paix. C'est là que se rencontrent les conduites individuelles et collectives : dans notre société, la mort est tabouisée. On préfère que cela se passe sans le moindre bruit, en maison de santé, et non en public, ni à la maison en famille. En réalité, on ne veut pas admettre la mort, ni en être témoin. Ceci a pour conséquence de compliquer sérieusement le travail de deuil, en l'absence, ou presque, de mécanismes sociaux permettant - et facilitant - notre rapport à la mort. On ne s'étonnera donc pas de retrouver ce comportement dans la grande institution sociale qu'est l'armée où l'on refuse d'envisager la possibilité que l'on meure pendant une opé-

¹¹ Voir Ruf (1997).

ration militaire à l'étranger. *L'action de tuer* en tant que thème se présente différemment : elle est liée à l'idée de faute, indissociable de l'histoire allemande.

Un troisième sujet tabou qu'il faut évoquer ici est celui du rôle joué par la Wehrmacht sous le régime hitlérien. Le tabou dont l'époque nazie fait l'objet à l'échelle nationale remplit aussi dans l'armée un rôle fondamental : on se rappelle, à ce propos, la vive controverse provoquée par l'exposition de Hambourg sur la Wehrmacht. La Wehrmacht fit et continue de faire l'objet aujourd'hui d'une mythification collective la présentant comme un "rocher dans la tourmente", c'est cela que remet en cause l'exposition de Hambourg, accusant la Wehrmacht d'être coupable de crimes, photos à l'appui. Ainsi, un tabou cessait d'être tabou et ce n'est pas un hasard si les groupes les plus variés de la société s'efforcèrent d'attaquer l'exposition sur son prétendu manque de sérieux. On critiqua le manque de fondement scientifique des recherches, le caractère équivoque des photos, on alla même jusqu'à reprocher aux organisateurs de falsifier l'Histoire. Et même si effectivement, il s'avéra que s'étaient glissées dans les travaux de recherche quelques inexactitudes, d'ailleurs indéniables, faciles à repérer et à éliminer, il est important de noter que l'exposition avait - de façon bien fondée - touché un point sensible. Elle avait apporté la preuve que la Wehrmacht faisait partie intégrante du régime hitlérien, et affirmé que les soldats de cette armée avaient commis des crimes de guerre très graves qu'ils avaient justifiés par les politiques inhumaines du national-socialisme et par sa conception de l'homme.¹² Et ces graves accusations furent accompagnées de documents photographiques.¹³

En *France*, on rencontre surtout le tabou de l'homosexualité des soldats. Ce tabou ne porte pas sur la sexualité du soldat en général : en effet, l'armée française a de longues années d'expérience, notamment en matière d'opérations militaires et de maintien de la paix. On ne conteste pas au soldat sa sexualité dans sa dimension de désir. En revanche, on refuse l'idée de soldats homosexuels dont l'existence est, comme en Allemagne, niée et tabouisée.

On retrouve aussi dans l'armée française un tabou national : celui de la torture pendant la guerre d'Algérie. En revanche, il semble que le thème de la mort et de la mort au combat ne soit pas aussi fermement ancré dans le domaine du tabou qu'en Allemagne : l'armée française a tout de même une longue expérience de la guerre.

Sur la famille :

On constate que dans les deux pays, les tabous nationaux se retrouvent aussi dans les familles – au niveau microsociet : ainsi par exemple, l'attitude des parents ou des grands-parents vis-à-vis du national-socialisme en *Allemagne*. Il leur fallut répondre aux questions de la génération de 68 : où étiez-vous pendant le régime nazi ? Que faisait notre famille, quelles étaient ses opinions ? Le père ou le grand-père avait-il fait son service dans l'armée allemande ? Était-il dans la Waffen-SS ? Quelles ont été ses expériences de la guerre, ses actes, a-t-il commis des crimes ? La famille était-elle au courant de l'Holocauste ? Comment avez-vous pu fermer les yeux lorsque des voisins disparaissaient ? etc. Des familles entières se sont brisées au moment où ces tabous et ces mythes ont été dévoilés : lorsqu'on découvrait que le père, qu'on avait pris jusque-là pour un suiviste naïf du régime ayant les meilleures intentions, était en fait un coupable actif. Ceci ne se retrouve pas dans les familles *françaises*, tout comme c'est le cas au niveau national. En revanche, les jeunes posent aussi des questions à leurs aînés : "Qu'a fait notre famille pendant la Seconde Guerre mondiale ? Y a-t-il eu des collaborateurs dans notre famille ? Dans l'affirmative : pourquoi ? Dans quel but ? Y a-t-il eu des résistants dans notre famille ? Comment les acteurs se sont-ils comportés ? Ou sur une autre guerre : Pourquoi étiez-vous en Algérie ? Qu'y faisiez-vous ? Comment justifiez-vous cela ? Y a-t-on torturé ? Étiez-vous au courant d'incidents concrets ? Comment y avez-vous réagi ? etc.

Dans l'ensemble, notre réunion fut très intéressante. Nos discussions furent franches et nous y abordâmes même des sujets tabous, un exercice parfois périlleux ! L'ethnométhodologie se révéla très utile pour cette partie de notre travail, nous fûmes en mesure de dialoguer, de nous ouvrir les uns aux autres et de conclure du particulier au général, abordant les questions suivantes : comment apparaissent les tabous, les rituels, les mythes ? Quels tabous liés à la guerre et à la paix trouve-t-on en France et en Allemagne ? Sous quelle forme apparaissent-ils dans les armées et les familles des deux pays ? En conclusion, on peut avancer que la Seconde Guerre mondiale a été, dans les deux sociétés, une expérience collective qui a laissé des traces jusque dans la troisième génération.

¹² Voir Greven / von Wrochem (2000).

¹³ Voir Hamburger Institut für Sozialforschung (1996).

4. En conclusion, cinq thèses

L'objectif de toute entreprise est de formuler des conclusions susceptibles de généralisation. Notre travail scientifique fut une réflexion sur les "cultures militaires" au sein d'un groupe d'une trentaine de personnes sur une période de cinq ans, dans le cadre du dialogue franco-allemand. C'était une sorte de recherche-action car nous avons pour objectif d'étudier les perceptions et d'inciter les participants à la réflexion et au dialogue. Ceci n'est pas toujours facile lorsqu'on veut dépasser le niveau descriptif, le simple niveau des études comparées, parce que ceci suppose que les participants parlent d'eux-mêmes, de leurs expériences, de leurs émotions, de leur vie. Dans cette perspective, l'ethnométhodologie constitue un excellent véhicule du dialogue interculturel. Elle permet, à partir d'objets et d'événements de la vie quotidienne, de s'approcher de ce qui est "chargé de sens" et de notre thème, en l'occurrence celui des "cultures militaires". Nous y sommes parvenus, prouvant ainsi que l'ethnométhodologie est un moyen privilégié d'accéder au dialogue interculturel. Pour réussir, un tel dialogue demande du temps car le travail d'explicitation et d'interprétation nécessite des rencontres régulières et intensives qui permettent de faire connaissance. Le climat de confiance ainsi créé est la base indispensable d'un dialogue ouvert, lui-même essentiel à la réussite d'un dialogue franco-allemand.

Les thèses suivantes sont le produit de notre travail :

Premièrement :

Dans le dialogue interculturel, il est important d'apprendre à percevoir les conduites et les expériences quotidiennes des autres afin de pouvoir reconnaître le vécu conscient de ce quotidien. Ceci permet de découvrir le sens que leur donnent ces hommes et ces femmes et d'interpréter celui-ci dans la comparaison.

Deuxièmement :

Nous n'avons pas seulement des empreintes individuelles mais aussi surtout des empreintes collectives dont nous ne sommes souvent pas conscients. Nos empreintes collectives proviennent de notre région transnationale, de notre nation, de notre région, de notre famille.

Troisièmement :

"L'autre" nous apparaîtra d'autant plus "étranger" que ses empreintes collectives s'éloigneront des nôtres.

Quatrièmement :

Dans toutes les institutions sociales, de la famille aux nations tout entières, on constate que des rituels et des traditions se forment et se transmettent, toujours masqués par des tabous. Il arrive même que des événements soient mythifiés.

Cinquièmement :

L'ethnométhodologie est un merveilleux véhicule du dialogue interculturel et devrait continuer d'être utilisé au sein du dialogue franco-allemand !

Traduit de l'allemand par Dominique Seillon

BIBLIOGRAPHIE :

Bremer, Hans-Hagen, "Leitkultur läßt sich nicht mal übersetzen", *Frankfurter Rundschau*, 10 novembre 2000, p. 6.

Dibie, Pascal et Wulf, Christoph (dir.), *Vom Verstehen des Nichtverstehens. Ethnosoziologie interkultureller Begegnungen*, Francfort-sur-le-Main/New York 1999b.

Eder, Klaus, "Zur Sozioethnologie interkultureller Begegnungen", dans Dibie, Pascal et Wulf, Christoph (dir.) : *Vom Verstehen des Nichtverstehens. Ethnosoziologie interkultureller Begegnungen*, Francfort-sur-le-Main/New York 1999a, p. 9-15.

Garfinkel, Harold, "The Origins of the Term „Ethnomethodology" dans Turner, Roy (dir.), *Ethnomethodology. Selected Readings*, Middlesex 1974, p. 15-18.

Garfinkel, Harold, *Studies in Ethnomethodology*, New Jersey 1967.

Geertz, Clifford, *Spurenlesen. Der Ethnologe und das Entgleiten der Fakten*, Munich 1997.

Greven, Michael Th. et von Wrochem, Oliver (dir.) : *Der Krieg in der Nachkriegszeit. Der Zweite Weltkrieg in Politik und Gesellschaft der Bundesrepublik*, Opladen 2000.

Gugel, Günther, "Interkulturelles Lernen. Eine gesellschaftliche Notwendigkeit" dans *rund-brief des Verein für Friedenspädagogik Tübingen e.V.*, 2/2000, p. 1-5.

Hamburger Institut für Sozialforschung (dir.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944. Ausstellungskatalog*, Hambourg 1996.

Hondrich, Karl Otto, *Lehrmeister Krieg*, Reinbek bei Hamburg 1992.

Landeshauptstadt München/ Kulturreferat (dir.), *Bilanz einer Ausstellung. Dokumentation einer Kontroverse um die Ausstellung „Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944" in München. Galerie im Rathaus 25. 2. bis 6. 4. 1997*, Munich 1998.

Ruf, Werner, *Die algerische Tragödie. Vom Zerschneiden des Staates einer zerrissenen Gesellschaft*, Münster 1997.

Pascal Dubellé

Réponse à Ulrike C. Nikutta-Wasmuht du point de vue français

Disons tout de suite que ce texte m'a intéressé dans la mesure où il rend compte d'une implication personnelle dans une expérience d'échange interculturel. Il m'a intéressé également du point de vue de son abord théorique qui n'est pas très éloigné de celui qui me sert de référence et qu'on pourrait mettre sous une vaste rubrique socio-analytique.

Ma réaction se situera donc à deux niveaux : celui d'un sujet pris dans son identité culturelle et celui de la réflexion théorique, même si j'ai bien conscience du caractère assez illusoire d'un tel clivage qui, pour pratique qu'il apparaisse, ne peut échapper à la réalité qui fait que le sujet qui pense et qui parle est aussi, et peut-être même, d'abord, le sujet de sa culture.

C'est d'ailleurs pour mieux rendre compte de la complexité de cet enchevêtrement que l'idée a été émise de créer ce jeu de réactions croisées entre Français et Allemands, les binômes étant constitués alors en fonction de la spécificité de chacun des inter-venants : sociologie politique, sociologie ou psychosociologie.

Ce préalable étant posé, ma réaction suivra le cours des idées développées dans le texte, le parti pris étant de laisser filer ma pensée au gré des suggestions et de regrouper l'ensemble en l'inscrivant, soit sur un plan culturel, soit, étant tenu compte des réserves précédentes, sur un plan qualifié de plus théorique et dont on pourrait retrouver les termes aussi bien entre Français qu'entre Allemands.

Contrepoint théorique

La première idée qui vient dès lors qu'il s'agit d'appréhender l'autre dans son identité culturelle consiste à énoncer, comme ici avec Ulrike C. Nikutta-Wasmuht, que la différence identitaire constitue un obstacle à l'empathie ; c'est-à-dire que, ne retrouvant pas chez l'autre ses propres référents culturels, la communication dans ce qu'elle comprend de nécessaire communion s'en trouve empêchée. Un pas de plus et l'on brandit cette aperception de l'autre comme explication du rejet de l'étranger suivant le raisonnement qui conduit à ressentir comme objet de frustration la difficulté issue de la rencontre avec la différence culturelle ; ne pouvant se saisir de cette différence, la tentation peut être grande alors de la radicaliser et de prêter à cet étranger des qualités qu'on ne reconnaît pas en soi pour en faire une figure du négatif. Et on perçoit en effet ici tout le parti à tirer pour chacun d'une telle figure chargée de tous les maux et qui, au plan collectif, fait le lit du phénomène bien connu du bouc émissaire.

C'est dans ce courant de pensée que s'inscrit l'ethnométhodologie telle qu'elle nous est présentée, approche partagée de ce côté-ci du Rhin également par de nombreux sociologues et psychosociologues français.

Mais à y regarder de plus près, les choses ne suivent peut-être pas tout à fait cette logique de l'exclusion qui repose ainsi sur un vécu douloureux, voire insupportable, de l'altérité culturelle. On peut se demander en effet pourquoi un sujet ne tolérerait pas cette perception alors qu'il a été amené tout au long de son développement psychoaffectif à s'éprouver dans l'altérité et à en surmonter tous les obstacles et toutes les frustrations ; parcours initiatique à partir duquel, d'ailleurs, il s'est construit.

Sans reprendre toute les étapes de sa psychogenèse, le sujet a dû d'abord différencier sa mère de l'ensemble fusionnel qu'il formait avec celle-ci et apprendre aussitôt à vivre son absence ; il a dû renoncer ensuite à sa position mégalomane où il s'appréhendait comme centre d'un univers autour duquel gravitaient ses objets d'amour ; il s'est confronté à son image et à celle de son semblable faisant là l'expérience d'une inquiétante étrangeté comme le disait S. Freud sans oublier d'évoquer enfin la délicate découverte de la différence sexuelle et l'abîme de perplexité mêlée de curiosité dans lequel elle l'a plongé.

Si on se situe résolument hors du champ de la psycho-pathologie, ayant donc rencontré toutes ces épreuves et les ayant assumées avec plus ou moins de bonheur, comment comprendre alors la peur, suivie de haine et de rejet parfois, à l'égard de l'étranger ? Est-ce vraiment la perception d'une différence qui se trouve en cause là ? Rien n'est moins sûr.

Dans son remarquable texte sur l'inquiétante étrangeté*, Freud pointe avec justesse que lui fut particulièrement désagréable le fait de se reconnaître dans une rencontre fortuite avec sa propre image

prise initialement pour un autre. Suivant cette observation, on pourrait soutenir en effet que ce n'est pas la différence d'avec l'étranger qui trouble, angoisse et dérange mais bien au contraire, la ressemblance. Que l'étranger se confonde avec vous, voilà ce qui pourrait devenir insupportable.

Et se retrouve ici toute la problématique des jumeaux tellement semblables que l'un d'eux semble devoir disparaître pour permettre à l'autre d'exister, problématique exprimée dans plusieurs récits de la mythologie. C'est la question de la rencontre avec son double et de son destin mortifère exprimé dans le mythe de Narcisse tellement captif de son image qu'il la rejoint dans un baiser mortel. Et pourquoi ne pas voir aussi à travers ce prisme de l'insupportable confusion la genèse de l'antisémitisme tel qu'il s'est présenté en Allemagne et qui féconda, dans la société allemande au sortir de la première guerre mondiale, le projet d'extermination des juifs ** ; projet aux apparences trompeuses en effet si on considère que, dans l'Allemagne du XIX siècle et du début du XX, les juifs allemands étaient, en Europe, parmi les mieux intégrés dans la culture de leur pays d'adoption, ceux qui en maîtrisaient parfaitement la langue et les usages. Mieux encore, ils ont amplement participé à la vie communautaire de ce pays et contribué activement à l'essor économique, intellectuel et culturel de la toute jeune nation allemande. Ainsi, ce qu'on appellerait aujourd'hui une assimilation réussie, au point que presque rien ne venait plus distinguer certains juifs d'autres "vrais" Allemands, a pu aboutir, paradoxalement, à une violente réaction de scission à un moment particulier de l'histoire où, sortis traumatisés par la guerre et la défaite, traversant une crise économique, politique et sociale majeure, les Allemands souffraient dans leur âme et dans leur chair, doutaient d'eux-mêmes et se cherchaient un destin.

Si donc je peux m'associer à la thèse d'Ulrike C. Nikutta-Wasmuht qui veut que l'autre nous apparaisse d'autant plus "étranger" que ses particularités collectives s'éloignent de notre propre milieu, c'est pour préciser alors aussitôt que, clairement reconnu comme distinct, cet étranger, loin de générer l'angoisse, peut en revanche éveiller la curiosité ou susciter un quelconque intérêt. En présence de l'autre, chacun peut d'autant mieux évaluer ses caractéristiques culturelles que les différences sont facilement identifiables. Certes, cela n'empêche pas les malentendus et ne diminue en rien les difficultés d'une communication réussie, mais vouloir que l'autre vous ressemble, parle votre langue et utilise les mêmes codes culturels ne relève que du fantasme comme solution de facilité ; à n'en pas douter, sa réalisation nous serait en réalité tout à fait insoutenable.

Les malentendus et les conflits appartiennent à toute relation humaine, ils lui sont même essentiels ; sans être nécessairement plus fréquents en situation interculturelle, ils en revêtent cependant une expression et une signification particulière qui n'existerait pas hors de ce contexte. Toute la difficulté alors, consiste à discerner parmi les mouvements affectifs de sympathie ou d'antipathie, d'affinité ou de répulsion qui s'établissent spontanément entre personnes de cultures différentes, ce qui relève de l'interculturalité et ce qui appartient simplement au domaine interpersonnel. Et dans ce cas, nul observateur, aussi averti soit-il, ne saurait trancher cette question car, malgré le recul fourni par la position et les outils scientifiques, il ne peut disposer, par essence, de la neutralité culturelle indispensable à son observation.

Contrechamp culturel

Forte de cette précaution, Ulrike C. Nikutta-Wasmuht nous amène à suivre son parcours initiatique au sein de ce groupe de recherche franco-allemand à mesure qu'avancent les rencontres qui, durant quatre ans, tous les six mois, viennent ponctuer notre travail. Comme elle, nous avons connu cette phase d'immersion interculturelle qui réalise un temps vécu, une expérience intime ressentie avant même d'être pensée et relatée ; parvenir à traduire ce temps aussi fidèlement enrichit incontestablement le compte-rendu qui nous est proposé et lui accorde toute sa valeur scientifique.

Faire reposer et articuler ainsi sa réflexion sur la base d'un témoignage personnel est un exercice difficile autant que nécessaire, un exercice qui n'est pas seulement intellectuel mais qui renvoie à une éthique du dire sans laquelle, en sciences humaines, rien ne serait vraiment audible ; il s'agit là en effet d'une démarche qui permet que soit bien précisée la position de celui qui parle pour que s'ouvre un espace propre au dialogue, un espace où peut se développer un échange qui soit véritablement constructif et enrichissant. Par ailleurs, le propos n'étant pas gommé par le discours du savoir, il laisse s'exprimer le "parlêtre" dans sa culture, pour reprendre le néologisme de J. Lacan. Et dès lors, un contre-champ devient possible.

Sans aborder tous les sujets évoqués dans le texte d'Ulrike C. Nikutta-Wasmuht, je reprendrai les points qui trouvent un certain écho chez le militaire français et qui concernent les notions d'autorité et de Nation. Je réagirai aussi en tant que "psy" de culture française aux propos tenus sur la sexualité du soldat et la mort au combat ainsi que sur les "tabous" qui entourent leur représentation.

La question de l'autorité a été l'objet d'un malentendu culturel qui n'a pu être levé dans notre groupe. Cela rend compte sans doute du fait que, pétri par sa culture et son histoire, chacun a buté sur ce qu'on appelle un point aveugle. Ainsi, les Français ne comprenaient pas que les Allemands puissent les accuser d'être soumis à l'autorité représentée par les structures institutionnelles et étatiques. Pour ces Français en effet, le fait d'admettre l'autorité comme nécessaire à l'organisation sociale et d'en soutenir les expressions sociales institutionnelles et étatiques ne signifie en rien soumission et acceptation à l'égard des manifestations de cette autorité et moins encore à l'égard de ses abus. Et sur ce dernier point, ils ont plutôt le sentiment de se montrer particulièrement sourcilieux, rappelant alors volontiers l'histoire pour servir cette évidence. Ne sommes-nous pas le peuple qui a inventé la révolution pour abattre l'absolutisme de la Royauté ? Ne sommes-nous pas aussi un peuple réputé particulièrement ingouvernable, toujours prêt à réveiller de vieilles querelles intestines, à engager des luttes partisans quand il ne s'agit pas de défendre tel ou tel intérêt corporatiste ou de contester les décisions du pouvoir par un prompt recours, jugé parfois intempestif, à la grève ?

Quant aux Allemands, dont les Français soulignent encore, mi admiratifs/ mi ironiques, leur degré d'obéissance, ils répondent avec un brun d'agacement que cette représentation d'eux-mêmes est désormais obsolète et qu'ils ont su tirer les leçons de leur histoire. Aujourd'hui, nous affirment-ils, un Allemand se sent investi du devoir civique et moral de ne plus reconnaître d'autorité à priori. Et cet effort louable qui, au-delà des préceptes et des comportements, vise les mentalités, va jusqu'à bannir le mot même d'autorité devenu très péjoratif et dont l'emploi devient alors impossible. Ce mot fait peur aux Allemands, c'est évident, car son évocation entraîne aussitôt une confusion de sens entre autorité et autoritarisme. Comme pour les Français, l'Histoire avec un grand "H" imprime sa marque mais pour les Allemands, cette Histoire leur colle à la peau et avec elle l'horreur commise sous les ordres d'une figure grimaçante de l'autorité, le chancelier A. Hitler. Figure abjecte que celle-ci en effet. Mais en la rejetant, en rejetant tout autoritarisme, les Allemands n'ont-ils pas cédé à l'excès et, comme on dit, jeté le bébé avec l'eau du bain ? Que peut valoir alors leur proclamation de bonne foi et ne peut-on y discerner une dénégation visant à masquer, y compris à eux-mêmes, qu'au fond, leur rapport à l'autorité n'a pas tellement évolué ? D'ailleurs, les Français du groupe sont restés assez sceptiques relevant, notamment, combien la position sociale semble déterminante dans l'esprit allemand au point de faire naître ce sentiment tout à fait curieux pour nous qu'existerait là quelque chose qui s'apparente au rapport de suzerain à vassal. Mais peut-être continuons-nous de chausser les lunettes de l'Histoire qui nous empêchent de voir les Allemands tels qu'ils seraient aujourd'hui, c'est-à-dire des Allemands qui assumeraient leur héritage féodal et celui du militarisme prussien ?

Le concept de "Nation", et il est intéressant de noter ici le rapprochement, a connu dans le groupe le même différend que celui d'autorité. Les Français étaient jugés volontiers cocardiens pour ne pas dire nationalistes, un mot "tabou" en Allemagne ou qui, plus précisément, désigne expressément les néonazis. Là, encore, l'Histoire joue un rôle éminent, celle dont se drapent les Français pour évoquer leur attachement à une "Nation", Patrie des Droits de l'Homme et celle dont les Allemands voudraient bien se défaire et qui a travesti l'idée nationale en un nationalisme défiguré par l'idéologie nazie, un nationalisme haineux et mortifère. Le mot nation, comme le mot autorité, porte désormais la marque de l'infamie en Allemagne où est fait l'amalgame entre un attachement national et un nationalisme sur lequel plane l'ombre portée de l'hitlérisme.

Autres représentations sociales recoupant la dimension culturelle de nos sociétés contemporaines, celles de la sexualité et de la mort du soldat.

Abordant ces questions, Ulrike C. Nikutta-Wasmuht met l'accent sur ce qu'elle appelle des "tabous" qui, pour être tout à fait précis, désignent ici non seulement des tabous qui renvoient à des interdits à vocation sociale, comme celui de l'inceste par exemple, mais aussi des non-dit, des communautés de refoulement de démenti ou de déni, enfin tout ce que les sujets d'un groupe, d'une institution ou d'une nation s'accordent implicitement à vouer à l'oubli ou au silence. Ces phénomènes appartiennent à une dynamique groupale et institutionnelle bien connue et sont absolument indispensables à l'équilibre des ensembles constitués et même, parfois, à leur survie.

La sexualité fait partie de ce qui est communément évacué dans la vie groupale ou institutionnelle, du moins lorsqu'il s'agit de certaines formes d'évocation ou de certains agissements perçus comme gênants, comme intolérables. De ce point de vue, l'homo-sexualité ne suscite en réalité guère plus de censure que d'autres pratiques sexuelles et on peut se demander alors à quoi tient la focalisation sur cette question ? Pourquoi ne pas aborder par exemple le problème de la frustration sexuelle du soldat "hétéro" lorsqu'il est en opération ? Pourquoi ne pas évoquer aussi, chez ces hommes et ces femmes, leur pratique masturbatoire et autres dérivatifs ? Mais on le voit, cela pourrait alors choquer la morale ou les consciences et venir entraver également le bon fonctionnement du groupe. Tout n'est peut-être pas bon à dire et ce qui se dit est souvent affaire de circonstance suivant en cela les phénomènes socioculturels, ou parfois simplement, les phénomènes de mode. Aussi, pour réagir sur le problème posé par Ulrike C. Nikutta-Wasmuht concernant la gestion du soldat homosexuel, j'ai le sentiment qu'il n'y a pas de très grande différence sur le fond et que, dans l'Armée allemande comme dans l'Armée française, on ne souhaite pas vraiment aborder cette question ; il y a donc, sur ce sujet comme sur d'autres, chacun y mettant les modalités d'expression propres à sa culture, un désir partagé d'ignorance. Sans doute doit-on y voir une règle tacite de fonctionnement mais pour autant, faut-il nécessairement levé le non-dit ?

La même règle semble prévaloir au sujet de la mort au combat, sujet difficile à évoquer au sein des Armées sauf à invoquer l'image mythique du héros qui, souvent, est un héros mort. Mais ce glorieux aîné demeure une figure idéalisée du passé et n'évoque que d'assez loin la réalité d'une mort au temps présent. Refoulée ou objet d'un tabou si on veut bien suivre le philosophe et historien français Ph. Ariès pour qui la mort a remplacé le tabou sexuel dans nos sociétés occidentales en quête de bonheur, la mort comme réalité du combat est souvent escamotée ou maladroitement évoquée ou, comme cela peut se pratiquer dans la Bundeswehr ou dans certains corps opérationnels français, pour "informer" les soldats, on leur projette des photos de cadavres ou des reportages censés les aguerrir.

Références bibliographiques :

*S. Freud, *"L'inquiétante étrangeté"*, *Essais de psychanalyse appliquée*, Gallimard, 1971.

**G. Messadié, *"Histoire générale de l'antisémitisme"*, JC. Lattes, 1999.

Johannes M. Becker

La légitimation du militaire en France et en Allemagne

1. Introduction

Au cours de notre étude portant sur les cultures militaires en France et en Allemagne, la question de la légitimation du militaire et de l'armée a largement été à l'ordre du jour de nos discussions. Dans les deux pays que nous avons examinés (et à la lumière du vécu au cours de notre cycle de recherche sur cinq ans), cette légitimation se base sur des modèles différents de politique :

- sur une histoire différente ;
- sur différentes instances de socialisation comme la famille, l'école et l'Université ;
- sur différents rôles dans la politique internationale et sur bien plus encore.

Au cours de notre programme (1995-2000) des changements sont intervenus surtout dans la politique allemande. A la suite de l'unification allemande, à la suite de la fin de la Guerre Froide, à la suite notamment du conflit en Ex-Yougoslavie, une nouvelle logique s'est développée dans la politique extérieure et de sécurité allemande passant d'une orientation purement civile vers une orientation plus militaire. Du côté français a prédominé, malgré un changement de gouvernement, une importante continuité.

La contribution ci-après présentera l'histoire de la légitimation de l'armée dans la République fédérale d'Allemagne et en France, d'une part et d'autre part, elle montrera, en s'appuyant sur la réaction des jeunes allemande et française à la guerre menée par l'OTAN contre la République yougoslave (guerre du Kosovo), le changement de climat politique donnant de nouvelles bases de légitimation pour l'armée, dans les deux pays qui forment le noyau de l'Union européenne (UE).

2. Allemagne : Les crises de légitimation de la Bundeswehr

La participation de *la Bundeswehr* aux bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie fait suite à un long processus. Je me propose de le présenter à partir des quatre crises de légitimation de l'armée qu'a connu l'Allemagne de l'Ouest.¹⁴

2.1 Les discussions sur la remilitarisation à partir de 1950

Dans la République fédérale d'Allemagne fondée en 1949 et intégrée au monde occidental commença, dès 1950, un débat politique ouvert sur la remilitarisation, alors appelée "participation allemande à la défense de l'Ouest". L'*Union soviétique* gouvernée par Staline, qui s'était constituée, après l'expérience de l'invasion allemande de 1941, une sorte de "cordon sanitaire" avec les pays d'Europe de l'Est, une sorte de tampon" par rapport aux Etats d'Europe de l'Ouest et surtout aux zones occidentales de l'Allemagne, celles de la République fédérale fortement influencée par les Etats-Unis, devint *le donneur de sens distingué de la remilitarisation*.

Les protagonistes ouest-allemands furent soutenus, au demeurant de façon déterminante, par la politique américaine de Truman, ainsi que par la politique du gouvernement britannique. Par contre, la classe politique française réagit différemment : la gauche politique, représentée en première ligne par le Parti Communiste, le plus grand parti de gauche à la fin des années 40, refusa fermement une remilitarisation de l'Allemagne, alors que partis du centre et de la droite s'en arrangèrent rapidement. Avec l'impression de ne pouvoir arrêter le progrès, ils réagirent en tentant de les influencer politiquement : avec le projet d'une Communauté européenne de défense (CED) les Cabinets centristes de la Quatrième République (1946-1958) avec le Premier Ministre René Pleven, proposèrent, puisqu'elle ne pouvait déjà plus être empêchée, d'autoriser la mise en place d'une armée ouest-allemande et de l'accepter mais uniquement dans le cadre de structures supranationales et, en tout cas, sans commandement en chef et sans état-major ouest-allemands.

La CED, première tentative d'une construction de structures militaires supranationales incluant les forces allemandes, échoua finalement en 1954 à l'Assemblée Nationale devant une coalition historique alliant des Communistes (principalement) et des Gaullistes.¹⁵ La République fédérale fut, en contrepartie, accueillie dans le Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ainsi que dans l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Elle y disposa – en comparaison au projet de la CED – d'une véritable armée souveraine avec, jusque dans les années 80, seulement quelques limitations d'armement en plus des réglementations du Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Les premiers soldats de la *Bundeswehr*, élaborée comme une armée à part entière, furent assermentés dès 1955. La classe des généraux de la nouvelle armée ouest-allemande se composait entièrement d'officiers de la *Wehrmacht*. Le Gouvernement Adenauer attacha une grande valeur à la sélection des officiers et à ce que puisse être démontrée à l'extérieur l'intégrité personnelle et politique des candidats. L'année suivante, en 1956, le *Bundestag* (le parlement allemand) vota le service militaire obligatoire.

La République fédérale fut à partir de ce moment militairement, économiquement et politiquement déjà complètement intégrée à l'Ouest : voici quelques mots clefs :

- * Participation au Plan Marshall/ERP (à partir de 1947),
- * Entrée au Conseil de l'Europe (1951),
- * Adhésion à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier CECA (1951).
- * En 1957, la République fédérale d'Allemagne fut membre fondateur de la Communauté européenne de l'Energie Atomique (CEE ou EURATOM) tout comme de la Communauté Economique Européenne (CEE), à partir de laquelle se développeront par la suite les Communautés Européennes (CE) et l'actuelle Union Européenne (UE).

En résumé, on peut dire que le gouvernement Adenauer a ainsi maîtrisé la première et fondamentale crise de légitimation de l'armée ouest-allemande, la crise de sa (re)création : les protagonistes de

¹⁴ Cette partie du texte trouve une importante extension dans mon écrit : *Militär und Legitimation*. Une étude comparative de la politique de sécurité en France et en RFA. Marburg (IAFA-Bd. 20) 1997.

¹⁵ Pour plus de détails, voir : Becker 1987, p. 26 ss.

cette politique se sont servis des outils essentiels de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme. Cependant, le gouvernement comme la direction de l'armée fédérale se sont donnés du mal pour mettre l'accent sur le caractère nouveau mis en avant par la *Bundeswehr* : les concepts de "citoyen en uniforme" et d'"*Innere Führung*" qui devaient jouer un rôle central. La démonstration de rupture avec la tradition de la *Wehrmacht* liée au fascisme allemand servit, tout comme l'intégration nette et complète de la nouvelle armée ouest-allemande dans les structures d'alliance, à légitimer la si prompte reconstruction des structures militaires après la fin de la Seconde guerre mondiale.¹⁶

Ralf Zoll (1979, p. 43) examine le concept d'"*Innere Führung*" sous l'angle d'une définition donnée par van Doorns : "Sa conception sert et sert la légitimation des forces armées dans la République fédérale (...). La règle d'une intégration la plus vaste, conforme aux fonctions des forces armées, de la *Bundeswehr* dans la société, forme le noyau de cette conception. Dès lors, une intégration insuffisante de la *Bundeswehr* dans la société dans le sens de l'"*Innere Führung*" serait à décrire comme une crise de légitimation."¹⁷

La *Bundeswehr* se constitua, dans les années qui suivirent sa création, comme l'une des armées conventionnelles les plus fortes en Europe de l'Ouest et, jusqu'au début des années 80, elle ne fut pas remise en question à l'intérieur de la société fédérale allemande.

2.2 L'*Ostpolitik* des années 60/70 et le débat sur "le ré-armement" des années 80

L'image préconçue de l'ennemi de la République fédérale, le triangle : Communisme/Socialisme/Union soviétique et son armée, la "Rouge" ("rouge" était déjà, dans les jeux tactiques de la *Bundeswehr* dans ces années la couleur de l'ennemi) a subi un accroc au cours de la *Ostpolitik* de l'ère social-libérale Brandt/Scheel à partir de la fin des années 60.

L'armée ouest-allemande réagit avec trivialité : dans les jeux tactiques internes de la *Bundeswehr*, au cours de la détente le "rouge" et le "bleu" en tant que signes distinctifs des différents camps militaires ne se faisaient plus face comme antagonistes, mais le "rose" et le "bleu" : la perception de l'agressivité supposée des adversaires était aussi affaiblie dans les bacs à sable militaires. Fait bien plus important : dans les rangs des officiers d'état-major et des généraux, s'éleva à partir des années 70, d'une part, le nombre des officiers qui n'étaient plus issus de la *Wehrmacht*, en second lieu, dans les académies centrales, ainsi dans les deux grandes écoles nouvellement créées de la *Bundeswehr* à Munich et à Hambourg, à l'académie des cadres de la *Bundeswehr* également à Hambourg ou aussi à l'école des officiers de l'armée à Hanovre, et dans les écoles des différents corps d'armes, enseigna un nombre croissant d'enseignants, en civil ou en uniforme, positifs à l'égard de la *Ostpolitik*, engagés et orientés vers la détente. Dans la *Bundeswehr* prit place une certaine influence "sociale-démocrate".

L'augmentation du nombre de demandes d'objections de conscience en République fédérale peut être perçue comme un indicateur d'une baisse du sentiment de menace dans la population ouest-allemande :

- * jusqu'en 1967, le chiffre des demandes d'objection¹⁸ était continuellement en dessous de 6.000 ;
- * en 1968, en relation avec les discussions sur les lois réglant l'état d'urgence, avec le mouvement politique des étudiants, et finalement le mouvement contre la guerre du Vietnam, le nombre augmenta brusquement à 12.000 ;
- * à partir de l'époque de l'*Ostpolitik* cette valeur grimpa de façon continue à 45.000 en 1979.¹⁹

¹⁶ Dans des interviews, les officiers ayant oeuvré à la constitution de la *Bundeswehr* ont pris position de façon détaillée in : Becker 1987.

¹⁷ Dans la brièveté nécessaire, les 4 principes de la « *Innere Führung* » (issus d'une excellente présentation par le colonel Weidemeier du centre de la « *Innere Führung* » de la *Bundeswehr* pour notre groupe de recherche : "Les cultures militaires de France et d'Allemagne (...) " le 10.4.1997 à Berlin) :

* Le militaire est une partie de l'exécutif et est soumis à la primauté de la politique.

* La *Bundeswehr* est une armée de circonscription dans l'alliance (occidentale, J.M.B.).

* La mission de la *Bundeswehr* est limitée à la défense et à la participation à des systèmes de sécurité collectifs.

* Le soldat de la *Bundeswehr* est un "citoyen en uniforme", c'est-à-dire qu'il a les droits et les devoirs d'un citoyen "normal".

L'exposé de Weidemeier suscita d'ailleurs durablement des discussions dans le groupe : la question, jusqu'où la "*Innere Führung*" ferait de la *Bundeswehr*, selon la formule utilisée, "Une armée pas comme une autre".

¹⁸ En comparaison, dans les années 1956 à 1990, le nombre annuel des appelés disponibles se trouvait entre 370.000 et 415.000. Avec l'unification allemande, il grimpa à partir de 1990 à près de 500.000.

¹⁹ Les indications sur les chiffres des objecteurs de conscience (KDV) se trouvent dans les publications de l'administration centrale du KDV (Dammweg 20, 28211 Bremen), in *Wehrdienst und Zivildienst*, Journal spécialisé du KDV, dans diverses publications de

Dans cette phase d'après-guerre surgirent deux facteurs en Allemagne fédérale qui remirent en question la légitimation de la *Bundeswehr* tout d'abord chez ses cibles classiques, les appelés, et ensuite dans les années suivantes aussi au sein des institutions d'enseignement : en plus de la *diminution de l'influence de la menace* ressentie à la suite de la politique d'entente avec l'Est se produisit un *profond changement de valeur*, émanant du mouvement anti-autoritaire de la fin des années 60 :

- * d'une part, dans cette phase, des institutions centrales de la République fédérale telles que l'enseignement supérieur, la justice, en partie l'ensemble de la classe politique de la République et également l'armée furent interrogés sur leur rôle à l'époque nazi.
- * D'autre part, des valeurs comme la défense de la mère patrie, la discipline, l'ordre et la ponctualité, les valeurs centrales des militaires furent ainsi amoindries dans leur impact. Les structures familiales tendaient partiellement à se déconstruire, la crise économique saisit avec le phénomène du chômage de masse et de longue durée de nouvelles couches de la population, les syndicats perdirent de l'influence.²⁰

Retour au développement politique de la République fédérale : l'atténuation de la Guerre Froide ne fut tout d'abord pas de longue durée. A la fin des années 70, l'OTAN décida *l'installation de fusées nucléaires de moyenne portée et de missiles de croisière en Europe centrale*. En raison de la politique de stationnement de l'OTAN, tout comme avec la naissance de groupements et de partis écologiques, apparurent au début des années 80, dans presque tous les pays d'Europe de l'Ouest, de *nouveaux mouvements sociaux*, qui essayaient – avec l'une de leurs revendications – à se mettre en route contre le renversement de la politique de détente de la dernière décennie.

Pour la République fédérale d'Allemagne, il en résulta la dialectique suivante : Les VERTS, c'est-à-dire ses divers précurseurs, s'engagèrent de façon centrale dans un combat politique contre le stationnement de Pershing II et de Cruise Missiles. Ils retirèrent de cet engagement une telle extension de leur base, qu'ils purent s'établir comme un mouvement politique durable. Jusqu'à la fin des années 90, c'est surtout la jeunesse qui fut, sous des formes institutionnalisées, très critique vis-à-vis de l'armée, c'est-à-dire la politique dominante de sécurité. Celle-ci s'attaqua à l'armée et l'armement non plus sur des aspects partiels ou sur des novations politiques quotidiennes (tel que le réarmement, la menace d'armes atomiques, etc...). Elle la refusa plus fondamentalement au sein d'un réseau plus "alternatif", c'est-à-dire défendant des valeurs plus écologiques, plus anti-hiérarchiques, plus anticapitalistes, plus antiautoritaires. Elle voulait restreindre ses agissements de façon décisive.

Le mouvement contre les "doubles résolutions" de l'OTAN perdit son combat politique : les fusées et les missiles de croisière furent stationnés. Les bases de la légitimation de l'armée et de la politique dominante de sécurité furent cependant, au moins dans les jeunes générations, durablement ébranlées. Toutefois, cela ne mena pas à une crise ouverte de légitimation pour la *Bundeswehr* au début des années 80 : le SPD se rangea au côté des VERTS comme au mouvement pacifique et devint critique envers la politique américaine de stationnement, il changea donc de camp politique (finalement il fut repoussé vers l'opposition en 1982 par la coalition libérale conservatrice de H. Kohl). La sociale démocratie ouest-allemande demeura toutefois fondamentalement engagée en faveur de l'armée et de l'armement.

2.3 "Perestroika" et "Glasnost" en Union soviétique

Le développement en Union soviétique à partir de la deuxième moitié des années 80 fut de bien plus grande signification que la crise de "ré-armement" en République fédérale. Le chef de l'Etat so-

l'organe de presse du Ministère de la défense à Bonn comme dans les bulletins du *Bundestag* allemand (par exemple : le No. 12/6895 de la 12^{ème} période de sessions du 24.02.1994). En 1980, Albert Krölls entreprit la recherche d'une classification politique des objections de conscience jusqu'au début des années 80 : *Kriegsdienstverweigerung. Das unbequeme Grundrecht*. Frankfurt/M. 1980.

²⁰ Inglehart décrit (en 1977 voire en 1989) la transition des "valeurs matérielles" telles que la quête du bien-être économique, l'accentuation de l'effort et de la discipline, la sécurité extérieure et intérieure, vers des "valeurs postmatérialistes" comme la quête de participation, solidarité et réalisation de soi, de liberté et d'égalité. Il parle d'articulation plus forte de besoins plus intellectuels, sociaux et éthiques. En résumé : les valeurs collectives reculèrent derrière des valeurs individuelles. "Servir" l'Etat fut pour la génération des enfants de la génération 68arde largement un mot étranger. La *guerre du Vietnam* et le rôle contesté joué là-bas par les Etats-Unis, source d'orientation jusque là incontestée de l'Etat fédéral, qui se veut un Etat exemplaire de "providence", ne doivent pas être sous-estimés dans ses effets.

Pour Klages (en 1984) ce "rapide changement de valeur" constitue un "rétrécissement de valeurs d'obligations et d'acceptation" et en même temps une augmentation des "valeurs de développement de soi".

viétique et du Parti, Gorbatchev, insista, à partir de 1985, tout d'abord avec succès sur des mesures de désarmement efficaces, il insista sur des *mesures formatrices de confiance* et parvint par exemple à un vaste *arrêt des essais nucléaires*. En outre, le commandement soviétique renonça à l'observation minutieuse, bien connue, d'un équilibre du désarmement et procéda à la tactique des gestes unilatéraux. L'Union soviétique perdit, dans la conscience collective, son caractère imprévisible ; elle fut ainsi considérée bien qu'étant toujours un opposant politique et militaire, comme un *partenaire "normal" dans la négociation politique*. Dans les années 1989/90, Gorbatchev et le gouvernement soviétique tolérèrent même la réunification de la RFA et de la RDA, une intervention de l'Armée rouge dans le processus de démembrement de l'Etat est-allemand (tout comme l'ensemble de l'Organisation du Pacte de Varsovie, WVO) n'était déjà, à ce moment, plus sérieusement à l'ordre du jour.

La *crise de légitimation* de la *Bundeswehr* atteint un *nouveau stade important*. Aux influences à long terme du mouvement de 68 avec son changement de valeurs, à la démystification des Etats-Unis, au renforcement du mouvement alternatif "vert", en tant qu'antiautoritaire, écologique et critique envers l'arme nucléaire, s'ajouta la destruction de l'image de l'ennemi : l'Organisation du Pacte de Varsovie fut dissoute dans les faits en 1991.

La politique de sécurité de la République fédérale réagit de deux manières. D'une part, les forces communes de la *Bundeswehr* furent quantitativement considérablement réduites en conséquence des négociations 4+2 et en relation avec les pourparlers pour la réduction des forces terrestres en Europe : de plus de 600.000 à 340.000 soldats, l'armée de la RDA comprise. D'autre part, la *Bundeswehr* réagit de façon analogue à la différenciation des couleurs de l'ennemi dans ses jeux tactiques au début des années 70, mais en adoptant cette fois, dans la période de la "Perestroïka" et de la "Glasnost", une attitude plus offensive. Dès lors, elle se fit passer (aussi) pour une armée ayant le sens écologique. Pendant une courte phase d'orientation, l'armée ouest-allemande fit sa publicité, par le moyen de brochures de prestige, présentées de manière minutieuse ; elle essaya de se légitimer par ce simple propos : sur ses terrains d'entraînement survivent des espèces devenues rares et menacées de disparition, car elles seraient ici protégées des dommages de la civilisation suite à l'enclavement du sol, à l'utilisation agricole ou à la construction. La *Bundeswehr* appela des consultants en écologie, dans leurs périodiques apparaissaient des articles à ce sujet.²¹ L'action se perdit rapidement en fumée, et cela non seulement pour avoir renoncé au papier recyclé dans la campagne publicitaire : le développement politique lui-même ouvrit, de façon nouvelle, des perspectives - considérées peu avant comme impensables - pour re-légitimer l'existence de l'armée allemande.²²

2.4 La fin du conflit est-ouest

La série des crises de légitimation de l'armée ouest-allemande atteignit son paroxysme avec la réunification allemande, avec la dissolution de l'Union soviétique, avec la *dissolution aussi de l'Organisation du Pacte de Varsovie (WVO)*, l'alliance militaire des anciens Etats socialistes, au début des années 90. L'ennemi constitutif pour la politique de sécurité de la période d'après-guerre s'était complètement perdu, il s'était décomposé en une multiplicité de petits Etats, pour la plupart en faillite, en outre orientés vers des modèles politiques occidentaux.

Le premier groupe cible de la *Bundeswehr*, la jeunesse ouest-allemande s'interrogeait ainsi : pourquoi dois-je aujourd'hui encore donner quinze mois de ma vie ? Pour quelle formation contre quel ennemi ? Une part croissante de la population réclamait une réduction significative des dépenses d'armement dans le budget fédéral, c'est-à-dire le "dividende de la paix". Dans la sociale démocratie allemande (SPD) apparaissait provisoirement la revendication de supprimer un dixième des dépenses militaires par an. Pendant un certain temps et dans leur majorité les VERTS réclamaient même la dissolution immédiate de la *Bundeswehr* ; une grosse partie des VERTS (appelée désormais Bündnis 90/Die GRÜNEN) postulait le retrait de la République fédérale de l'OTAN. Le Ministre de la Défense

²¹ Dans le sous-groupe "légitimation" de notre programme, les Français notèrent cette politique avec le sourire : en aucun cas, comme l'affirmaient surtout les soldats et les femmes soldats, l'armée française n'agirait de cette façon.

²² Le dossier n° 19 de Wissenschaft & Frieden (Marburg) 13, 1995, s'explique de façon critique sur la thématique "écologie et armée".

Karl Feldmeyer, correspondant militaire de la FAZ, remit sur le feu avec un peu de retard, le 4.10.96, la légende écologique de la *Bundeswehr*, en intitulant son article: "là où survivent les engoulevents et bondissent les cerfs. Les camps d'exercice de l'armée sont aussi des réserves naturelles". Feldmeyer s'appuyait sur la brochure de 52 pages "Protection de l'environnement de la Hardthöhe à Bonn (siège du Ministère de la Défense)" – cette fois-ci "imprimée sur du papier 100% recyclable".

Rühe vit finalement la République fédérale "encerclée par des amis". Dans une autre partie (voir ci-après) de cette étude, j'observe la poussée du nombre des objecteurs de conscience. Cela aboutit à une perte temporaire de légitimation de la *Bundeswehr*.

3. La "nouvelle" Allemagne et sa recherche d'un rôle de politique de sécurité

La *Bundeswehr* et les dirigeants politiques réagirent au début des années 90 de nouveau de façon offensive à la nouvelle qualité de la crise de légitimation : ils prennent pour motif la réunification de la RFA et de la RDA pour revendiquer une sorte de "*normalité*" de la *politique de sécurité* pour la nouvelle Allemagne réunifiée. De la part de l'étranger, ainsi l'injonction des cadres politiques du pays, *la prise en charge de plus de responsabilité politique au niveau mondial serait* attendue de la part de l'Allemagne. La classe politique conservatrice de la République fédérale, et de manière exemplaire sa presse, firent l'éloge du gouvernement d'Helmut Kohl à Bonn en rapport avec les discussions sur les missions futures de la *Bundeswehr* au début des années 90 pour avoir (ainsi dans le FAZ du 10.01.1992) "fait ses adieux du recoin tranquille de la province ouest-allemande".

Le premier test pour le retentissement de cette stratégie de légitimation fut la guerre du Golfe de 1991, à laquelle la République fédérale contribua surtout financièrement outre des apports logistiques. Quelque temps après que les discussions sur la guerre du Golfe se soient calmées, au début du conflit armé dans les Balkans, l'Inspecteur général de la *Bundeswehr* de l'époque, le Général Naumann, exigea, au 34^{ème} congrès des commandeurs, un, comme le titra le Frankfurter Allgemeine Zeitung (6.10.1993), "nouveau soldat". Naumann déclara : "*Innere Führung*", instruction rigoureuse au combat et la disponibilité de faire face demain à une intervention à l'extérieur de l'Allemagne, ne sont pas des contradictions, au contraire." Le FAZ déclara ensuite à l'égard de la déclaration normative de Naumann : "La guerre (en ex-Yougoslavie) montre également qu'un mandat de casque bleu seul sur la base du maintien de la paix sans l'usage de la force ne suffit pas. Le cas normal devra être dans les futures missions de maintien de la paix de l'ONU un "mandat robuste", qui autorise l'emploi de la "riposte contrôlée." Cette déclaration de l'Inspecteur général essuya de vastes observations en raison de son importance significative pour la mutation en cours du climat politique de sécurité de l'Allemagne réunifiée : le pays européen, mesuré comme ayant la plus grande population et comme étant le plus fort économiquement, se détacha clairement de la logique civile des décennies de l'après-guerre pour accorder plus de place à la logique militaire.

L'expansion des activités politiques de sécurité des Nations Unies (ONU) à la suite du conflit en Somalie et ensuite surtout dans la Yougoslavie en décomposition, servit, concernant la politique intérieure à partir de 1992, de champ central des discussions sur le nouveau sens d'une armée allemande, des missions de la *Bundeswehr* vers l'humanitaire et finalement aussi vers des activités militaires à l'extérieur de l'Allemagne en dehors du domaine d'influence résolument restreint de l'OTAN. Une discussion, qui fut également menée en public en raison des revendications de restreindre efficacement l'armement en République fédérale dans le cercle de l'opposition politique. L'argumentation des conservateurs en Allemagne affirmait qu'elle ne devait pas se replier pour toujours sur son rôle spécifique (sous-entendu : Etat, berceau du nazisme, de la persécution des juifs et de destruction massive, tout comme cause de la deuxième guerre mondiale). "Le public mondial" a un "droit" à une participation équitable d'une Allemagne, à laquelle les grandes puissances auraient "offert", avec l'unification, la souveraineté complète, à la résolution des éventuels conflits sur la terre. (Au milieu de la guerre aérienne de l'OTAN contre la Yougoslavie, le discours sur "Auschwitz" devait, seulement quelques années plus tard, en 1999, servir aux Ministres Scharping et Fischer pour légitimer la participation aux bombardements).

Retour à la recherche de la "nouvelle" Allemagne après un non moins nouveau rôle concernant la politique de sécurité : Un regard sur le *développement du nombre de demandes d'objecteurs de conscience* dans la première moitié des années 90 peut mettre en lumière le succès douteux des efforts de Bonn auprès des *appelés*, aux fins d'une nouvelle légitimation de la *Bundeswehr* en tant qu'instrument politique "normal".

Fin 1987, 63.000 appelés avaient fait une demande d'objection de conscience, mais ce chiffre augmenta à près de 74.000 au cours de la Perestroïka et de la Glasnost en Union soviétique jusque 1989. En 1991, l'année de l'implosion de l'Organisation du Pacte de Varsovie comme à la suite de la

deuxième guerre du Golfe, il y eu déjà 151.000 demandes (en comparaison : sans les nouveaux *Länder* le nombre se situerait à 132.000) ; dans l'année suivante, en 1992, il était encore de 134.000 (sans les nouveaux *Länder* : 109.000). En dehors de la "perte" de l'Union soviétique en tant qu'idée préconçue de l'adversaire, une grande peur de la guerre (du Golfe) de la part des appelés allemands fut ici d'une grande importance : les missions de la *Bundeswehr* dans les territoires en crise signifièrent - contrairement au service de jadis que l'ennemi soit coloré en rouge ou en orange - sans doute un risque beaucoup plus fort pour le corps et la vie.

Dans les années suivantes, la courbe des demandes d'objection de conscience s'aplanit, également dû à des années de moins forte natalité, tout d'abord de manière significative : elle était en 1993 à 130.000, en 1994 à 126.000. En 1995, année de la décision, fortement controversée dans la classe politique, du *Bundestag* pour reformuler les missions de la *Bundeswehr*, le nombre de demandes d'objection de conscience augmenta à nouveau fortement, cette fois jusqu'à près de 161.000 (Frankfurter Allgemeine Zeitung du 8 mars 1995 et du 1^{er} février 1996), pour, jusqu'en 2000, rester à ce niveau élevé. La guerre en Yougoslavie a dû montrer clairement à beaucoup d'appelés que la nature de la *Bundeswehr* s'est fondamentalement transformée que, maintenant, il faut compter avec de nombreuses interventions et la guerre.²³

Un sondage de l'Institut des sciences sociales de la *Bundeswehr* (SOWI) sur les appelés au sujet du "sens du service militaire pour l'individu" a également connu un résultat absolument catastrophique pour la période du "tournant" allemand²⁴. En 1972, 28% des appelés trouvaient toujours le service militaire *plein de sens* ; à partir de 1977, cette valeur oscilla encore entre 10 et 16% (En 1992 dans les anciens *Bundesländer* (ABL) : 17%, dans les nouveaux *Länder* (NBL) : 11%). Le service militaire était tenu, au contraire, pour *vide de sens*, entre 52 (1972) et 36% (1989). Les valeurs pour 1992 étaient à 41% (ABL) et 50% (NBL).

Influencée, d'un côté par le nombre important, de façon persistante, des objecteurs de conscience, d'un autre côté par le débat analogue dans la France voisine, la classe politique de la République fédérale discute de temps en temps de projets visant à *supprimer le service militaire* au profit d'une armée de métier. En ce moment, le service obligatoire n'est pas remis en question par des institutions renommées ou des partis politiques, excepté Bündnis 90/DIE GRÜNEN comme le parti libéral et démocratique (FDP), ne serait-ce qu'il reste des réserves auto imposées en matière de politique de sécurité. Et compte tenu de la signification du service civil des 150.000 appelés.

En même temps, les planifications à moyen et à long terme pour la *Bundeswehr* envisageaient déjà des structures suggérant la *professionnalisation* d'au moins une partie de l'armée : au milieu des années 90 fut commencée, au cours de la réduction du nombre de soldats de la *Bundeswehr* à seulement 340.000, la restructuration d'un côté des Hautes forces de défense (prévu à 260.000) et les forces de réaction de crise (KRR).²⁵ Les derniers furent envisagés comme étant des "brigades aéroportées et très mobiles de soutien au combat", qui, ainsi affirmées par le Ministre fédéral de la défense, avaient pour but "la défense du pays et de l'Alliance dans des conditions de sécurité améliorées de façon notable et la participation convenable et efficace à l'apaisement de crises internationales".²⁶ Un autre chapitre de la différenciation de la *Bundeswehr* intervint avec l'installation d'un commando de forces spéciales de combat (KSK) à Calw à partir du 1^{er} avril 1996, comprenant 1.000 hommes, qui, ainsi le journal "Die Welt" (du 28.1.1995), devait prendre le rôle d'une "brigade de commando pour le combat de guérilla".²⁷ Les changements de structures les plus récents furent engendrés au milieu de l'année 2000 à tra-

²³ Un regard sur le service civil, le "service de remplacement" des objecteurs de conscience : Le nombre de places pour les appelés civils augmenta de 39.000 en 1984 à 89.000 en 1990, à 150.000 en 1995, dont 120.000 en Allemagne de l'ouest. Près de la moitié de "civils" travaillent dans le domaine des soins et de l'assistance (Neues Deutschland du 10.05.95 et du 11.10.95).

²⁴ Paul Klein a commenté le résultat de ces sondages effectués entre 1972 et 1992 dans : Information für die Truppe, 1994, 5, p.14 et ss.

²⁵ La force en personnels de la *Bundeswehr* était – avant la réunification – d'à peu près 500.000 hommes, l'armée populaire nationale de la RDA avait jusqu'en 1989 170.000 soldats hommes et femmes ; en 1990 ce nombre devait encore se situer à près de 90.000.

²⁶ Cité par Rüdiger Moniac : Noch etliche Jahre bis zur Komplettierung. In : Das Parlament, 36/37, 1996. Schwerpunktausgabe zum Thema "40 Jahre NATO-Mitgliedschaft - 40 Jahre Bundeswehr" vom 1./8.9.1996, S. 8. Déjà la syntaxe exposée dans l'article précité de la formulation des sujets dans "Parlement" (revue officielle) met en lumière la fidélité de la politique de sécurité allemande...à l'Alliance. L'exemplaire cité contient nombre d'articles intéressants à lire.

²⁷ Le Marburger Zeitschrift "Wissenschaft & Frieden" dans son édition 4/96 s'occupe du point essentiel de "La nouvelle *Bundeswehr* – Réapparition dans le monde entier". En 2000 la discussion est ressortie de nouveau.

vers les rapports de la commission Weizsäcker et à partir des projets de réforme du Ministère de la Défense sous Scharping. Je reviendrai sur ces points ci-après.

4. Le tournant couronné de succès

La campagne offensive menée par la direction politique bonnoise, aujourd'hui berlinoise, dans le but de donner un sens à la *Bundeswehr* a déjà - quelques années après sa mise en place en réaction à la profonde crise de légitimation survenue après la dissolution de l'Organisation du Pacte de Varsovie (WVO) - eu des retombées positives : l'acceptation de l'armée allemande s'est accrue de façon perceptible. Avec les propos de Jacques van Doorns, le système politique de la République fédérale a développé "une croyance commune", que l' "institution centrale"- dans notre cas la *Bundeswehr* - est, "de façon générale, convenable et acceptable". Indépendamment du choix, déjà commenté, d'une grande partie de la jeunesse allemande en faveur de l'objection de conscience, l'importance de la *Bundeswehr* s'est sensiblement accrue dans la conscience de la population allemande dans les années 90, à l'ouest comme à l'est.

Le bilan de la quatrième crise de légitimation de la *Bundeswehr*, en rapport avec l'unification allemande et la dissolution de l'Organisation du Pacte de Varsovie, donne une image très différenciée. Pour les partis politiques allemands (excepté le PDS ancré jusqu'à présent principalement dans l'est de l'Allemagne), pour les grands mouvements sociaux du pays, comme pour les médias, la recherche - commencée par les conservateurs au gouvernement jusqu'en 1998, poursuivie par la coalition SPD-B90/DIE GRÜNEN leur succédant, et menée par l'état-major de l'armée - pour trouver de nouvelles fonctions dépassant la traditionnelle défense du territoire en tant que moment quasi créateur de légitimation fut conclue et couronnée de succès avec la participation active aux bombardements contre la République de Yougoslavie. La République fédérale a pour ainsi dire, au printemps 1999, conclu la période d'après-guerre et est devenue un Etat, par exemple comparable à la France, "normal", capable et disposé à l'intervention.²⁸ Cette politique a rencontré des échos positifs dans le gros de la population allemande. La suppression du service militaire général et ainsi la délégation de la politique militaire à un organe professionnel, pour ainsi dire chargé d'une prestation de service, pourrait sans doute uniformiser cette image dans les années à venir. La réforme de la *Bundeswehr* introduite ces derniers mois pointe, comme l'ont déjà fait les recommandations de la Commission Weizsäcker de mai 2000, dans cette direction. La légitimation d'une armée prestataire de service devrait donc, comparable à la mission d'un corps de sapeurs-pompiers de métier, être mesurée uniquement au succès de ses missions.

Pour l'avenir, ce qui suit doit être considéré sous l'aspect de la légitimation à côté des tendances à la professionnalisation pré-sentées :

- a) La technologisation de la conduite de la guerre (on pense ici à l'histoire des "frappes chirurgicales").
- b) L'illusion de "la guerre à zéro morts", qui néglige les morts de deux camps, ainsi en Irak avec ses 300.000 morts de la deuxième guerre du Golfe, ou encore les victimes civiles en Yougoslavie (les deux développements résultent du traumatisme de la guerre du Vietnam persistant aux Etats-Unis).
- c) Finalement, citons le directeur du service de politique de la défense et de l'extérieur de la fondation Konrad-Adenauer, Karl-Heinz Kamp, qui a écrit dans l'"information pour les troupes", journal pour l'"Innere Führung" (9-10/1999) de la *Bundeswehr* : "le Kosovo a introduit le genre nouveau du conflit "post national", qui n'est plus de combattre dans l'intérêt national pur

²⁸ Dans les discussions au sein de notre groupe aussi, cela a laissé sa trace : au début, les participantes et participants français avaient des explications comme "cela ne peut se comprendre qu'avec l'expérience de la guerre", face à l'incompréhension allemande quant aux limites des valeurs de leur "Innere Führung" dans des situations de conflit actuelles, (1995f.) De telles appréciations s'exprimèrent moins quand on se trouvait du côté des troupes des Nations-Unies en ex-Yougoslavie.

et dans lequel les limites entre guerre et paix, attaque et défense, droit et injustice, etc. deviennent floues.²⁹

C'est l'aspect du "conflit post national" qui devrait, autrement que dans notre pays partenaire la France, intervenir plus parti-culièrement dans la discussion allemande, un stigmate historique pouvant ainsi être traité. Le forçage, ne serait-ce qu'à cause des expériences de la guerre en Yougoslavie, de la construction d'une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) de l'UE repose essentiellement sur un changement du côté allemand, s'éloignant d'une orientation unilatérale sur les Etats-Unis et se dirigeant vers une orientation sur les intérêts européens (et ainsi vers les idées françaises de longue date).

5. France : Les crises de légitimation françaises

5.1 De la défaite de 1940 à la libération de l'Allemagne

La Seconde guerre mondiale finit également pour la France le 8 mai 1945. La France se trouvait, bien que submergée en 1940 par la *Wehrmacht*, tout de même du côté des puissances vainqueurs. Face à la guerre de mouvement dans le Nord du pays - et comme cela apparut à quelques observateurs, de façon trop complaisante - la classe politique et à sa tête la direction militaire avaient capitulé quelques semaines après le début de l'attaque allemande, en grande partie avec l'espoir d'un rôle privilégié de la France dans la période (d'après) guerre du fascisme allemand. Le pays était divisé entre les défenseurs d'une collaboration et ceux de la *Résistance*.³⁰ A l'aide décisive des troupes de la coalition anti-Hitler et à la fin aussi avec la participation active des militaires français, les occupants allemands furent largement chassés hors du pays jusqu'à la fin de 1944.

Le problème central de la société française, comme des militaires français dans les années après 1944, fut de surmonter la *division* de la société entre les anciens partisans de la *Résistance* et ceux de Vichy. A la fin de la guerre et pour de nombreuses raisons, la France avait fait des pas en avant pour résoudre cette grave crise de légitimation du militaire de 1940 :

- * Le fait de guerre, comprenant l'occupation de la France, rendait impossible en premier lieu un traitement politique de l'"étrange défaite" (M. Bloch). Le déplacement des actions centrales de guerre en Union soviétique fit le reste.
- * L'Allemagne nationale-socialiste avait laissé à la France de Vichy l'administration de ses colonies et par là même aussi des troupes stationnant sur place. Ainsi et dans une certaine mesure, une "culture militaire" pouvait s'y maintenir.
- * Une part croissante aussi des militaires français s'était ralliée, au cours de l'occupation de la France, surtout après 1942, aux rangs de la *Résistance*.
- * Les troupes françaises avaient pris part, dans une mesure croissante, à la libération du pays, comme à la libération de l'Allemagne et de l'Autriche. Les chefs militaires comme le Général de Lattre, Koenig ou encore Bethouart furent très populaires en France durant les années de la Libération.
- * Le pays comptait, bien que contraint à la capitulation par la *Wehrmacht* en 1940, parmi les puissances vainqueurs en 1945.
- * Toutefois, tous ces arguments furent recouverts par la personnalité d'un militaire promu au rang d'homme politique couronné de succès. Le Général de Gaulle personnifiait pour la France, dans l'immédiat de l'après-guerre, l'insoumission à l'occupant allemand ; il incarnait la volonté de résistance militaire et même la faculté de s'imposer à l'encontre des Etats-Unis très présents politiquement et militairement en Europe de l'Ouest. De Gaulle, semble-t-il, avait rendu à la France son honneur et particulièrement à son armée.

5.2 La guerre d'Indochine et Diên Biên Phu

²⁹ La nouvelle stratégie (entre autre allemande), qui cherche à s'occuper des réfugiés de guerre "sur place", c'est-à-dire de ne plus confronter les pays menant la guerre aux suites immédiates des guerres, a un seul but : le seuil devant la solution des conflits armés doit être réduit. Pour la guerre de Yougoslavie, voir : Becker/Brücher, 2001.

³⁰ Marc Bloch, un des fondateurs des "*Annales*", a présenté dans son livre "L'étrange défaite. France 1940" (Frankfurt/Main, Fischer-Verlag, 1992) une analyse critique de ces procédés.

Dès 1946 s'érigea en Indochine un mouvement d'indépendance. La France, avec ses vieilles prétentions coloniales, fut rapidement impliquée dans la guerre. La guerre contre le mouvement révolutionnaire socialiste des Viêt-minh, "*la sale guerre*" (1946 - 1954), commença. Dans la société française, tout comme dans l'armée, la phase de collaboration et celle de la *Résistance* passèrent à l'arrière-plan : la division psychosociologique du pays ne pouvait se réduire. Les besoins nationaux, en première ligne les problèmes socio-économiques, suite aux quatre années de saignée de la France au profit de la direction militaire allemande, tinrent le pays en haleine.

La défaite militaire de Diên Biên Phu, en 1954, fut certes enregistrée douloureusement en France. Cependant, la crise de légitimation qui en est issue n'est pas comparable à celle de 1940 pour les raisons suivantes :

- * La guerre d'Indochine fut menée très loin et dans une région avec une faible densité de colons. L'intérêt pour la guerre fut ainsi faible dans la mère-patrie.
- * Parmi les près de 180.000 soldats se trouvaient beaucoup de non Français, en première ligne de pays nord-africains, et aussi les troupes de la *Légion Étrangère*.
- * Les appelés n'ont pas participé aux combats. Les charges financières de la guerre furent aussi supportées à partir de 1950 par les Etats-Unis.

Finalement, les critiques de la guerre d'Indochine furent relativement isolées : à côté du Parti communiste français ne se trouvaient au début que quelques intellectuels et catholiques de gauche.

5.3 La guerre d'Algérie et les Accords d'Evian

La *guerre d'Algérie*, qui éclata tout de suite après la défaite en Indochine, avait pour la société française, comme pour l'armée, un autre caractère. "*L'Algérie Française*" fut la seule colonie de la France avec une forte densité de colons et avec une importante pénétration de l'économie et des personnes. Au début, les nombreux gouvernements changeants de la IVème République banalisèrent leurs opérations contre le mouvement d'indépendance algérien, en les appelant des "actions de police". Cependant, en 1956, ils passèrent ouvertement à une confrontation massive. Cette guerre fut également menée avec des appelés, elle coûta finalement la vie de près de 175.000 hommes, parmi eux 25.000 citoyens français.³¹

Au cours de la guerre, l'armée employa, dans quelques cas, des pratiques de torture et de mort et finit par là de susciter un mouvement populaire croissant en France où, au départ, une opposition ne se développa que de façon hésitante. L'armée fit perdre à la France beaucoup de crédit en politique extérieure notamment par sa politique de guerre parfois arbitraire, ainsi - à côté des tortures - par l'enlèvement du chef de la résistance Ben Bella, par le bombardement d'un village frontalier tunisien. Alors qu'en mai 1958 un *putsch militaire* des troupes françaises contre la IVème République n'étant même plus exclu, le Général de Gaulle prit le pouvoir, après s'être entendu avec le Général Massu, commandant en chef des (fortes) troupes d'occupation françaises en Allemagne.

De Gaulle, toujours pourvu de l'aura du chef militaire et du combattant de la Résistance, représentant de surcroît un maillon dans la césure toujours non surmontée dans le pays, suite à la défaite et à l'occupation, était pour l'armée, à cette époque, encore le garant du maintien du statut de l'"*Algérie Française*". Au cours des mois suivants, il réussit toutefois à faire comprendre en France, y compris à la grande majorité de la direction militaire, que l'Algérie ne pouvait plus être tenue. Après de longues négociations de paix, elle obtenait, en mars 1962, son autonomie. Auparavant, en avril 1961, un putsch de quatre généraux stationnés en Algérie contre le gouvernement à Paris avait encore échoué. L'armée ne se résigna, comme l'ensemble du pays, dans son importante majorité que difficilement à la perte de l'Algérie et, bien sûr, à la guerre perdue. (Dans certaines parties de l'armée, de Gaulle fut considéré comme un traître. Beaucoup ne croyant pas la guerre en Algérie perdue, se sentaient plutôt, une fois de plus, abandonnés par la politique). Le 19 mars 1962 se termina avec les *Accords d'Evian* pour la France un *état de guerre de plus de deux décennies* ayant débuté le 9 septembre 1939, le jour de la déclaration de guerre de la France au fascisme allemand.

³¹ Le "Frankreich-Lexikon" (Hrsg.: Schmidt, Bernhard/Doll, Jürgen u.a., tome 1, Berlin (Erich-Schmidt-Verlag) 1981, p.336 et ss.) totalise les coûts de la guerre à 25 milliards de DM.

Après la crise de l'"étrange défaite" de 1940, la perte de l'Algérie signifiait pour l'armée française la plus profonde entaille. Aujourd'hui, cette crise ne semble pas encore surmontée. Les sciences également ne trouvent que lentement la voie pour travailler la *sale guerre*. Dans de nombreux colloques³², les raisons suivantes m'ont été citées :

- * Les archives en question ne furent rendues que lentement accessibles au public.
- * De nombreux témoins de l'époque de la guerre d'Algérie et de son arrière-plan politique, comme l'OAS, sont encore en vie (ce qui a des répercussions à l'égard de la situation des archives).
- * Le traitement sans réserves de la guerre d'Algérie se complique encore plus par l'existence de millions de "Français d'Algérie", c'est-à-dire des Algériens ayant collaboré autrefois avec les colons français, qui, après leur émigration, en partie fuite, vivent aujourd'hui en France.
- * La situation politique actuelle explosive en Algérie est citée comme un argument supplémentaire.

A la fin des années 60 ce fut, à première vue, une fois de plus Charles de Gaulle³³, qui surmonta la crise. Sa, d'abord, très mauvaise image dans l'armée suite aux *Accords d'Evian* s'améliora avec les événements politiques de l'année 1968. De Gaulle survécut non seulement à cette crise, mais il gagna même par la suite les élections législatives en juin 1968 : ceci avec la majorité absolue pour le mouvement gaulliste. Son slogan "*moi ou le chaos*" doit avoir paru plus que clair à la société civile française après la forte instabilité de mai 1968. A l'intérieur de l'armée également, mai 68 avait laissé temporairement des traces : notamment les groupes trotskistes avaient, par exemple, avec la mise en place de comités de soldats, attisé la braise.

5.4 Le "consensus militaire national" en France³⁴

En se confrontant à la théorie du complexe militaro-industriel Wilfried von Bredow a évoqué comme l'une de ses caractéristiques que s'estompent "des lignes de séparation traditionnelles entre le civil et le militaire", ou pour reprendre l'expression de Monika Medick : c'est l'"érosion de la séparation entre les secteurs civil et militaire de la société".³⁵

Les deux phénomènes s'éclairent, pour l'histoire de France après l'effondrement de la III^e République en 1940 et notamment pour sa période d'après-guerre, par une longue chaîne de développements :

- * La phase de *Résistance* avait déjà brouillé les lignes de séparation. D'une part, la distinction entre la résistance militaire et non militaire avait déjà été très difficile à opérer. D'autre part, dans la conscience des masses, l'armée française avait, à travers ses passages successifs déjà mentionnés dans les rangs des troupes de la *Résistance* durant la guerre, et à travers le fait que la France compte parmi les puissances vainqueurs après 1945, considérablement regagné le crédit perdu en 1940. Grâce à sa participation active à la libération et à l'occupation de l'Allemagne, l'armée avait probablement encore gagné en estime dans une large partie de la population.
- * Après 1944/45, la France connut seulement une courte et légère phase de démobilisation : l'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche, mais surtout la *guerre d'Indochine* qui commença à la fin de l'année 1946, contribuèrent à tenir le pays en état d'une (bien que délimitée) militarisation. A la guerre d'Indochine suivit sans transition la *guerre d'Algérie*.

³² La question de la légitimation était un sujet omniprésent dans l'ensemble des phases du programme OFAJ. Le niveau d'information était très hétérogène aussi bien du côté des participants français qu'allemands. Les plus âgés en particulier se souvenaient du traumatisme français à propos de l'Algérie et faisaient des comparaisons (souvent controversées) avec la défaite de la Wehrmacht en 1945.

³³ Jean Lacouture, entre autres, s'occupait de façon intensive de la personnalité civile et également militaire de de Gaulle. Le troisième tome de sa biographie "de Gaulle" est titré "Le Souverain", Paris (Seuil) 1986.

³⁴ Les explications suivantes concernant la France s'appuient fondamentalement sur: Becker, Johannes M. : Der Nationale Militär-Konsens. Marburg (Schriftenreihe der IAFA) 1989. Le théorème du consensus militaire national est la tentative de rassembler les ébauches multiples, les déterminants de la politique de sécurité, les facteurs et sujets (soutenu, entre autres par l'économiste de Brême Jörg Huffschild, avec des notions comme "complexe militaire industriel", par exemple, ou "militarisme industriel", ainsi le scientifique politique berlinois Ulrich Albrecht) et de le nommer de manière concrète pour la réalité française.

³⁵ von Bredow, Wilfried: Moderner Militarismus: Analyse und Kritik. Stuttgart 1983, S.71; Medick, Monika: Das Konzept des 'Militär-Industrial-Complex' und das Problem einer Theorie demokratischer Kontrolle. In: Berghahn, Volker R. (Hrsg.): Militarismus. Köln 1975.

- * Dans l'intervalle déjà, les préparatifs secrets et illégaux pour un *programme d'armement atomique* avaient commencé : il fut poursuivi avec force après sa prise du pouvoir par le Général de Gaulle.

A la suite des défaites ressenties comme honteuses dans les guerres coloniales, la bombe atomique, incarnée dans la *Force de frappe*, devait jouer un rôle essentiel dans la conscience de masse française pour regagner, dans les décennies qui suivirent, l'autorité mondiale perdue. D'autant plus que de Gaulle semblait réussir à résister à la saisie de cette arme nationale³⁶ par les Etats-Unis et l'OTAN. En 1966, il quitta, après une longue période de pression politique à l'intérieur de l'OTAN, l'intégration militaire de l'Alliance atlantique. Un acte d'armement avait, semble-t-il, aidé à rétablir dans la conscience de masse la souveraineté de la politique française (seuls les communistes et une partie des socialistes s'opposèrent).

- * L'arme nucléaire est aussi, avec la production de plutonium, au centre de la confusion économique entre le *politique (ici de l'énergie) civile et militaire* ; la forte proportion du nucléaire au budget de la défense dans la phase d'élaboration de la *Force de frappe* renforça cet effet.
- * Finalement, l'exemple le plus significatif pour les fonctions ci-dessus technologique, de recherche, d'emploi et conjoncturelle de l'armée et par là même pour l'"érosion de la séparation entre le secteur civil et militaire" : *l'exportation d'armement*. Celle-ci subit une forte augmentation sous le Président de la République Giscard d'Estaing (1974 - 1981), la France devint le troisième exportateur d'armes au monde.

D'autres facteurs connus renforcent ces propos et mettent en lumière de grandes différences entre les cultures militaires française et (ouest) allemande jusque dans les années 90 :

- * Les forces armées ont en France aussi *un fort poids en politique intérieur*; cela s'exprime par exemple dans - empreinte de fierté nationale - la commémoration de la libération de la France, cela s'exprima en relation avec la prise de pouvoir du Général de Gaulle en 1958 et avec le rôle important à l'époque de l'armée, qui est mise en évidence de nouveau chaque année à l'occasion du 8 mai ou du 14 juillet avec de grandes parades militaires ; celles-ci trouvent un large consensus ;
- * A travers le *principe du service militaire*, l'armée a aussi en France influencé jusqu'à ces dernières années, (le service militaire est arrêté à partir de 2002) le point de vue politique et social d'un grand nombre de jeunes hommes surtout : Jusque dans le milieu des années 90, parmi les 500.000 soldats environ, près de 210.000 furent des appelés, ils formèrent ainsi bien 40 % des forces de l'armée dans son ensemble.

Dans ce dispositif global de la politique de sécurité de la France dans la période d'après-guerre, en particulier pendant la Ve République (depuis 1958) les deux grands *partis de gauche* le PS et le PCF (plus le MRG, l'appendice du PS) accédèrent, à leur propre surprise, à la responsabilité gouvernementale. Déjà quelques années avant mai 1981, les socialistes et communistes français avaient accompli des changements considérables dans la question centrale de la politique de sécurité, dans la problématique de l'armement nucléaire stratégique. Tout d'abord : des positions de refus radical, encore au moment du *Programme commun* (à partir de 1972) y compris la promesse de diminuer la *Force de frappe* dans le cas d'une victoire électorale ; puis : son acceptation de bon cœur (PS) ou de façon plus réticente (PCF) ; son acceptation en tant que garant de la souveraineté nationale française.³⁷ Le consensus dans la politique nucléaire, militaire comme soi-disant "civil", entraîna ensuite après 1981 *la politique gouvernementale du consensus militaire national* dans son ensemble. Les socialistes et les communistes français agrandirent énormément les forces nucléaires, accrurent les exportations d'armes, stationnèrent les instruments de navigation dans l'espace interstellaire, etc.

5.5 La renaissance gaulliste en France sous Jacques Chirac

³⁶ Le 27.05.1989, le magazine américain Foreign Policy informait d'un accord secret entre la France et les Etats-Unis de 1961, portant sur l'échange d'informations concernant les armes nucléaires en relativisant de cette manière la thèse de l'autonomie complète des armes nucléaires françaises. L'accord n'aurait toutefois été mis en application qu'en 1972 sous le gouvernement conservateur de Pompidou. Il aurait été renouvelé en 1985, du temps du socialiste Mitterrand.

³⁷ Voir pour plus de détails mon écrit: Das französische Experiment. Linksregierung in Frankreich 1981 - 1984. Bonn (Dietz Nachf.) 1985.

L'élection du néo-gaulliste Jacques Chirac à la présidence de la République française en mai 1995 devait activer la politique de sécurité parisienne. Chirac ouvrit son bilan politique avec un coup de timbale, en reprenant encore à l'été 1995 les *essais nucléaires*, abandonnés par son prédécesseur social-démocrate Mitterrand, dans le Pacifique sud. Malgré une importante vague inattendue de protestations internationales (le Parlement européen lui-même condamna la politique de Paris), malgré la menace d'atteintes aux exportations françaises, enfin malgré le risque d'une amélioration de l'image de la gauche politique en tant que défenseurs de la détente et du désarmement, Chirac et son Premier Ministre Alain Juppé, également gaulliste, restèrent sur la ligne des essais.

Dans la politique de sécurité des successeurs de de Gaulle survint un mouvement nouveau, quand la direction de l'Etat français au printemps - apparemment temporellement impressionnée par les protestations des alliés (le gouvernement de Bonn restait en retrait) - a laissé entendre deux réflexions tout à fait non-gaullistes :

1. Dans l'avenir proche, il serait concevable que *la couverture par l'arme nucléaire de la France*, à l'optimisation de laquelle les essais de Mururoa de 1995/96 devaient servir, puisse être *étendue à la République fédérale*, voire par la suite être intégrée dans la structure de l'Union européenne ;
2. La France laissait entrevoir qu'elle pourrait considérer *de réintégrer aussi militairement l'alliance de l'OTAN*.

Les deux points furent accueillis avec beaucoup d'attention par les cercles de politique de sécurité, et même avec euphorie par la plupart des cercles conservateurs non français. Une analyse plus précise faisait apparaître des préalables décisifs : Chirac et ses conseillers voulurent renforcer les intégrations uniquement dans le cas d'une plus grande autonomie précisément des structures européennes, aussi bien dans les structures de la politique européenne de sécurité et de coopération de l'Union européenne (PESC), qu'au sein d'une re-définition des missions de l'OTAN en Europe.

3. Dans un troisième temps, le Président Chirac s'est fait remarquer dans son *domaine réservé*, la politique de sécurité. Dès la première année de son mandat, il annonça *la suppression, plus précisément la cessation du service militaire et la création d'une pure armée de métier* jusqu'en 2002.³⁸ Cette décision, tout à fait comparable au débat naissant en Allemagne, n'est pas à imputer non plus à une perte de légitimation de l'armée française. Au contraire, une armée de métier paraissait à la cohabitation Chirac (RPR)/Jospin (PS), bien plus qu'une armée d'appelés apte à répondre aux intérêts mondiaux d'intervention de la France, c'est-à-dire aux prétentions de la France de compléter l'unilatéralité actuelle (dominée par les Etats-Unis) par une composante soit plus française, soit plutôt (selon aussi les conditions politiques) européenne.

Le consensus militaire national est devenu comme une grandeur de décision pour la France de la Vème République, en particulier - ceci après que les partis de gauche se soient conformés, dans la question des armes atomiques. Et il distingue ainsi la culture militaire française - au moins jusqu'à la fin des années 90 - clairement de l'allemande. Spécifiquement français est le vaste lien ininterrompu de la grande majorité de la population à l'armée *nationale* et également le poids spécifique des militaires à la consolidation de la position aujourd'hui contestée de la France dans le jeu des forces politiques mondiales, ce qui fait le consensus de tous les grands partis et des groupes d'intérêts politiques. L'armée française ne connaît, jusqu'à aujourd'hui, aucune césure décisive comme son pendant allemand par exemple en 1945. Ni la défaite controversée de 1940, ni les guerres coloniales et les crimes de guerre ne ternirent durablement la place de l'armée nationale dans la conscience des masses. Les gouvernements français d'après-guerre, contrairement au gouvernement fédéral allemand, firent les intégrations militaires, volontairement, en tout cas pas sous la pression de la légitimation de leur existence propre. Au contraire : le Président de Gaulle accentua la souveraineté nationale politico-militaire en 1966 à travers le retrait (conflictuel) de la France de l'intégration militaire de l'OTAN.

La revue *Armées d'Aujourd'hui* publia en 1995 le résultat d'études sur les attitudes vis-à-vis de l'armée française de 1984 à 1995. Durant cette période, la part des Français ayant une *bonne* opinion de l'armée augmenta continuellement de 65% à dernièrement 74%. Sur l'ensemble de la période de l'enquête, entre 23% (1985) et 17% (1993) seulement avaient, aussi de façon assez constante, une *mauvaise* opinion. En 1995, le taux était de 22%.

³⁸ Sur la suppression du service militaire regarder par exemple le Monde du 4/5.fév.96. De façon générale, analyse la réforme de l'armée sous Chirac le journal DAMOCLÈS (Lyon) 1996, 69.

Or ces tendances actuelles en France, autrement qu'en République fédérale d'Allemagne, ne sont pas à attribuer à la suppression d'une image de l'ennemi. La stratégie nucléaire "*Tous azimuts* - y compris évidemment la distance géographique à la frontière entre les systèmes est et ouest sur l'Elbe - a fait que la période entre la chute du Mur de Berlin et l'implosion de la Communauté du Pacte de Varsovie n'avait même pas pour conséquence de provoquer ne serait-ce qu'un début de crise de légitimation de l'armée. *Les images hostiles liées à l'Union soviétique, au socialisme et au communisme* furent, autrement que chez nous, des concepts d'ennemi parmi d'autres. Le rapport problématique avec certains pays arabes comme la Libye ou l'Algérie poussèrent aussi au centre des craintes anti-islamiques. En second lieu : le souci de la France de *supranationalité et d'euro-péi-sation* dans le domaine militaire est, entre autres, le résultat du nouvel unilatéralisme dominé par les Etats-Unis, et d'autre part, sans doute de la recherche d'une réaction appropriée au nouveau rôle politique et militaire de l'Allemagne réunifiée.

6. Fin

Notre étude portant sur les cultures militaires française et allemande prenait place dans une situation de bouleversements historiques notables. Dans les années 90, une longue série de fondements de la politique allemande a changé à un tel point que les bases de légitimation de l'armée se trouvent aussi fortement changées, le politique suivant une plus forte logique militaire. Pour prendre une métaphore : la période d'après-guerre allemande est terminée. Les bases de départ de la politique de sécurité allemande et française se sont rapprochées.

En Allemagne aussi, il peut être aujourd'hui question d'un "consensus militaire national" dont témoignent les faibles réactions d'opposition - en comparaison à celles à la guerre du Golfe - contre la participation de l'Allemagne aux bombardements de l'OTAN en Yougoslavie. La preuve la plus claire de la nouvelle situation est pourtant *la nouvelle dynamique dans la PESC de l'Union euro-péenne* : ici l'abandon de la position allemande de s'aligner (quasi sans conditions) aux Etats-Unis - y compris les expériences négatives avec eux des alliés de l'OTAN pendant le conflit en Yougoslavie en 1999 et en Afghanistan en 2001/2002 - a contribué à faire comprendre les aspirations depuis longtemps de la France d'établir une structure autonome en Europe.³⁹

Traduit de l'allemand par Hélène Trachez

Bibliographie :

- Becker, Johannes M. : Die Remilitarisierung der Bundesrepublik Deutschland und das deutsch-französische Verhältnis. Die Haltung führender Offiziere beider Länder (1945-1955) Marburg (Hitzeroth) 1987
- Becker, Johannes M. : Der Nationale Militär-Konsens. Frankreichs Militär- und Sicherheitspolitik unter François Mitterrand im Spannungsfeld von nationaler Souveränität, NATO- und Westeuropaorientierung. Marburg (Schriftenreihe der IAFA) 1989
- Becker, Johannes M./Brücher, Gertrud (Hrsg.) : Der Jugoslawienkrieg – Eine Zwischenbilanz. Münster (LIT-Verlag) 2001
- DAMOCLÈS. Revue mensuelle du Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, Lyon

³⁹ La dimension européenne de la politique de sécurité des deux pays observés a également accompagné notre programme de façon constante. Et le développement de la fin des années 90 a rendu obsolètes certaines appréciations du début .

- La Défense de la France : Hrsg. : Ministère de la Défense. Paris (Impr. Kapp et Lahure S.A.) 1988
- Demoskopisches Meinungsbild in Deutschland zur Sicherheits- und Verteidigungspolitik 1994 : Von Hans-Viktor Hoffmann. Schriftenreihe der Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation Strausberg, Bd. 9, 1995
- van Doorn, Jacques : The Military and the Crisis of Legitimacy. Paper presented to the VIII. World Congress of Sociology in Toronto, August 1974. In : Zoll, Ralf (1979), S. 43
- Frankreich-Info : Unregelmäßig erscheinendes Dossier. Hrsg. Presse- und Informationsabteilung der Französischen Botschaft in Bonn/Berlin
- Frankreich-Lexikon : Hrsg. : Schmidt, Bernhard/Doll, Jürgen u.a., Berlin (Erich-Schmidt-Verlag) 1981 und 1983
- Hamann, Rudolf/Matthies, Volker/Vogt, Wolfgang R. : Deutsche Soldaten in alle Welt? In : Wissenschaft und Frieden (Marburg), 12, 1994, 4, S. 27 - 38.
- Inglehart, R. : The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics. Princeton 1977
- Inglehart, R. : Kultureller Umbruch. Frankfurt/M., New York (Campus) 1989
- Jugend '97 : Hrsg. vom Jugendwerk der Deutschen Shell, Opladen (Leske + Budrich) 1997
- Klages, H. : Wertorientierungen im Wandel : Rückblick, Gegenwartsanalysen, Prognosen. Frankfurt/M./New York (Campus) 1984
- Klein, Paul : Deutsch-französische Verteidigungskooperation - Das Beispiel der Deutsch-Französischen Brigade. Baden-Baden (Nomos) 1990
- Krölls, Albert : Kriegsdienstverweigerung. Das unbequeme Grundrecht. Frankf./M. (Campus) 1980
- Ökologie und Militär : Dossier Nr. 19 der Zeitschrift Wissenschaft & Frieden (Marburg) 13, 1995, 1
- Rupp, Hans Karl : Außerparlamentarische Opposition in der Ära Adenauer. Köln (PRV) 1970
- 40 Jahre NATO-Mitgliedschaft - 40 Jahre Bundeswehr : Themenschwerpunkt der Bonner Wochenzeitung "Das Parlament" vom 1./8.9.1996,
- Wehrdienst und Zivildienst : Fachzeitschrift der Zentralstelle KDV (Dammweg 20, 28211 Bremen)
- Zoll, Ralf : Militär und Gesellschaft in der Bundesrepublik - Zum Problem der Legitimität von Streitkräften. In : Zoll, R. : (Hrsg.) Wie integriert ist die Bundeswehr? Zum Verhältnis von Militär und Gesellschaft in der Bundesrepublik. München (Piper), 1979, S. 41 ff.
- Weißbuch 1994 : Weißbuch zur Sicherheit der Bundesrepublik Deutschland und zur Lage und Zukunft der Bundeswehr. Hrsg. : Bundesministerium der Verteidigung o.O., o.J.

Jean-Paul Kieffer

Réponse à Johannes M. Becker d'un point de vue français

Avant-propos

Toute crise de légitimation d'une armée, quel que soit le pays, comporte deux aspects : la perception par l'opinion publique d'une part, celle de l'armée concernée d'autre part.

Si les instruments de socialisation et le rôle joué sur la scène internationale sont des facteurs essentiels, ils ne sont, semble-t-il, que la conséquence de l'histoire.

L'histoire de l'Allemagne au XXe siècle étant ce qu'elle est, le militaire, considéré comme responsable du militarisme, a été, et est encore notamment dans une partie de la jeunesse discréditée en République fédérale d'Allemagne. Il est donc compréhensible que dans ces conditions les politiques allemands aient attaché plus d'importance aux réactions réelles ou supposées de leur opinion publique qu'à l'ambiance qui régnait au sein de leur armée, le militaire ne pouvant et ne devant être qu'un exécutant. L'Allemagne est, semble-t-il, le seul pays occidental dans lequel le ministre de la Défense commande directement les corps d'armée.

La situation est différente en France où le soldat jouit encore d'une certaine considération. Les échecs lui sont, certes, reprochés, mais la part que les politiques y ont prise n'est pas complètement oubliée ou passée sous silence.

1. Allemagne : Les crises de légitimation

Il est indéniable que la France a largement contribué, dans une première phase qui a duré dix ans, à accréditer l'idée que l'on ne pouvait faire confiance à l'Allemagne, et que l'Europe et surtout la France elle-même, se porterait mieux s'il n'y avait pas de soldats allemands. Une certaine méfiance, compréhensible après que le territoire national eut été envahi trois fois en quatre-vingts ans, animait encore l'opinion publique française. Les responsables politiques quant à eux, dès juin 1948, savaient qu'une remilitarisation de l'Allemagne était indispensable. Le 4 juin 1948, la France donna son approbation aux "Recommandations de Londres" qui constituaient les bases sur lesquelles la République fédérale d'Allemagne sera fondée en 1949. En 1950, Robert Schuman, préparant ce qui devait devenir la *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)* déclarait : "Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée..."¹

Il convient de rappeler que la *Communauté Européenne de Défense (CED)* était une initiative française et qu'elle a échoué en raison de l'opposition du parti communiste très dépendant de Moscou et de celle des gaullistes qui mettaient plus en cause les modalités que le principe.

La preuve en est que les Traités de Paris du 23 octobre 1954, scellant l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'*Union de l'Europe Occidentale (UEO)* et l'*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)* furent signés sans que la France ne formule aucune réserve.

La France et les Français avaient parfaitement compris que le seul ennemi potentiel était l'Union Soviétique et ses alliés plus ou moins volontaires du Pacte de Varsovie.

La menace que constituait cette alliance n'était pas plus pour les Français que pour les Allemands "une image préconçue" de l'ennemi. Le Blocus de Berlin, les 50.000 chars (l'OTAN n'en avait que 16.000), le formidable arsenal nucléaire, une flotte surdimensionnée démontraient suffisamment la volonté hégémonique de l'Union Soviétique. Les plans d'attaque de l'Occident, trouvés en République Démocratique Allemande depuis la disparition du Rideau de Fer, prouvent que si la qualité de la menace et les capacités soviétiques ont été surestimées, la volonté d'agression ne fait aucun doute.

Que la jeunesse allemande, dispensée de "l'impôt défense" depuis 1945 n'ait pas été enthousiaste à l'idée de recommencer à servir sous les drapeaux n'est guère étonnant. Les pères avaient payé très cher, pour beaucoup sans doute croyant en toute bonne foi défendre un idéal national ; les fils n'y croyaient plus.

Le rouge pour figurer l'ennemi ne semble pas être un choix désignant les communistes comme l'*Ennemi*. Sur certaines cartes napoléoniennes, les Russes figurent déjà en rouge et les Français en

¹ Extrait de la Déclaration du Gouvernement français du 9 mai 1950.

bleu (les Allemands sont en noir et les Autrichiens en jaune). Ce sont les Soviétiques qui ont protesté contre cette pratique au début des années 1970. En France aussi, l'ennemi est devenu orange pendant une courte période, puis les habitudes sont revenues, au profit de préoccupations plus sérieuses.

Considérer que l'augmentation du nombre d'objecteurs de conscience est une conséquence de l'Ostpolitik et de la détente qu'elle a contribué à engendrer paraît surprenant. Ne serait-ce pas plutôt le résultat d'une législation favorable, pour ne pas dire encourageante dont les jeunes Allemands ont profité ? Le "Zivildienst" rend bien des services ! (A noter qu'il est actuellement une des raisons qui militent en faveur du maintien de la conscription. Qui fera ce travail s'il n'y a plus d'objecteurs de conscience ?)

Est-on bien certain que la sensation de menace avait diminué ? Est-ce que l'Europe n'avait pas pris l'habitude de cette épée de Damoclès ?

Il est une autre question que l'on est tenté de se poser. Les Allemands croyaient-ils vraiment que l'Europe, voire le monde entier, avait les yeux fixés sur eux et que la moindre intervention d'un soldat allemand hors du territoire national allait soulever de vives réactions ? Ne s'agissait-il pas d'un alibi ? Protégés par le grand frère américain, face à une menace de guerre Est-Ouest devenue de plus en plus improbable au fur et à mesure qu'apparaissaient les difficultés économiques et politiques de l'Union Soviétique, il était tentant pour les hommes politiques de s'abriter derrière les réactions possibles des opinions publiques.

Il est difficile de se prononcer. Une chose est certaine, les réactions des Allemands face aux menaces ont, pendant toute cette longue période qui se termine avec la Perestroïka et la Glasnost, toujours un peu étonné les Français. Les manifestations de masse contre la guerre du Viêt-Nam, contre l'installation des Pershing II et des Cruises missiles, l'attitude de l'opinion publique et des médias lors de la guerre du golfe, postérieure mais procédant du même esprit, leur ont toujours paru incompatible avec le rôle de meilleur ami de l'Amérique, de meilleur élève de l'Otan faisant volontiers la leçon au trublion français. A-t-on jamais vu en Allemagne une manifestation de grande ampleur contre les missiles soviétiques ? Curieusement les Allemands ont plus manifesté contre l'armement de leurs amis que contre celui de leurs ennemis.

Il est bien évident que dans ces conditions la Bundeswehr ne pouvait que souffrir de crises de légitimation. Celle qui est logiquement apparue lorsque la menace a, au moins provisoirement, disparu, a été encore plus aiguë que les précédentes. Mais il s'agissait là d'un phénomène général, un politicien français a parlé de toucher les dividendes de la paix. L'ensemble des pays de l'Alliance a été touché. Les budgets de la défense ont partout subi de sévères ponctions.

Le paradoxe en ce qui concerne l'Allemagne est qu'après avoir réalisé son unité, recouvré totalement sa souveraineté, surmonté sa dernière crise de légitimation de manière remarquable, alors que la majorité des citoyens et notamment les jeunes, approuve son action dans le cadre de l'ONU ou de l'OTAN, elle soit devenue de tous les grands pays européens celui dont le budget de la défense est proportionnellement le plus bas. L'Allemagne est-elle vraiment prête à assumer les responsabilités internationales que sa dimension économique et démographique lui impose ? Les Français manifestent quelques inquiétudes à ce sujet. Le maintien d'un semblant de conscription, officiellement pour maintenir le lien armée-nation et la notion de soldat citoyen, alors que le véritable enjeu est celui des emplois tenus gratuitement par les objecteurs de conscience, donne à penser que la politique intérieure reste encore la préoccupation majeure.

2. Les crises de légitimation françaises

La défaite de mai-juin 1940 a profondément marqué le pays et explique en grande partie la politique étrangère et de défense de la France jusqu'à nos jours : le sacrifice des soldats français permettant aux Britanniques de rembarquer à Dunkerque, sacrifice qui sauva une armée qui l'a rapidement oublié ; les atermoiements des Américains pas pressés d'entrer en guerre ; des choix politiques et stratégiques désastreux hésitant entre la guerre de mouvement préconisée par le colonel de Gaulle et la ligne Maginot. Et enfin la faiblesse des hommes politiques qui, comme l'a dit Sir Winston Churchill, ont longtemps "préféré le déshonneur à la guerre pour avoir finalement le déshonneur et la guerre". Munich et ses conséquences n'ont pas été pardonné à ces hommes. Nul ne sait quel aurait été le résultat d'une plus grande fermeté, mais il est certain que l'histoire en aurait été changée.

La réconciliation de la France avec son armée a été facilitée par le fait que c'était un militaire qui avait sauvé l'honneur. Au nom de De Gaulle, il faut ajouter ceux de De Lattre, Koenig Bethouard, mais aussi ceux de Leclerc, de Hauteclocque et de Juin. Ces hommes ont permis à la France avec le million de soldats fourni par l'Union française, d'être présente au jour de la victoire sur l'Allemagne nazie. Le parti communiste, initialement neutre en raison du pacte germano-soviétique, s'est, après l'invasion de l'Union Soviétique, totalement investi dans la résistance. Le dégagement des cadres des officiers issus des maquis communistes qui refusaient de partir en Indochine est un épisode peu connu. Il a pourtant, à l'époque, créé des situations difficiles pour les intéressés : abandonnés par leur parti, ils ont été oubliés.

Il n'en reste pas moins que le traumatisme de mai 1940 a été et reste profond. La volonté si souvent affichée de pouvoir défendre ses intérêts vitaux, non pas seul mais en ayant le poids suffisant pour se faire entendre, est probablement une des conséquences de ce traumatisme.

L'opinion publique française ne s'est, en général, pas sentie très concernée par la guerre d'Indochine, trop lointaine, menée par des professionnels ou des troupes coloniales, elle n'intéressait guère que les militants communistes qui sabotaient les armes et les munitions envoyées de métropole pour lutter contre leurs "frères Viêt-minh". Si la guerre d'Indochine n'a pas provoqué de crise de légitimation au sein de la société française car la jeunesse (en fait le contingent, les soldats de métier, sont aussi des jeunes!), elle, a été à l'origine d'une crise interne.

Les militaires s'étaient déjà sentis trahis par les politiques en 1940. Ils eurent le même sentiment après Diên Biên Phu, sentiment qui s'exacerbera lors de la guerre d'Algérie.

L'Indochine est aussi à l'origine d'un certain antiaméricanisme, aujourd'hui disparu chez les officiers français. Le rôle des Etats-Unis n'a pas toujours été très clair, notamment celui de Forces Spéciales implantées dès 1946, en particulier au Laos. Enfin, le refus de soutenir Diên Biên Phu avec l'US Air Force est longtemps resté dans la mémoire des survivants.

L'attitude de l'armée française en Algérie et notamment celle de ses troupes professionnelles s'explique en partie par cette crise interne qui débouchera sur une vraie crise de légitimation entre la France et son armée.

La situation était cependant bien différente. L'Algérie était un département français, la majorité des soldats appartenait au contingent, plusieurs millions de jeunes Français y ont participé et il y avait dans ces trois départements plus d'un million de Français de souche (par opposition aux FSNA : Français de souche nord-africaine) qui y vivaient depuis 150 ans. Enfin, contrairement à ce qui s'était passé en Indochine, l'Armée de Libération Nationale (ALN) était détruite ou installée à Tunis et au Caire. La guerre a duré huit ans (elle n'a certainement pas commencé en 1939), il y avait eu auparavant des incidents mineurs et une émeute à Sétif en 1946, trop durement réprimée, dont le caractère nationaliste n'est pas avéré. L'immense majorité des militaires savait très bien que l'Algérie ne resterait pas éternellement française. Ce que l'armée n'acceptait pas, c'est le manque de progressivité dans le processus d'indépendance et le fait que les politiques une fois de plus les aient encouragés à s'engager à fond, couvrant notamment, en toute connaissance de cause, la pratique occasionnelle de la torture, pour une fois de plus les abandonner. Ils savaient par ailleurs quel serait le sort des Algériens restés fidèles à la France.

Les historiens sont partagés quand il s'agit de chiffrer le nombre de morts qu'a fait cette guerre qui n'a longtemps pas voulu dire son nom. Les chiffres, les plus communément admis même par les Algériens, au moins ceux qui ne participent pas à la propagande du régime en place, sont impressionnants et donnent une assez bonne image de ce que fut ce conflit.

Les pertes françaises seraient de l'ordre de 30.000 dont 23.000 soldats (accidents divers compris).

Pour ce qui concerne les Algériens, 150.000 d'entre eux (Moudjahidines) sont tombés les armes à la main dans les opérations dites de "maintien de l'ordre", 16.000 d'entre eux ont été tués et 14.000 enlevés et "disparus", victimes des rivalités internes au sein du Front de Libération Nationale (FLN) ou de la lutte pour le pouvoir entre le FLN et le Mouvement National Algérien (MNA) de Messali Hadj (précurseur, lui-même assassiné). Ces mêmes rivalités ont fait en France chez les Algériens 4.500 morts et 9.000 blessés. Il faut ajouter à ce triste bilan les 60.000 à 90.000 harkis ou sympathisants de la France assassinés après le 19 mars 1962, date de la signature des Accords d'Evian.

Le putsch des généraux de 1961 a, certes, provoqué une crise entre la France et son armée, elle a en partie pu être surmontée relativement rapidement. Il n'en va pas de même pour ce qui concerne la méfiance du militaire à l'égard du politique. Elle ne se manifeste guère mais existe toujours, sans pour autant que soit remise en cause la primauté du politique démocratiquement élu. Les Accords d'Evian étaient certainement de bons accords, mais ils n'ont jamais été appliqués et il aura fallu presque quarante ans pour qu'un hommage officiel soit enfin rendu aux harkis qui avaient cru en la parole de la France.

Malgré des vicissitudes, des variations et des tensions, des crises de légitimation plus ou moins graves, l'armée française n'a jamais connu les problèmes qu'a rencontrés la Bundeswehr. Celle-ci, de son côté, est "retrouvée dans le rang". Le temps a fait son œuvre, la Bundeswehr est devenue une armée comme les autres et semble à moyen terme plus menacée (comme l'armée française) par les restrictions budgétaires que par les crises de légitimation. Les jeunes Allemands comme les jeunes Français ne protestent pas plus contre l'intervention en ex-Yougoslavie que contre la lutte anti-terroriste dont l'Afghanistan n'est qu'un épisode. Les deux armées sont devenues des moyens de rétablissement de la démocratie ou de protection des minorités et acceptées, semble-t-il, comme telles par la jeunesse des deux pays.

Jean-Paul Kieffer

Mythes ou légendes

1. Avant-propos

Il ne s'agit pas, dans les pages qui suivent, de faire œuvre d'historien ou de sociologue, mais de livrer des réflexions ou enseignements tirés de réactions et remarques entendues au cours des réunions du groupe de travail qui a analysé et examiné tout ce qui pouvait concerner les cultures militaires de la France et de l'Allemagne pendant près de quatre ans, de 1996 à 2000. Peu importe ce qui est considéré comme la vérité historique. Ce qui présente un véritable intérêt, c'est la manière dont les choses sont perçues ; conséquence d'une éducation, d'une tradition, de croyances transmises oralement ou par la lecture d'une littérature pas toujours objective.

Existe-t-il une culture militaire, comme il existe une culture occidentale ou une culture gréco-latine ? Quelle pourrait en être la définition ?

Culture : "Ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation" et "Ensemble des formes acquises de comportement, dans les sociétés humaines." Ces deux formules¹, permettent, semble-t-il, de mieux comprendre pourquoi, au-delà des apparences, deux armées, même très proches par le régime politique de l'Etat qu'elles servent, par les missions qui leur sont confiées et leur organisation générale, peuvent être aussi différentes dès que l'on observe plus attentivement le comportement de leurs membres.

Au sein de la culture occidentale, il existe indéniablement une culture allemande et une culture française. Bien que proches parentes, se complétant, s'influençant et s'interpénétrant mutuellement, elles génèrent des différences de comportement aux-quelles la société militaire n'échappe pas.

Il est apparu au cours de nos rencontres que les armées représentant une des formes de la puissance, de l'identité d'un peuple, d'une nation, d'un Etat, étaient peut être plus marquées que d'autres domaines des sociétés par ce que l'on appelle des mythes ou des légendes.

Ce terme de mythe n'a rien de péjoratif. Il existe dans tous les pays du monde des mythes fondateurs, instrumentalisés, parfois complètement fabriqués pour les besoins d'une propagande, souvent à partir d'une légende. Ils sont historiques et fondateurs ou identitaires sans qu'il soit possible de faire une différence très nette entre ces diverses formes. Ce sont des mythes politiques tels que Raoul Girardet² les a définis. "Le mythe politique est bien une fabulation, déformation ou interprétation récusable du réel. Mais, récit légendaire, il est vrai qu'il exerce aussi une fonction explicative, fournissant un certain nombre de clés pour la compréhension du présent, constituant une grille à travers laquelle peut sembler s'ordonner le chaos déconcertant des faits et des événements. Il est vrai que ce rôle d'explication se double d'un rôle de mobilisation : pour tout ce qu'il véhicule de dynamisme prophétique, le mythe occupe une place majeure... "

2. Mythes fondateurs

Préjugé, méconnaissance ou sentiment identitaire plus affirmé, le Français a la quasi-certitude que *les mythes fondateurs* allemands sont historiquement discutables.

Le premier *héros historique* allemand connu est Hermann le Chérusque ; il aurait arrêté la progression des Romains vers le nord et empêché que l'ensemble de la Germanie ne soit occupé. Il aurait livré bataille à Varus dans le Teutoburger Wald et exterminé les légions romaines. Dans la version française (et romaine), Arminius, absent de la plupart des dictionnaires, prince chérusque éduqué à Rome et très romanisé, s'est surtout vengé de Rome et de Varus dont il aurait souhaité avoir la place, fonction qui lui avait été refusée.

Français et Allemands considèrent de bonne foi que Charlemagne et Roland sont leurs compatriotes. Les Français sont stupéfaits de découvrir une statue de Roland à Brème. Ils n'appartiennent évidemment ni à l'un ni à l'autre pays et se considéraient sans doute comme des Francs luttant contre

¹ Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française par Paul Robert

² Girardet R. : Mythes et mythologies politiques, Paris Seuil (Col. Ponts-Histoire), 1986

d'autres ethnies. A noter que Charlemagne a plus combattu contre des Germains que contre d'autres peuples, les Saxons et Baïovares s'en souviennent encore aujourd'hui.

Plus près de nous, les Allemands prennent volontiers Frédéric II, Roi de Prusse, comme monarque représentatif des vertus germaniques alors que les Français conservent un culte pour Napoléon I. Pourquoi Frédéric II ? Probablement parce qu'il incarne la rigueur, le sens de l'organisation et les succès militaires. Un choix paradoxal lorsque l'on sait que ce grand roi prussien était un admirateur inconditionnel de la culture française.

Ce passé considéré comme glorieux a été réveillé, exalté, parfois un peu arrangé voire inventé au cours du 19^e siècle. Les raisons en sont parfaitement claires : il s'agissait de renforcer ou même de créer un sentiment identitaire allemand.

C'est à la même époque, qu'en France, des personnages plus ou moins oubliés et souvent inconnus ont été tirés de l'oubli. Vercingétorix, le héros malheureux de la guerre des Gaules, ne jouissait pas d'une grande notoriété avant la fin du 19^e siècle. C'est l'équivalent français d'Arminius. A cette différence près qu'il s'agit d'un personnage longuement cité par César.

Pour ce qui concerne Jeanne d'Arc, autre héroïne française, il est probable que son image est restée vivante parce qu'elle incarnait la résistance au seul véritable ennemi héréditaire que la France ait connu : l'Angleterre.

Enfin, le mythe napoléonien est encore très vivant en France. Cet officier d'artillerie de très petite noblesse qui devient empereur est un symbole de réussite. Il est la preuve que chacun peut s'élever selon ses mérites. Il n'est pas certain que si sa vie ne s'était pas terminée dans de tristes conditions à Sainte Hélène, nourrissant la vieille haine contre l'Angleterre, il jouirait de la même popularité.

Lorsqu'il est question du III^e Reich, beaucoup de Français se posent la question : quels étaient les deux autres ? Ils éprouvent toujours quelques difficultés à comprendre que le premier était celui créé par Charlemagne. L'Empire romain d'Occident, carolingien (par opposition à l'Empire romain d'Orient de Byzance), a été démantelé en 843 par le traité de Verdun. Ce n'est qu'en 962 que Otton le Grand fonde le Saint Empire romain germanique, en allemand : "*Heiliges Römisches Reich Deutscher Nation*". Les Empereurs étant des Germains, la dénomination peu parfaitement se comprendre, bien que certains d'entre eux et non des moindres n'aient eu que des origines germaniques. Les Hohenstaufen parlaient plus l'italien que l'allemand. Son caractère d'Empire de la Nation allemande, le terme de "Nation" n'existe d'ailleurs que dans la dénomination allemande, paraît plus discutable. Les populations ne faisaient pas toutes partie de la nation allemande pour peu qu'elle ait à l'époque existé. L'Italie, la Sicile, la Sardaigne, Lyon et la Provence n'ont jamais abrité des populations germaniques. Plus tard, cet Empire a été dominé jusqu'au début du 19^e siècle par l'Autriche des Habsbourg. L'autorité de ces empereurs sur les territoires de l'actuelle Allemagne étant plus que théorique.

Historiquement, la filiation du Saint Empire à l'Allemagne ne s'impose pas comme une évidence. Filiation qui est encore moins évidente pour ce qui concerne l'Empire de Charlemagne.

Pour ce qui concerne le pays ou l'Etat et sa filiation, le problème ne semble pas se poser pour la France. Il y a, au moins dans l'esprit des Français, une continuité, une évolution, une progression qui va de la Gaule d'il y a deux cents ans avant J. C. à la V^e République de Jacques Chirac. C'est peut-être ce qui explique que les personnages qui incarnent nos mythes fondateurs soient plus souvent des vaincus. Des êtres qui défendaient des idéaux de liberté ou ce qu'il est convenu d'appeler des valeurs : Vercingétorix, le rassembleur des tribus gauloises, luttant contre un ennemi plus fort, mieux organisé et bénéficiant du soutien d'un immense empire ; Jeanne d'Arc "boutant les Anglais hors de France", trahie et brûlée à Rouen par ces mêmes Anglais (en réalité par des Français partisans des Anglais) ; Napoléon, héritier de la Révolution, exilé à Sainte-Hélène, toujours par les Anglais.

L'Allemagne du 19^e siècle s'est choisie, parfois en interprétant l'histoire ou en la créant, des personnalités fortes, des images de vainqueurs. Même l'art a été utilisé et le "gothique" présenté comme un style germanique, alors que le terme trouve son origine dans le latin "gothicus" qui signifie médiéval.

L'Allemagne avait, semble-t-il, beaucoup plus que la France besoin de se créer une identité nationale ou peut-être croyait-elle en avoir plus besoin.

3. L'ennemi héréditaire

Etait-il vraiment indispensable de créer le *mythe du Français ennemi héréditaire (ou de l'Allemand)* ? Dans sa longue histoire la France a beaucoup plus longtemps combattu l'Espagne et surtout l'Angleterre qu'une Allemagne qui n'existait pas en tant que pays unifié. Dans les guerres contre l'Empire allemand, l'ennemi était le Habsbourg. Les princes allemands combattaient le plus souvent au cotés des Français. Les noms de certains régiments français de l'Ancien Régime sont significatifs à cet égard. On relève, en 1789, parmi les régiments de cavalerie, un Royal allemand et un Schomberg cavalerie, dans l'Infanterie un Hesse-Darmstadt. Une situation que l'on a retrouvée lors des guerres napoléoniennes. Hambourg, le Grand-duché de Bade, la Bavière et le Wurtemberg ont été de fidèles alliés jusqu'en 1813. Ce sont des Bavaoises qui ont rétabli l'ordre en Autriche, capturé et fusillé Andreas Hofer (sur ordre il est vrai d'un général français). Qui est à l'origine du mythe ? Une exposition itinérante franco-allemande (Marianne et Michel), visitée par notre groupe, permettait de penser que les débuts se situaient en Allemagne, comme semblent l'indiquer les chants et poèmes sur le Rhin allemand. Quels qu'en soient les responsables, les mythes ont rapidement été acceptés par les deux populations ! A tel point que, pendant la première guerre mondiale, les Français croyaient en toute bonne foi que les soldats allemands faisaient rôtir de jeunes enfants français et les mangeaient. Plus que d'hérédité, il s'agissait simplement de rapports de forces. Ce n'est qu'au 19e siècle que l'Allemagne est devenue un adversaire menaçant. Auparavant l'Espagne (Habsbourgs puis Bourbons) et surtout l'Angleterre étaient les ennemis permanents.

Curieusement, le terme d'ennemi héréditaire appliqué aux Allemands a disparu du vocabulaire français, alors qu'il existe toujours en Allemagne, heureusement appliqué au passé. Il y a cependant encore des séquelles. Pour n'en citer qu'une qui étonne ou irrite les Français, on peut citer l'emploi du terme "Grande Nation". Une expression vieille de deux siècles, inconnue de la majorité des Français et fréquemment employée en Allemagne, notamment dans la presse. Restes de ressentiments ? Dérision ? Certainement pas une marque d'estime.

4. Le Mythe du sang

Dans la Légion Etrangère, unité d'élite de l'Armée française, il est d'usage de dire que l'on devient Français "non par le sang reçu, mais par le sang versé", une façon glorieuse de devenir Français dans un pays qui reconnaît essentiellement le droit du sol. Mais un pays qui assimile volontiers les étrangers pour peu que ceux-ci le souhaitent.

En revanche, *le mythe du sang* allemand est ancré dans la culture allemande. Il est possible, mais difficile, d'acquérir la nationalité allemande. Mais, contrairement à ce qui se passe en France, on n'en devient pas Allemand pour autant. On reste Turc pendant plusieurs générations. Ce principe peut être poussé jusqu'à l'absurde : les Allemands émigrés il y a trois siècles en Russie, Roumanie ou ailleurs sont toujours considérés comme Allemands et réintègrent automatiquement la nationalité allemande : ils ne parlent plus la langue, sont le fruit de nombreux mariages mixtes, mais sont plus Allemands qu'un émigré de la deuxième génération totalement germanisé.

Les juifs pourtant, souvent installés depuis des siècles, ont commis la tragique erreur de sous-estimer la force de ce réflexe identitaire exacerbé. Ils se considéraient, au début du siècle, comme totalement Allemands et ont, notamment au cours de la guerre de 1914-1918, fait preuve d'un patriotisme exemplaire. Pourquoi se sentaient-ils aussi parfaitement intégrés alors que leur loi du sang est curieusement assez proche de la loi allemande ? Ne serait-ce pas parce que cette xénophobie était un phénomène relativement récent ? Les juifs étaient en effet beaucoup mieux traités dans les petits Etats allemands qu'en Europe de l'Est et même qu'en France à certaines périodes de l'histoire. Les pogroms ont fait des millions de victimes juives en Russie, Pologne et dans les Etats baltes, alors que leurs coreligionnaires vivaient en ghetto, certes, mais en paix à Francfort, Berlin ou ailleurs. Sans parler de Vienne capitale théorique de l'Empire, où l'Empereur Joseph II (règne de 1765 à 1790), en souverain éclairé, ne s'est pas contenté de les protéger, mais les a attirés en grand nombre en Autriche, créant une partie des conditions qui feraient de Vienne une des capitales intellectuelles de l'Europe au 19e et au début du 20e siècle.

De multiples exemples montrent que les Etats allemands des 17e et 18e siècle n'étaient pas xénophobes. L'accueil reçu en Prusse par les huguenots, chassés de France par la révocation de l'Edit de Nantes, en est une illustration particulièrement éclatante. Et pour-tant, il y a peu de temps encore, la

réforme de la loi sur la nationalité, réforme relativement modeste, a provoqué de très vives polémiques. La notion de sang allemand est encore, semble-t-il, bien vivante.

5. Le peuple

La notion de sang allemand se rattache directement à celle de *peuple allemand*. Encore un concept difficile à appréhender pour un Français. Dans un pays où sont, au moins juridiquement, Français ceux qui sont nés et vivent sur le territoire français, quelles que soient leurs origines ou celles de leurs parents. Dans un pays où le peuple, la Nation et l'Etat forment une entité unique, où la notion de "*Staatsangehörigkeit*" et de "*Nationalität*", au sens où les Allemands l'entendent n'existe pas, il est impossible de faire comprendre, que les Alsaciens, les Suisses ou les Roumains du Banat appartiennent au peuple allemand. Dans le langage français, les habitants du Québec sont Québécois, ou Canadiens français, mais n'appartiennent pas au "peuple français" pas plus que les Belges ou les Suisses francophones. Pour ce qui concerne l'Alsace, nos réunions de Strasbourg ont clairement fait apparaître le fait que, pour un grand nombre de participants allemands, même parmi les jeunes, ils se croyaient un peu chez eux. L'un d'entre eux, pourtant mis en garde, a été surpris de s'entendre répondre par une vieille Alsacienne que, pour elle, la présence allemande en Alsace avait été considérée comme "une domination étrangère !" (*eine fremde Herrschaft* !).

Cette notion de peuple allemand, sur laquelle beaucoup de choses ont été écrites, a par ailleurs été polluée par le national-socialisme. Pour beaucoup d'Européens, elle évoque de mauvais souvenirs. Tous n'ont pas oublié que c'était la race des seigneurs (Herrenvolk). Ce passé a bien évidemment laissé des traces. Si bien que, lorsque l'Allemand moyen se dit le représentant d'un peuple sérieux et travailleur par opposition au Français léger et inconstant (définition récemment entendue dans la bouche d'un chef d'entreprise de 45 ans, formé aux Etats-Unis, donc censé avoir une certaine largeur de vue) les réactions peuvent encore de nos jours faire des ravages.

Il est vrai que de son côté, le Français est assez suffisant, se considère plus intelligent que "le lourdaud allemand, totalement dépourvu de toute finesse".

Là encore, il s'agit d'un mythe, les Allemands ne sont pas plus travailleurs que les Français et ceux-ci pas plus intelligents que leurs voisins d'outre-Rhin. Ils ont des modes de vie différents, des formes d'expression différentes, même si ces différences s'estompent avec la mondialisation relative de la culture. Mais ces différences ne découlent pas de supériorités ethno-génétiques. Et pourtant ces clichés ont toujours cours.

Il ressort, semble-t-il, de ce survol des mythes fondateurs, historiques ou identitaires que le trait a souvent été forcé. Tout peuple a besoin de ces mythes. Mais, dans le cas de l'Allemagne, on ne peut s'empêcher de penser que le besoin identitaire était pour des raisons historiques plus fort qu'ailleurs. Une unité tardive, une explosion démographique et une formidable expansion économique expliquent sans nul doute ce besoin de manifestation identitaire exacerbé.

6. La Bundeswehr

Tout ce qui a été dit précédemment concerne évidemment la Bundeswehr, car elle participe aux aspects intellectuels de la civilisation allemande et qu'en tant que société elle a des formes de comportement acquises au cours de l'histoire allemande. Mais elle a également des mythes spécifiques générés par une histoire récente.

Le soldat allemand a été, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, culpabilisé, vilipendé et accusé d'être à l'origine de tous les maux qui se sont abattus sur l'Allemagne. Au cours d'une de nos réunions, une visite à la prison de Plötzensee (Berlin) a mis en évidence le rôle joué par la justice du IIIe Reich. Les jugements iniques, rendus "au nom du peuple allemand" n'ont pas eu de conséquences pour la majorité de leurs auteurs. Les écoles, les universités, leurs maîtres et professeurs qui ont endoctriné avec enthousiasme toute une jeunesse, comme l'ont admis des universitaires rencontrés à Marburg, ont changé de doctrine en 1945, mais n'ont que rarement été inquiétés. Pourquoi cette différence de traitement ? Plusieurs explications viennent à l'esprit. Le soldat avait été l'ennemi le plus voyant et le plus direct des alliés. Une partie des soldats de la Wehrmacht n'a pas toujours respecté les lois de la guerre. Mais sont-ils les seuls ? Il est plus probable qu'ils étaient ceux dont on pensait ne plus avoir besoin.

Dans ces conditions, il est évident que la création de la Bundeswehr a été entourée des plus grandes précautions. Lors d'une de nos premières réunions, celle-ci nous a été présentée par la formule : "La Bundeswehr, une armée pas comme les autres".

Ce qui en fait "une armée pas comme les autres", plus exactement pas comme les autres grandes armées occidentales, c'est essentiellement le fait qu'elle n'a pas officiellement de relation au passé.

C'est une armée "à la tradition brisée". Les divers décrets qui régissent ses relations à la tradition ont toujours été critiqués. Le premier en 1965 suscita des critiques parce qu'il reprenait le culte du héros ; le dernier, en 1982, est considéré comme sibyllin et ne traitait que de généralités.

L'identité de la Bundeswehr ne repose pas sur la tradition, transmission le plus souvent orale de valeurs et de normes, mais sur l'œuvre du comte Baudissin ; "*die Innere Führung*". Un terme intraduisible.

"*L'Innere Führung*" est sans doute le seul mythe à la fois fondateur et identitaire de la Bundeswehr. Elle reflète deux aspects principaux. D'une part, une composante classique offrant comme modèle le côté chevalier du soldat, défenseur des valeurs fondamentales occidentales et chrétiennes. Soldat qui, par tradition, a un devoir d'obéissance de courage et de loyauté. D'autre, part un "citoyen en uniforme" auquel est associé un devoir de résistance (*Widerstand*). Ce devoir de résistance prenait pour modèle l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944.

Cet attentat et sa commémoration sont un mythe dans le mythe de "*l'Innere Führung*".

Organisé par quelques officiers supérieurs de la Wehrmacht ayant à leur tête le Colonel Comte von Stauffenberg, préparé avec un manque de rigueur surprenant dans des conditions proches de l'amateurisme, il a assez pitoyablement échoué et s'est terminé tragiquement. On peut légitimement avoir quelques doutes sur les intentions des auteurs. Ils avaient jusque là fidèlement servi Hitler qui, sans doute, incarnait l'Allemagne à leurs yeux. Voulaient-ils vraiment traiter avec les alliés pour négocier une paix immédiate, qui ne pouvait être qu'une reddition et installer un régime démocratique ? Ce n'était pas leur culture. Ne voulaient-ils pas, plus simplement sauver ce qui pouvait encore l'être ? Pourquoi sont-ils les seuls auxquels il ait été fait allusion ? Les Beck, von Fritsch et autres officiers généraux et supérieurs, limogés par Hitler avant guerre (dans des conditions infamantes : accusation d'homosexualité par exemple) parce qu'ils constituaient une opposition larvée mais influente, n'étaient-ils pas des résistants ?

Le courage de ces officiers n'est pas remis en cause, mais les derniers textes sur les traditions (Traditionserlass, 1982) ne font plus allusion aux conjurés de 1944 et la notion de résistance (*Widerstand*) a disparu des textes officiels.

La Bundeswehr existe maintenant depuis plus de quarante ans. La question se pose de savoir si elle pourra éternellement vivre avec cette rupture imposée et si ce choix est réaliste. L'armée de la *Bundesrepublik* n'a pas été créée ex-nihilo. Ses cadres venaient d'une Wehrmacht, qui bien qu'ayant servi un régime injuste, a réussi quelques brillantes performances militaires. Occulter totalement ce passé peut générer la tentation de l'enjoliver en oubliant les côtés négatifs. Rien n'indique que nous allions dans ce sens : la *Wehrmachtausstellung* exposant les crimes commis par d'autres que les SS, malgré quelques outrances, montre qu'il n'y a pas encore oublié. Mais le risque existe.

Les cadres de la Bundeswehr sont pour la plupart convaincu que *l'Innere Führung* et la Formation politique (*Politische Bildung*) les met à l'abri de toute dérive et qu'elle a fait de leur armée une armée plus démocratique que les autres.

C'est indéniable notamment pour ce qui concerne les droits du soldat. Même si ces droits posent quelques problèmes dans des actions de guerre. L'expérience acquise en ex-Yougoslavie va d'ailleurs conduire à une réadaptation de "*l'Innere Führung*" qui restera sans nul doute un mythe indestructible à la fois tradition et code éthique de l'armée allemande. Reste à savoir si *l'Innere Führung* n'a pas plutôt rapproché cette armée de celles de ses homologues occidentaux. Peut-être en a-t-elle fait une armée démocratique comme les autres, ce que n'était certainement pas la Wehrmacht.

Un dernier cliché : "Le soldat allemand fait peur", une opinion largement affichée par les politiques jusqu'au début des années 1990 et acceptée par les militaires peut-être un peu flattés. Ce sentiment a complètement disparu en France depuis au moins trente ans. Et les professionnels, tout en reconnaissant la qualité des cadres, auraient plutôt souhaité une Bundeswehr plus opérationnelle ou plus expérimentée. Les premières interventions extérieures ont montré que quelques craintes n'étaient pas complètement injustifiées. Un déficit largement compensé depuis. Mais contre le pacte de Varsovie le droit à l'erreur n'aurait pas existé. Personne en France n'a protesté contre la participation allemande

aux opérations dans les Balkans. La confiance s'est instaurée, au moins du côté français, nos rencontres ont montré qu'elle était curieusement moins solide coté allemand.

7. Pour conclure

Ces quelques pages avaient pour but de mettre en lumière une perception française de ce que nous avons appelé mythes et légendes. L'objectif n'est pas de rapprocher ces perceptions de celles des Allemands. C'est inutile et probablement impossible, au moins à moyen terme. Il est des sujets que Français et Allemands ne peuvent appréhender de la même manière. Au cours d'une de nos réunions, un Allemand et un Français ont spontanément défini le 8 mai 1945 respectivement comme "la capitulation de la Wehrmacht" et "la libération de la France".

Il n'est pas important de savoir qui a raison (dans ce cas les deux), mais il est fondamental d'accepter les conceptions de l'autre. Cette acceptation devrait permettre de ne plus chercher à savoir si Charlemagne et le Rhin sont français ou allemands. Ce ne sera qu'un début, car le chemin est encore long.

Paul Klein

Réponse à Jean-Paul Kieffer d'un point de vue allemand

Sur la fonction des mythes

Aussi bien dans l'histoire des individus que dans la mémoire collective des peuples et des nations, on rencontre ce phénomène qui consiste à dépeindre son propre passé de façon positive et celui des autres personnes ou celui des autres peuples sous un jour plutôt négatif. Au niveau de l'individu, cela conduit à embellir et à transfigurer les souvenirs, à mettre en évidence les situations décisives pour souligner leur importance et à refouler les expériences négatives. Il en va de même pour les peuples et les nations qui créent des mythes et des légendes destinés à mettre en relief les côtés sympathiques de leur histoire, à ré-interpréter les moments les moins agréables et à camoufler, dans une large mesure les plus désagréables.

Les mythes se construisent à travers les générations suivant un long processus imperceptible à l'échelle de l'individu pris isolément. Subissant l'influence de l'enseignement, de la socialisation comme celui de la politique nationale dominante du moment, ces mythes servent à l'éducation des peuples qui les ont produits. Souvent ils connaissent des ré-interprétations prenant valeur de vérités historiques, alors même qu'ils sont pure invention ou qu'ils ne contiennent qu'une parcelle de vérité. Ainsi, selon les diverses nations, ce processus de genèse et de ré-interprétation aboutira à différents points de vue à propos d'un seul et même personnage ou d'un même événement. Par exemple, un événement peut être perçu aux yeux d'un Etat comme historique et aux yeux d'un autre comme un mythe ou une légende.

Les différents points de vue sur les mythes fondateurs en France et en Allemagne

Pour les Allemands, la bataille du Teutoburger Wald est un événement historique d'importance, relaté aujourd'hui encore dans les manuels scolaires et dans les cours. Les propos rapportés d'Auguste : "Varus, Varus, rend moi mes légions", sont considérés comme authentiques et il n'y a aucun doute à propos du personnage d'Arminius que le 19^{ème} siècle a rebaptisé en Hermann. Rapidement, ce personnage devint en Allemagne la figure emblématique du héros national symbolisant les vertus allemandes : pendant des siècles ne fut-il pas le seul Germain à s'être battu avec succès contre une grande puissance, créant ainsi ce qui peut être considéré comme un fait significatif ? En France, il demeure, en revanche, un prince germanique qui certes gagna une bataille, mais peu importante, et qui finalement ne changea rien.

Vercingétorix, que Jean-Paul Kieffer qualifie de comparable à Arminius, a subi en Allemagne un destin similaire. A la rigueur, on le connaît à travers le "De bello gallico" de César mais, au demeurant, comme un rebelle gaulois ayant échoué. Contrairement à Arminius en Allemagne, à son époque, Vercingétorix trouve en France un concurrent - au moins au sein des lettrés (*bei den Gebildeten*) - en la personne de Clovis, dont Charles De Gaulle dit en tout cas : "Pour moi, l'histoire de notre pays commence avec Clovis, il fut élu roi au sein de la tribu des Francs qui a donné son nom à notre pays".

Certes Clovis est aujourd'hui, dans le meilleur des cas, un nom connu de la plupart des Français. Malgré tout, il apparaît surtout comme l'ébauche d'un mythe national servant une visée centralisatrice intégrant Charlemagne et beaucoup de rois français comme aussi, bien sûr, Napoléon Premier. Aux Allemands a été refusé un tel Etat national centralisé et avec lui un mythe analogue, le Saint Empire Romain Germanique ayant une structure fédérale à l'intérieur duquel les différents États et leurs princes ont toujours revendiqué leur indépendance, l'Empereur n'y disposant jamais d'un pouvoir comparable à celui d'un souverain français. Cette conception fédérale de l'Allemagne se prolongea dans un Deuxième Reich qui ne disposa même pas d'une armée unifiée. Elle se poursuivit avec la République de Weimar et se maintient aujourd'hui encore, comme idée constitutive de l'Etat. Ce n'est qu'au 19^{ème} siècle, après son déclin et après que la lutte contre Napoléon ait fait naître en Allemagne un nationalisme dirigé contre la France, que le premier Empire et certains de ses Empereurs reçurent des traits mythologiques.

Les Allemands, si tant est qu'ils disposent de connaissances historiques, restent aujourd'hui encore fermement convaincus que la qualification du Premier Reich comme allemand se justifie. Ils invoquent le fait que la masse des populations ainsi que la plupart des princes électeurs de l'Empereur étaient originaires de contrées qui appartiennent aujourd'hui encore à l'Allemagne. Et dans cette manière de voir, ils ne se sentent aucunement dérangés par le fait que le Saint Empire Romain Germanique ait pu s'étendre jusqu'en Italie ou jusque dans le sud de la France, car ils peuvent, à juste titre, invoquer le fait que les tribus germaniques des Ostrogoths et des Wisigoths, des Vandales et des Lombards s'y étaient momentanément établis en formant leurs propres empires germaniques. Certes, une part de ces tribus disparut rapidement, mais une autre part se trouvait sur le territoire du Premier Reich. Le personnage de Theodoric, roi des Goths, qui résida à Ravenne et qui, en tant que Dietrich von Bern, se retrouva très tôt sous les traits d'un héros du monde des légendes allemandes est significatif dans la perception persistante en Allemagne de ces tribus comme étant "allemandes".

Mythes (présumés) allemands et français de l'histoire antérieure

La vénération presque mythique dont jouit, aujourd'hui encore, Napoléon Premier en France est complètement incompréhensible pour beaucoup d'Allemands. Cela apparut au cours de notre programme lors de la visite du Musée de l'Armée à Paris quand les participants allemands regardèrent les objets exposés sur Napoléon d'une façon plus amusée qu'intéressée. Contrairement à ce qui se passe en France, Napoléon a toujours été perçu en Allemagne principalement sous un jour négatif. Il passait, et passe encore, pour un parvenu sans scrupules qui attaqua et conquiert les États européens les uns après les autres. Il est pour les Allemands un homme dominateur (*Herrenmensch*) et de pouvoir. Peut-être cette image négative, légèrement atténuée par le fait que personne ne doute vraiment de son génie militaire, provient-elle des défaites infligées aux Allemands, ou pour être plus exact, aux Prussiens : les défaites qui furent jusqu'alors les plus honteuses de son histoire.

Parce que la Prusse a été humiliée par Napoléon et les Français, il est également possible de comprendre pourquoi le mot "ennemi héréditaire" fut si volontiers employé durant le deuxième Reich, le *Kaiserreich*, cette Allemagne étant alors incontestablement influencée par la Prusse et un Empereur issu de la maison des Hohenzollern. La classe régnante en Allemagne savait, sans doute, aussi que la France ne se résignerait jamais à la perte de l'Alsace-Lorraine en rangeant ces contrées françaises du côté d'une hérédité allemande qui n'a jamais existée.

Le mythe du sang et du peuple, que cite Jean-Paul Kieffer, a dans les faits dominé de longue date la législation allemande et a trouvé son effrayante apogée dans la perversion raciale du national-socialisme. Jusqu'à ce jour, ce mythe détermine, même s'il a été légèrement affaibli récemment, le droit de la citoyenneté de la République fédérale et conduit parfois à des naturalisations ou des refus difficiles à comprendre.

Dans la population, la conscience que l'on a de devoir sa nationalité allemande à ses ancêtres est peu présente, ou le fait n'est plus accepté. Des blagues circulent par exemple sur la naturalisation des Allemands venant des pays de l'Est : pour être reconnu Allemand, il suffirait d'être propriétaire d'un berger allemand. Les naturalisés eux-mêmes ressentent des résistances et des préjugés et ils continuent ainsi à passer pour des Russes, des Polonais ou des Roumains.

Tout naturellement, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les Suisses, les Néerlandais et même les Autrichiens sont considérés comme des étrangers même si leurs territoires nationaux ont pu faire partie de l'Allemagne dans une histoire plus ou moins récente. L'Alsace-Lorraine n'est pas non plus une exception. Dans l'esprit des Allemands, tous ces territoires qui, certes, ont pu appartenir à l'Allemagne, ne sont plus actuellement considérés par personne comme territoires allemands. Lorsque certains Allemands, en visitant l'Alsace, se sont étonnés du fait que la période allemande de cette région ne soit perçue en aucune manière sous un jour très favorable par les habitants de cette région, cela s'explique simplement par le fait que la plupart des Allemands ignorent tout de l'histoire douloureuse de l'Alsace intégrée à partir de 1871 à l'Empire au temps du *Kaiserreich*, ou de l'Alsace sous l'occupation allemande durant la Seconde guerre mondiale, ni de la façon dont étaient traités les habitants par les Allemands à cette époque.

Les forces armées allemandes et françaises et leurs mythes

Lorsqu'à l'étranger, il est question de la Bundeswehr, il n'est pas rare que l'on s'interroge immédiatement sur *l'Innere Führung*. On tombe alors fréquemment dans des malentendus, car *l'Innere Führung* passe souvent comme étant une sorte de stratégie destinée à assouplir l'armée pour la rendre semblable à la société civile. C'est faux. Le Général Graf von Baudissin, qui fut l'un des pères fondateur du concept, ne voulait, en aucun cas, amoindrir les capacités combattantes des forces armées. Influencé par son expérience de soldat dans la Wehrmacht, il s'est agi simplement pour lui de créer une armée dans laquelle le soldat, tout en s'acquittant de ses charges militaires, peut continuer à défendre ses droits de citoyen. Après quelques difficultés de départ, on peut dire que *l'Innere Führung* a largement réussi. Aux yeux du soldat allemand d'aujourd'hui, ce n'est pas un mythe, mais cela représente, en revanche, dans l'esprit du citoyen en uniforme, une philosophie de gestion structurée et vivante qui a fait ses preuves aussi bien en temps de paix qu'en mission. Les militaires allemands remplissent tout aussi bien leur rôle que leurs homologues d'autres armées et rien ne porte à croire qu'ils seraient moins aptes au combat que les soldats d'autres nations.

Il appartient également à *l'Innere Führung* de préciser au soldat qu'il a le droit et même le devoir, dans des cas précis strictement délimités, de ne pas suivre les ordres, voire de s'y opposer. Certains soldats de la résistance militaire à Hitler doivent leur servir de modèle. N'en font nullement partie ceux qui participèrent eux-mêmes aux crimes commis pendant la guerre, même s'ils se sont opposés et durent peut-être même payer leur opposition de leur vie ; de même, il s'agit, en aucun cas, de se limiter uniquement à ceux qui ont participé directement à l'attentat échoué du 20 juillet 1944, mais d'intégrer ceux qui avaient, auparavant, déjà entrepris des attentats et qui, comme par exemple le Generaloberst Beck, avaient su tirer, dès la première heure, les conséquences de la politique criminelle d'Hitler et avaient alors quitté leurs fonctions.

En comparaison à d'autres armées, la Bundeswehr est sans aucun doute une force de combat pauvre en traditions : elle ne reconnaît aucun uniforme traditionnel, n'a pas de jour de commémoration d'événements militaires antérieurs ni marches et parades s'y rapportant ; ses unités ne prennent pas la

suite de régiments ou de bataillons précédents. Les casernes aussi ne portent que rarement les noms de généraux ou de batailles remportées. Cette pauvreté apparente, en ce qui concerne les traditions, ne signifie cependant pas que la Bundeswehr soit dépourvue d'histoire. Dans ses publications, que les soldats reçoivent le plus souvent gratuitement, elle se reporte au passé sans laisser de côté ses aspects négatifs. Un service de recherche sur l'histoire militaire (de renommée internationale) se penche aussi sur les thèmes con-troversés de ce passé. Depuis 1978, ce service a, en plus de la recherche historique, une deuxième mission capitale qui consiste à élaborer des outils pour la formation historique au sein de la Bundeswehr en réunissant les résultats des recherches du service et des sciences de l'histoire. Il en résulte la création d'un département "Formation, Information et Etudes spécialisées". Grâce au matériel réuni par ce service de recherche, on enseigne à tous les soldats de la Bundeswehr les aspects positifs et négatifs de l'histoire militaire allemande dans le cadre de la "formation politique et civique" (*Politische Bildung*) obligatoire.

Dans les années 50 et 60, beaucoup de militaires de la Bundeswehr relevaient la présence et l'influence de deux mythes dans les forces armées françaises : tout d'abord, celui d'une nation sortie vainqueur de la Seconde Guerre Mondiale et, en second lieu, le mythe d'une nation de résistants à Hitler et au national-socialisme.

A propos de la nation sortie vainqueur, ces militaires reprochaient aux Français le fait d'avoir trop volontiers oublié la débâcle des forces armées françaises en 1940 ainsi que les humiliantes clauses de l'armistice ; ils leur reprochaient aussi d'avoir enjolivé le rôle de la France libre, en réalité marginal et peu déterminant pour l'issue de la guerre, en présentant sa participation comme plus importante qu'elle ne l'a été dans les faits au moment des campagnes d'Italie, de la libération de la France et de la conquête de l'Allemagne. En fait, selon eux, la France serait redevable uniquement à la bienveillance des Etats-Unis, des Britanniques et des Russes d'être considérée comme une nation vainqueur.

Quant à la Résistance, tout d'abord, elle se serait mise en place relativement tard et ne serait devenue plus significative par la suite, alors que les Américains et les Anglais avaient déjà débarqué en Normandie et que les Allemands se trouvaient déjà en situation de repli. En outre, en France, on passe sous silence le fait que, pendant la deuxième Guerre Mondiale, la majorité des Français ne se trouvait, en aucun cas, du côté de la France Libre, mais penchait plutôt du côté du régime du Maréchal Pétain. Le nombre de collaborateurs aurait été beaucoup plus important que celui des résistants. Il y aurait eu une collaboration (*Zuarbeit*) active des services français dans la déportation des juifs vers les camps d'extermination ; des soldats français auraient combattu du côté allemand en Russie et la gendarmerie française aurait en partie soutenu le combat des Allemands contre le maquis. Même la Gestapo allemande pouvait compter sur l'aide de mouchards français.

Dans l'Allemagne contemporaine, bien sûr, presque personne ne croit plus à la persistance de ces deux mythes. Mais les Alle-mands continuent de penser que les Français rêvent toujours d'une Grande Nation et à ce propos il me faut approuver Jean Paul Kieffer pour qui les raisons de cette croyance tenace sont difficiles à expliquer. Il subsiste probablement encore des restes du mythe de la "nation vainqueur" : ne sont pas innocentes non plus les actions politiques "en cavalier seul" de la France, destinées à faire reconnaître son indépendance en l'opposant fréquemment à ses alliés et ses partenaires. De plus le pathos, inhabituel pour les Allemands, adopté parfois par Charles de Gaulle pour parler de la France et de son rôle dans le monde, peut encore avoir une influence : ainsi de Gaulle passe encore pour le plus grand personnage contemporain de la politique et de l'histoire française.

Perspectives

En résumé, aussi bien pour l'Allemagne que pour la France, il est possible de dire à l'heure actuelle que les mythes présentés ici pâlisent petit à petit et perdent de leur vitalité. Cela tient sans doute à l'unification européenne et à la compréhension sans cesse croissante entre les Allemands et les Français et qui touchent en premier lieu les mythes concernant l'Etat Nation ou ceux ayant pour objet des sujets de discorde comme, par exemple, l'animosité historique entre les deux nations. Compte tenu des mises en commun croissantes, de l'abolition des frontières mais aussi de la coopération intensive précisément dans le domaine militaire, ces mythes ont largement perdu de leur raison d'être et de leur fonction. De plus, la mise en oeuvre d'un travail intensif, aussi bien en France qu'en Allemagne, pour éclairer le passé récent et même très récent a dû jouer un rôle. Dans ce travail, plus d'un mythe a pu être défait. Ainsi pratiquement plus personne en Allemagne ne dira de la Wehrmacht qu'elle n'a pas

voulu s'associer aux crimes pendant la Seconde Guerre Mondiale. Et, en France, à travers une grande quantité de recherches publiées sur l'époque de l'occupation allemande et de l'Etat de Vichy, l'idée s'est fait jour que la Résistance contre les nazis a, certes, existé, mais qu'en aucun cas, on ne saurait dire que derrière chaque Français se cachait un résistant.

Toutefois, à la place de ces mythes anciens en train de s'éteindre naissent probablement des mythes nouveaux. "L'un d'eux est le grand récit de la mondialisation qui est mis en exergue de façon positive ou négative selon les convictions politiques". Un autre mythe, à la constitution duquel on a abondamment contribué dans un passé récent, avec entre autre Charles de Gaulle mais aussi François Mitterrand, est celui du modèle que constituerait, pour l'Europe d'aujourd'hui, l'Empire de Charlemagne avec cette idée unificatrice de l'Occident chrétien.

Traduit de l'allemand par Hélène Trachez

Paul Klein

Les forces militaires allemandes et françaises et leurs capacités de socialisation dans le contexte des différents systèmes de formation et les échelles de valeurs nationales

1. Les armées comme produit de la société

À première vue, et un peu naïvement peut-être, on pourrait considérer qu'il n'y a entre les forces militaires d'Europe, et peut-être du monde, que des différences relativement faibles. En effet, quelle que soit leur nation, tous les soldats portent des uniformes qui paraissent similaires, adoptent des rites assez proches les uns des autres, emploient des vocabulaires spécifiques comparables, sont soumis à des procédés d'instruction et d'entraînement semblables, vivent dans des structures qui sont toutes marquées par une règle hiérarchique selon laquelle le principe d'ordre et d'obéissance n'est pas contesté.

En somme, dans toutes les armées du monde, le personnel se trouve être en position de subordination et/ou d'autorité à l'intérieur d'un cadre établi par l'État. Ceci confère des droits et implique des devoirs qui sont spécifiques aux soldats et qui, pour une part, s'étendent à leur entourage. De même, les buts et les fonctions des forces armées se distinguent à peine les uns des autres ; toutes ces armées ayant pour objet de défendre les intérêts de l'État en recourant, au besoin, à l'usage des armes.¹

1.1. Les différences franco-allemandes

Toutes ces ressemblances se retrouvent également au sein des armées française et allemande (*la Bundeswehr*). Et pourtant, dans nos rencontres, dès le début, a dominé l'impression qu'un monde sépare ces deux armées. Pour les Allemands, la différence ne tient pas tellement aux divers concepts de base concernant la tactique ou la planification de l'action : elle concerne également assez peu les notions-clé en matière militaire comme les modalités du commandement et d'organisation des services ou encore les réglementations divergentes dans le domaine disciplinaire et juridique (droit de recours, représentation syndicale). En fait, ce qui retient l'attention des Allemands, c'est que dans l'armée française les différences entre les grades sont beaucoup plus marquées que dans la Bundeswehr ; de même est perçu un style de commandement où domine, de l'autre côté du Rhin, une forme prononcée de paternalisme. Leur apparaissent tout aussi singuliers, exagérés et démodés², l'attachement à l'esprit de corps (ou esprit de caste ?) que l'on ressent plus particulièrement chez les officiers français, le poids des traditions et la valeur accordée aux marques distinctives, portées sur les uniformes visant à différencier les unités entre elles ou, enfin, le goût affiché pour les parades et les défilés militaires.

De leur côté, les Français, et en particulier ceux qui ont déjà eu des contacts avec l'armée allemande, considèrent qu'à travers le système de "*l'Innere Führung*" et le concept de citoyen en uniforme, la Bundeswehr entretient, dans une certaine mesure, un mode de fonctionnement proche de celui de la société civile ce qui, dès lors, pourrait en affaiblir la capacité opérationnelle. D'autre part, ils se montrent assez sceptiques à l'égard des droits de participation garantis par la loi et d'un système de cogestion (*Mitbestimmung*) visualisé par la Personne de Confiance ou par la représentation du personnel dont les possibilités d'action sont en fait, il convient de le dire, bien souvent surestimées. La réserve exprimée s'attache à l'étendue du droit de recours des soldats, à l'institution du chargé d'affaires militaires (*Wehrbeauftragter*), à la présence de syndicats et d'autres fédérations professionnelles, la possibilité étant offerte au soldat d'exercer une activité à caractère syndicale ou politique lui permettant même, le cas échéant, d'occuper un mandat électif local, comme celui de maire, parallèlement à ses obligations de service. Autres dispositions ayant suscité l'étonnement des participants français : l'instauration de compensation en argent ou en temps libre pour les heures supplémentaires effectuées et le montant bien plus élevé de la solde attribuée aux appelés allemands en comparaison de celle de

¹ voir à ce propos : Seifert, R. : Europäische Identität und Militär. Kulturelle und sozio-logische Fragen im Zusammenhang mit einer gemeinsamen europäischen Militär- und Sicherheitspolitik, in : Führungsakademie der Bundeswehr (Hrsg.) : Reader Europäische Integration. Hamburg 1999, S. 281

² voir à ce propos : Klein, P. : Die französischen Streitkräfte und ihre Führungskultur sowie multinationale Streitkräfte aus deutscher Sicht, in : Centre d'études en sciences sociales de la Défense, Centre d'études d'histoire de la Défense (Eds.) : Bilan et perspectives de la coopération militaire franco-allemande de 1963 à nos jours. Paris 1999, p. 224 ff

leurs homologues français. D'un autre côté, moins avantageuse est la situation du militaire de carrière et de l'engagé volontaire allemand qui n'a pas de logement de fonction ni aucune facilité d'achat particulière. Enfin, contrairement à ce qui se produit dans l'armée française, l'activité des sous-officiers et des officiers se limite strictement au service et déborde peu sur la sphère familiale. Le militaire allemand cherche à adopter les modèles identificatoires de la société civile plutôt que ceux de son corps de métier ; il veut pouvoir rester un citoyen comme les autres. Cette opinion qui s'exprima parfois dans notre groupe fut formulée par deux observateurs français avisés de la manière suivante : "Les groupes de référence des militaires allemands sont des groupes civils. Ils veulent vivre dans la société au même titre que les autres. Les militaires allemands ont peur d'être enfermés dans un ghetto. Ils ont un désir très fort d'intégration, et ce désir devient d'autant plus marqué qu'ils se sentent en marge ou rejetés. Il y donc un refus des signes distinctifs" (en français dans le texte allemand)³. Autres points relevés et qui surprennent beaucoup de Français : même s'il existe dans la plupart des casernes allemandes encore des réfectoires et des mess distincts selon les catégories de grades, dans certains sites il n'y a plus qu'une restauration commune aussi bien aux hommes de troupe qu'aux officiers, le plus souvent sous la forme d'un self-service ; la présence, dans l'armée fédérale, d'une administration civile qui détient un large pouvoir de décision dans des domaines comme celui de l'approvisionnement des troupes, du recrutement ou du financement des unités ce qui apparaît totalement inconcevable à beaucoup de Français.

Ainsi, on pourrait résumer les opinions exprimées lors de nos rencontres de la façon suivante : pour les Français, la Bundeswehr a l'image d'une armée attachée à l'exercice de droits et de règles à l'instar de la société civile, ce qui rendrait ses soldats, par comparaison aux leurs, moins efficaces en situation de guerre. En contre partie, pour les Allemands, l'armée française laisse apparaître le maintien d'une séparation nettement affirmée entre les catégories de grades, utilise un ton et un langage rustre visant à instaurer un rapport d'autorité et de discipline, reste attachée aux traditions et tient peu compte des intérêts de l'individu. Comme le dit l'un des participants allemands du séminaire, avec ce style d'armée, les Français passent pour "les Prussiens de l'Europe".

1.2. Réalités ou préjugés

Toutes les oppositions mentionnées reposent sur des opinions et des conduites. Dès lors, doit-on nécessairement les rejeter sous prétexte que ce ne sont là que généralisations et observations individuelles non représentatives et donc à reléguer au rang des préjugés ? Bien que des propos émis lors de notre programme aient pu relever de la conviction personnelle de l'un ou l'autre des participants, et bien qu'ils aient été parfois peu fidèles à la réalité, il serait faux néanmoins d'en tirer la conclusion que ces différences appartiennent simplement aux préjugés et seraient donc, comme tels, sans grande valeur ou sans conséquences. En effet, la plupart des oppositions citées se retrouvent dans la réalité et de façon tout à fait notable dans les expériences menées de coopération militaire entre Français et Allemands. Ainsi, en particulier, la réalité du vécu quotidien dans la brigade franco-allemande et au sein de l'État Major de l'Eurocorps a confirmé l'existence de semblables différences pouvant conduire, aussi bien du côté allemand⁴ que du côté français⁵, à des malentendus, voire à des désaccords.⁶

Lorsque des différences se traduisent ainsi dans les faits, se pose alors inévitablement la question de leur déterminisme. Et il n'est pas rare que soit donné à entendre des divergences historiques, à savoir que l'armée française se réfère à une tradition ininterrompue très vaste et très ancienne alors que la Bundeswehr, de création récente, se définit en rupture avec les références historiques léguées par les

³ Barrère-Maurisson, M.A. ; Robert, G. : Métier et service public France-Allemagne. L'exemple du système militaire. Paris 1994, p. 72

⁴ Klein, P. : Probleme in multinationalen Verbänden am Beispiel der Deutsch-Französischen Brigade, SOWI-Arbeitspapier Nr. 83, München 1993

⁵ Robert, G.: Die Gegenüberstellung zweier nationaler Vertretungssysteme in der Deutsch-Französischen Brigade, in : Klein, P. (Hrsg) : Mitbestimmung in den Streitkräften. Baden Baden 1991 ; Robert, G. : La Brigade franco-allemande : rencontre entre deux systèmes nationaux, in : Cahiers du CSDN, Paris 1992

⁶ Au début la méconnaissance que le chef d'unité allemand ne dispose d'aucun budget a, par exemple, mené dans la Brigade à des reproches de la part des soldats français que les chefs allemands ne voulaient pas engager certaines dépenses.

armées précédentes que furent la *Reichswehr* (Armée Impériale) et la *Wehrmacht*. Inscrit comme un dogme au moment de sa fondation, la Bundeswehr retient l'idée maîtresse d'avoir à se débarrasser des attributs jugés négatifs des Armées précédentes. Et pour cela, en particulier, sont prônés le système de "*l'Innere Führung*" et le concept fondamental du citoyen en uniforme, "comment la Bundeswehr se distingue de ses prédécesseurs, la Reichswehr et la Wehrmacht."⁷

Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la création de la Bundeswehr. Dès lors, on peut convenir que, si les nouveautés introduites dans cette armée au moment de sa création dans les années cinquante et qui constituent, à l'heure actuelle, une différence notable avec l'armée française, n'avaient pas fait leurs preuves, il est probable que les modèles du passé auraient réapparu ou bien que la Bundeswehr aurait adopté des modèles étrangers. Or, il n'en a rien été et comme de son côté, pareillement, l'armée française n'a réalisé depuis un demi-siècle que de minimes transformations au plan de ses structures intérieures, on peut supposer qu'il n'y ait eu que peu de pressions extérieures sur elles, les armées, en France comme en Allemagne, tendant plutôt à se conformer aux courants qui prédominent dans leur société. Chaque armée est le reflet et le produit de sa propre société et vise à satisfaire, à sa manière, le besoin de sécurité exprimé par elle. C'est là que réside le fondement des divergences constatées ; elles reposent sur des différences sociales ayant, nécessairement, une incidence notable aussi sur les forces armées.

A la recherche de telles différences, il était frappant de voir, d'une part, à quel point sont dissemblables nos systèmes scolaires, nos systèmes éducatifs et de formation ; divergences largement ignorées des participants. D'autre part, la façon dont les États s'adaptent à l'évolution des valeurs héritées du passé⁸.

2. Les différents concepts et systèmes de formation avec leurs conséquences sur les forces armées

2.1. Notions et pratiques

Les systèmes de formation et les systèmes scolaires en France et en Allemagne ne se distinguent pas seulement du point de vue de leur fondement et de leur structure mais aussi, et cela est dû en partie à des raisons historiques, sur l'appréciation et la conception de ce qu'on entend par éducation et formation. Dans le système français, les mots-clefs sont éducation, enseignement et instruction. Ces trois notions sont en rapport avec *aufziehen* (former), *hineinfügen* (introduire) et *ausstatten* (pourvoir) et insistent ainsi sur le rôle actif et dominant de l'enseignant, conformément à l'orientation ancienne de la transmission du savoir qui met l'élève dans une position de passivité. En allemand en revanche, *Bildung* (éducation) renvoie à un processus d'autoréflexion. Il n'existe pas de verbe transitif "*jemanden bilden*" (éduquer quelqu'un) et on ne peut donc que s'éduquer (*sich bilden*). C'est pourquoi, on peut dire que le système scolaire allemand se réfère encore en grande partie à la devise de Wilhelm von Humboldt qui affirmait : "Éduque-toi toi-même et influe sur les autres par ce que tu es".⁹

La signification des trois mots évoqués précédemment traduit bien ce que sont aujourd'hui les deux systèmes scolaires. Tandis que le système français inculque des normes, des valeurs et aptitudes sociales, l'éducation se faisant ainsi le vecteur de la société, l'éducation (*Bildung*) allemande, elle, est un procédé de développement qui respecte le libre arbitre de l'individu. Dans la vie scolaire de tous les jours, cela se traduit par le fait que l'école française attache beaucoup plus d'importance à l'apprentissage, au bachotage et que les examens y jouent un rôle-clef dans la sélection. Les élèves et étudiants français se conforment alors beaucoup plus que ne le font les Allemands aux injonctions de leurs instituteurs puis de leurs professeurs. Malgré certaines tentatives de réforme, la participation des élèves aux cours fait encore souvent défaut car, en fait, elle n'est pas souhaitée par le corps enseignant français. Autre conséquence, dans les universités françaises, la règle demeure la conférence classique, au sens du cours magistral, où seul le maître de conférence s'exprime. À la surprise des enseignants allemands invités, mais aussi des participants de notre programme qui ont étudié en France, l'étudiant

⁷ Von Bredow, W. : Demokratie und Streitkräfte. Militär, Staat und Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland, Wiesbaden 2000, S. 113

⁸ voir les articles in : Köcher, R., Schild, J. (Hrsg.) Wertewandel in Deutschland und Frankreich. Nationale Unterschiede und europäische Gemeinsamkeiten. Opladen 1998

⁹ voir Grosse, E.U. ; Lüger, H.-H., Frankreich verstehen, Darmstadt 1997, p. 266 ff

français hésite à poser des questions ou à exprimer une critique même lorsqu'il y est invité ou encouragé.

En Allemagne, par contre, on s'honore d'avoir recours à des apprentissages autodéterminés et du fait que l'élève participe à l'élaboration des cours ; mais on oublie souvent qu'un manque de directivité ou des conduites trop lâches des enseignants peuvent produire des pertes de performances et conduire ainsi à une baisse du niveau scolaire préjudiciable au développement social. Cela aussi contribue au fait que le système scolaire allemand est considéré au plan international comme étant, au moins partiellement, peu efficace et peu productif.

Sur ce fond du sens différent qui leur est attribué et des pratiques qui en découlent, il n'est pas étonnant de constater qu'il existe des différences structurelles entre les systèmes d'enseignement français et allemand et que certains éléments ne se retrouvent pas dans l'autre pays.

2.2. Les systèmes scolaires et de formation en France et en Allemagne

Tout comme les enfants allemands, les enfants français fréquentent, à partir de leur sixième année, l'école élémentaire (*Grundschule*), mais ceux-ci, contrairement à ce qui existe en Allemagne, y passent cinq ans au lieu de quatre. L'école élémentaire est précédée par ce qu'on appelle l'école maternelle qui regroupe 35 % des enfants de deux ans, 99% des enfants de trois ans pour atteindre 100% des enfants de quatre et cinq ans¹⁰ et où ces enfants reçoivent déjà une forme d'enseignement préscolaire; cette école maternelle est assez comparable aux jardins d'enfants (*Kinder-garten*) qu'on retrouve en Allemagne. Après l'école élémentaire, le petit Français fréquente le collège unique pendant quatre ans et ne connaît pas, comme en Allemagne, l'orientation entre *Hauptschule* et *Realschule* à l'exception d'une petite minorité, qui après leur septième année de scolarité, vont vers des cours de formation professionnelle. Passé le collège, vient le lycée (*Gymnasium*) qui dure trois ans dans le cycle d'étude générale et deux ans dans les lycées professionnels. À l'issue, intervient, comme en Allemagne, la sanction du baccalauréat (*Abitur*) qui revêt bien sûr plusieurs formes. Ainsi existent diverses sections en philosophie, langues modernes, littérature, sciences mathématiques, physiques et techniques, économie et sciences sociales.

À la différence de ce qui se pratique en Allemagne, les élèves français passent leurs journées entières en classe et cela de la maternelle au lycée ; ils sont ainsi beaucoup plus encadrés que ne le sont les enfants allemands. Il convient d'ajouter, qu'existent aussi nombre d'internats où les élèves de France résident la semaine durant. C'est pourquoi, force est de constater qu'à la différence de ce qui se fait en Allemagne, pour le petit Français, dès l'âge de trois ans, l'environnement scolaire devient l'instance dominante de socialisation. Ceci se fait au détriment de l'influence parentale malgré la durée relativement importante des vacances scolaires.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, en dehors des universités et des instituts professionnels supérieurs, celle-ci se partage en Allemagne entre une partie théorique en école professionnelle et une autre pratique dans le milieu du travail. En France, en revanche, les jeunes sont scolarisés pendant deux ans et seule une minorité fait l'expérience d'une double formation théorique et pratique comme apprenti en entreprise et élève d'un centre de formation. Ces diverses formations professionnelles débouchent soit sur un certificat d'aptitude professionnelle, CAP, soit, après deux années passées en lycée d'études professionnelles, sur l'acquisition d'un brevet d'études professionnelles, BEP, qui désigne une qualification spécifique à un domaine professionnel donné. Après avoir obtenu son diplôme, vers l'âge de 17 ans, le jeune Français se met à la recherche d'un emploi pour lequel, notamment avec le BEP, il ne dispose que d'une qualification assez générale.

Avec son baccalauréat en poche, le jeune Français, tout comme son collègue allemand, peut s'inscrire à l'université ou, depuis seulement quelques années, dans des écoles professionnelles qui forment les cadres moyens. S'il veut intégrer les emplois de cadres supérieurs en politique, dans la haute administration, dans l'industrie le commerce ou même l'armée, il lui faut passer nécessairement par la voie des écoles spéciales, les Grandes Écoles, qui, en Allemagne, ne rencontrent pas d'équivalent. On y reçoit alors une formation théorique, puis, en un second temps, pratique, en fonc-

¹⁰ chiffres selon Grosse, E.U. ; Lüger, H.-H., et al, p. 242

tion de l'activité choisie. À l'heure actuelle, il existe en France plusieurs centaines de ces Grandes Écoles dont près de la moitié d'entre elles conduisent à des postes de direction. Parmi ces Écoles, la plus connue est sans nul doute l'École Nationale d'Administration, l'ENA, qui forme les cadres politiques et administratifs. Celui qui en sort fait partie des "Enarques" et a ainsi devant lui, en général, une grande carrière.

L'accès aux Grandes Écoles est extrêmement difficile et seule une petite minorité des nombreux candidats réussit le concours d'entrée. On s'y prépare pendant deux ans dans des classes pré-paratoires qui sont annexées le plus souvent à des lycées. Malgré cette préparation, seuls 10 % des candidats parviennent à leurs fins. Tous les autres échouent. Les lauréats ont alors franchi l'obstacle déterminant. Celui qui parvient à entrer dans une école d'élite est alors rarement éliminé. Ensuite, le rang obtenu à l'examen final est de la plus haute importance, car les meilleurs ont l'avantage de choisir en premier leur poste, alors que ceux qui font moins bonne figure se contentent des places restantes.

2.3. Conséquences pour les forces armées

La différence des systèmes d'enseignement et des principes qui les régissent ont des conséquences dans le recrutement et la formation des officiers et sous-officiers tels qu'ils s'effectuent en France et en Allemagne ; de même cela se traduit dans le climat qui règne à l'intérieur de l'armée.

En ce qui concerne les sous-officiers, existent en France plusieurs filières d'accès. Le chemin le plus commun, emprunté par les 2/3 des candidats, est celui qui passe par les Écoles de sous-officiers des divisions d'armes. On intègre ces Écoles soit par le biais de classes préparatoires, soit en venant directement du civil. En raison du système éducatif français, la plupart des recrues sous-officiers ne disposent d'aucune formation ni expérience professionnelle. Ils sortent directement du système scolaire avec le plus souvent un CAP ou un BEP mais aussi, parfois, avec un bac. Il en va de même pour ceux qui s'engagent après avoir effectué leur service militaire¹¹ ; ils viennent tout juste, en général, d'achever leurs études.

La carence d'expérience professionnelle ou sa simple ébauche a des conséquences pour ces sous-officiers. Leur formation doit être complétée ou acquise durant le temps passé dans l'armée, sous peine de rendre difficile un retour à la vie civile. Il s'agit là d'un problème nouveau puisque, dans le passé, l'armée française n'avait pas l'habitude des contrats d'engagement de courte durée, avec retour à la vie civile, mais connaissait plutôt la tendance qui conduit à la vocation de sous-officier de carrière qui, une fois passé quinze ans de service, pouvait jouir d'une pension de retraite sitôt quittée l'armée. Ainsi le temps moyen passé dans l'armée est sensiblement plus long en France que dans la Bundeswehr. Ce temps comporte, certes, le risque d'un vieillissement des sous-officiers, mais il garantit aussi un professionnalisme et une perception fine en matière militaire.

Contrairement à ce qui se produit dans l'armée française, nombre de sous-officiers de la Bundeswehr s'engagent après avoir déjà exercé une profession dans le civil ; en revanche, on compte peu de bacheliers parmi eux. Certes, il y a des sous-officiers de carrière qui effectuent l'ensemble de leur vie professionnelle dans l'armée, mais ils représentent l'exception plutôt que la règle. La plupart des sous-officiers de la Bundeswehr servent de quatre à quinze ans puis retournent travailler dans le civil. C'est une des raisons qui fait que le soldat allemand reste plus attaché que le Français à son environnement civil. Cette situation peut entraîner un manque de professionnalisme comme elle peut parfois produire un spécialiste reconnu. Cela est perçu par les Français, mais ils considèrent néanmoins, et généralement, que leurs camarades allemands sont des fonctionnaires en uniforme. Dans la Brigade franco-allemande, sujet d'étude de sa thèse de doctorat, Gilles Robert écrit : "to this extent, it is noticeable that German personnel of the brigade tend to standardization through a functional conception of the service. German personnel are civil servants of the Defense Department. They think on a professional basis free from all ethical legitimacy what guarantees a good efficiency in the achievements of tasks. However, some perverse effects may be attributed to this model, such as becoming a personnel into public service, working routine together with conformism and protectionism".¹²

¹¹ Cette possibilité n'existera plus après l'installation d'une armée de professionnels.

¹² Robert, G. : Multinational Forces. First Lessons from the Experience of the Franco-German Brigade. Paper to be presented at the Biennial Conference of the IUS (Inter-University Seminar on Armed Forces and Society), Baltimore, October 11-13, 1991, page 5

En ce qui concerne les officiers, le Ministère français de la Défense recrute ses cadres supérieurs comme les autres Ministères, c'est-à-dire à partir de ses propres écoles d'élites : pour l'Armée de Terre, à l'École Spéciale Militaire (ESM) de Saint Cyr à Coëtquidan, pour la Marine, à l'École Navale de Lanveoc-Poulmic, et pour l'Armée de l'Air à l'École de l'Air de Salon-de-Provence. Comme pour les autres Grandes Écoles, l'accès au concours nécessite deux années de préparation qui s'effectuent dans un certain nombre de lycées ainsi que dans des lycées militaires spécifiques que l'on ne trouve pas en Allemagne. Lorsqu'on appartient aux heureux élus, la formation d'officier requiert trois ans avec une partie scientifique théorique de niveau universitaire combinée avec une période de pratique militaire. À la fin de ce cursus, un examen final attend l'officier en herbe auquel il convient d'être le mieux placé possible. Comme pour les autres Grandes Écoles, le meilleur choisit son poste en premier, le dernier prend ce qui reste.

Contrairement à une opinion largement répandue dans toute l'Allemagne, et logiquement retrouvée parmi la majorité de nos participants allemands, tous les officiers de l'armée française ne sont pas issus des Grandes Écoles d'Armes. Dans les faits, c'est quantitativement plutôt le contraire. Près des 2/3 des officiers d'active viennent du corps des sous-officiers ou sont d'anciens officiers de réserve.¹³ Exception faite de quelques officiers occupant des emplois particuliers, la possibilité d'accéder au niveau le plus élevé de la hiérarchie reste ouverte à chacun des membres du corps des officiers. Néanmoins, dans la pratique, un ancien élève des Grandes Écoles a de meilleures chances d'y parvenir. Tout comme dans les autres domaines du service public, du commerce, de l'industrie ou de l'économie, les postes à haute responsabilité reviennent dans l'armée aux seuls anciens élèves des écoles d'élites. Tout comme avant, on tient pour une distinction de marque le fait d'avoir fréquenté l'ESM de Saint-Cyr, et plus encore si on est d'une promotion prestigieuse car alors, les liens entre anciens élèves constituent ultérieurement un dense réseau de relations. Ce qui est valable pour l'Armée de Terre l'est aussi dans la Marine et l'Armée de l'Air.

Celui qui devient officier après être passé par les Grandes Écoles d'armes reste en général dans l'armée jusqu'à l'âge de sa retraite dont il peut, contrairement à ce qui existe en Allemagne, déterminer lui-même le moment du départ, après avoir, cependant, servi 25 ans (années d'études comprises). S'il dispose bien de meilleures opportunités de carrière, l'officier français souffre d'un défaut de formation qui lui permettrait d'accéder à d'autres postes élevés en dehors du service public. La formation dispensée dans les écoles d'officiers se révèle donc comme un avantage si on considère le degré de plus en plus élevé de professionnalisation mais aussi comme un inconvénient. Dans l'ensemble, notons aussi que le concept d'élite dans le corps des officiers est entretenu et pérennisé par les anciens issus du système instauré par les Grandes Écoles.

Jusque dans les années 1970, la formation des officiers allemands ressemblait à grands traits à la formation française. Elle se déroulait ainsi pour l'essentiel en alternant théorie et pratique dans des écoles d'officiers et d'hommes de troupes. Mais dès le départ, il lui manquait le caractère égalitaire avec la distance entre les groupes de gradés. Ainsi, dans l'armée allemande, le début de la formation s'effectuait, jusqu'à aujourd'hui, au sein de mêmes ensembles, réunissant des officiers, des hommes du rang et des élèves sous-officiers. Depuis 1973 se trouve au centre de la formation des officiers des études similaires au civil dans les deux universités de la Bundeswehr située à Munich et à Hambourg. Ainsi les matières enseignées sont les mêmes que celles des universités civiles et les diplômes délivrés y sont unanimement reconnus.¹⁴

La raison principale qui conduisit à l'introduction d'études civiles fut le fait que, contrairement à ce qui se passe dans l'armée française, une grande part des officiers allemands ne restent qu'un temps dans l'armée et s'en retournent ensuite à la vie civile. Afin de faciliter cette transition, mais aussi de rendre attractive une activité temporaire dans les forces armées, la Bundeswehr s'est sentie obligée de proposer un cycle d'études supérieures ouvrant sur un emploi dans le civil ; une autre raison étant que les postes à responsabilité sont censés être fondés et reconnus sur la base d'un acquis universitaire. Par son érudition, on espérait améliorer l'image du métier d'officier de carrière, pouvant être, ce faisant, considéré au rang d'un emploi académique.

¹³ La grande perméabilité entre les corps des officiers et celui des sous-officiers pourrait être une raison qui fait que tant de candidats sous-officiers ont le baccalauréat. Par le détour de la carrière de sous-officier ils peuvent devenir officiers en économisant ainsi l'école d'officier et surtout le concours et les deux ans de préparation à celui-ci.

¹⁴ A propos de la formation des officiers voir Klein, P. ; Mackewitsch, R : Training and education of officers in the Bundeswehr, in : Caforio, G. (Ed.) : The European Officer : A comparative View on Selection and Education. Livorno 2000

L'introduction des études a permis un élargissement de la base de recrutement des officiers et ne sont plus rares désormais les candidats issus de la classe moyenne ou même de la classe ouvrière¹⁵. Cela conduisit à ce que Detlef Bald évoquait, en 1977 déjà, à un embourgeoisement du corps des officiers.¹⁶ L'influence du système scolaire et de formation de la République fédérale se traduit dans le fait que le Bac (*Abitur*) est resté la condition nécessaire pour atteindre la position d'officier de carrière. La conséquence est que peu de sous-officiers passent dans le corps des officiers d'armes. Il ne leur reste que la possibilité de devenir officier du service militaire où, en règle générale on ne peut dépasser le grade de capitaine, exceptés quelques cas rares devenus officiers supérieurs.

En ce qui concerne les relations interpersonnelles au sein des armées des deux États, on ne peut que constater des particularités en rapport plus ou moins direct avec les différents systèmes éducatifs.

Venant directement de l'école où ils étaient amenés à tenir un rôle plutôt passif, la plupart des jeunes Français qui entrent dans l'armée, soit comme engagés volontaires soit comme appelés du service national, sont donc habitués à accepter l'autorité et un système de commandement qui repose sur l'obéissance. Aussi, on peut s'attendre à ne rencontrer qu'assez peu de difficultés d'adaptation aux conditions de la vie militaire.

Il en va tout autrement de leurs camarades allemands. Ceux-ci, en effet, ont soit déjà exercé une fonction où ils avaient une relative indépendance, et le cas échéant, gagnaient bien leur vie, soit ils sortent de l'école dans laquelle individualité et autodétermination ont joué un rôle important. Dès lors, se résigner aux conditions de la vie militaire leur est difficile et déplaisant. Même si la solde est copieuse en regard de leurs homologues français, les appelés allemands, qui occupaient préalablement un emploi, se sentent rabaissés, ne recevant plus que de l'argent de poche, et par ailleurs, comme leurs camarades issus directement du "lycée", les restrictions portées par l'environnement militaire à l'exercice de leur liberté sont ressenties comme inadmissibles. Il leur est donc rendu difficile d'accepter des ordres d'autant qu'il n'est pas rare que la perception de leur sens soit confuse. Ces jeunes considèrent les usages militaires comme trop frustes et l'obligation qui leur est faite de s'adapter à une vie en communauté comme une gêne. Ces jeunes recrues, qui sortent de l'école, sont habitués à porter un jugement critique et ont également appris à s'informer de leurs droits. C'est ce qu'ils continuent de faire dans le milieu militaire ce qui ne contribue pas toujours à faciliter les relations entre supérieurs et subordonnés. Ceux qui occupaient un emploi avant leur incorporation dans l'armée veulent également, en général, exercer ce même emploi dans l'armée. Si c'est le cas, alors ils ont l'impression qu'on ne leur donne pas assez d'activités, et dans le cas contraire, ils s'estiment défavorisés et réagissent conformément à leur mécontentement.

Les recrues militaires de France et d'Allemagne ne font pas seulement la rencontre dans leurs armées respectives de systèmes de valeurs différents à ceux qui leur sont proposés dans le civil, mais ils viennent également de sociétés dont les échelles de valeurs ne correspondent pas toujours l'une avec l'autre.

¹⁵ voir Bald, D. : Personalpolitik für die Offiziere der Bundeswehr, in Klein, P.; Kuhlmann, J.; Rohde, H. (Hrsg.) : Soldat – Ein Berufsbild im Wandel, Bd. 2 Offiziere. Bonn, Dortmund 1993

¹⁶ voir Bald, D. : Bad, D. Rekrutierung, in : Zoll, R. ; Lippert, E. ; Rössler, T. (Hrsg.) Bundeswehr und Gesellschaft. Ein Wörterbuch. Opladen 1977, p. 255

2. Valeurs et changements de valeurs en Allemagne et en France ¹⁷

La divergence de perception de valeurs a été repérée dans notre groupe dans de nombreuses discussions qui, de ce point de vue, furent significatives aussi bien en sessions plénières qu'en petits groupes de travail. Cela donne raison aux conclusions portées par les enquêtes d'opinion comme, par exemple, l'enquête annuelle européenne sur les valeurs et qui relève, en ce domaine, l'existence de différences franco-allemandes. Il faut cependant nous limiter aux domaines respectifs des relations de travail, de la politique, de la famille et de l'État en les mettant, chaque fois, en relation avec les différences entre les deux armées.

3.1. Relations de travail

L'époque où les Allemands "vivaient pour travailler" est depuis longtemps révolue. Aujourd'hui, ce serait plutôt le cas des Français. Ce n'est pas tant qu'ils considèrent le travail comme le centre de leur vie, ils le voient plutôt comme une contrainte, mais ils sont plus disposés que les Allemands à se soumettre à l'autorité dans le travail. Ces derniers tendent, en revanche, à considérer travail et temps libre comme étant d'importance égale et envisagent alors le travail sous l'angle par lequel il pourrait le mieux satisfaire la réalisation du temps libre. C'est ainsi qu'ils attachent plus de valeur que les Français à des réglementations libérales de l'organisation du travail, aux avantages horaires, à la réglementation des congés et aux mesures permettant de limiter "le stress au boulot"¹⁸. Il n'est pas rare qu'ils évaluent la qualité d'un emploi aux possibilités qu'il offre d'un épanouissement personnel et au fait de pouvoir y développer leur capacité d'initiatives. Les structures hiérarchiques dans le milieu du travail sont familières aux Français et sont largement acceptées. Au contraire, les Allemands les rejettent et les considèrent avec méfiance. Alors que chez les Français, les travailleurs s'en remettent fréquemment à l'avis d'une personne, chez les Allemands, c'est plutôt la mission qui se trouve au premier plan et qui agence le travail.

Ces orientations fondamentales de l'organisation du travail se traduisent également dans les armées. Alors que dans les forces armées françaises, on ne connaît pas, jusqu'alors, des compensations du temps de travail pendant le service et que le recrutement des jeunes ne semble pas en souffrir, une telle carence dans la réglementation de la Bundeswehr n'aurait pas seulement pour effet de rendre plus difficile le recrutement des volontaires, mais elle entraînerait aussi une irritation considérable des troupes et conduirait à des recours parlementaires. Parallèlement à ce qui se passe dans le monde du travail en France, on retrouve dans l'armée française l'instauration d'un lien patriarcal entre supérieur et subordonné ; on peut constater que, certes, il reste à ce dernier peu de liberté de décision, mais que la coopération fonctionne cependant très bien. Par contre, dans la Bundeswehr, on est, comme cela se produit dans n'importe quel emploi du secteur civil, plutôt attaché à la réalisation d'une mission et fier de mener à bien une stratégie de traitement de tâches, c'est-à-dire, à coordonner les efforts vers un résultat donné. Barrère-Maurisson et Robert soulignent cette différence dans les termes suivants : "Le modèle français se caractérise par son formalisme, son autoritarisme et le respect de la hiérarchie. Il fonctionne essentiellement sur le principe du "bon vouloir", et des arrangements individuels. Le modèle allemand se caractérise par son libéralisme, son rejet du formalisme, son fonctionnalisme, une défense des droits opiniâtre."¹⁹ (en français dans le texte allemand)

3.2. Le domaine de la famille et de l'État

Des différences importantes existent également au niveau des valeurs familiales, comme l'a bien montré le débat organisé lors d'un de nos stages qui s'est déroulé à Lyon et qui concernait l'éducation des enfants. En France existe un intérêt marqué pour la famille dont on est prêt à accepter les différentes formes et où on est enclin au consensus de valeurs entre générations. De même, les Français ont une attitude beaucoup plus favorable envers l'activité professionnelle des mères. Chez les Allemands,

¹⁷ Ce chapitre s'appuie largement sur l'article de Kaelble, H. : Wertewandel in Frankreich und Deutschland, in : Köcher, R. ; Schild, J. (Hrsg.) a.a.O., S.309-324

¹⁸ Riffault, H. : Arbeitswerte in Deutschland und Frankreich in Köcher, R. ; Schild, J. (Hrsg.) : a.a.O., S.116

¹⁹ Barrère-Maurisson, M.-A. ; Robert, G., a.a.O. p.71

tout au moins dans les anciens Länder, prévaut un point de vue plus centré sur l'individu que sur la considération portée à la famille. Mais, de façon paradoxale, cela s'accompagne d'une position plutôt sceptique vis-à-vis de l'activité professionnelle des mères.

Les positions à l'égard des interventions de l'État sont également très contrastées. Alors que la plupart des Français ne voient que peu d'objections au fait que l'État intervienne dans l'aménagement de la politique familiale, par le biais de subventions et par l'instauration d'un système préscolaire qui facilite l'activité professionnelle des mères et qui est considéré comme un complément éducatif, les familles allemandes se défendent contre un État dont les interventions au niveau de la famille sont accueillies avec méfiance et réserve.

Les deux armées sont également concernées par ces valeurs familiales et l'attitude prise envers l'État. Ainsi, la plus grande disposition des Français à recevoir sans méfiance les interventions étatiques peut avoir pour incidence de leur faire accepter l'armée comme quelque chose de plus naturel que ne le font les Allemands. Le refus de l'activité professionnelle des mères pourrait être une des raisons qui permette de comprendre pourquoi les Allemands s'opposent plus durement que ne le font les Français à l'admission des femmes dans les forces armées au point d'être contraints, par un jugement de la Cour de Justice européenne au début de l'année 2001, de leur ouvrir plus largement les portes de l'armée.²⁰

²⁰ voir Kümmel, G. ; Klein, P. ; Lohmann, K. : Zwischen Differenz und Gleichheit. Die Öffnung der Bundeswehr für Frauen. SOWI-Berichte 69, Strausberg 2000

3.3. L'échelle de valeurs politiques

Si on en croit les sondages d'opinion et que l'on compare l'ensemble des États européens, les Allemands seraient particulièrement politisés et les Français se désintéresseraient de la politique. Cela repose sur le fait que les Allemands sont plus fortement organisés en partis politiques que ne le sont les Français. Ainsi par exemple, en 1990, 31% des Français avaient déjà participé à une manifestation, 9% à des grèves sauvages et 7% à une occupation d'usine contre respectivement pour les Allemands à 19%, 2% et 1%.²¹ Il apparaît bien qu'existe, comparativement aux Allemands, une plus forte disposition des Français à la grève et à l'action militante. On relève ici, dans les comportements des gens, des façons différentes d'exprimer une protestation. Alors que pour contester l'utilisation de la force nucléaire et pour signifier leur préoccupation pour la protection de l'environnement, les Allemands s'engageaient en nombre dans des mouvements pour la paix, les Français, eux, descendaient dans la rue pour manifester contre presque tout ce qui les importunait. Et au début des années 90, ce qui retenait ainsi l'attention des Français, concernait les questions d'éducation et de formation.

Si on se demande en quoi et jusqu'à quel point les institutions militaires sont concernées par cette différence entre les échelles de valeurs politiques séparant la France et l'Allemagne, il apparaît alors évident que l'armée française s'est toujours écartée de la politique et que cela ne rencontre aucune résistance. Toute activité politique y est proscrite et une "formation civique et politique" (*Politische Bildung*) obligatoire pour les soldats, à la manière de ce qui se fait dans la Bundeswehr, est inconnue dans l'armée française. Il a déjà été abordé grossièrement, qu'il n'y a pas dans l'armée française ce qui existe dans la Bundeswehr, à savoir des syndicats, des corporations professionnelles ou des représentations élues de soldats. Et cela a certainement à voir avec la tendance française à militer et cette forte propension du syndicalisme à faire la grève. En France, l'idée de grève est quasi systématiquement associée au terme de "syndicat". Et, dans l'armée, cette attitude renvoie à la notion de "mutinerie". Aussi, l'idée que les soldats pourraient se constituer en corporations professionnelles et que de telles organisations pourraient agir sans faire la grève, à l'exemple des Allemands, est totalement étrangère à l'armée française et, en particulier, parmi le corps des officiers.

4. Conclusion

On pourrait dire ainsi, en résumé, que les systèmes de formation et le sens des valeurs existant en France et en Allemagne présentent des divergences et que cette disparité s'exprime dans les applications réalisées par l'un et l'autre pays. Cela se traduit aussi sur l'ensemble de nos rencontres, où la confrontation aux autres entraîna presque toujours l'émergence de points de vue inhabituels voire inconnus. Selon les expériences, les attitudes personnelles des uns et des autres, leur savoir, la coopération avec les ressortissants de l'autre pays a conduit, soit à confirmer les jugements déjà existants, soit à éveiller la curiosité et l'intérêt pour des réalités nouvelles.

D'un autre côté, ce travail nous a incités à comparer notre propre situation à celle des autres, notamment dans ce cas, les situations entre nos armées, leurs us et coutumes. Chez certains participants, les jugements produits au cours de cette coopération ont visiblement mené à une remise en cause enrichissante de leurs positions reposant tout simplement sur des préjugés. L'un ou l'autre a pu être incité, à travers le fait d'apprendre à connaître les différences et leurs fondements, à porter un nouveau regard sur son environnement habituel (ce n'est pas si mal) ou bien à le dévaluer indirectement (l'autre est mieux). Mais il est tout aussi possible que ce processus ne mène qu'à la simple reconnaissance des raisons d'être des différences enracinées dans les cultures nationales. Elles devraient rester "autres" car elles ne peuvent être rangées dans un schéma "mieux – mauvais". Elles devraient contribuer à rendre le vivre ensemble en Europe plus intéressant et plus varié.

*Traduit de l'allemand par Hélène Trachez
Patrick Mignon*

Réponse à Paul Klein du point de vue français

²¹ Ces chiffres reposent sur : European Values Survey 1990

Les rencontres OFAJ sont un lieu où peuvent s'éprouver les traditionnelles oppositions entre visions françaises et visions allemandes de la société. Elles s'expriment, sur un plan très pratique, à travers les manières de faire de chacun dans le fonctionnement des sessions ; ce faisant, elles génèrent des accusations, le plus souvent feutrées, ou des mouvements d'humeur concernant, notamment, les façons de se comporter dans l'organisation du travail. On se plaint ou on se moque de la frivolité des uns, de l'absence d'organisation des autres, du manque de sérieux ou du trop de sérieux des uns ou des autres, du manque d'adaptabilité des uns et du goût de l'improvisation des autres, des illusions qui gouvernent chacun, etc. Toutes ces émotions liées au travail en commun se retrouvent sous une forme théorique dans les analyses qu'on peut faire du fonctionnement des institutions des deux pays, que ce soit l'armée, l'entreprise, l'école ou la famille. Les différentes études présentées par Paul Klein décrivent bien cette différence des fonctionnements : d'un côté, la hiérarchie des grands corps, l'Etat-instituteur ; de l'autre, on l'imagine, quand ce n'est pas explicité, en prenant le contre-pied l'exemple français, ce qui apparaît comme une société obéissant à des critères moins formels, qui se veut plus égalitaire, se défendant contre la trop grande emprise de l'Etat. On peut y voir aussi une expression des oppositions plus profondes, fondées philosophiquement ou sociologiquement, entre société allemande et société française qui s'appuient sur l'opposition entre *Kultur* et Civilisation ou entre la *Bildung*, long processus d'auto-formation, et l'éducation de l'individu par l'Etat dans le cadre de l'école républicaine.

Le jeu de la polémique

Comment considérer ces oppositions ? Elles ont un usage polémique et servent à situer les sociétés sur un axe vertueux. Prenons l'exemple classique de la soumission à l'autorité : d'un côté, on aurait l'individualisme irresponsable fondé sur la fausse liberté qui se contente de désobéir, de l'autre, l'obéissance fondée sur l'autodétermination ou la raison, auquel répond le soupçon de la soumission allemande à l'autorité d'une communauté. Elles servent aussi à s'interroger sur les mérites comparés des deux sociétés en terme d'efficacité sociale, culturelle ou économique de chacun des deux systèmes. On peut en effet compter les points et observer les cycles historiques qui font qu'un pays passe du statut de modèle à celui de mauvais élève, ce qui semble aujourd'hui le cas de l'Allemagne sur le plan économique (performances en baisse), sur le plan des régulations sociales et politiques (crise du modèle rhénan de négociation collective), sur le plan scolaire (la formation n'est pas efficace) ou sur le plan culturel (l'autonomie des jeunes, c'est aussi des sous-cultures violentes comme les hooligans ou les skinheads).

En fait, le jeu de comparaison est aussi un jeu franco-français : le jeu de la critique est aussi, historiquement, de faire jouer, à l'Allemagne, le rôle de contre-modèle face aux déficits de la société française. Selon les époques, l'Angleterre ou les Etats-Unis permettent de mettre en évidence la discipline, l'esprit d'initiative ou la valeur de l'Etat constitutionnel face aux défauts français. Ainsi, dans les années 1936-1940, pour nombre de politiques, de notables ou d'hommes du peuple, les Allemands étaient vraiment les meilleurs et la défaite militaire était méritée, car elle était la sanction des faiblesses françaises. Dans les années plus récentes, avec un ton plus pacifique, l'accent était mis sur l'efficacité économique et, c'est pourquoi le point de vue polémique aime bien s'y référer, les capacités de négociation collective ou le pragmatisme. Plus récemment encore, dans le cadre de la mondialisation et de la construction européenne, c'est l'allure post-nationale de l'Etat allemand qui était prisé avec sa citoyenneté fondée sur le droit plus que sur l'histoire, sa modestie diplomatique et militaire.

Le déficit démocratique

Mais le texte n'est pas que la manifestation des traditionnelles critiques du modèle français. On peut aussi abonder et aller dans le sens du texte : les analyses des traits caractéristiques du système social français, tels qu'ils sont ici révélés par un regard allemand, mettent bien en évidence ce qui ressort de plus en plus souvent, en France, lorsqu'on porte un regard critique sur les déficits démocratiques de la société française, c'est-à-dire toutes ces situations dans lesquelles les individus sont considérés comme des mineurs qui ont besoin de la tutelle de l'Etat pour se tenir debout.

Par exemple, pour ce qui concerne l'armée, la hiérarchie appuyée sur la tradition dans l'armée française s'oppose au citoyen en uniforme ; dans l'entreprise, la priorité accordée à l'ancienneté, au diplôme et à l'encadrement tue l'initiative et déconsidère le travail ouvrier ; à l'école, la priorité accordée au savoir formel met l'élève sous l'autorité du maître, lui retire toute initiative et laisse de côté l'apprentissage artistique ou du travail manuel, ce qui a des conséquences sur le point précédent puisque cela implique une dévalorisation du travail ouvrier ; on pourrait encore évoquer la famille, où l'attachement entre générations se traduit par une dépendance plus grande des enfants aux parents, ce que remarquent aussi les Britanniques, et qui va donc de pair avec une moins grande autonomie des enfants ; enfin, en regardant la culture populaire, dans les activités musicales ou dans le sport, on voit la différence entre un pays où il existe une forte culture juvénile qui s'exprime aussi bien dans les stades que dans les diverses sous-cultures tandis qu'en France, les phénomènes sont moins apparents, les jeunes semblent moins autonomes culturellement et socialement. Il y a ainsi une véritable injustice faite aux jeunes, en France, si on suit le raisonnement de ceux qui disent que la France a choisi ses retraits plutôt que ses jeunes, qui sont plus souvent chômeurs que dans d'autres pays d'Europe.

Les formes multiples de l'individualisme et la question de l'auto-formation

On se trouve bien face à des manières différentes de produire les individus selon qu'on est en France ou en Allemagne. La puissance, en France, de l'Etat-instituteur induit cette force des diplômes, des grands corps d'Etat, que ce soit les "cyrards", les "normaliens" ou les "X", qui lie le pouvoir et l'omniscience et se fait au détriment de la société civile, des individus ou des corps intermédiaires,

élus, syndicats ou associations. Avec tous les risques que cela peut avoir de produire un système d'irresponsabilité collective par concurrence entre les grands corps ou par retrait des individus des décisions publiques, préférant s'en remettre à la décision de l'Etat.

Il y a ainsi de vraies différences. Ces traits culturels ou ces manières de définir l'idéal humain ont, bien entendu, leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions des deux pays, que ce soit l'armée, l'entreprise, l'école ou la famille. Mais Paul Klein a aussi raison d'insister sur ce qui change en France et en Allemagne comme les rapports au travail en Allemagne ou la distance vis-à-vis de l'Etat en France. Il est ainsi intéressant de noter qu'il est, sans doute, aussi difficile d'accepter l'idée, en France comme en Allemagne, que les autres changent, que l'Allemagne d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier, que la France travaille beaucoup, etc. Mais les stéréotypes demeurent parce qu'ils sont utiles pour appréhender le réel, parce qu'ils contribuent à la réaffirmation des traits spécifiques que les deux sociétés s'attribuent, parce qu'ils rassurent.

Reste une question concernant les différences culturelles entre la France et l'Allemagne qui n'est pas abordée directement par Paul Klein : c'est celle du rapport à l'histoire et de la continuité d'une culture à travers l'histoire récente. Pour comprendre la France contemporaine, ses déficits ou ses avantages, on peut s'appuyer sur la longue histoire de centralisation étatique ou sur l'impact des formes de la civilisation des mœurs dont font partie les civilités du 18^{ème} siècle : la France peut ainsi être "critiquée" en prenant appui sur son histoire. Du coup, s'introduit un déséquilibre dans les discussions entre Français et Allemands, lors des sessions de l'OFAJ proprement dites ou dans la lecture des textes journalistiques ou théoriques, c'est l'impression qu'effectivement l'histoire a démarré en 1945, avec la création de l'Etat constitutionnel, et que l'histoire allemande récente n'est que le déroulement rationnel des attendus contenus dans les principes présidant à la refondation d'une démocratie moderne. C'est peut-être à partir de cette différence qu'on peut comprendre les points de vue différents sur l'autorité. La philosophie du contrat qui s'est développée en Allemagne (on pense à J. Habermas), qui explore les possibilités offertes par la Constitution de 1945, donne effectivement cette image d'une société qui fonctionne à la communication rationnelle, à la recherche du compromis, en ne se fondant que sur les contraintes nées de la discussion et du problème à résoudre. Dans cette situation, l'autorité, confondue volontiers avec le pouvoir, est une contrainte qui prédétermine les résultats de la discussion. Que reste-t-il à l'interlocuteur français sinon supposer qu'il y a quelque chose de très fort derrière cette activité rationnelle de délibération et qui relève d'une culture allemande rendant possible tout cela.

Justement, il semble que cela change aujourd'hui avec le nouveau rôle diplomatique de l'Allemagne réunifiée, avec les débats ouverts sur la Seconde guerre mondiale ou avec la mise en cause de la philosophie du contrat. Malheureusement, sauf pour un vrai spécialiste de l'Allemagne, on a peu d'éléments de compréhension de ce processus.

Pascal Dubellé

Les cultures militaires de la France et de l'Allemagne : deux conceptions, deux histoires parallèles

"C'est seulement en comprenant leurs passés que les Français et les Allemands pourront vivre la plénitude de leur appartenance à l'union de l'Europe. Car si l'avenir se nourrit de l'histoire, c'est l'avenir seul qui confère à l'histoire son véritable sens."

J. Rovan : Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours. Éditions du Seuil, 1998.

Avant-propos

Favoriser le rapprochement des Français et des Allemands est le fondement politique de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ). Cet organisme s'emploie ainsi à mettre en oeuvre rencontres et échanges afin que, se connaissant mieux, s'atténuent les rancoeurs historiques, les préjugés et les peurs qui, si longtemps et si douloureusement, opposèrent Français et Allemands et qui, peut-être, les séparent encore.

Notre projet de recherche a donc choisi d'approcher sous l'angle interculturel franco-allemand la délicate question militaire. Dans le début des années 1990, pareille initiative pouvait apparaître comme une gageure, là où, quelques années plus tôt, elle eût été considérée comme provocatrice. Mais la France et l'Allemagne étaient sur la voie du rapprochement affichant une volonté commune de tourner la page d'une ancestrale rivalité qui fut intellectuelle et culturelle en un premier temps, politique et militaire ensuite avec l'édification de l'Etat Nation.

Des gestes, à forte portée symbolique, avaient été accomplis afin d'asseoir la réconciliation des peuples. Tout le monde gardait en mémoire l'image du président français tenant la main du chancelier allemand devant l'ossuaire de Verdun. Tout le monde se souvenait aussi de la présence d'éléments de la Bundeswehr défilant sur les Champs-Élysées lors des cérémonies militaires du 14 juillet à l'invitation du président Mitterrand, invitation controversée à l'époque, rendue intolérable à certains - l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, bien qu'européen convaincu, étant de ceux-là - car leur était ainsi évoqué trop directement le douloureux et fâcheux précédent de 1940.

Lorsque ce projet prit forme, le bloc communiste venait de s'effondrer créant un nouvel équilibre des forces dans le monde qui confirmait la prééminence politique et militaire des États-Unis d'Amérique. Autres réactions d'importance : l'Allemagne trouvait le chemin de sa réunification alors que, dans le même temps, la Yougoslavie explosait sous l'effet de revendications nationalistes, étouffées par l'ère communiste ; des guerres d'un genre nouveau faisaient leur apparition : des guerres à fort potentiel technologique, initiées par la "guerre du Golfe" en 1991 et poursuivie dans l'intervention au Kosovo en 1999, des guerres dites humanitaires posant de nombreuses questions éthiques (le mot est à la mode), morales, militaires et politiques, des guerres, enfin, où s'exprimaient les nationalismes forcenés et leur volonté d'épuration ethnique qu'on croyait d'un autre âge.

L'établissement de ce "nouvel ordre mondial" eut pour effet de renforcer la coopération franco-allemande autour du projet de construction européenne ; il entraîna aussi d'importants changements au niveau militaire avec la suppression de la conscription obligatoire en France et la participation progressive de la Bundeswehr aux conflits armés, puis son engagement effectif au sein des forces de l'OTAN lors de la dernière intervention dans les Balkans.

Dans ce contexte, l'expérience de la brigade franco-allemande appelait un développement et une collaboration plus étroite encore de nos deux pays. Mais quelle forme et quel contenu pouvait prendre cette collaboration qui rencontrerait nécessairement de multiples difficultés politiques, juridiques, mais aussi d'ordre relationnel, pour ne pas dire culturel, et d'autres tout à fait pratiques ? N'allait-on pas devoir régler d'épineux problèmes de coordination après que la France eût choisi d'engager ses armées sur la voie de la professionnalisation et alors que l'Allemagne désirait garder une conscription censée lui servir de caution morale et de garantie démocratique pour la Bundeswehr ?

Au sortir de l'ère des oppositions idéologiques et à l'heure où la construction de l'Europe communautaire entrait dans une phase plus active avec les accords de Maastricht, il parut donc opportun à l'OFAJ de faire le point sur l'état des cultures militaires de la France et de l'Allemagne. Le moment

semblait propice, il serait révélateur. Aussi notre projet allait-il tenter de prendre la mesure des spécificités culturelles de ces pays en matière militaire et, partant, de concevoir comment intégrer dans une vision communautaire des spécificités qui, par essence, sont nationales.

La notion de culture : culture d'une différence au coeur des relations franco-allemandes

N'étant pas familiarisé avec la dimension culturelle, et encore moins avec l'interculturalité, il fallait se demander, tout d'abord, ce que pouvait recouvrir la notion de *culture* et ce que nous désignons lorsque nous parlons de culture militaire. De même, se posait la question de savoir si ce qu'un Français entendait par culture militaire était entendu de la même façon par un Allemand.

Dans le sens que nous lui accordons, culture n'est pas synonyme de civilisation et notre recherche n'a pas pour objet de comparer la place et le rôle tenus par l'institution militaire dans les civilisations françaises et allemandes ; par culture, nous ne désignons pas non plus l'ensemble des connaissances dont peut se prévaloir un individu ou un groupe d'individus dès lors cultivés, on dirait éclairés, en matière militaire ; nous employons culture au sens sociologique du terme qui définit la culture d'un groupement social comme la résultante de ses diverses composantes linguistiques, historiques, religieuses, philosophiques, éthiques, etc. Ainsi comprise, la culture est à une communauté ce que la personnalité est à un individu, elle est ce qui lui confère une manière d'être, un art de vivre ensemble, ce qui détermine une façon de se penser et de penser les autres.

La diversité des sens attribués au mot culture, équivalent du mot civilisation, marque du savoir et de l'élévation de l'esprit ou désignation d'une identité collective, rendait sans doute complexe la compréhension de ce qui apparaissait dans l'intitulé initial de la recherche sous la dénomination de *culture militaire*. Mais cette difficulté d'appréciation sémantique à laquelle se heurtait notre groupe n'avait pas pour seule raison la polysémie du terme. Les mots ne sont pas que des phonèmes, et culture ne saurait être la simple traduction de *Kultur* et inversement : chacun de ces termes contient un sens propre à sa langue et reste indissociable de l'histoire qui le porte. Or, précisément, l'histoire du mot culture diffère singulièrement d'un pays à l'autre, d'une langue à l'autre si bien que, malgré les apparences trompeuses d'une proximité phonétique, ce que signifie culture militaire en français n'est pas assimilable à ce que désigne *Militärkultur* en allemand.

Denys Cuhe, dans : *La notion de culture dans les sciences sociales* (aux éditions La Découverte, 1996) nous rappelle que le mot culture est présent dans la langue française depuis le XVI^e siècle et ne fait son apparition dans la langue allemande qu'au XVII^e siècle. *Kultur* est alors introduit par la bourgeoisie intellectuelle qui emprunte ce terme français à des fins de politique intérieure. Aux yeux de cette classe politique éclairée, la culture représente ce qui est authentique et qui contribue à l'enrichissement intellectuel et spirituel à l'inverse de la civilisation qui n'est qu'apparence brillante, légèreté, raffinement de surface. Ainsi, pour les intellectuels allemands de l'époque, la culture s'oppose à la civilisation comme la profondeur s'oppose à la superficialité qui caractérise une noblesse de cour civilisée, mais manquant singulièrement de culture.

Avec l'apparition des idées nationalistes au XIX^e siècle, de marque distinctive de la bourgeoisie qu'elle est au XVIII^e siècle, la culture se convertit en marque distinctive de la nation allemande tout entière. Les traits caractéristiques de la classe intellectuelle qui manifestent sa culture, à savoir la sincérité, la profondeur, la spiritualité, sont désormais considérés comme spécifiquement allemands. En Allemagne, l'idée de culture se lie ainsi au concept de *nation* et de façon de plus en plus marquée au cours du XIX^e siècle, les auteurs romantiques opposent la culture, expression de l'âme profonde d'un peuple, à la civilisation définie désormais par le progrès matériel lié au développement économique et technique.

En France, l'évolution du mot est très différente. Un certain engouement dans les cercles cultivés pour la philosophie et les lettres allemandes, alors en plein rayonnement, contribue, sans doute, à élargir l'acception du mot français. Culture s'enrichit alors d'une dimension collective et ne se rapporte plus seulement au développement intellectuel de l'individu. Elle désigne aussi désormais un ensemble de caractères propres à une communauté, mais dans un sens souvent large et flou. On trouve alors aussi bien des expressions comme *culture française* (ou allemande) ou *culture de l'humanité*. En ce sens, *culture* est très proche de *civilisation* et parfois interchangeable avec elle.

Dès lors, aujourd'hui, quand un Français parle de culture militaire, il évoque tout ce qui pour lui, de façon subjective, se rapporte à l'armée et à l'histoire militaire de la France, tout ce qui le rattache,

consciemment ou non, à la composante militaire de la nation française : cette culture militaire entretient ce qu'il est convenu d'appeler le lien Armée-Nation. Pour un Allemand, en revanche, il semble bien que *Militärkultur* renvoie à des éléments beaucoup moins abstraits : pour lui, il s'agit avant tout d'un état descriptif de l'organisation, du fonctionnement et des caractéristiques de l'armée, sorte de code qui fonderait le rapport établi entre cette armée et la société allemande.

Ainsi, la signification de culture militaire se distinguerait de celle de *Militärkultur* par le fait que l'une fait appel à un principe historique et spirituel là où l'autre se base sur une appréciation concrète et présente. Et partant de ces remarques concernant la traduction et la compréhension des termes de culture militaire et de *Militärkultur*, et du "malentendu" culturel qu'elle soulève, nous en arrivons à évoquer tout naturellement une autre notion, incontournable vu le thème de notre étude : la notion de *nation*.

Sentiment d'appartenance nationale et identité culturelle

Les échanges interculturels ont ceci de particuliers qu'ils nous révèlent à quel point nous sommes le produit mais aussi le vecteur de notre culture et, dans le cas présent, de notre culture nationale. Les situations qui nous confrontent à la différence culturelle, c'est-à-dire à l'altérité radicale de *l'autre culturel*, dévoilent ce que nous sommes sans le savoir vraiment et qui réalise notre identité culturelle.

Lors des rencontres organisées autour de notre recherche sur les cultures militaires, chacun, qu'il soit participant ou animateur, a pu faire l'expérience étrange d'être reconnu à travers une identité qui, habituellement, dans le cadre de vie national, n'est pas sollicitée et reste en grande partie ignorée de lui.

La traduction méthodologique de cet état de fait consiste alors à créer une situation interculturelle propice au surgissement et au questionnement des identités culturelles, prisme à travers lequel est appréhendé l'objet d'étude. Autre point méthodologique méritant d'être noté : en situation d'immersion interculturelle, les animateurs/ chercheurs sont, comme les participants, dans un rapport donné à leur culture qui fait qu'ils ne peuvent s'exempter de la part culturelle de leur identité pour se poser en observateur extérieur totalement neutre. Nous sommes donc tous, à la fois, objets et sujets de notre propre étude. Enfin, relevons que le thème retenu, celui des cultures militaires, ne peut manquer d'interroger et de faire réagir chacun de nous du côté de son identité nationale.

Au point où nous sommes, et si nous voulons tenter d'aller un peu plus loin dans l'abord des mécanismes psychiques en jeu, un détour paraît nécessaire. Dans une approche psychanalytique, l'identité culturelle, comme toute identité, résulte d'une acquisition qui passe par différentes étapes suivant en cela les aléas d'une lente maturation qui démarre dans l'enfance et se poursuit à l'âge adulte. Composante de l'identité sociale, notre identité culturelle dessine ses contours et s'affirme dans la rencontre des organisations et des institutions qui nous entourent : la famille, l'institution scolaire, l'Église et, bien entendu, entre autres, l'Armée. Cette identité est donc le fruit d'un processus dynamique par lequel s'instaure un système d'échanges entre l'être singulier et sa communauté culturelle. Ainsi, dans le même temps où l'individu se détermine sur la base d'éléments historiques et culturels représentatifs de son groupe d'appartenance, il renforce, enrichit et transmet à son tour le discours collectif qui soutient l'identité du groupe et, pour une part, la sienne propre. Certes, la culture nous précède et nous précède, mais cette antériorité ne lui confère pas pour autant le statut d'un *Grand Tout* préétabli une fois pour toute, celui d'un *déjà là* à la naissance, qu'il s'agirait d'intégrer par des mesures d'apprentissage. Même si, sortant du dédale d'une initiation qui lui donne accès au langage, l'identité culturelle d'un sujet subit l'influence du discours ambiant, même si sa genèse échappe pour une bonne part à ce qui se voudrait conscient et volontaire, cette identité reste néanmoins le fruit d'une démarche personnelle de telle sorte que, dans son rapport constitutif à la société et à la culture, l'individu ne peut être considéré comme passif ou prédéterminé.

Dans les rapports binationaux, cette identité culturelle tend à se confondre avec l'identité nationale, d'autant plus que, comme il est dit précédemment, le thème y porte. Incontournable, la question nationale a ainsi fait l'objet d'un séminaire complet au cours duquel chacun a pu apprécier, et vivre même, la différence de perception existant à ce sujet entre Français et Allemands.

Lors d'une session, Paul Klein a exposé les résultats d'une enquête effectuée par le SOWI qui évalue le sentiment d'appartenance nationale des Allemands et où il apparaît que ce sentiment est ac-

tuellement lié à l'espace : l'attachement au foyer, au lieu où l'on a grandi, étant donné comme prépondérant. Plus que le fait de se sentir bien entre soi, entre gens de même langue et de même culture, les Allemands d'aujourd'hui, à la différence de leurs parents peut-être, indiquent que de se sentir bien chez soi détermine ce qui les lie à leur nation.

En réalité, les choses sont probablement plus complexes qu'il n'apparaît et l'enquête elle-même relève combien il est délicat de sonder les opinions sur un sujet comme celui-là en Allemagne. Désormais, l'histoire et les arrières-pensées politiques entachent d'un sens malsain des mots comme nation ou national. Dans l'esprit de la plupart des Allemands, il semble bien que "sentiment national" et "nationalisme" soient superposables et que, sauf à afficher une orientation néonazie, on ne puisse se dire fier d'être Allemand sans en éprouver de la gêne.

Sous cet angle, les Français apparaissent volontiers cocardiers, toujours prompts à invoquer le caractère national de leurs réalisations. Là, où en Allemagne, le qualificatif d'État est employé pour désigner des administrations centrales, en France, c'est l'adjectif national qui est retenu. Ainsi, dans notre pays, sont qualifiés de nationaux bon nombre d'organismes, instituts et institutions, sans que cela désigne nécessairement le fait que leur champ d'application s'étende à l'ensemble du territoire français. Dans cet esprit, l'idée nationale rejoindrait l'idée républicaine, celle d'une République une et indivisible.

Aussi, bien qu'il soit difficile de l'affirmer avec autant de netteté, le sentiment d'appartenance nationale repose, en France, sur la juxtaposition d'une conscience politique, celle d'un peuple en charge de son destin, et d'une conscience historique, celle d'individus légataires d'un héritage à entretenir. En ce sens, tout en nuancant le propos, la conception de la nation, qui prévaut aujourd'hui encore en France, correspond assez bien à la définition établie par Renan en 1882 dans sa célèbre conférence : "*Qu'est-ce qu'une nation?*", à savoir celle d'une âme et d'un principe spirituel.

Nation ethnoculturelle attachée à son espace vital, nation politique attachée à son passé et à son patrimoine (un mot qui n'a pas de traduction en allemand), communauté linguistique et culturelle animée du désir de vivre ensemble, expression du Génie d'un peuple, entité subjective d'une âme, la France et l'Allemagne pourraient être un peu tout cela à la fois. Aujourd'hui, n'est plus aussi tranchée, car moins nécessaire sans doute, la distinction opérée au XIXe siècle qui opposait deux modèles de nation : le modèle français subjectif, à vocation universelle, d'essence politique et historique, et le modèle allemand objectif, particulariste, fondé sur des critères ethniques et culturels. Hier encore (jusqu'à la Seconde guerre mondiale), le contexte social et politique portait à exacerber les différences nationales, afin de réunir, dans un même ensemble, les diverses composantes territoriales et culturelles. La nation proposait alors un système unifié de représentation, apte à créer des symboles et du sens, apte aussi à favoriser le développement d'un imaginaire collectif avec ses héros, ses mythes et ses légendes. Chacun était amené à se reconnaître dans cette entité et à y conforter son identité ; chacun pouvait se sentir animé du désir unitaire qui transcende les particularismes régionaux et, comme l'évoquait Renan, du désir d'écrire une histoire qui soit commune à la nation tout entière.

Or, à notre époque et pour nos pays, le projet n'est plus tant celui qui conduit à l'édification de nations et à la création d'identités nationales mais bien plutôt celui qui conduit à la construction d'une Europe commune à des nations désormais constituées. Pour l'individu citoyen de France ou d'Allemagne, il devient nécessaire de passer d'une conscience collective de dimension nationale à une autre qui atteigne la dimension de l'Europe. Pour cette raison, sans être pour autant gommé, le sentiment d'appartenance nationale s'en trouve passablement émoussé.

Quant à l'Allemagne, s'ajoutent deux éléments qui amplifient cette atténuation du sentiment national : la partition de son territoire après la Seconde guerre mondiale et le fait, qu'en raison du drame nazi, il existe désormais une forme de tabou portant sur toute référence à la nation allemande, une nation sur laquelle plane à jamais l'ombre de la faute.

Tout ceci participe à la complexité encore perceptible des échanges franco-allemands qui se déroulent sur ce thème. Qu'elle porte sur la définition de ce qu'est une nation ou qu'elle s'arrête sur le contenu d'un sentiment national, et la communication entre Français et Allemands se brouille. Malgré les efforts d'ouverture, malgré les liens d'amitié qui nous rapprochent dans ces sessions de l'OFAJ, chacun semble comme prisonnier de "sa" nation et se révèle alors incapable de comprendre l'autre ; chacun reste impuissant à se mettre à la place de l'autre pour y discerner avec suffisamment d'acuité quelle est, dans cette autre culture, la part imaginaire soutenue par la nation et quel y est, actuellement

encore, son pouvoir d'évocation symbolique. Il y a là véritablement, sur ce sujet, la rencontre d'une barrière culturelle.

Le lien Armée-Nation en France et en Allemagne : une réalité controversée

Les Français invoquent assez facilement la nation, ce qui tend à montrer qu'elle existe encore pour eux ; en Allemagne, en revanche, cette appellation semble désormais hors d'usage, si bien qu'on peut se demander, quelle réalité recouvre la nation pour un Allemand né après la Deuxième guerre mondiale. A partir de là, on peut s'interroger aussi sur la nature et le contenu du lien établi, en Allemagne et en France, entre les citoyens et leur armée.

En France, comme en Allemagne, l'armée est un corps constitué de l'État ; comme institution, elle est même un des piliers qui lui assurent son pouvoir ; par ailleurs, l'armée est constitutionnellement subordonnée à l'ordre politique.

Ceci étant posé, et ne faisant l'objet d'aucune remise en cause, il semble qu'en tant que Français, nous reconnaissons une autre réalité au lien qui nous unit à l'armée, une réalité qui ne se limite pas aux seules dispositions constitutionnelles et réglementaires, mais qui repose sur un socle plus affectif et subjectif. Nous parlons ainsi d'un lien Armée-Nation pour traduire un style et une nature de relation à notre armée où les sentiments occupent une large place. Cet investissement affectif assez particulier connaît certes des bonheurs variables dans l'histoire, mais il ne fait jamais défaut ; il s'accorde probablement à ce que nous attendons d'une armée chargée d'assurer une défense et une indépendance qui nous sont chères et qui, depuis 1789, se traduit par le fait que la défense du pays par les armes est devenue l'affaire de tous : ainsi la levée en masse de 1792, ainsi la forme obligatoire et universelle que nous donnons (ou avons donnée) à la conscription.

En Allemagne, il apparaît que le lien établi entre la société allemande et l'armée fédérale est organisé par l'État, ce lien prenant alors une nature essentiellement contractuelle. Dans un exposé sur : "*la Bundeswehr : une armée pas comme les autres*", Paul Klein souligne ainsi combien les Allemands - gardant la mémoire du précédent créé sous la République de Weimar - redoutent que leur armée ne constitue un État dans l'État (souci partagé d'ailleurs, dans les années 1950, par les voisins occidentaux). C'est la raison pour laquelle sans doute, lorsque fut créée la Bundeswehr, l'État fédéral dut instaurer un cadre juridique et constitutionnel déterminant précisément la place et le rôle dévolus, dans la société, à cette nouvelle armée. Aussi, afin de s'assurer qu'aucune différence ne s'exerçât entre le monde militaire et le monde civil, fut édicté un code de conduite, "*l'Innere Führung*", censé régler, sur un mode démocratique, la gestion des rapports interindividuels au sein de cette armée. Dans cette optique également, la conscription n'avait pas tant pour objet d'entretenir un lien entre les Allemands et la Bundeswehr, mais bien plutôt, en les incorporant, d'en faire des citoyens en uniforme, chargés d'entretenir la flamme démocratique dans l'armée allemande.

Ce qui apparaît ici pour les Allemands comme une garantie démocratique donnée à eux-mêmes (et aux autres démocraties) peut aisément se comprendre en raison d'un passé encore récent. Mais cette froide conception juridico-politique du lien établi entre le citoyen allemand et son armée ne peut que susciter la perplexité des Français pour qui ce type de rapport, dénué de toute passion, ne saurait convenir à rapprocher les univers militaires et civils. Certes, contrôlée de la sorte, on veut bien croire que l'armée allemande est "maintenue dans ses casernes", mais pour autant qu'il paraisse justifié, un tel contrôle étatique ne peut suffire à rassurer et paraît quelque peu inconcevable à l'esprit d'un Français, dans la mesure, où, supposant que l'armée pourrait faire le lit d'une dictature, il jette la suspicion sur un corps d'État et le discrédit sur les agents qui le servent.

Il ressort donc de ce propos que, même si les Français peuvent se montrer intéressés par l'application de règles démocratiques dans une institution militaire qui, par nature, est autoritaire, ils demeurent néanmoins plutôt sceptiques et réservés à l'égard de ce qui nous est présenté comme *le système allemand* et ils ne parviennent pas à croire que la réalité du lien, unissant les Allemands à leur armée, puisse ainsi se résumer à un simple rapport légal. En revanche, ce qui apparaît dans cette volonté affichée de garantie démocratique, c'est de quel poids exorbitant pèse l'impossible héritage laissé par le militarisme allemand et son horrible prolongement nazi, tout paraissant organisé et dit désormais en contrepoint de ce qui fut fait et dit auparavant en Allemagne.

Terrible césure dans l'histoire d'un peuple ! Effet pernicieux et différé du crime nazi qui ferait de l'Allemagne une démocratie éternellement inquiète d'elle-même et de ses institutions !

Sujet sensible, ce point essentiel à la compréhension du rapport complexe et douloureux qu'entretiennent les Allemands avec leur culture militaire n'a été évoqué que tardivement dans le déroulement de nos sessions et il le fut à la faveur d'un atelier qui utilisait le support de photographies personnelles.

Pour conclure

Peut-être en raison du fait qu'une très longue histoire les lie à leur État, les Français semblent entretenir une relation de confiance avec les institutions qui assurent la pérennité de cet État. Parmi ces institutions majeures se trouve l'armée dont on a vu de quel investissement elle était l'objet, nourrissant ainsi ce qu'on peut appeler *la culture militaire française*.

Malentendu ou incompréhension culturelle, ce lien de confiance entretenu par les Français avec leurs institutions (et qui, peut-être, repose sur une illusion) semble pouvoir être compris outre-Rhin comme une acceptation du fait institutionnel et de son autorité sur l'individu, voire même, comme le témoignage d'une soumission plus ou moins aveugle.

Pour les Français, les précautions prises par les citoyens allemands et leur prévention à l'égard de leurs institutions (et en particulier vis à vis de l'armée) sont perçues comme une marque de défiance. Passé un certain étonnement, passé aussi le premier mouvement qui porte à comprendre ce phénomène comme une réaction opposée au militarisme autoritaire d'antan et, surtout, à la sinistre dictature qui suivit, demeure un sentiment d'inquiétude face à ce qui nous apparaît aujourd'hui comme un manque de confiance des Allemands dans leur vertu démocratique.

L'Europe est désormais celle du marché commun et celle des monnaies ; elle sera peut-être demain celle d'une Défense commune. Sans doute faudra-t-il garder la mémoire de nos passés douloureux, mais il faudra aussi voir évoluer les consciences pour qu'elles se tournent de plus en plus nombreuses vers la reconnaissance d'un avenir à bâtir en commun. Mais, pour cela, il nous faudrait assumer ensemble une histoire commune de l'Europe (y compris celle du crime nazi) qui ne soit pas la simple juxtaposition des histoires nationales.

Paul Klein

Réponse à Pascal Dubellé d'un point de vue allemand

Les réflexions formulées d'un point de vue français par Pascal Dubellé sur la culture et la culture militaire nécessitent, d'un point de vue allemand, peu de commentaires. L'auteur souligne, à juste titre, les différences conceptuelles que recourent ces deux termes dans les deux pays. Le concept de *culture* n'a pas, en effet, en Allemagne, la signification universelle qu'il connaît en France, loin s'en faut. Les domaines auxquels il se rattache sont plus restreints, ce sont, principalement, la science, l'éducation, l'art et la littérature. Quant à la notion de *culture militaire*, elle était pendant longtemps presque totalement inconnue en Allemagne et ce n'est que récemment que cet emprunt à l'américain a fait son apparition dans la sociologie militaire allemande. Ce terme désigne l'ensemble des influences qu'exercent les forces armées sur l'individu.

En outre, il me semble nécessaire, du moins dans une perspective allemande, d'apporter un certain nombre de rectifications au jugement que porte Pascal Dubellé sur l'armée fédérale allemande, ainsi qu'à ses observations sur les concepts de nation et de sentiment national.

Evaluation de la Bundeswehr

Dans son article, Pascal Dubellé rappelle, à juste propos, que l'armée fédérale est le produit d'une volonté consciente de rompre avec les armées allemandes qui l'ont précédée. Et, en effet, ainsi qu'en témoigne le Mémoire de Himmerod de 1950 contenant les premières réflexions d'après-guerre sur la création d'une nouvelle armée allemande, "les conditions de mise en place de la nouvelle structure se distinguent à tel point de celles du passé qu'il convient à présent de créer une structure entièrement neuve sans référence aucune aux caractères de la Wehrmacht."²² De même, il est juste de rappeler que l'idée de *citoyen en uniforme*, ainsi que celle d'*Innere Führung*²³ sur laquelle elle repose, ont été conçues dans le but de doter la Bundeswehr d'une idéologie aussi démocratique que possible, une fonction qu'elles continuent de remplir aujourd'hui. La nouvelle armée allemande ainsi créée se distingue à maints égards de l'armée française, mais ne constitue pas pour autant une armée démocratique.

Elle est en effet dominée comme les armées du monde entier par le principe de commandement et de soumission qui ne connaît que de rares exceptions, comme c'est aussi le cas dans l'armée française. La Bundeswehr se caractérise, en outre, par une structure hiérarchique et par la restriction de certains droits civils fondamentaux des militaires. C'est pourquoi elle représente, auprès des Allemands, l'exemple type d'une institution autoritaire. Et pourtant, si on tient compte des droits importants qu'elle accorde à ses soldats, elle apparaît, au plan international, moins autoritaire que les forces armées américaines, britanniques ou françaises. Mais, à l'inverse, un soldat néerlandais ou danois ne se contenterait pas des droits - trop restreints à ses yeux - de ses confrères allemands.

Les origines de la Bundeswehr, de même que la décision consciente d'en faire une armée fondamentalement différente des armées l'ayant précédée, relèvent, aujourd'hui, de l'histoire pour la plupart des militaires. La Bundeswehr, telle qu'elle a été conçue, fait à présent partie du paysage institutionnel allemand, au même titre que les divers contrôles parlementaires et législatifs, par ailleurs nullement considérés comme contraignants, qui garantissent aux soldats un droit de défense et d'expression dans leurs quartiers sur terre et en mer.

Les membres de l'armée fédérale allemande expriment leurs opinions par l'intermédiaire d'organismes professionnels ou de syndicats auxquels ils sont libres d'adhérer, mais aussi par le truchement de représentants parlementaires élus. Il leur arrive même parfois de descendre dans la rue pour manifester. En réalité, il n'existe pratiquement aucune limite à la liberté d'opinion et d'expression au sein de l'armée allemande. Les militaires sont libres de s'exprimer dans la presse ou à la télévision et il n'est pas rare que les ouvrages qu'ils publient soient très critiques à l'égard du gouvernement en place et de sa politique. Les procédures disciplinaires jusqu'ici engagées par le

²² Cité d'après : Rössler, T.: *Innere Führung*, in: Zoll, R.; Lippert, E.; Rössler, T. (dir.): *Bundeswehr und Gesellschaft*. Opladen 1977, p. 123 et suivantes.

²³ N.d.T.: code de conduite gouvernant les relations entre individus au sein de l'armée fédérale allemande.

commandement militaire à l'encontre de ces auteurs particulièrement critiques ont presque toutes échoué. Le Parlement joue, à cet égard, un rôle important en veillant à la sauvegarde des droits des militaires, dont fait partie la liberté d'opinion.

Pascal Dubellé qualifie le rapport entre les citoyens allemands et leur armée de froid et déplore que ce lien soit dénué de toute passion. Si on remplace le terme *froid* par celui de *neutre*, il est alors difficile de contredire ses observations. La Bundeswehr est, en effet, dépourvue de tout pathos et le lien établi avec elle obéit généralement à une logique de rentabilité. Si, par le passé, la grande majorité des Allemands ont donné leur assentiment à l'existence de l'armée fédérale, c'est parce que celle-ci était le garant de la sécurité de l'Etat allemand face à une menace extérieure réelle et perceptible. Lorsque cette menace disparut, au moment de l'effondrement du bloc communiste et de l'Union soviétique, l'armée allemande traversa une crise : elle semblait avoir perdu sa raison d'être. Les raisons qui, par la suite, ont été invoquées par le pouvoir pour justifier le maintien de la Bundeswehr étaient tantôt trop abstraites (par exemple l'argument présentant les forces armées comme une arme nécessaire dans la lutte contre le mal dans le monde), tantôt trop étroitement liées à l'idée d'un Etat Nation au sein duquel l'armée serait un symbole indispensable de la souveraineté étatique. C'est un arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral allemand (*Bundesverfassungsgericht*) autorisant la participation de la Bundeswehr aux opérations de maintien de la paix qui modifia la donne : la plupart des Allemands comprirent que leur pays ne pouvait pas se soustraire éternellement à ses obligations internationales de maintien et de rétablissement de la paix et que ceci exigeait que l'on reconnût une utilité à l'armée allemande. C'est aussi à cette époque que s'engagea en Allemagne une polémique sur le service militaire, mais celle-ci ne remit finalement pas en cause le principe de non-participation des conscrits aux opérations de maintien de la paix.

Forces armées et sentiment d'appartenance nationale

Si les Allemands voient en l'armée un *mal nécessaire* - une conception plutôt détachée si on la rapproche de celle des Français -, ceci est, sans doute, aussi lié au fait qu'ils aient perdu, dans une large mesure, tout sentiment national. La réunification n'y a rien changé, même si, pour une courte durée, elle a ranimé les sentiments nationaux. Les Allemands ont, certes, le sentiment d'appartenir à un groupe, celui des Allemands, à "un ensemble de personnes ayant le sentiment de former une nation"²⁴, mais il ne faut pas oublier que "pour un Allemand, le fait d'être allemand et d'appartenir au groupe des Allemands ne constitue pas une question essentielle".²⁵ Et comme l'a souligné Pascal Dubellé, ceci s'explique en premier lieu par le passé national-socialiste de l'Allemagne et par la déformation du concept de nation qui s'y rattache. Parmi les autres facteurs ayant pu jouer, il y a certainement aussi le souci premier des Allemands, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'assurer en priorité leur existence matérielle, de reconstruire leur pays et d'améliorer leur niveau de vie, ne gaspillant pas leur énergie pour des "valeurs supérieures". Si l'idée d'un Etat unifié et centralisateur fut pendant si longtemps reléguée au second plan, ceci est aussi dû aux longues années de souveraineté tronquée de la "République de Bonn" (une souveraineté restreinte acceptée par les Allemands) et à la place importante accordée au fédéralisme.

Faut-il regretter que le sentiment d'appartenance nationale soit peu développé chez les Allemands ? Dans les cercles conservateurs, on déplore que la nation soit peu présente dans la vie quotidienne et qu'elle touche moins les Allemands que leur sentiment d'appartenir à un groupe social ou à une région, mais ce phénomène présente aussi des avantages. En effet, la conscience nationale entrave toujours la perception et l'appréciation d'autres nations, pouvant ainsi être à la source d'agressions et de conflits.²⁶

C'est pourquoi il est possible d'avancer que ce sont justement l'atténuation de leur sentiment national, leur fierté nationale incomplète et leur absence de conscience nationale qui permettent aux Allemands de mieux comprendre les autres nations et de s'engager davantage au sein d'organisations supranationales.

²⁴ Tajfel, H.: Gruppenkonflikt und Vorurteil. Entstehung und Funktion sozialer Stereotypen. Berne, Stuttgart 1982, p. 70.

²⁵ Thomas, A.: Grundriß der Sozialpsychologie. Vol. 2. Göttingen 1992, p. 67.

²⁶ Voir Gallenmüller, J.; Wakenhut, R. : Zur Theorie und Operationalisierung von Bewußtsein nationaler Zugehörigkeit, in: Nationalbewußtsein und „neuer National-ismus“ bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen. SOWI-Arbeitspapier Nr. 75, Munich 1993, p. 25.

La Bundeswehr, modèle de coopération multinationale

L'armée fédérale allemande peut, sans conteste, servir d'exemple en matière de coopération internationale. Sous le III^e Reich et aussi sous l'Empire, l'armée symbolisait le militarisme allemand et la naissance de l'idée de nation. Aujourd'hui, la Bundeswehr peut avancer, sans contredit, qu'elle est l'armée la plus intégrée qui soit au sein des structures internationales. Ses soldats travaillent en collaboration avec des Français dans la Brigade franco-allemande ; avec des Français, des Belges, des Luxembourgeois et des Espagnols au sein du Corps européen ; avec des Néerlandais dans le cadre du Corps germano-néerlandais et avec des Polonais et des Danois au sein du Corps Nord-Est. Il existe, en outre, un Corps germano-américain et un Corps américano-allemand. Le dernier Corps national installé à Potsdam fut, quant à lui, dissout en 2001. Ainsi, aujourd'hui, chaque soldat de l'armée allemande est, d'une façon ou d'une autre, sous le commandement d'une autorité militaire supranationale et est ainsi amené à côtoyer des soldats d'autres nationalités dans l'exercice de ses fonctions. La situation est analogue dans l'armée de l'air et dans la marine.

Des travaux de sciences sociales ont démontré que l'existence de structures militaires distinctes, de traditions et d'us et coutumes différentes les unes des autres, de même que la persistance de préjugés nationaux, entraînent des frictions, des malentendus et des erreurs d'interprétation. Mais ces études soulignent aussi que la multiplication des contacts entre soldats de nations différentes peut faciliter une meilleure compréhension réciproque et favoriser l'apparition d'un esprit de corps supranational.²⁷ Sur ce point, Freiherr von Steinäcker, ancien Général Adjoint du Corps germano-néerlandais, déclara, en 1996 : "La binationalité enrichit, à condition de regarder davantage vers l'avenir que vers le passé et de privilégier les points communs plutôt que les divergences".²⁸

Traduit de l'allemand par Dominique Seillon

²⁷ Voir Klein, P.; Rosendahl Huber, A.; Frantz, W.: Zwei Jahre Deutsch-Niederländisches Korps. SOWI-Berichte Vol. 67, Strausberg 1999; Klein, P.: Probleme in multi-nationalen militärischen Einheiten am Beispiel der Deutsch-Französischen Brigade. SOWI-Arbeitspapier Nr. 83, Munich 1993.

²⁸ von Steinäcker, G.: Zum Geleit, in : Kamphuis, P.; Klein, P.; Rosendahl Huber, A. (dir.): Eine einzigartige Zusammenarbeit. Das Deutsch-Niederländische Korps. La Haye 1996, p. 9.

Patrick Mignon

La question de l'autorité et du rôle des forces armées dans la construction d'une citoyenneté européenne

Une des manières de contribuer à une compréhension des cultures militaires françaises et allemandes peut consister à comparer la manière dont fonctionne, dans les deux sociétés, le phénomène de l'autorité. On sait qu'aujourd'hui la question de l'autorité est une question à la mode. Beaucoup de discussions sur la société contemporaine ou de descriptions des maux de la société tournent autour du constat d'un déficit d'autorité ou de son déclin régulier, qu'on prenne pour exemple la famille, la religion ou l'école. Dans un tel contexte, on pourra aussi bien décrire les institutions comme victimes du processus que comme éventuel recours. Ainsi, on parlera du sport ou de la culture comme possibles sources de cohésion, donc d'autorité, face à la crise du travail ou de la socialisation familiale. De la même manière, l'institution militaire peut être touchée par la crise d'autorité ou symboliser la différence dans le déclin ou le rapport à l'autorité dans les cultures françaises ou allemandes : on peut ainsi interpréter les réactions face au mode de commandement à la française et *l'Innere Führung*. Mais elle peut aussi apparaître en même temps comme un recours possible de ré-institution de l'autorité chez les individus qui y vivent ou y passent. On entend souvent les gens s'étonner que tous ces jeunes qui s'organisent dans des bandes, parfois fortement hiérarchisées autour de l'exercice de la menace ou de la violence, ne se dirigent pas vers l'armée pour réaliser leur goût de l'ordre et de la puissance. A ce titre, on regrettera alors la fin de la conscription qui était un des modes d'institution des jeunes hommes, c'est-à-dire d'accès à un statut dans la société, par l'expérience de vie dans une collectivité articulée par des valeurs fortes.

S'intéresser aux cultures militaires françaises et allemandes, c'est essayer de comprendre la place occupée par ces cultures militaires dans l'ensemble plus vaste que constituent la culture française et la culture allemande. Cela signifie identifier des valeurs militaires en ce qu'elles sont communes à deux sociétés et montrer comment elles s'insèrent dans l'ensemble des valeurs de la société : partout, historiquement, les valeurs militaires parleront de courage, de sacrifice, d'honneur, mais au-delà de cette identité elles peuvent être subordonnées aux valeurs de la société dans son ensemble et tenir leur sens de la place qu'on leur accorde dans la défense de la société ou, au contraire, elles peuvent constituer un modèle pour la société qui est pensée sur le mode militaire de l'obéissance, de la hiérarchie, de la discipline, etc. Ce serait la différence entre la France de la 3^{ème} République et le 2^{ème} Reich allemand. Aujourd'hui, on assiste à une convergence, sous la forme d'une place subordonnée du militaire dans les deux pays et une relativisation du corps de croyances traditionnelles des armées, articulé autour de la notion de sacrifice.

Cette évolution mêle des considérations de type technique (transformation des conflits, technologisation, rationalisation des organisations, construction politique européenne) et des considérations de type sociologique ou anthropologique qui évoquent plutôt des changements dans les systèmes de valeurs, donc dans la culture. Utiliser le terme de culture implique qu'on analyse des ensembles qui tiennent parce que ses membres obéissent, de façon spontanée, aux valeurs. Sur quoi se fonde une collectivité ? Sur des croyances communes, des valeurs. Comment se transmettent ces valeurs et qu'est-ce qui fait qu'on y obéit ? On évoque classiquement pour répondre à cette question la force ou la contrainte physique, la persuasion ou la puissance du raisonnement et l'autorité ou la force des évidences admises.

La force ne peut fonder la cohésion parce qu'elle n'est qu'un moment dans un processus : on peut imposer un ordre social par la contrainte physique, une occupation militaire par exemple, mais on est menacé par la moindre faiblesse d'exercice de cette force. Pour durer, il faut que la contrainte physique se transforme en un ordre auquel les membres d'une société puisse accorder une légitimité, soit par la transformation vue comme positive des lois du pays, soit par le maintien des traditions auxquelles les gens ont toujours cru.

La persuasion manque, elle aussi, de continuité et parfois de fondement. Elle nécessite des efforts permanents pour maintenir son effet puisqu'elle repose sur l'argumentation et la recherche de l'accord. De plus, on n'est pas toujours sûr que les arguments qui l'emportent dans une discussion soient rationnels ou moraux, ils pourraient être de circonstance, dictés par l'intérêt immédiat.

Jusqu'à une date récente, c'est l'autorité, c'est-à-dire le pouvoir d'obtenir l'obéissance grâce au prestige accordé par les individus à un homme, un groupe ou une institution, qui paraissait le garant le

plus solide de la cohésion sociale. Selon Max Weber, ce pouvoir d'obtenir l'obéissance repose sur trois sources aux caractéristiques distinctes, mais pouvant se combiner dans la réalité. D'abord, il y a la tradition, c'est-à-dire l'obéissance à ce qui s'est toujours fait et qui renvoie au poids de l'ordre hiérarchique dans lequel le ou les dieux (ordre religieux) ou les ancêtres occupent le sommet, puis les princes (ordre politique), puis les chefs de famille (ordre domestique), chacun de ces ordres étant à l'image de l'autre. Il existe une fondation de la société, rappelée par diverses institutions, fondation par les dieux ou par les ancêtres, qui permet à chacun de s'inscrire dans l'ordre social et qui assure la conformité des comportements par l'obéissance aux principes de la société. Relèvent de la tradition dans les sociétés modernes, toutes les croyances qui se fondent sur l'existence d'un ordre des choses ou d'un corps de valeurs considérées comme incontestables, sur la puissance reconnue à une antériorité (la référence à l'histoire), sur la mobilisation d'un patrimoine ou d'un passé glorieux. Dans cette perspective, les individus sont surplombés par la tradition qui conditionnent leur existence en leur donnant des raisons de vivre ou de mourir et en leur indiquant comment bien vivre et comment bien mourir.

La deuxième source d'autorité est celle qui vient du charisme. Le charisme est une qualité mystérieuse qu'on attribue à des individus à qui on obéit en raison de leur capacité à réaliser des choses extraordinaires. Ce peut être aussi bien un guérisseur, un saint, qu'un homme de guerre qui remporte des victoires ou un homme politique. Dans l'histoire, ce sont les grands fondateurs d'empire ou de religion. Mais le charisme va aussi s'appliquer à des individus porteurs des qualités de prestige d'une profession : l'individu n'accomplit pas nécessairement des choses extraordinaires, mais il représente une fonction ou une valeur à laquelle les individus attribuent une grande valeur et prestige. Selon les époques, le militaire, l'instituteur, l'homme de justice ou le médecin exerçant leur activité bénéficient de ce prestige. Ce prestige vient de la tradition, c'est-à-dire de la croyance qu'on doit obéir à ce qui nous dépasse et ce qui nous a précédé, la loi, le savoir, la patrie, etc. Mais, de plus, ils peuvent effectivement, par leur courage, leur abnégation, leur modestie, apparaître localement comme des équivalents du saint, du guérisseur du sauveur.

La dernière source d'obéissance et d'autorité est celle qui repose sur la croyance en la rationalité de règles impersonnelles fondées sur la légalité ou la compétence. L'autorité ne vient plus de la personne, comme dans le charisme, ou de la plus ou grande proximité aux ancêtres comme dans l'ordre traditionnel, mais de qualités attribuées par des qualifications comme les diplômes, les concours ou par la nécessité technique d'une organisation du savoir ou du travail. On n'obéit pas à son chef parce qu'on croit qu'il a des qualités supérieures ou parce qu'il représente le souvenir de la fondation de la société, mais parce qu'on pense qu'il a les qualifications pour cela ou parce que les règlements imposent qu'on le fasse et qu'on pense que ces règlements sont rationnels parce qu'utiles, par exemple.

Comme dit Max Weber, on voit bien que ce sont des types idéaux, car dans la réalité, les choses ont tendance à se mélanger : un énarque, le symbole même de l'ordre légal rationnel, peut se voir reconnaître des qualités spécifiques qui dépassent la simple définition technique ou académique. Mais ce qui caractérise ces différentes formes d'autorité, c'est qu'elle suppose qu'on croit à la tradition, au charisme, à la compétence.

Et ce qui caractérise la période présente, c'est que cette croyance en l'existence de qualités spécifiques, de prestige, de grâce, tient de moins en moins face à la nécessité de fonder l'obéissance sur la persuasion ou l'argumentation. L'argument d'autorité ne tient plus : être instituteur ne suffit plus pour être obéi et il faut toujours convaincre que l'obéissance qu'on demande est méritée, que non seulement l'ordre ou l'injonction est juste, mais que la personne elle-même mérite, par son comportement et pas seulement par ses compétences officielles, qu'on lui obéisse. Derrière tout rapport d'autorité, doit se reconnaître un rapport de justice qui fait que les principes qui s'appliquent à l'un s'appliquent aussi à l'autre.

Ceci est le résultat du développement des valeurs modernes d'égalité et d'individualisme qui réduisent tout recours à l'autorité ou à la hiérarchie au profit de l'argumentation qui est une forme de rapport égalitaire. Toute une partie de l'histoire depuis le 18^{ème} siècle est celle de la mise en cause des abus d'autorité, que ce soit celle du roi, de l'église ou des parents. Les années 1960 n'ont été que l'achèvement de ce processus, en remettant en cause les institutions ou les valeurs qui avaient servi à combattre les "vieilles" autorités : le savoir, la raison, l'école par exemple, mais ont aussi approfondi les mises en cause concernant les rapports entre les sexes, les rapports au sein de la famille, etc.

Dans ce cadre, certaines sources de l'autorité tiennent mieux que d'autres. La compétence se défend mieux que la tradition, mais on voit bien comment, aujourd'hui, existe une mise en question des experts : on doute que les experts sachent vraiment et on pense qu'ils prennent des décisions sans en mesurer les conséquences ou qu'ils mentent pour ne pas se déjuger (qu'on pense à Tchernobyl et à son traitement en France). La crise d'autorité est une crise de confiance et, dans ces conditions, la compétence vaut parce qu'elle assure une place reconnue et une possibilité de mobilité sociale, des ressources économiques. C'est moins la personne compétente qui a de l'autorité que la compétence comme moyen utile pour être quelqu'un. Et celui qui transmet la compétence vaut aussi par son utilité. Le charisme, qui passe alors des saints aux stars du sport ou de la musique, mais qu'on retrouve aussi dans toutes sortes de mouvements de renouveau religieux, est sans doute une source toujours puissante d'autorité : en dehors des croyances en des qualités extraordinaires, on voit bien comment, aujourd'hui, on demande aux gens d'être exemplaires ou de payer de leur personne. Par exemple, si on prend le cas de l'institution qui semble la plus emblématique de la crise de l'autorité, l'Ecole, on pourra dire que le professeur qui garde de l'autorité est celui qui se dévoue, qui s'engage, qui est exactement ce qu'il demande aux autres d'être. C'est une forme un peu affadie et particulière du charisme, car ces exigences traduisent bien que la mesure n'est pas le surnaturel, mais c'est tout de même l'individu qu'on juge. Pour qu'il ait autorité aujourd'hui, il faut qu'il y ait engagement personnel, utilité pour l'individu, preuve permanente que l'autorité exigée est méritée, il faut qu'il y ait une soumission à la discussion.

Et l'armée dans tout cela ? On peut mettre d'un côté tout ce qui va dans le sens du déclin de l'autorité et tout ce qui rend difficile les formes d'exercice routinières de l'autorité. Qu'on évoque la perte du prestige de l'uniforme, le déclin de l'esprit de sacrifice, la technologisation des armées qui relativise l'héroïsme, le déclin du service national comme forme d'accès universel à la citoyenneté, la remise en question des formes arbitraires d'expression de l'autorité, comme l'obéissance aveugle ou les brimades, la contractualisation du lien entre l'individu et l'institution, etc., voilà toutes sortes de forces contre lesquelles il semble difficile de revenir. L'autorité dans le cadre militaire doit s'affronter à l'idéal égalitaire, qui est aussi idéal de justice, et qui fait que chacun doit être traité de manière égale, que chacun, simples soldats et officiers, doit se comporter de la même façon face aux obligations. Mais c'est aussi la valeur accordée à la persuasion et à l'argumentation qui fait qu'on ne peut rien accepter qui ne soit expliqué, légitimé selon un ordre de raison et selon des procédures reconnues et respectées. L'armée, pas plus que les autres institutions, ne peut être obéie de par la seule affirmation de ses principes. Et puis, bien entendu, il s'agit aussi de la crise d'autorité de l'armée dans la société, de la place et de la manière dont elle l'occupe : que donne-t-elle en échange de ce qu'elle coûte ou des contraintes qu'elle fait subir à ceux qui y appartiennent ? La fin du service national a évacué cette dernière question et, pendant quelque temps, la pacification apparente des relations internationales a paru faire de la première une évidence. Sans compter que, dans le cas français, l'armée est aussi impliquée dans l'histoire de la guerre d'Algérie et qu'elle fait partie de ce passé qui ne passe pas comme on a pu le dire à propos de Vichy.

Comme réponse à ce déclin de l'autorité de l'armée, il y a la redéfinition de ses missions. On peut la voir comme lieu d'acquisition de compétences professionnelles réinvestissables dans la vie civile : pour des postes de haute technicité, et faute d'avoir acquis à l'université ces compétences, entrer dans l'armée peut permettre cette mobilité sociale qui est une des garanties du respect de l'autorité.

Il y a aussi l'armée comme lieu dans lequel on peut faire des expériences et faire ses preuves personnelles par le risque encouru. On peut considérer, en effet, que sont intéressés par la vie militaire, au moins temporairement, des individus qui voient dans l'aventure collective, mettant en jeu son existence même, une manière de retrouver des repères que la vie sociale ne leur a pas donnés. Dans ce cas, l'armée peut rester "classique", c'est-à-dire fonctionner sur le principe de l'obéissance au nom de la mission à accomplir. Si le contexte des dernières décennies pouvait faire penser que cette conception de l'armée était devenue caduque par perte de la valeur de l'engagement au sol et au corps à corps, les événements récents (Bosnie, Kosovo et Afghanistan) redonnent une légitimité à ce type d'aventure. On apprend d'ailleurs que les conditions du combat rapproché moderne, de l'équipement technologique à la nécessité d'avoir des soldats capables d'une grande autonomie, tend à faire penser que l'obéissance ne peut être aveugle, qu'elle suppose une distribution large de savoirs et de pouvoirs. Mais dans ce cas, si à l'intérieur, on peut penser que ceux qui deviennent légionnaires ou marsouins savent ce qui les attend, c'est à l'extérieur qu'on pourra s'interroger pour savoir si elle est digne de

confiance : l'armée respecte-t-elle les critères de morale et d'humanité ? Cette autonomie tend-elle vers une forme d'arbitraire, de pouvoir de vie et de mort qu'on ne saurait pas contrôler ? L'armée se donne-t-elle les moyens de rendre à la vie civile des individus civilisés ? La réponse se tient-elle dans le fait que l'armée est, dans ce nouveau contexte, définie par une autre mission, celle d'agir comme moyen de réalisation des idéaux humanitaires, à travers la redéfinition de ses missions comme force d'interposition ou de rétablissement de la paix ?

Ce sont des questions qu'il conviendrait de travailler : de savoir jusqu'à quel point elle peut assurer cette fonction d'acquisition de compétence ; de vérifier si les tâches humanitaires sont effectivement un élément de reconquête de prestige ; de vérifier aussi que les attentes de certains de vivre une expérience ou de faire leurs preuves sont susceptibles d'être maîtrisée par l'institution, etc.

On peut revenir à ce point à la discussion sur "*l'Innere Führung*" et plus largement sur différents points de comparaison entre la France et l'Allemagne concernant aussi bien le sens de la hiérarchie, l'égalitarisme. A priori, la doctrine allemande du citoyen sous l'uniforme correspond parfaitement aux nouvelles exigences de l'individualisme contemporain : pas de distinction tranchée entre l'armée et la société, reconnaissance des droits des soldats, existence de procédures de discussion. Sans doute aussi peut-on penser qu'il y a un moindre poids des grandes écoles, que les carrières, comme dans la comparaison entre entreprises françaises et entreprises allemandes, reconnaissent mieux le mérite que l'ancienneté, que les cadres sont moins nombreux, que les rapports sont plus de collaboration que de respect de la ligne hiérarchique, etc. L'analyse des entreprises le montre, celle de l'école peut-être aussi et plus généralement la formation de l'individu : la *Bildung* allemande, ce long processus d'appropriation par l'individu du savoir nécessaire pour devenir autonome est-il meilleur que l'institution de l'individu par le maître telle que l'école républicaine en a donné le modèle ? Ce n'est pas, bien sûr, une question de supériorité mais plutôt d'une comparaison dans les destins de ces modèles et dans ce qui fait qu'ils n'ont pas empêché le déclin des valeurs morales comme dans le cas du nazisme ; qu'ils peuvent jouer dans l'élaboration d'une autorité démocratique.

Car il n'est pas question de jeter l'autorité. Ce thème de l'autorité est en relation avec d'autres thèmes fondamentaux. C'est d'abord celui de la confiance puisque dans la définition habituelle de l'autorité, ce qui permet d'obtenir l'obéissance sans la contrainte physique, est la confiance, qu'elle qu'en soit la source, accordée à ceux qui détiennent l'autorité. Que peut une société sans confiance ? Que serait une société de méfiance ? Et il faut bien avoir confiance en l'armée puisqu'elle garantit la sécurité de la société, qu'on se place au niveau national ou européen, la sécurité étant aussi une des conditions du respect de l'autorité, car l'autorité est ce qui permet la prévisibilité des comportements dans les échanges sociaux. Mais on est toujours sur le fil du rasoir : certes, on doit mériter la confiance, mais peut-on imaginer que n'existe plus la confiance spontanée ? C'est donc aussi la question du rapport à autrui, car reconnaître une autorité, c'est reconnaître le droit de l'autre, qu'il soit un individu ou un collectif comme une culture, et donc de se référer à un horizon commun et c'est ce qui permet de regarder l'autre comme une fin et pas seulement comme un moyen. Mais cette autorité ne peut être que démocratique, c'est-à-dire soumise aux obligations de l'argumentation et du respect de l'égalité.

De nouveau, en quoi l'armée est-elle concernée ? Ce qui est passionnant dans l'expérience humaine, c'est aussi son impré-visibilité et ce sont ces opportunités qu'elle fournit pour redéfinir des règles du jeu. Les événements du 11 septembre ont donné lieu à de multiples commentaires mettant en évidence, notamment, l'importance du sacrifice désintéressé et du sens du devoir collectif dans les sociétés valorisant l'égoïsme : les pompiers contre les traders comme le rappelait Francis Fukuyama qui, quelques années auparavant, annonçait la fin de l'histoire. Ils ont aussi mis en avant le fait qu'être confiant dans la puissance de ses institutions pouvait aller de paire avec une instrumentalisation du monde et une incapacité même à voir que le monde existe en dehors de soi. Ils ont aussi fait voir, comme auparavant les événements de Yougoslavie, que la politique de force, et donc d'un usage légitime de la force, a toujours un sens quand on veut défendre les fonctionnements démocratiques ou définir un espace démocratique. Peut-on considérer que cette conjoncture va permettre de reposer le rôle de la force par les sociétés démocratiques dans des conflits ? Remettre en avant la question d'une politique étrangère et d'une défense européenne, donc d'une armée européenne ? Dans un tel contexte, se retrouve-t-elle cette tension entre les nécessités de l'argumentation et de la persuasion rationnelle qui définit la démocratie et l'engagement spontanée en faveur d'une cause et de valeurs qui ne peuvent

être que spécifiques ? Il y a suffisamment, aujourd'hui, de crises de l'autorité pour qu'on puisse espérer qu'on se décide à les affronter. C'est au moins un pari qu'on peut faire.

Johannes M. Becker

Réponse à Patrick Mignon d'un point de vue allemand

Je retrouve beaucoup de mes idées dans le texte de Patrick Mignon que je pourrais presque entièrement "signer", comme on dit en Allemagne. Cela tient peut-être à nos professions (un sociologue et un politologue), à notre âge et à notre trajectoire sociale, peut-être aussi à notre façon de voir le monde ou bien encore à une coopération qui a duré à présent six ans.

Cependant, j'aimerais compléter trois points en y introduisant mon point de vue allemand.

1) Lorsque Patrick Mignon écrit sur l'"*Innere Führung*" et le "*citoyen en uniforme*", il convient de jeter un coup d'oeil sur les circonstances historiques et l'émergence de ces concepts.

Le gouvernement Adenauer avec Blank, son premier Ministre de la Défense, ainsi que les officiers "de la première heure" (Heusinger, de Maizière, le Comte Baudissin, v. Kielmansegg entre autres) ont voulu payer un tribut à la mauvaise conscience collective, ressentie en Allemagne de l'Ouest après l'emploi abusif qui avait été fait de l'autorité dans la direction politique mais aussi militaire de la période national-socialiste.

Il faut savoir qu'après 1945, l'expression "obéissance de cadavre" (*Kadavergehorsam*) était attachée, avec toute sa laideur, à la "Wehrmacht" (c'est-à-dire longtemps avant qu'ait lieu l'exposition sur elle) ; cette expression désignait une obéissance qui avait conduit à se soumettre aveuglément à une autorité, sans auto-critique, sans responsabilité aucune, allant jusqu'à violer les Droits de l'Homme.

Aussi, le concept d'"*Innere Führung*" repose sur cette volonté : souligner l'intégration des forces armées dans l'Etat et dans la société tout en inscrivant les fondements de base du militaire dans la loi.

Le discours sur le "citoyen en uniforme" devait, en particulier, montrer qu'à l'opposé de cette obéissance "aveugle", de cette soumission irréfléchie à une autorité, la nouvelle République fédérale avait su tirer un trait sur l'histoire du national-socialisme en faisant désormais du soldat un *sujet* majeur et impliqué dans la démocratie.

La question de savoir si l'"*Innere Führung*" s'avère opérationnelle en mission (dans notre programme ceci fut un thème récurrent en raison des différences concrètes d'expérience de combat et d'action entre Français et Allemands) n'est pas notre propos ici. Ce qui importe, en revanche, c'est sa création même ainsi que les circonstances de celle-ci dans les premières décennies de l'après-guerre en République fédérale.

En 1968/69, la République fédérale semble connaître, comme l'indiquent entre autres les chiffres croissants des objecteurs de conscience, une nouvelle poussée de refus à l'égard de l'autorité, précisément dans la vague contestataire. Elle touche plus fortement l'Allemagne de l'Ouest que, par exemple, la France ou la Grande Bretagne. Il convient de tenir compte de l'impact des mouvements sociaux contre les lois sur l'état d'urgence et la guerre du Viêt-Nam. En Allemagne, c'est l'autorité en elle-même qui a été remise en question en ce qu'elle représentait l'obéissance aveugle d'un peuple envers l'administration d'un Etat autoritaire et criminel, l'obéissance aveugle d'un militaire envers sa hiérarchie, y compris l'obéissance de l'autorité militaire envers une administration étatique criminelle. Et cela, sous une forme unique et singulière. Pour reprendre les formes d'autorité définies par Max Weber : la fin des années 60 fut marquée par le refus total d'une autorité qui serait basée sur la tradition ou sur le charisme. Seule une autorité basée sur la compétence était acceptée comme principe fondateur.

Dans ce contexte, il importe moins de savoir comment le mouvement antiautoritaire s'est développé en Allemagne de l'Ouest, que d'en noter l'existence et d'en connaître les raisons.

Un autre point semble important dans la gestion *consciente* de l'autorité au sein de la Bundeswehr : en République fédérale, ni la direction politique, ni la direction militaire ne souhaitent une plus grande pénétration de l'armée par des éléments d'extrême droite (donc soumis, de façon extrême, à l'autorité) et de son idéologie. C'est, d'ailleurs, l'une des raisons principales du maintien de la conscription : afin de pouvoir disposer de populations plus larges pour le recrutement de la relève. Les concepts d'"*Innere Führung*" et de "citoyen en uniforme" visent cette gestion *consciente* de l'autorité au sein d'une démocratie.

Les propos de Patrick Mignon me rappellent aussi des discussions que nous avons eues en séances plénières à Marburg et à Lyon. Il y apparaissait, spécialement entre les plus jeunes des partici-

pants à notre programme, une grande différence nationale quant à la connotation de "l'Autorité" : incontestablement, chez les Français le terme "autorité" avait une connotation positive, alors qu'il avait chez les jeunes Allemands une résonance négative. La recherche de mots-clés engendra du côté français des associations telles que "compétence, charisme, ordre réglementé, légalité, légitimité", alors que chez les jeunes Allemands, elle fit surgir les concepts de "contrainte, subordination, répression, exercice du pouvoir et domination". Du côté français, on semble accorder une confiance a priori aux institutions qui structurent l'Etat, que ce soit l'école ou l'armée, alors qu'en Allemagne régnerait une plus forte méfiance due sans doute à l'expérience que la génération des enseignants et des parents a tirée du national-socialisme et des suites du mouvement qui s'est produit à la fin des années 60.

2) Là où, sous le titre "forces armées et autorité", Patrick Mignon écrit à propos de la "disparition graduelle de la disposition au sacrifice (abnégation), que la technologisation des armées relativise tout héroïsme", j'ai – d'abord en tant qu'officier de réserve, et ensuite en tant qu'Allemand – une autre vision des choses. Comme on peut le lire souvent ; lorsque par exemple, perdant le contrôle, des pilotes d'avions de chasse passent de justesse et au péril de leur vie au dessus d'un village pour éloigner leur appareil plutôt que d'utiliser le siège éjectable pour se sauver eux-mêmes, il s'agit bien de faire preuve d'un esprit de sacrifice et d'héroïsme. En fait, la technologisation conduit plutôt à un autre phénomène : un pilote, un conducteur de char, un tireur d'élite ne voit plus ses camarades ce qui produit un stress nouveau. Celui-ci vient du fait que chacun doit décider par lui-même de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, le plus souvent, seul face à son écran et aux informations qu'il lui donne.

3) A la fin de son exposé, Patrick Mignon lie "l'acquisition d'une autorité démocratique" à la "confiance" sur laquelle l'autorité militaire (aussi) doit reposer. Appliqué à notre situation actuelle : le militaire est investi d'autorité pour autant qu'il garantit la sécurité et la société. Et Patrick Mignon recourt alors à l'exemple du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et à la guerre en Yougoslavie de 1999.

A ce propos, j'aimerais faire le lien avec un phénomène singulier souvent discuté au cours de notre programme : le rapide changement de la conscience collective en Allemagne, surtout en Allemagne de l'Ouest, après 1989/90 quant à l'acceptation de l'action militaire et à l'acceptation de l'autorité.

On pourrait même qualifier d'*historique* cette évolution vu la rapidité avec laquelle cette conscience collective a évolué en Allemagne au sujet de l'emploi de la force militaire et de l'engagement de troupes allemandes.

- En février 1991, lorsque un ensemble d'Etats, sous la conduite des Etats-Unis et doté d'un mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU, engagea une guerre contre le régime de Saddam Hussein en Irak - ce dernier ayant envahi le Koweït quelques mois plus tôt en violation du droit international -, il y avait encore des milliers de jeunes et d'étudiants pour bloquer les rues et les carrefours d'une Allemagne tout juste réunifiée et pour manifester contre l'usage de la force militaire.
- En 1999, en revanche, pratiquement plus aucune opposition ne se manifesta en République fédérale lorsque des avions de l'OTAN – sans mandat de l'ONU – larguèrent des bombes sur la Yougoslavie ; de même en 2001/2002, lorsque les Etats-Unis bombardèrent l'Afghanistan à la recherche de terroristes encouragés, aux yeux de l'Administration américaine et de ses alliés, par le régime afghan des Talibans.

Cela a certainement à voir avec les mécanismes décrits par Patrick Mignon : aujourd'hui, la guerre n'est plus menée dans un but de conquête de territoires ou de matières premières, elle se mène contre des "Etats-voyous", contre un "axe du mal", et comme l'écrit justement Patrick Mignon, avec le but "d'élaborer une autorité démocratique", à l'exemple de la Yougoslavie où l'on s'attaqua au régime non démocratique de Milosevic pour (r)établir "la sécurité d'une société".

Dans une plus large mesure, c'est aussi le cas pour la guerre en Afghanistan. Les actes terroristes ont été interprétés par l'Administration américaine comme "actes de guerre" contre les Etats-Unis, ce qui – selon eux – leur donnait le droit de répondre par une action guerrière.

Au-delà, une image d'autorité semble se recréer en Allemagne via l'unilatéralisme des Etats Unis qui utilisent une machinerie militaire et un armement high-tech, censés produire un "zéro faute". Et cela d'autant plus que la politique militaire, menée par le Ministre Scharping, ne fut pas toujours couronnée de succès, marquée, au contraire, par une série de pannes dans le transport des troupes allemandes en Afghanistan pour une mission si longtemps désirée.

Revenons à la transformation de la conscience collective en Allemagne : en très peu d'années, l'autorité militaire - qui faisait encore l'objet de méfiance de certaines couches de la population - se trouva acceptée par le gros de la Société. En 1999, le discours du Ministre des Affaires Etrangères Fischer évoquant "Auschwitz" pour précisément invoquer le devoir allemand de participer aux bombardements contre la Yougoslavie a rencontré une forte approbation auprès d'une grande part de la population. Une "réparation des crimes nazis" - favorisés par un abus de l'autorité - paraissait possible. A la fin de 2001, le Chancelier fédéral a lié cette transformation de la conscience collective à la "détabouisation réussie du militaire", réalisée grâce aux mandats que la Bundeswehr a rempli en Macédoine et en Afghanistan (ARD Tagesschau 11.10.01).

En marge, une nouvelle dynamique se dessine pour la construction de l'Union Européenne et le développement d'une "Politique Européenne de Sécurité Commune" (PESC) en observant la manière dont la République fédérale qui, en s'alignant sur l'action du gouvernement français menée par le Premier Ministre Lionel Jospin et le Ministre des Affaires Etrangère Hubert Védrines, se détache lentement de la politique unilatérale des Etats Unis et qui consiste à "jouer aux gendarmes du monde".

Traduit de l'allemand par Hélène Trachez

Anja Seiffert

Regard sur les forces armées : réflexions sur les constructions sociales de réalités dans des contextes interculturels

Pour celui qui tente aujourd'hui d'observer attentivement les faits et les gestes d'autrui, force est de découvrir, déjà dans son entourage immédiat, une multitude de réalités qui, pour les acteurs eux-mêmes font sens, mais celui-ci étant spécifique peut être plus ou moins séparé d'autres domaines et rester même parfois hermétique à d'autres significations possibles. Cette diversité de réalités se manifeste non seulement lorsqu'on s'intéresse aux sub-cultures des sociétés postmodernes, mais aussi en analysant des contextes interculturels, en particulier lors d'une série de rencontres inter-culturelles consacrées aux "cultures militaires". En effet, l'armée continue de constituer aujourd'hui encore "un monde de vie" (Lebenswelt) qui, "de bien des manières, se distingue de la sphère civile. L'armée comporte en effet un degré particulièrement élevé de règles restrictives et a engendré une culture spécifique caractérisée par des symboles qui lui sont propres et par un fonctionnement interne distinct" (Vogt, 1988, p.5). Ainsi, il n'est pas surprenant qu'en l'absence d'une vue approfondie de l'intérieur, l'opinion publique repose davantage sur des présupposés, des mythes et des anecdotes que sur une connaissance des réalités des forces armées.

C'est pourquoi, depuis la fin des années 1980, les recherches menées privilégient une approche ethno-méthodologique destinée à explorer "l'inconscient culturel" (voir Bredow, 1988 et Lippert, 1989). Cette approche a pour objet d'étudier les spécificités culturelles en adoptant l'attitude d'un observateur étranger (voir Honneth, 1985, p. 123 et suivantes). Seul un regard familiarisé à l'expérience de l'"autre" dans nos propres sociétés donne accès à d'autres cultures. De même, en participant de manière attentive à une série de rencontres interculturelles réunissant, entre autres, des militaires, des objecteurs de conscience et des chercheurs, on est amené à découvrir une diversité de réalités, qu'il faudra en outre décrire si l'on souhaite en comprendre les acteurs (voir Münch, 1993).

Par ailleurs, on constatera probablement un fait qui semble, de prime abord, insignifiant : les rencontres engendrent une quantité impressionnante de discussions, de notes et de lectures. A celles-ci vient s'ajouter une source presque inépuisable de symbolisations non verbales liées, à des codifications allant de domaines aussi variés que, par exemple, le comportement politiquement correct ou l'uniforme. Ayant fait cette observation, il est aisé de comprendre "les mondes de vie" dans lesquels nous évoluons aujourd'hui comme des "réalités communicationnelles" (*kommunikative Wirklichkeiten*). La communication au sein de telles réalités permet non seulement de présenter une image "du monde de vie" en question mais aussi de fixer ces réalités, de les maintenir ou de les modifier (voir Knoblauch, 1995). Ceci est particulièrement manifeste dans des rencontres interculturelles où la communication, tout en étant, en raison des barrières linguistiques, tributaires de formes et de conventions nouvelles, constitue l'outil par excellence de coordination des activités du groupe.

1. La construction sociale des communications

Avant de commencer, il faut une piste, une idée de la direction à suivre. Dans mon étude du dialogue interculturel, j'ai choisi comme entrée principale d'utiliser la catégorie des sexes ("*gender*") qui constitue l'une des grilles de lecture centrales dans les sciences sociales dites critiques (voir Kreisky/Sauer, 1997 et Seiffert, 1997). Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser que je m'intéresse à éclairer des constructions sociales. Il ne s'agit pas de développer une pensée biologisante ou ontologisante. En effet, mon propos n'est pas de dériver, par exemple, de la biologie les différences entre les rôles selon l'idée que "tout s'explique par la nature pacifique de la femme ou par la nature guerrière de l'homme". Je ne souhaite pas non plus les décrire sous la forme d'une simple réification de fonctions et les attribuer aux acteurs. Au contraire, il m'importe d'expliquer que les différents rôles sont, y compris dans les contextes interculturels, des constructions sociales et qu'ils sont donc à ce titre fabriqués et développés par les êtres humains. Dans ma démarche, je présuppose également que les perceptions, elles aussi, sont des constructions sociales, un point sur lequel je reviendrai plus loin. Mais, tout d'abord, quelques précisions sur ma grille d'analyse : je pars du principe que les relations sexuées ("*gender*") sont dépendantes du contexte. Dans un premier temps, on le souligne rarement, cela ne signifie rien d'autre que cette catégorie ne dépend pas des préalables biologiques pour ainsi dire natu-

rels, mais que nous sommes en présence d'une pratique d'attribution tant sociale que hiérarchisée. Il n'est pas neutre quand moi, Allemande issue des classes moyennes, j'entre dans une relation discursive avec des Françaises ou des Français issus de la même classe, ou que je parle avec des militaires ou des objecteurs de conscience français ou allemands. Aucun discours n'est neutre, ni dénué de classifications et de subordinations. Dans les faits, ce ne sont pas toujours les meilleurs arguments qui comptent, c'est assez souvent la personne à qui il appartient de décider, en pratique, des questions à débattre, de l'orientation à donner au débat : bref, la personne qui a le pouvoir de décider de ce qui est vrai, de ce qui est faux, etc.

Ces observations s'appliquent également à une rencontre interculturelle. Il existe, dans notre groupe des animateurs, comme dans celui des participants, des différents rôles sociaux qui ne sont pas uniquement fonction des différences du milieu culturel comme base d'expérience mais qui dépendent également du sexe, de l'âge, de la profession : autant de facteurs qui se répercutent tant sur le comportement dans une situation donnée que sur les communications et les interactions au sein d'un groupe. On sait aussi que les rôles font l'objet d'une évaluation sociale et qu'ils occupent, à ce titre, un rang plus ou moins élevé au sein d'une hiérarchie. Il en va ainsi du choix de la personne (chercheur, militaire ou objecteur de conscience) dont on tend à privilégier l'opinion. Notons cependant que pour la communication, les rôles sociaux fournissent non seulement un répertoire important d'un catalogue de conduites, mais qu'ils suscitent aussi des attentes en conformité avec eux. Ainsi, on s'attendra, par exemple, de la part d'une femme et d'un homme à des comportements différents. Ensuite se posent un certain nombre de questions : ces rôles sociaux sont-ils sur un pied d'égalité ? Quel type de comportement attend-on de qui ? Quel en est le sens dans le discours interculturel ? Je prendrai l'exemple suivant : alors que nous discutons du contenu de nos rencontres, quelqu'un fit remarquer qu'il existait, au sein du groupe des animateurs, des "animaux alpha et bêta", et qu'il incombait aux "animaux alpha" de décider des thèmes à discuter en priorité. D'ailleurs, ne s'étonna personne que le rôle des "animaux alpha" fut exclusivement attribué aux hommes et celui des "animaux bêta" aux femmes. Qu'on décide de la prendre ou non au sérieux, cette appréciation ne manque pas de mettre en évidence une pratique communicationnelle avec des comportements obéissant à des attentes et à des modes d'attribution pré-définis. Cette pratique a au moins pour effet de pré-structurer le discours.

Afin de comprendre ce qui pousse autrui à agir de telle ou telle manière dans une situation donnée, il me faut être en mesure non seulement d'interroger mon propre rôle et celui d'autrui, mais aussi d'explorer ce que l'on entend couramment par compréhension et par transmission des connaissances. Dans une rencontre interculturelle, il ne peut plus uniquement s'agir des exigences et des fonctions institutionnelles. Ce sont les attitudes et expériences subjectives.¹ Ceci est d'autant plus vrai pour une série de rencontres consacrées aux "cultures militaires" et rassemblant des hommes, des femmes, des militaires, des objecteurs de conscience et des chercheurs aux milieux fondamentalement différents les uns des autres, et qui de surcroît sont censés de négocier, d'ordonner et de classer ensemble un certain nombre de situations et de contextes.

Dans ce cas, une transmission purement cognitive des connaissances visant à présenter les deux systèmes militaires ne permet pas, à elle seule, une compréhension réelle d'autres cultures militaires.² Dans le contexte interculturel, la compréhension passe au-delà d'une transmission des connaissances ex-cathedra aussi par d'autres formes d'apprentissage. Le type de dialogue ouvert suppose que chacun puisse, quels que soient ses connaissances, son statut ou son rôle social, présenter ses idées, ses connaissances et ses expériences, qu'il "tolère" d'autres opinions que les siennes et, ce qui est peut-être plus important encore, qu'il essaie, au-delà de l'écoute attentive d'autrui, de lire entre les lignes, et donc de prendre conscience, au sens large, des symbolisations sociales et culturelles.

Pour ce faire, un groupe multiculturel a besoin non seulement de beaucoup de temps mais aussi de beaucoup d'espace. Par espace, j'entends une dynamique du groupe qui est à la fois ouverte et à l'écoute, autorisant donc des réflexions et des opinions qui peuvent être provocantes, ambiguës, ou

¹ Les réflexions que j'exposerai par la suite ne seront pas uniquement de nature théorique et méthodologique. J'utiliserai en effet les notes que j'ai prises au cours de nos diverses rencontres comme base empirique de mes réflexions. Ces notes prises au cours de nos rencontres semestrielles d'une semaine qui ont eu lieu depuis 1995 à tour de rôle en France et en Allemagne ne constituent pas ma seule source empirique. A celles-ci s'ajoutent les rapports que j'ai rédigés, comme chaque animateur, au terme de chaque rencontre.

² Je ne parle pas ici de la compréhension totale mais de la compréhension immédiate qui fait partie d'un processus. Sur la compréhension sociale, lire les développements exhaustifs de Casmir, F.L./Asuncion-Land, N.C., 1989, p. 278-309 du texte original.

remettre en question l'image que nous nous faisons de nous-mêmes ou même nous agacer. Ceci met à rude épreuve les facultés de communication des participants tout en constituant un défi pour les organisateurs et coordinateurs du projet. C'est pourquoi il convient d'organiser les rencontres de la manière la plus souple possible afin d'éliminer ou de réduire au maximum les obstacles et problèmes de communication. Il me paraît donc important de laisser se dérouler des discussions sur des points qui, de prime abord, peuvent sembler secondaires, même si cela doit reléguer provisoirement au second plan les sujets dits "durs" au centre du débat. Ce type de question accessoire peut revêtir diverses formes : "On fait une pause tout de suite ou plus tard ? Pourquoi certains font-ils de si longues pauses ? Qui peut participer à notre programme ? Faut-il, pour cela, être ou avoir été sous les drapeaux, être chercheur ? Quelles conditions faut-il remplir ? Pourquoi certains posent-ils sans arrêt des questions sur un sujet qui est facile à comprendre pour d'autres ? Comment cela s'explique-t-il ? ..." En pratique, il est souvent beaucoup plus aisé de présenter des faits sous forme d'exposé que de "supporter" les opinions et les points de vue subjectifs d'autrui car ceci suppose de donner une place au "non-dit" qui reste souvent caché dans ce type de discussions. Ce point me tient particulièrement à cœur, ayant souvent remarqué, y compris au cours de ce programme, que c'est surtout lors d'échanges informels que les participants recherchent des solutions aux problèmes et qu'ils posent des questions. Il est même parfois plus facile, et aussi nécessaire, d'aborder les situations inconfortables en petits groupes ou entre deux personnes.

Qu'est-ce que cela implique, en pratique, pour une rencontre interculturelle ? Même si chacun peut prendre la parole, il importe de se demander quelles interventions sont écoutées, c'est-à-dire non seulement comprises mais aussi prises au sérieux, et lesquelles au contraire ne le sont pas.

2. Forces armées et relations entre hommes et femmes

La façon d'aborder les diverses réalités culturelles en présence a toujours son importance ; de surcroît dans le cadre de rencontres interculturelles, sur le thème de l'armée et des "cultures militaires", il est nécessaire de se rappeler que les forces armées présentent des particularités qui les distinguent de la culture civile des sociétés démocratiques. Les forces armées se caractérisent, tout d'abord, par une pratique de communication hiérarchique axée sur le commandement et la subordination. Force est de constater, en outre, que pratiquement dans le monde entier, ces institutions sont dominées par les hommes. Et sur ce point, presque rien n'a changé, en dépit d'une ouverture progressive des forces armées aux femmes. Les femmes militaires continuent d'avoir un rôle subalterne, notamment dans les unités de combat, y compris au sein de forces armées ayant un taux de féminisation relativement élevé comme les forces militaires américaines ou israéliennes. Les raisons généralement avancées, dans les milieux, tels que l'armée, dominés traditionnellement par les hommes, pour expliquer l'absence ou la faible présence des femmes dans les armées du monde entier, sont diverses : on invoque tantôt un allant de soi découlant de la tradition, tantôt la législation, ou encore une division sociale du travail. Les explications données ne touchent en aucun cas aux problèmes liés au caractère masculin du rôle de soldat. Il en fut d'ailleurs de même pendant nos rencontres interculturelles. Nous ne manquâmes, certes, pas d'aborder, lors d'une de nos premières réunions, une plus grande féminisation de la Bundeswehr, ni de discuter plus tard sporadiquement du thème "femmes, guerre, armée", mais d'autres sujets restèrent, à quelques détails près, en marge du débat : l'importance des forces armées dans la construction sociale et culturelle d'images sexuées, le rôle des femmes au sein de l'armée et leur influence sur l'armée et sur la guerre.

Ceci peut surprendre, d'autant que nos rencontres eurent lieu au moment de la restructuration massive des forces armées et de la féminisation de celles-ci dans les pays d'Europe de l'Ouest. Cette ouverture aux femmes touche plus particulièrement la Bundeswehr. Comparée sur ce plan aux armées des pays membres de l'OTAN, l'Allemagne fait figure de retardataire, et ce jusqu'au début de 2001. L'argument en faveur de l'exclusion des femmes de la Bundeswehr se basait largement sur le renvoi à l'Article 12a de la Loi fondamentale allemande leur interdisant le service "armé" et leur autorisant uniquement l'accès aux services de santé et aux formations de musique militaire. Il fallut attendre un arrêt de la Cour Européenne de justice en 2000 pour qu'il fût mis fin à cette pratique. Les juges européens estimèrent que l'armée allemande devait leur autoriser aussi le service armé. La Cour n'admet de dérogations au principe d'égalité juridique entre les hommes et les femmes que si celles-ci sont dûment motivées et dans des cas restreints comme, par exemple, pour certaines unités de combat. En

Allemagne, des mesures politiques ne se firent pas attendre, rendant tous les grands groupes de métiers de la Bundeswehr accessibles aux femmes. Les premières femmes furent embauchées dans ces nouvelles fonctions au début de 2001. La Bundeswehr engagea ainsi un processus depuis longtemps entamé dans les forces armées d'autres pays.

Cependant, la conquête par les femmes des "institutions du mono-pole de la violence" s'annonce difficile : il est incontestable que, en principe, les femmes représentent une minorité non seulement dans toutes les armées en général. En outre, elles sont sous-représentées parmi les officiers et accèdent rarement au grade de général. De surcroît, les perspectives de carrière et de rémunération des femmes militaires sont moins bonnes que celles de leurs collègues masculins, en raison des restrictions d'accès aux fonctions de combat qui s'appliquent à elles dans la plupart des armées des pays membres de l'OTAN. Conformément au stéréotype féminin, les fonctions assumées par les femmes au sein des forces armées les confinent dans des rôles de personnels soignants ou de soutien, dans les services de santé, de transmissions ou dans l'administration.

Si l'on en recherche les raisons, on s'aperçoit bien vite que l'idée d'une femme soldat exerçant des fonctions de combat est de nature à provoquer des réactions parfois violentes, que ce soit au sein des armées ou en dehors. Les réserves émises relèvent de divers domaines. Les justifications avancées peuvent être d'ordre fonctionnel (perturbations de service entraînées par les grossesses, répercussions négatives sur l'éducation des enfants, apparition de coûts supplémentaires) ou même d'ordre juridique. Et même lorsqu'on reconnaît aux femmes la même efficacité qu'aux hommes et la même capacité de commandement, on manque rarement de souligner que ce sont des obstacles psychologiques et/ou sociologiques plus profonds qui s'opposent à une intégration croissante des femmes dans le monde très masculin des forces armées. On accentue alors les différences entre les besoins des hommes et ceux des femmes ; on avance l'idée selon laquelle la féminité pourrait pâtir des exigences du quotidien militaire. De telles justifications ne s'écartent en rien des modèles de raisonnement habituels. Elles sont, au contraire, tout à fait classiques puisqu'elles partent du postulat que dans toutes les sociétés, les rôles de l'homme et de la femme sont définis de manière distincte, dans le sens d'une division fonctionnelle du travail selon les sexes, notamment pour ce qui est de l'exercice de la violence (voir Seiffert, 1998, p.91).

Ceux qui pensent que la question du service national féminin est, avant tout, étroitement liée à l'aptitude des femmes au combat et au service militaire font erreur. En effet, ce qui revient bien plus souvent dans le débat, ce sont les répercussions que pourrait bien avoir une participation des femmes sur les structures des armées. Ainsi, dans les débats consacrés à la féminisation de l'armée allemande, on souleva souvent la question de savoir si la présence des femmes ne risquerait pas de nuire à la structure des formations et unités militaires et d'entraver ainsi l'efficacité et le bon fonctionnement des forces armées. Mais c'est surtout l'idée qu'une féminisation croissante des armées pourrait porter préjudice à la camaraderie et au moral, qui fut le principal argument avancé contre une présence plus importante des femmes au sein de l'armée. Certes, on reconnaît que les femmes soldats exercent, par leur présence, un effet positif à la fois sur la discipline de leurs camarades masculins et sur le ton des communications, mais ce qui semble le plus souvent l'emporter, c'est la crainte d'une subversion des structures militaires, découlant d'une inégalité de traitement entre hommes et femmes. Mais même en ce qui concerne ce dernier argument, la question de l'égalité de traitement entre les sexes n'a pas l'importance qu'on semble lui donner de prime abord. La crainte, assez souvent exprimée, qu'une plus grande intégration des femmes dans les forces armées n'affaiblisse la cohésion et la performance opérationnelle du groupe, souligne un double processus : la présence des femmes fait non seulement plus que jamais entrer la sexualité dans les forces armées ; et si elle se renforce, elle introduira, de surcroît, un élément hétérogénéisant dans une institution très soucieuse d'homogénéité.

En conséquence, ce qui importe, ce n'est pas tant la question de l'aptitude militaire des femmes que la compréhension entre hommes et femmes et le rôle de la femme au sein des armées (et de la société). En argumentant que la présence des femmes risque de provoquer un certain "relâchement" au sein des armées, on suggère non seulement qu'une participation féminine aura pour effet de réduire l'efficacité militaire (conformément aux stéréotypes liés aux sexes assignant à la femme un penchant pour la paix et à l'homme des tendances guerrières) ; en même temps, on insinue que la féminité est préjudiciable aux forces armées et qu'elle n'est compatible avec les structures militaires que dans certains domaines. Ceci se manifeste surtout par un manque d'acceptation de la part des soldats, de même que par des sévices sexuels. Wilfried Penner, médiateur auprès des armées au Bundestag, relève à cet

égard qu' "une forme particulière de harcèlement sexuel" semble bien faire partie de l'armée allemande. Il observe, en outre, une "solidarité faite de réflexes" dans "cette organisation très masculine" et une tendance très répandue à étouffer et minimiser les problèmes de harcèlement sexuel (voir Der Spiegel, 32/2001).

Un programme interculturel consacré aux "cultures militaires" auquel participent des soldats, des hommes, des femmes, des objecteurs de conscience etc. met inévitablement en présence des conceptions diverses des rôles attribués à chaque sexe. Il est important de tenir compte des diverses socialisations, mentalités et particularités caractérisant les armées et les sociétés civiles de chaque pays. En fin de compte, les idées de masculinité et de féminité, qui se transmettent dans les armées et par elles, sont des constructions sociales découlant de l'histoire, fixant ainsi le cadre de réflexion des hommes et des femmes sur les forces armées. Par ailleurs, la pratique d'intégration des sexes ne met pas seulement en relief des valeurs sociales spécifiques ; elle permet aussi de dégager des pistes précises pour comprendre les rapports entre la société militaire et la société civile. Ainsi, par exemple, une société ayant une conception plutôt égalitaire des rôles sexués aura moins tendance à rejeter l'idée d'un service militaire féminin qu'une société se caractérisant par une hiérarchie traditionnelle de ces rôles. L'exemple suivant va dans ce sens : le gouvernement suédois fut le premier à signaler, dès le début des années 90, qu'une participation plus importante des femmes aux opérations de maintien de la paix n'aurait pas pour seul effet de symboliser les valeurs des nations associées à ces actions : elle exprimerait, en outre, l'idée que la communauté internationale se fait d'une société durable et dans laquelle hommes et femmes sont égaux en droits. Et, sur ce point, les écarts entre les désirs et la réalité sont particulièrement frappants : en dépit de tous les efforts déployés pour l'accroître, la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies demeure marginale, se maintenant à un peu moins de 2% depuis 1993. Des études de l'ONU indiquent, par ailleurs, qu'un des principaux facteurs de cette stagnation découle de blocages culturels des Etats concernés.

3. "... et dans l'entre-deux, il existe d'autres sub-cultures"

Ayant ainsi prédéfini le cadre théorique de mes considérations et des questions liées aux relations sexuées ("*gender*"), j'aimerais à présent mettre en lumière les expériences et les observations que j'ai été amenée à faire dans le cadre de nos rencontres intitulées (provisoirement) "les cultures militaires de la France et de l'Allemagne et la formation des citoyens dans le contexte d'un projet de construction européenne". Mon attention se porte sur la construction des "cultures militaires", en considérant qu'une "culture militaire" représente un système de symboles et de sens partagé au sein d'une institution, à l'aide duquel ses membres attribuent un sens à leurs expériences et à leurs actes. Cette construction des réalités en général et de "cultures militaires" en particulier constitue un processus complexe : c'est un travail de perlaboration subjective qui s'effectue par interprétation et analyse au sein de structures sociales. Je considère donc notre groupe de participants comme un micro-cosme englobant les "cultures militaires" française et allemande. Lorsque des Français et des Allemands participent à un projet interculturel en tant que ressortissants de leurs cultures respectives et avec leurs expériences militaires propres, comment se comportent-ils, au sens large, dans leur rôle de représentant de ces cultures militaires ? Comment réagissent-ils en présence d'exigences inter-culturelles ? Les observations qui suivent ne prétendent pas apporter une réponse exhaustive à ces questions. Elles ne visent pas non plus à développer un cadre théorique supérieur : elles se rapportent au contraire, à titre d'exemple, à différentes étapes et à différents aspects de nos rencontres.³ Cette approche devrait, me semble-t-il, permettre un aperçu intentionnellement subjectif des mondes de vie dans notre programme interculturel. Les défis et les difficultés d'un tel séminaire furent exprimés de manière intéressante par l'un des participants : "J'ai remarqué qu'il existait, dans l'entre-deux, d'autres sub-cultures. Je me demande comment il est possible de les saisir ?". Le même participant fit ensuite remarquer que "l'existence de champs auxiliaires rend parfois le travail moins efficace". Mais, en même temps, il trouvait "la découverte d'attitudes et

³ Dans l'esprit de l'observation participante, je suis d'avis que certaines interprétations subjectives d'un projet interculturel peuvent se révéler utiles et importantes pour saisir la complexité et l'ambivalence des actes communicationnels et pour dévoiler et déchiffrer des phénomènes propres aux organisations et aux cultures. Sur la collecte des données de l'observation participante, voir Flick, Uwe et al. (dir.): Handbuch qualitative Sozialforschung. Grundlagen, Konzepte, Methoden und Anwendungen, 2. Auflage, Weinheim 1995, p.158 et suivantes du texte allemand.

d'opinions différentes au sujet des forces armées" particulièrement intéressante. Ces diverses "sub-cultures" se mani-festent non seulement par des attitudes et opinions contraires sur l'armée, mais aussi par des symbolisations culturelles et sociales parfois aux antipodes les unes des autres. Celles-ci ne sont pas faciles à saisir et restent assez souvent dans le non-dit parce qu'elles sont associées à des arguments et à des faits. Malgré ces difficultés, j'aimerais explorer cette piste. Les expériences qui suivent sont à rattacher à cette recherche de traces.

4. Hétérogénéité ou homogénéité ?

Lorsqu'on décide de participer à une série de rencontres interculturelles intitulées provisoirement : "Les cultures militaires de la France et de l'Allemagne et la formation des citoyens dans le contexte d'un projet de construction européenne" se déroulant dans le cadre d'un programme de recherche de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, on s'attend, dès le départ, à ce que les participants soient de nationalité allemande ou française et qu'ils aient une expérience directe ou indirecte des forces armées. De la réunion de ces deux facteurs, on espère un accroissement cognitif de connaissances des deux cultures nationales et de leurs systèmes militaires respectifs (surtout pour ceux qui jusque-là ne se sont pas, ou peu, intéressés à la culture ou aux forces armées de l'autre pays) mais aussi qu'elle favorise un apprentissage affectif. Cet apprentissage devrait s'avérer extrêmement intéressant, tout en présentant de nombreux conflits et de nombreuses tensions. Ceci tient avant tout à la composition du groupe multiculturel de travail mais aussi aux différences de perception entre personnes appartenant à des générations et à des catégories socio-professionnelles différentes, de sexe différent etc. Le dialogue interculturel n'implique pas que les intéressés éprouvent d'emblée de la sympathie les uns envers les autres, ni qu'ils fassent systématiquement ressortir leurs points communs en masquant leurs différences. Il s'agit, au contraire, d'identifier et d'aborder un certain nombre de clichés, de ressentiments et de préjugés qui existent souvent de manière latente et qui ne sont que rarement exprimés directement. Conformément à mes attentes, la rencontre comme source d'apprentissage s'inscrivit, pour moi aussi, au centre de mon intérêt heuristique : je traitai les expériences personnelles des participants, en tant qu'objet d'apprentissage, sur le même plan que les informations préalablement préparées sur le plan didactique. Ainsi, j'envisageai nos rencontres comme un processus au cours duquel se succéderaient les phases suivantes : étrangeté initiale, rapprochement de "l'autre", comparaison entre ce qui relève du soi et de l'autre, et le cas échéant, relativisation, voire rectification, des perceptions et conduites personnelles.

Le groupe interculturel reflète, de bien des façons, la réaction des autres à nos propres remarques : il se fait l'écho de ce qui est familier et de ce qui est étranger. Ceci est manifeste dans l'exemple suivant tiré de notre travail : au cours de nos réflexions sur les rencontres, un objecteur de conscience français estima que son rôle au sein du groupe était celui d'un marginal. Il fit remarquer qu'il se trouvait depuis quatre ans dans une situation qui n'avait pas été facile. Il ajouta qu'à l'inverse, des sympathisants de l'armée auraient trouvé leur position tout aussi inconfortable s'ils avaient été entourés uniquement de chercheurs sur la paix (*Friedensforscher*), d'antimilitaristes, etc. Par conséquent, pour lui cette situation fut caractérisée par un sentiment d'étrangeté au sein du groupe. Les remarques de ce participant sont importantes pour notre réflexion précisément parce qu'elles expriment une marginalisation radicale. Celle-ci est intéressante non seulement en raison du sentiment d'étrangeté qu'elle exprime mais aussi en raison de la perception même : en effet, un groupe multiculturel a besoin d'être hétérogène pour permettre de dégager aisément et clairement des positions, attitudes et points de vue différents afin de rendre possibles la compréhension (et donc une prise de conscience), l'acceptation et la tolérance. Dans notre groupe - et ce n'est pas étonnant -, ceci ne s'avéra pas toujours facile, en présence de mentalités, de points de vue et d'orientations diamétralement opposés. Cependant j'ai eu, à plusieurs reprises, l'impression qu'indépendamment des compétences linguistiques, les différences nationales se répercutaient moins clairement sur le processus de compréhension que les différences de perception résultant d'attributions de rôles sociaux spécifiques. Ainsi, par exemple, au cours des rencontres, j'entendais, à plusieurs reprises, la question de savoir si une personne n'ayant jamais été soldat était qualifiée pour émettre un avis et écrire sur les forces armées et sur quelles expériences et connaissances se fonderaient les interprétations proposées. A première vue, cette question semble tout à fait légitime, et ne fait bien sûr aucun doute qu'un soldat homme ou femme dispose d'expériences concrètes de l'armée tout autres qu'une femme chercheur (qui elle n'en possède pour ainsi dire pas et

s'intéresse seulement de manière théorique aux questions militaires). Cependant, cette question véhicule une autre dimension. De toute évidence, il s'agit non seulement de la présence de divers espaces d'expériences mais aussi de la diversité d'attentes liées aux rôles avec les comportements adéquats. D'ailleurs, cette diversité des conduites ne nuit pas forcément à la compréhension ; elle ne s'accompagne d'effets négatifs que si on n'accorde pas la même valeur ou la même importance pour la compréhension aux diverses compétences et connaissances en présence en les inscrivant dans une hiérarchie de valeurs distinctes.

La compréhension interculturelle repose nécessairement sur l'hétérogénéité d'un groupe ou d'une collectivité, une caractéristique du reste commune à toutes les sociétés où vivent ensemble des hommes et des femmes appartenant à des cultures différentes. Et indépendamment de cette hétérogénéité, il est possible que se développe un sentiment communautaire. Cependant, ce type de solidarité ne naît pas de normes imposées de l'extérieur, c'est au contraire le produit d'un travail et d'une expérience collectifs. Ceci nous conduit presque inévitablement à la conclusion suivante : c'est précisément parce qu'il prend conscience des différences existant en son sein, et parce qu'il exprime ouvertement ce qui est familier et ce qui est étranger, qu'un groupe multiculturel est en mesure de créer une base commune de compréhension. Ceci s'accompagne cependant d'une multitude de difficultés et d'obstacles.

5 ...quel rapport avec les forces armées ?

L'armée ne se réduit pas à l'institution, en raison de l'influence considérable qu'elle exerce sur la société et sur ses membres. C'est pourquoi il me semblait important que soient représentées, au sein de notre groupe, les expériences sociales et culturelles les plus diverses possibles avec les forces armées. D'après moi, ce fut le cas. Ainsi, par exemple, le groupe comprenait non seulement des soldats et des stratèges militaires mais aussi des objecteurs de conscience, des chercheurs hommes et femmes qui s'intéressaient à l'armée, des partisans et des adversaires de l'armée, etc.

Contrairement à ce qui pourrait transparaître ici, une telle liste de profils de participants ne me parut pas aller de soi, du moins au départ. Les discussions des coordinateurs du programme sur les conditions de participation à celui-ci illustrent ce point. Lors d'une de ces réunions, une vive discussion éclata au sujet d'un objecteur de conscience radicalement opposé à l'armée : fallait-il lui permettre de continuer d'assister aux rencontres ? Au-delà des arguments, fondés ou non, en faveur ou contre sa participation, la discussion mit en relief les difficultés d'un programme rassemblant un groupe aussi hétérogène et traitant d'un sujet aussi sensible et controversé. La discussion fit aussi apparaître des divergences quant aux objectifs et aux choix méthodologiques d'un tel projet interculturel. Ainsi, par exemple, ce qui m'intéressait, au-delà de la "théorie" et d'un "savoir spécialisé", c'était surtout la possibilité de découvrir et de pouvoir étudier une diversité d'opinions et d'expériences concernant les forces armées françaises et allemandes et leurs "cultures militaires" respectives. Ma démarche semblait, en revanche, ne pas être partagée de tous. La dynamique des rencontres s'annonçait explosive.

Les réunions qui suivirent déclenchèrent de vifs débats. Une des questions controversées fut celle de savoir si, en essayant d'influencer la composition du groupe et en donnant la priorité à une "transmission efficace de savoirs", nous ne courions pas le risque de modifier la dynamique du groupe et le contenu même des débats. Ces craintes et ces réflexions furent d'ailleurs non seulement partagées par certains animateurs, mais aussi par de nombreux participants. La décision prise par une partie du groupe d'intégrer dans nos rencontres des formes expérimentales de dialogue constitua pour moi un tournant décisif. L'abandon d'un modèle traditionnel de transmission du savoir "ex-cathedra" au profit d'un débat ouvert améliora de manière déterminante la dynamique du groupe. Je tiens à signaler ici que tous les participants ne partagèrent pas cette appréciation favorable du changement de méthode et de son effet positif sur le processus du groupe. Lorsqu'on leur proposa de participer à des jeux de rôles, ils furent nombreux à protester qu'ils n'étaient pas des cobayes. Malgré ce jugement négatif, presque tous constatèrent par la suite une meilleure compréhension des opinions divergentes d'autrui, de même que l'apparition ou l'intensification d'amitiés. De mon point de vue, ce changement de méthode servit à "briser la glace".

Outre l'amélioration de la dynamique du groupe que je viens d'évoquer, un autre aspect m'importait : le processus de compréhension non pas unidimensionnel mais multidimensionnel. Partant de l'hypothèse selon laquelle la compréhension, en général, ou au sein d'un dialogue interculturel

en particulier, est rarement linéaire et dénuée de contradictions mais le plus souvent hétérogène, antagoniste et conflictuelle, il s'agit aussi de créer les conditions dans lesquelles ces ambivalences et ces incertitudes pourraient s'exprimer. Je ne puis développer ici les différentes façons d'aborder le dialogue interculturel. Les discussions portant sur les "bonnes" ou les "mauvaises" méthodes, sur une "bonne" ou une "mauvaise" réunion etc., certes nécessaires et inévitables, me paraissent indissociables des diverses symbolisations et font ainsi partie intégrante de notre réalité interculturelle.

Aujourd'hui, c'est une banalité de dire que la mise en présence de groupes ayant des avis différents et parfois diamétralement opposés ne produit pas forcément des compréhensions et solidarités souhaitées, mais peut déclencher, au contraire, une réaction de rejet tout en accentuant les conflits. Ces mécanismes n'ont pas d'effets linéaires : au contraire, ils se répercutent, tels des oscillations, sur le dialogue, et se caractérisent par des inclusions et des exclusions. En appliquant ceci aux rencontres avec les participants, on obtient grosso modo le schéma suivant : au début, le besoin de trouver des points communs se fit ressentir, de sorte qu'à ce stade, les ambivalences et les antagonismes étaient à peine visibles. La curiosité et l'esprit de découverte l'emportaient. La compréhension cognitive occupait le premier plan. C'est en dehors des séances plénières, lors de discussions plus conviviales se déroulant généralement le soir que s'échangèrent les premières opinions personnelles sur l'armée. Un premier groupement assez vague s'opéra, suivant les positions personnelles et politiques des participants sur l'armée et les "cultures militaires". Selon mes observations, c'est tout d'abord au sein des groupes nationaux puis indépendamment de la nationalité, que celui-ci s'était fait en fonction de l'attitude, favorable ou critique, des participants. Ces divergences n'excluaient pas pour autant une grande volonté de communiquer au-delà des clivages quant à leur vision du monde. Il est important de noter que ces constellations ne furent nullement statiques et qu'elles ne cessèrent de se former et de se défaire pendant les réunions. Il est aussi intéressant de relever qu'au cours du processus, les diverses caractéristiques individuelles et sociales eurent, de même que les différentes attitudes vis-à-vis des forces armées, une dynamique propre influençant l'ensemble des comportements et des attitudes. Ainsi, par exemple, on put remarquer certains regroupements aussi vagues selon l'âge et le sexe.

Je nommerai la phase suivante de nos rencontres "celle de désillusion". Si l'intérêt du groupe se maintint, on assista à ce stade à une modification, lente mais constante, de la dynamique du groupe. Ce changement se manifesta aussi dans la composition du groupe des participants. Ce phénomène s'accompagna en particulier d'un retrait de plus en plus marqué des antimilitaristes extrémistes appartenant au groupe des participants français. Une attitude très critique vis-à-vis de l'armée céda progressivement le pas à une attitude plus modérée. Si, d'un côté, elle engendra un débat moins conflictuel, la déperdition des tensions eut l'inconvénient de limiter notre dialogue interculturel. Celui-ci continua, en fin de compte, d'être influencé par la dynamique du groupe et par les rapports de force en présence. Cette phase me parut poser de nombreux problèmes en raison du champ d'action de plus en plus restreint du groupe. Cette difficulté réapparut au cours de nos discussions sur la démarche à adopter et sur le choix d'une méthode. Il me sembla qu'au lieu de rechercher ensemble des stratégies de résolution des conflits, le groupe se contentait de les déléguer aux "autorités". A un moment donné, ceci entraîna une bureaucratisation et une formalisation croissantes des rencontres. Je ne perds pas ici de vue le caractère tout à fait exceptionnel de la communication et de l'interaction au sein d'un programme interculturel consacré aux forces armées et rassemblant un groupe hétérogène de participants, ni le fait que ceci présente des défis mais aussi des risques. Je nommerai donc cette phase-ci "celle de la confrontation". C'est l'adoption de nouvelles méthodes de travail qui, à mon sens, permit de dépasser ce stade. Mais ce changement de méthode, résultat de notre travail de groupe, dut être conquis de haute lutte, ce qui entraîna chez moi à nouveau une certaine désillusion. C'est à ce moment-là que m'apparurent, de manière très claire aussi, les limites de notre compréhension interculturelle : au début de notre programme, j'avais espéré encore, qu'à côté des relations personnelles et amitiés nouées pendant les rencontres, nous arriverions plus aisément à rapprocher nos compréhensions des mondes civil et militaire des deux nations avec les orientations et les identifications. Ensuite, il m'apparut de plus en plus nettement que la présence de confrontations sous-jacentes, préjugés latents et attributions subconscientes rendait difficile cette entreprise (que je souhaitais pourtant fort réussie).

6. La compréhension doit-elle toujours mettre notre patience à rude épreuve ?

Il m'a fallu attendre les réunions suivantes pour que la situation change. Deux facteurs y contribuèrent sur le plan des contenus : la modification des axes prioritaires et la constitution de nouveaux groupes de travail. J'avais aussi l'impression que nous accordâmes également une plus grande place aux interactions. J'envisage cette phase comme l'amorce d'une "phase de coopération".

La "meilleure" compréhension s'explique non seulement par une plus grande ouverture du débat mais aussi par l'expression d'un nombre croissant d'opinions politiques subjectives à travers une implication *personnelle* plus forte de chacun dans la discussion ; et ceci au-delà des hiérarchies de savoirs en présence. A cet égard, un débat sur la guerre du Kosovo me revient à l'esprit. La participation à cette discussion était facultative et ouverte à tous. De nombreux participants y assistèrent et le débat n'en fut que plus passionnant et captivant. La modification des axes prioritaires des groupes de travail eut des effets positifs évidents. La composition des groupes se modifia, ce qui, à son tour, eut un effet positif sur la volonté de dialoguer de chacun. Parallèlement à l'exposé, forme traditionnelle de transmission du savoir, nous nous efforçâmes d'intégrer à notre travail en commun davantage de "formes expérimentales" de dialogue et d'interaction qui d'ailleurs, sans être si nouvelles ou expérimentales, sont utilisées depuis longtemps dans la formation permanente d'adultes. Ainsi, par exemple, en dehors des exposés, des films furent projetés qui firent ensuite l'objet de discussions. Nous accordâmes, par ailleurs, une place de plus en plus grande aux expériences individuelles. Chaque participant fut ainsi amené à exposer ses expériences de l'armée et de la "culture militaire" au reste du groupe. Nous nous interrogeâmes, par exemple, sur ce qui nous avait poussés à nous intéresser aux forces armées ou à les intégrer. Ces discussions ne furent pas traitées de façon formelle : elles apparurent, pour ainsi dire, de façon "incidente". Chacun était libre de participer ou non. Personne n'était contraint de répondre aux questions d'autrui s'il ne le souhaitait pas. C'est ce dialogue qui constitua pour moi un des points forts de notre travail de groupe car il permit, à diverses expériences, communes ou individuelles, de s'exprimer et, de surcroît, de manière accessible aux autres membres du groupe. Ceci peut être illustré par les propos d'un antimilitariste allemand expliquant, à l'intention d'un soldat français, à la fois le rapprochement né des discussions et du travail de groupe et la distance qu'il continuait d'éprouver vis-à-vis de l'armée en tant qu'institution : "Dieu nous a mis les uns à côté des autres afin de tester notre patience mutuelle". Il ressortit des discussions que les points communs et les différences ne dépendent pas nécessairement de la nationalité mais qu'elles sont transversales.

Les exemples, pris plus haut, montrent clairement que la compréhension mutuelle est facilitée lorsque des motifs personnels et des détails biographiques sont rendus transparents. On comprend alors pourquoi l'autre pense ou se conduit de telle ou telle manière, sans qu'il soit pour cela nécessaire de partager ses opinions. C'est pourquoi, il était important de ne pas s'attaquer, d'emblée, à combattre une opinion contraire ni de vouloir faire changer d'avis la personne qui l'exprime, mais au contraire de le respecter. C'est accepter une "culture de la dissension", un concept formulé par Ingrid Haller de la manière suivante : "Pour la viabilité des sociétés, il faut des concepts politiques axés sur la capacité de vivre avec des ambiguïtés et des contradictions. Une nouvelle culture de la dissension, qu'il conviendra en outre de tester, est indispensable, afin de montrer qu'il est possible de renoncer aux polarisations, à un raisonnement de type ami-ennemi, aux structures dogmatiques pour privilégier la prise en compte des perspectives de tous pour l'avenir" (voir Haller, 1994, p. 17).

7. Quelques conclusions provisoires

En résumant mes expériences, il convient de compléter quelque peu le présupposé selon lequel ce sont, en premier lieu, les orientations culturelles nationales qui ont des répercussions décisives sur la compréhension interculturelle. Selon mes conclusions, les orientations, caractéristiques, normes et valeurs organisationnelles et institutionnelles jouent un rôle tout aussi important. Ceci est particulièrement vrai pour une institution comme l'armée qui, par rapport aux autres sous-systèmes sociaux, constitue non seulement une institution du pouvoir étatique central, mais participe aussi de manière déterminante à la production de subjectivité. Dans le cadre de nos rencontres, ceci fut manifeste lors de notre interrogation sur ce qu'est un soldat et sur son image de soi. L'examen des deux systèmes sociaux et politiques, des données historiques et traditions respectives me permit de saisir des points communs et de distinguer des divergences. Au-delà des différences, particularités et caractéristiques nationales des cultures organisationnelles et des relations entre le civil et le militaire, j'ai encore en mémoire certains points de convergence. A cet égard, un certain nombre de remarques me paraissent importantes : les forces armées des deux pays sont des institutions fondamentalement conservatrices ; elles ont des orientations collectivistes et se distinguent donc à bien d'égards par une vision pessimiste du monde. Mais il y a aussi l'expérience que, pour des raisons d'organisation, les forces armées imposent des exigences spécifiques au rôle masculin, perçues comme diamétralement opposées à la féminité. Les points communs entre les forces militaires des deux pays que j'ai mis en relief nous renseignent peu sur la compatibilité réelle des "cultures militaires" distinctes. Ils nous fournissent cependant quelques indices précieux sur les possibilités, et sur les difficultés, que nous rencontrerons sur notre voie européenne commune. Ceci m'amène à m'interroger, d'un point de vue féminin, sur le degré d'égalité et de différence toléré par les forces armées, et à me demander si, au sein des armées, les femmes pourront développer des dimensions qu'elles auront elles-mêmes définies. Il se peut que, définis dans un sens sociologique comme des ensembles sociaux à dominance masculine, les forces armées aient des effets tout à fait positifs sur la consolidation du processus d'européanisation. On peut, toutefois, douter que ceci constitue un réel progrès pour l'égalité des sexes.

Cette conclusion peut, de prime abord, paraître décevante mais elle ne m'empêche pas de considérer nos rencontres comme une expérience tout à fait réussie. Ce que nous avons partagé, en tant que groupe, ce sont, en effet, les relations que nous avons su établir. La solidarité et un sentiment d'appartenance résultent ainsi d'une expérience commune au cours de laquelle les intéressés produisent, au-delà de leurs différences culturelles et sociales, un ensemble de relations, de conduites, de codes de groupe, d'intérêts, d'objectifs, de normes et de valeurs. Ces processus constituent pour beaucoup une expérience nouvelle, ce qui explique qu'on ne puisse les mettre en place que progressivement et à long terme. Nous n'y parvînmes pas toujours. Mais grâce aux contacts qui s'intensifièrent au cours de nos rencontres régulières, se développa, au sein du groupe, un sentiment d'appartenance avec la reconnaissance, dans toute son ambivalence, de ce qui unit et de ce qui sépare.

Traduit de l'allemand par Dominique Seillon

Bibliographie

Bredow, Wilfried von: Erkundungsziel Militärwelt. Vorüberlegungen zu einer ethnomethodologischen Erweiterung der Militärsoziologie, in : Vogt, Wolfgang R. (dir.), Militär als Lebenswelt, Opladen 1988.

Casmir, F.L./Asuncion-Land, N.C. : Intercultural communication revisited : Conceptualisation paradigm building and methodological approaches, in : Anderson, J.A. (dir.) : Communication Yearbook (12), Newbury Park 1989, p.278-309.

Flick, Uwe et al. (dir.) : Handbuch qualitative Sozialforschung. Grundlagen, Konzepte, Methoden und Anwendungen, 2^e Auflage, Weinheim 1995.

Haller, Ingrid : Für eine Kultur des Dissens, in : DIE, Materialien für Erwachsenenbildung 1, Interkulturelles Lernen, Francfort-sur-le-Main 1994, p.11-18.

Honneth, Axel : Kritik der Macht. Reflexionsstufen einer kritischen Gesellschaftstheorie, Francfort-sur-le-Main 1985.

Huntington, Samuel P : The Soldier and the State. The Theory on Politics of Civil-Military Relations, Cambridge 1957.

Husserl, Edmund : Ideen zu einer reinen Phänomenologie und phänomenologischen Philosophie, Vol.1, La Haye 1950.

Knoblauch, Herbert : Kommunikationskultur. Die kommunikative Konstruktion kultureller Kontexte, Berlin 1995.

Kreisky, Eva/Sauer, Birgit (dir.) : Geschlechterverhältnisse im Kontext politischer Transformationen, PVS Sonderheft 28/1997.

Lippert, Ekkehart Das Sozialisationsfeld „Bundeswehr“ in den Neunziger Jahren, Gutachten des Sozialwissenschaftlichen Instituts der Bundeswehr, Munich 5/1989.

Moerman, Michael : Talking Culture. Ethnography and Conversation Analysis, Philadelphia 1988.

Münch, Richard : Die Kommunikationsgesellschaft, Franfort-sur-le-Main 1993.

Seiffert, Anja : Bilder von Männern, Frauen und vom Soldatischen. Geschlechterrollenvorstellungen von angehenden Generalstabsoffizieren, in : Bald, Detlef/Nolte, Wilhelm (Dir.) : Ansichten und Einsichten, Brême 1998, p.87-99.

Seiffert, Anja : Gender, in : Albrecht, Ulrich/Volger, Helmut : Lexikon der Internationalen Politik, Munich 1997.

Vogt, Wolfgang R. (dir.) Militär als Lebenswelt. Streitkräfte im Wandel der Gesellschaft, Opladen 1988.

Pascal Dubellé

Réponse à Anja Seiffert d'un point de vue français

Le texte qui nous est présenté par Anja Seiffert se situe dans la même veine que celui d'Ulrike C. Nikutta-Wasmuht se référant à la même méthode d'approche et de compréhension des phénomènes sociaux : l'ethnométhodologie.

Je ne reprendrai donc pas ici ce que j'ai pu dire à cet égard dans mon commentaire du texte proposé par Ulrike C. Nikutta-Wasmuht, mais j'ajouterai cependant un commentaire qui peut s'apparenter à une critique de la méthode. J'essaierai ensuite de réagir à propos d'un des thèmes abordés par Anja Seiffert et que je traduis comme étant le problème de l'aperception du féminin dans la représentation collective du soldat. Je tenterai, enfin, de ramener cette question à la dimension interculturelle franco-allemande en relevant des différences qui me paraissent significatives entre Allemands et Français.

Critique de la méthode

L'ethnométhodologie, nous dit Anja Seiffert, se propose d'explorer "l'inconscient culturel" à la façon d'ethnologues qui tireraient les données inconscientes de l'ordre culturel objet de leur recherche. Étant psychiatre de formation psychanalytique et étant par ailleurs assez averti des questions relatives aux phénomènes inconscients qui peuvent s'exercer et s'exprimer dans les groupes et les institutions, je perçois bien évidemment tout l'intérêt suscité par un tel objet d'étude. Néanmoins, après avoir lu les travaux d'Ulrike C. Nikutta-Wasmuht et d'Anja Seiffert, je reste dubitatif au sujet de la méthode utilisée. Et ceci m'amène notamment à formuler deux réserves qui portent, en particulier, sur les positions respectives de ceux qui analysent et de ceux qui sont analysés et sur ce qui les distingue.

On nous dit que celui qui analyse est étranger à la situation culturelle observée - ou qu'il fait en sorte de l'être - afin d'atteindre une position d'observateur neutre, seule garante d'objectivité. La question qui se pose alors à moi est celle de savoir comment parvenir à cette position d'extériorité puisque nul ne peut échapper à la culture dont il est, en quelque sorte, le produit. Or, précisément, cette question me paraît devoir se poser avec d'autant plus d'acuité lorsque, de surcroît, comme c'est le cas dans nos rencontres, cet observateur est mis en situation d'immersion interculturelle. C'est là, à mon sens, une première difficulté, voire un obstacle méthodologique majeur quant à l'objectivité de cette sorte d'observation. Une autre difficulté rencontrée touche à l'analyse que l'on peut faire du matériel observé. Comment un tel "ethnologue" parvient-il à faire la distinction entre sa problématique personnelle et la problématique culturelle, objet de son étude, et comment saurait-il se prémunir contre le risque d'attribuer à la seconde des éléments de la première ? Dans l'absolu, il me semble que la seule prévention de ce risque est d'avoir une connaissance parfaite de soi-même et de ses acquis culturels, notamment dans leur part inconsciente, puisque c'est cette dimension inconsciente qui est explorée.

Même si ces remarques générales sur la méthodologie peuvent s'appliquer à toutes les disciplines qui travaillent dans et sur l'intersubjectivité, elles ne se veulent pas simplement formelles mais me paraissent devoir constituer un préalable nécessaire à une lecture critique d'un type de document qui, comme il est fait ici, part d'un vécu personnel et s'appuie sur une expérience singulière pour aboutir à des considérations d'ordre général.

C'est pourquoi j'émettrai des réserves sur l'analyse faite au sujet du rapport existant entre le pouvoir et la prise de parole dans le groupe, car elle me paraît ressortir plutôt de l'ordre du singulier que de celui plus général qui nous est présenté. Je ne pense pas, en effet, qu'on puisse s'en tenir à l'idée selon laquelle celui qui parle ne cherche qu'à affirmer son pouvoir et que celui qui se tait est dans la position d'un être dominé. De même, je ne partage pas cette interprétation qui veut que le fait de ne pas écouter celui qui parle corresponde à une volonté de dénigrement.

Prenez par exemple un groupe de participants et un animateur et laissez passer de longues minutes sans dire un seul mot. Celui qui prend alors le risque de rompre le silence qui s'impose est-il celui qui tente d'affirmer son pouvoir ou bien n'est-il pas plutôt celui qui ne supporte pas une situation devenue insoutenable, dévoilant ainsi son malaise, son angoisse et sa fragilité ? Autre exemple : dans la situation certes particulière, mais quand même éclairante, d'un groupe en analyse, peut-on dire que celui qui se tait, l'analyste, est en position de faiblesse ? Non, sans doute.

La gestion et la circulation de la parole dans un groupe ne peut se comprendre uniquement sous l'angle d'un rapport de force comme cela nous est présenté ici opposant les animaux alpha et les animaux bêta, ou bien encore, les hommes et les femmes. Tout dépend, on le voit bien, du contexte dans lequel se déroule l'échange et de ce que peuvent en dire les acteurs.

Divers facteurs interviennent ainsi dans cette gestion de la parole : certains tiennent naturellement compte du groupe, de sa composition, de son organisation, de sa structure et de la place qui y occupent les uns et les autres ce qui engendre nécessairement une asymétrie dans les échanges ; d'autres se rapportent aux individus eux-mêmes, à la facilité plus ou moins grande qu'on a pour s'exprimer en public - et de ce point de vue, on a pu constater en effet que, pour beaucoup, cette situation était source d'angoisse et d'inhibitions et qu'il était alors plus facile de procéder en petits groupes ou en comités restreints et informels - ou bien encore, au fait que, pour prendre la parole, il fallait d'abord se sentir autorisé à le faire, par les autres (et c'est le rôle des animateurs d'inviter et d'inciter les gens à s'exprimer), mais aussi et surtout, dirai-je, par soi-même - et à cet égard, même dans le cadre très ouvert de nos rencontres, certains ont pu éprouver une réelle difficulté qui a suffi à les maintenir dans une prudente réserve. Tel a été leur choix. Mais leur silence ne saurait être alors imputé à une quelconque volonté dominatrice de ceux qui parlent.

L'aperception du féminin dans la représentation collective du soldat

Je rejoins tout à fait Anja Seiffert pour dire que les aspects pratiques ne constituent pas un obstacle sérieux à la féminisation dans les armées même si de tels arguments sont souvent avancés. De même, la différence d'aptitude physique au métier des armes est un critère de moins en moins pertinent pour écarter les femmes, car nos armées sont de plus en plus mécanisées et utilisent de plus en plus de technologie, ce qui exige moins d'efforts et de force de la part des soldats. Dans le même ordre d'idées, l'engagement armé tel qu'il existe désormais (en précisant cependant que cela ne concerne que les armées des pays économiquement développés et à fort potentiel technologique) requiert un nombre de plus en plus restreint de combattants présents physiquement sur le terrain et "au feu", utilisant en revanche beaucoup de personnel dans ce qui constitue le soutien logistique, le rapport étant d'environ un pour dix. Cette donnée concernant la répartition des tâches au sein de nos armées permet alors de relativiser quelque peu le problème posé par l'emploi des femmes dans les armées, puisque ces postes en "logistique" sont souvent plus compatibles avec ce qu'il est convenu d'appeler la condition féminine.

S'il est toujours possible de s'arranger sur des aspects d'ordre pratique et technique, en revanche, il apparaît beaucoup plus difficile de lutter contre des résistances d'ordre psychologique. Or, il existe indéniablement une réticence toute particulière à la présence des femmes dans les armées qui repose, selon moi, sur une relative aperception du féminin dans l'image collective du soldat.

Ainsi, si vous demandez à un enfant de dessiner un soldat, il est fort probable que le soldat dessiné ressemble plus à son papa qu'à sa maman traduisant là, sans doute, pour une part, l'inscription phlogénétique à la base de sa représentation psychique du soldat. D'autre part, si effectivement, comme le dit Anja Seiffert, la biologie ne peut constituer un argument sérieux dans ce débat quand il s'agit seulement d'opposer une nature prétendument pacifique des femmes à une autre prétendument belliciste des hommes, on ne saurait cependant l'écarter en tant que facteur déterminant dans la genèse des rôles dévolus aux hommes et aux femmes dans la société et donc, par voie de conséquence, dans celle des représentations mentales.

C'est probablement parce que l'homme ne fait que transmettre la vie alors que la femme la donne, que ce premier s'est consacré à des activités sociales alors que la deuxième s'est occupée de son foyer. Les aptitudes physiques distribuaient les tâches et dessinaient les rôles : pour l'homme la quête de nourriture, la défense du foyer ; pour la femme, les activités domestiques et la charge des enfants.

La fonction guerrière s'est donc "naturellement" constituée comme l'affaire quasi exclusive des hommes - même si quelques femmes y ont pris leur part - et elle l'est restée jusqu'à une époque encore très récente. Rappelons ici, par exemple, que le service militaire ne concernait initialement que les garçons et qu'il n'était ensuite rendu obligatoire que pour eux seuls.

Cette répartition sexuelle des rôles autour de la fonction guerrière se retrouve dans le discours et l'imaginaire collectifs, lesquels s'alimentent à la source de récits, légendes et mythologies guerriers qui mettent en scène des personnages héroïques ou mythiques dont la plupart sont constitués d'hommes (voir le chapitre sur ce thème traité par Jean-Paul Kieffer). Citons ainsi parmi les personnages français qui ont fait la gloire de la France par les armes : Clovis, Charlemagne, Duguesclin, Bayard ou plus récemment, Turenne, Napoléon, Foch...

Est réalisé ainsi un système de représentations qui imprègne les inconscients individuels et qui, pour une grande part, oriente les modes de pensée, les attitudes, les manières d'être comme les actions et qui conduit, sans doute, en l'occurrence, à ne pas admettre comme tout à fait "naturelle" la présence des femmes dans l'Armée, institution d'une fonction guerrière apparentée au genre masculin.

Pour conclure vers la dimension interculturelle

Les constructions sociales ou les représentations psychiques naissent d'une histoire et d'un discours collectif que chacun peut reprendre à son compte, enrichir et transmettre. Dans cet ensemble, chaque culture offre à sa communauté culturelle la possibilité de se reconnaître dans un système de valeurs, une langue, une histoire, un discours, un imaginaire collectif constitués comme un bien partagé.

En tant que récit, celui d'une jeune Allemande plongée dans la thématique culturelle militaire de la France et de l'Allemagne, le document d'Anja Seiffert réalise une forme de témoignage culturel dans lequel, réagissant comme Français, il me semble discerner une difficulté particulière à la femme allemande d'exister dans le champ social. Et, de ce point de vue, comme le souligne Anja Seiffert, l'armée ne serait peut-être alors qu'une organisation archétypique. D'où la faible proportion de femmes présentes dans la Bundeswehr, une des plus basses d'Europe, ce qui a valu à l'Allemagne un rappel à l'ordre de la Communauté.

Comparativement à ce qui se passe en France, je suis donc fondé à me demander si cette "exception allemande" ne tiendrait pas au fait qu'on ne retrouve pas dans l'histoire et la culture de ce peuple de référents imaginaires et symboliques qui soient véritablement aptes à supporter le concept de "femme-soldat" ?

Comme je l'évoquais dans le chapitre comparant quelques concepts allemands et français rapportés à la culture, la teneur et la portée signifiante des mots utilisés apportent un certain éclairage. Ainsi le mot "patrie" me semble significatif par rapport à la question qui nous occupe dans la mesure où le patriotisme qui en découle est souvent associé à l'ardeur belliqueuse. Or, en français, ce mot "patrie" conjugue les deux genres : le genre féminin qui se rapporte au mot lui-même mais aussi à la représentation de la patrie lorsqu'elle prend alors les traits d'une femme ou bien encore à la "mère patrie" référence des territoires hors métropole ; et le genre masculin puisque le terme "patrie" est la désignation du "pays des pères", seule évocation comprise dans le *Vaterland* allemand.

Autre exemple qui marque une différence entre les cultures allemande et française : le fait que n'existe pratiquement pas d'égérie guerrière en Allemagne. La puissance symbolique de Germania, figure imaginaire un peu pâle et quelque peu discréditée, ne peut être comparée à celle de personnages français comme Jeanne Hachette, Sainte Geneviève ou Jeanne d'Arc qui sont des personnages réels à dimension mythique, ou à celle d'autres, fictifs, comme la République représentée, sur la place qui porte son nom à Paris, tenant un rameau d'olivier à la main droite et, prudente ou conquérante, la main gauche posée sur son glaive, ou comme la Marseillaise enfiévrée de Rude entraînant derrière elle les soldats de l'an II.

On comprendrait mieux ainsi ce qui pourrait être le voeu d'Anja Seiffert : introduire des femmes dans l'Armée pour fabriquer des représentations nouvelles, construire de nouvelles réalités sociales qui modifieraient les perceptions et finiraient par abattre les stéréotypes qui courent en Allemagne au sujet du rôle et de la place des hommes et des femmes dans la société. La finalité serait alors de favoriser la socialisation de la femme allemande, par trop cantonnée à des activités domestiques, en même temps que serait atténuée l'hégémonie masculine dans la "chose militaire".

En France, l'histoire et la culture militaire reconnaissent une place à la femme qui, notamment dans les heures les plus noires et les moments les plus critiques, participe au combat. J'évoquais, entre autres, le personnage emblématique de Jeanne d'Arc mais on retrouve aussi, plus près de nous, des femmes entrées en Résistance et qui sont devenues d'authentiques héroïnes ou des femmes, engagées volontaires, qui ont pris part aux combats de la Libération. Cette reconnaissance de la valeur guerrière des femmes dans l'histoire et la culture française n'empêche, certes, pas quelques réticences à l'oeuvre quand il s'agit d'ouvrir l'accès de nos Armées aux femmes, mais ces réticences ne me paraissent pas, comme ce pourrait être le cas en Allemagne, tenir à une incapacité à concevoir ce que peut être une "femme-soldat".

Ainsi, pour des raisons qui tiennent à leur histoire et leur culture respectives, il y aurait une différence qualitative quant aux réticences qui s'expriment en France et en Allemagne envers une féminisation croissante des Armées avec, en Allemagne, une plus grande difficulté à concevoir une "femme-soldat" et à admettre qu'une femme puisse être intégrée à des unités combattantes au même titre que les hommes. Ceci pourrait avoir pour conséquence de poser un problème en terme d'harmonisation des parités sexuelles au sein des Armées qui composent le Corps Européen de Défense.

Auteurs

Ulrike C. Nikitta-Wasmuth, Docteur en philosophie, M.A., sociologue et diplômée de sciences politiques est maître de conférence et chargée de cours en sciences politiques et sociales à l'Université libre de Berlin. Elle a été jusqu'ici chercheur, chargée de cours auprès de différents organismes de recherche et de formation ainsi qu'à l'Université Libre de Berlin. Elle s'est particulièrement consacrée à la recherche et à la formation dans les domaines suivants : sociologie des conflits, gestion des conflits et stratégie de maîtrise du stress, conflits sociaux et politiques internes, théorie de la politique des sexes (*gender*) et sociologie des sexes, sociologie militaire, dialogue et discours interculturel. Nombreuses publications sur ces sujets.

Kieffer Jean-Paul, fils d'officier, ancien élève de Saint-Cyr, il choisit l'Arme Blindée Cavalerie à sa sortie d'école. Après une année à Saumur, il rejoint l'Algérie (12^o Chasseurs d'Afrique) qu'il quittera pour l'Allemagne en 1963. Par la suite, alternant les séjours en France et en Allemagne, les affectations dans la troupe (3^o Hussards, 8^o Dragons, 5^o Dragons) en état-major ou en école, sa carrière est celle d'un officier en temps de paix couronnée par le commandement d'un régiment (1^o Régiment de Chasseurs à Cheval). En raison de sa connaissance de la langue allemande, apprise enfant pendant la période de l'occupation, il est orienté vers les relations franco-allemandes. Il sert successivement comme officier de liaison à la Panzertruppendschule de Munster (RFA), Attaché de Défense à l'Ambassade de France à Vienne, puis au Conseil franco-allemand de Défense et de Sécurité à Paris. Il quitte l'armée avec le grade de colonel et se consacre depuis aux relations internationales, notamment aux questions de défense européenne et au rôle que doivent y jouer la France et l'Allemagne.

Johannes Maria Becker est né en 1952. Docteur en philosophie, il est maître de conférence en Sciences Politiques à l'université Philipps de Marburg et à l'Académie pour l'exportation du Bade-Wurtemberg de Reutlingen. Officier de réserve, du grade de commandant, conseiller politique. A publié de nombreux textes et documents sur la politique de sécurité de la France et de l'Allemagne. Co-éditeur du journal "Science et Paix" (Bonn/ Marburg)

Paul Klein est né en 1941 à St Wendel en Sarre. Il y a passé son enfance et y a été à l'école. Après son Baccalauréat, il entre dans la Bundeswehr comme aspirant et y reste trois ans. Il étudie ensuite la psychologie, la sociologie et la pédagogie à l'Université de Tübingen. Il est diplômé de psychologie et docteur en sociologie avec une thèse sur "La compréhension mutuelle franco-allemande". Ses activités professionnelles ont débuté en 1971 où il est chef du service de psychologie du "Kreiswehrersatzamt" de Wiesbaden. Trois ans après il entre comme chercheur à "L'Institut de Sociologie de la Bundeswehr" à Munich. Il y est encore aujourd'hui et après le transfert de l'Institut à Strausberg près de Berlin depuis 1996, directeur scientifique et directeur adjoint. Il est chargé de cours titulaire à l'Université de la Bundeswehr de Munich et a été de nombreuses fois professeur invité (*Gastprofessor*) dans les Universités de la Bundeswehr ainsi qu'à l'Université de Toulouse.

Paul Klein a publié et collaboré à de nombreuses publications, livres, articles de journaux dans plusieurs langues. Il s'intéresse particulièrement à l'avenir des forces armées, à leurs structures, à la multinationalité des forces et à la coopération franco-allemande.

Pascal Dubellé. Après des études secondaires effectuées dans une institution scolaire militaire (le Prytanée militaire de La Flèche), il s'engage comme élève officier médecin à l'Ecole du Service de Santé des Armées de Bordeaux où il poursuit des études de médecine. Docteur en médecine, médecin des Armées, il obtient une première affectation de trois ans comme "médecin de brousse" en Nouvelle Calédonie, à l'époque où s'expriment les premières revendications violentes indépendantistes en 1984. Affecté en 1986 dans un régiment du Génie stationné en Alsace, il y exerce la fonction de médecin-chef d'un Corps de troupe. Devenu Psychiatre des Armées en 1988, il s'est intéressé, depuis lors, aux questions relatives au fonctionnement et à la dynamique des groupes et des institutions. De ce point de vue, l'armée française dans laquelle il exerçait était un terrain d'investigations privilégié. Son intérêt s'est porté, entre autres, sur la gestion collective des conduites suicidaires des appelés du contingent au

cours de la décennie 80, époque à laquelle la suspension de la conscription obligatoire et universelle n'était pas même évoquée. L'analyse de ce trouble des conduites, rapporté à ses diverses dimensions historiques, psychosociologiques et psychanalytiques, le destinait à poursuivre son questionnement sur l'institution militaire française ; il trouva au sein de la section recherche de l'OFAJ à la fois un champ de réflexion original, celui de l'interculturalité, et un lieu de recherche qui présentait l'avantage, pour lui, d'être situé à l'extérieur de l'armée.

Patrick Mignon, né en 1950, est responsable du laboratoire de sociologie de l'INSEP (Institut National des Sports et de l'Education Physique). Ses domaines de recherche concernent l'évolution des pratiques sportives, les transformations du sport de haut niveau et les relations entre sport, éthique et santé. Pendant plusieurs années, il a mené des recherches sur les formes de participation au spectacle sportif, notamment sur les phénomènes du supportérisme et du hooliganisme. A ce titre, il a participé, dans le cadre de l'OFAJ avec des chercheurs allemands et britanniques, à une recherche-action sur les relations entre sport et violence, sur les modes de régulation de la violence dans le sport et sur le rôle du sport dans les politiques de prévention. Auparavant, il avait travaillé pendant plusieurs années sur l'analyse des phénomènes musicaux et de la consommation de drogue.

Anja Seiffert. Etudes de germanistique, de sciences politiques et de sociologie à l'Université Georg-August de Göttingen et à l'Université libre de Berlin (1988-1994), bourse d'études de la Fondation Friedrich-Naumann (1995-1997), Prix d'Encouragement du groupe de travail "Recherche sur la paix et les conflits" (1995). Depuis 1997, chercheur à l'Institut des Sciences Sociales de la Bundeswehr de Strausberg. Se consacre actuellement à des recherches sur : l'éthique de *l'Innere Führung*, modification de l'identité professionnelle du soldat en opérations, les femmes dans l'armée. Dernière publication "Les fondements éthiques de *l'Innere Führung*" (en collaboration avec Klaus Ebeling et Rainer Senger) Strausberg 2002.